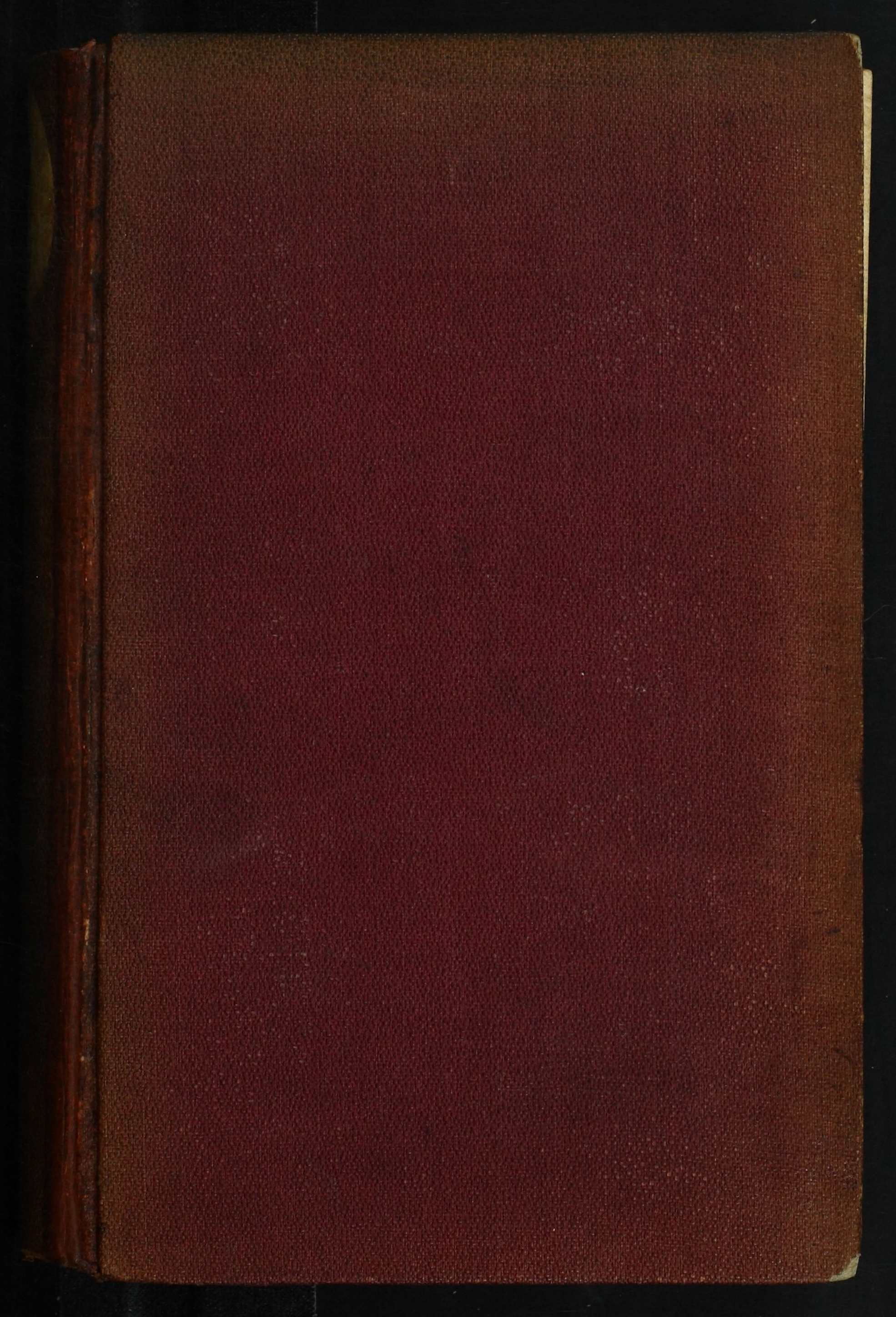
MOTTLEY

RÉVOLUTION
DES
PAYS-BAS

4

PIERSON





LA RÉVOLUTION

DES

PAYS-BAS AU XVI[e] SIÈCLE

FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE DES PROVINCES-UNIES

LA RÉVOLUTION

DES

PAYS-BAS

AU XVI[e] SIÈCLE

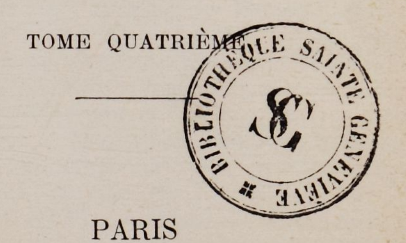
PAR

JOHN LOTHROP MOTTLEY

TRADUIT DE L'ANGLAIS

PAR GUSTAVE JOTTRAND ET ALBERT LACROIX

TOME QUATRIÈME



PARIS

C. MARPON ET E. FLAMMARION

LIBRAIRES-ÉDITEURS

1 à 9, Galeries de l'Odéon, et rue Racine, 26

CHAPITRE VIII

TROIS MASSACRES

(1572-1573)

État des affaires en Hollande et en Zélande. — Siège de Tergoes par les patriotes. — Importance de cette place. — Difficulté de la secourir. — Sa situation. — Plan audacieux pour envoyer des renforts à travers le « Pays submergé. » — Expédition brillante et heureuse de Mondragon. — Le siège est levé. — Sac terrible de Zutphen. — Conduite honteuse du comte Van den Berg. — Refus de Naarden de se rendre. — Mauvaise réussite de la députation envoyée par la suite à Don Frédéric pour régler les conditions de la reddition. — Don Frédéric devant Naarden. — Perfidie de Romero. — Entrée des Espagnols. — Massacre général de la garnison et des bourgeois. — La ville est incendiée complètement. — Chaude réception d'Orange en Hollande. — — Négociations secrètes avec les États. — Caractère désespéré de la lutte entre l'Espagne et les Provinces. — Don Frédéric à Amsterdam. — Projets pour réduire la Hollande. — Escarmouche sur la glace à Amsterdam. — Préparatifs à Harlem en vue d'un siège imminent. — Description de cette ville. — Les premières opérations. — Investissement complet. — Nombre des assiégés et des assiégeants. — Excès des deux parts. — Le premier assaut est vigoureusement repoussé. — Échec de l'expédition de Batenbourg. — Cruautés dans la ville et dans le camp. — Mines et contremines. — Le second assaut est victorieusement repoussé. — Souffrances et épidémies dans Harlem. — Disposition

de Don Frédéric à la retraite. — Remontrance vive d'Albe. — Efforts d'Orange pour venir en aide à la place. — Expédition de Sonnoy. — Exploit de Jean Haring. — Exécution cruelle des prisonniers, chez les deux partis. — Quirin Dirkzoon et sa famille sont livrés à la mort dans la ville. — Flottes sur le lac. — Défaite de l'*Armada* patriotique. — Souffrances croissantes et famine dans la place. — Pourparlers avec les assiégeants. — Désespoir des assiégés. — Appel au prince d'Orange. — Expédition de Batenbourg pour secourir la cité. — Sa défaite et sa mort. — Situation désespérée de Harlem. Sa reddition à discrétion. — Exécutions sanguinaires. — Massacre général. — Pertes d'hommes et dépense d'argent essuyées par les vainqueurs. — Joie de Philippe en apprenant ces nouvelles.

Pendant que les Flandres et le Brabant étaient ainsi replongés dans les chaînes qu'ils avaient si récemment secouées, les affaires du prince d'Orange ne s'amélioraient guère en Zélande. Jamais année ne fut marquée par des contrastes de fortune plus éclatants ; jamais promesses du printemps ne furent suivies de tant de déceptions à l'automne, qu'en cette mémorable année 1572. Dans l'île de Walcheren, Middelbourg et Arnemuiden tenaient encore pour le Roi, et Campveer et Flessingue pour le prince d'Orange. Dans l'île de Sud-Beveland, la ville de Goes ou Tergoes était toujours énergiquement défendue par une petite garnison de troupes espagnoles. Tant que cette place pouvait tenir, l'Espagne conservait Middelbourg; si elle venait à tomber, les Espagnols perdaient toute prise sur Walcheren et la province de Zélande.

Jérôme Vant' Zeraerts, officier brave et fidèle, mais singulièrement voué au malheur, commandait pour le Prince dans l'île de Walcheren. Plusieurs fois il avait préparé en hâte des expéditions pour donner de la besogne à sa turbulente soldatesque. — La fortune

s'était constamment obstinée à ne pas seconder ses efforts. Il avait assiégé Middelbourg, mais sans succès. Il avait attaqué Tergoes et dû battre honteusement en retraite. A son retour, les citoyens de Flessingue lui avaient fermé les portes de la ville, en refusant de le recevoir, lui et ses troupes. Pour réparer ces revers qui étaient dus plutôt à l'insubordination de ses soldats et au peu de sympathie qu'il leur inspirait, qu'à un manque de courage ou de capacité de sa part, il réunit sept mille hommes, marcha contre Tergoes, et le 26 août, la soumit à un siège en règle. La garnison était fort insuffisante, et quoiqu'elle se conduisît avec la plus grande bravoure, il devint bientôt évident qu'à moins d'être secourue, elle devait succomber. Il était clair que battus sur ce point, les Espagnols perdaient l'importante province maritime de Zélande, et le Duc ordonna en conséquence à d'Avila qui commandait à Anvers, de se porter sans retard au secours de Tergoes. Il fut fait, dans ce but, des tentatives par terre et par mer, mais en vain. Les Zélandais dominaient la mer au moyen de leur flotte, et étaient trop chez eux entre tous ces golfes et ces détroits, pour ne pas devenir maîtres de l'ennemi. Déçus dans leur espoir de secourir la place d'aucune manière, les Espagnols formèrent un plan mixte qui les conduisit à l'un des plus brillants faits d'armes qui signalèrent cette guerre.

L'Escaut, qui passe à Anvers, après avoir séparé les Flandres du Brabant, se partage en deux bras largement écartés et suivant des directions complètement opposées, avant de rejoindre la mer. Entre ces deux bras, se trouvent les îles de Zélande, à moitié submergées par les flots. La ville de Tergoes était le chef-lieu du Sud-Beveland, la partie principale de cet archipel, car le Sud-Beveland n'a pas toujours été une île. Cinquante ans auparavant, une des tempêtes

les plus violentes que mentionnent les orageuses annales de ce pays si exposé, avait rompu toutes les barrières de la mer d'Allemagne qui, poussée par le vent du nord, s'était jetée sur la côte basse de Zélande plus rapidement qu'elle ne s'élance par l'étroit passage de Douvres. Les digues de l'île avaient crevé et la mer, engloutissant des centaines de villages, avait arraché de la province toute une partie de terre. Ces terres submergées séparaient donc, à l'époque dont il s'agit, l'île de la terre ferme. A la marée basse cependant, il était possible à des marins expérimentés, de passer à gué la partie inondée ; la hauteur moyenne de l'eau était alors de quatre à cinq pieds, mais pouvait s'élever jusqu'à dix ; le fond était vaseux et perfide et se trouvait traversé, en outre, par trois courants toujours trop profonds pour être franchis à gué.

Le capitaine flamand Plomaert, homme de grande expérience et de grande bravoure, ardemment dévoué à la cause du Roi, conçut l'idée d'envoyer des renforts à Tergoes, à travers le territoire submergé. Accompagné de deux paysans de la localité qui connaissaient bien le terrain, il effectua deux fois ce difficile et périlleux trajet qui, d'une terre à l'autre, est d'environ dix milles anglais. S'étant ainsi convaincu par lui-même de la praticabilité de l'entreprise, il soumit son plan au colonel espagnol Mondragon.

Ce courageux vétéran embrassa avec ardeur le projet de Plomaert, examina le terrain et, après s'être consulté avec Sancho d'Avila, résolut de conduire lui-même l'expédition par la voie indiquée. Trois mille hommes choisis (mille de chaque nation, Espagnols, Wallons et Allemands), furent réunis en hâte et secrètement à Berg-op-Zoom, près d'où se trouvait Aggier, l'endroit qui devait servir de point de départ à l'expédition. Ils se munirent d'un grand nombre de sacs où ils placèrent des provisions de biscuit et de

poudre ; chaque homme devait porter un de ces sacs sur la tête. Quoique l'on fût déjà en automne, le temps était propice ; les troupes, ignorant encore l'entreprise secrète à laquelle elles étaient destinées, se trouvaient réunies déjà sur le rivage, quand Mondragon, qui avait tenu, malgré son âge avancé, à diriger cette périlleuse expédition, leur expliqua brièvement quel en était le but. C'était le soir du 20 octobre. La révélation des dangers qu'elles allaient courir, loin d'affaiblir leur courage, ne fit au contraire que l'exciter. L'enthousiasme des soldats devint indescriptible, quand Mondragon leur dépeignit l'importance de la place qu'il s'agissait de secourir et la gloire qui allait couvrir ceux qui se livraient à cette courageuse entreprise. Au demi-reflux, le colonel, précédé seulement de Plomaert et de ses guides, se plongea bravement dans les flots, suivi de son armée marchant presque sur une seule file. L'eau ne venait jamais au-dessous de la poitrine des soldats, et souvent leur montait au dessus des épaules. L'île était à trois lieues et demie, et il s'agissait de faire ce trajet tout au plus en six heures, sous peine d'être engloutis par la marée montante. Pataugeant ainsi dans une vase molle et glissante où souvent il n'y avait pas moyen de tenir pied, cette audacieuse phalange poursuivit cinq heures durant sa marche nocturne, les soldats parfois nageant pour ne pas se noyer et luttant incessamment contre les vagues qui menaçaient à chaque instant de les engloutir.

Le flux n'était pas encore à moitié, que l'armée mettait, avant le jour, pied à terre au village d'Irseken. Sur les trois mille hommes dont elle était composée, neuf malheureux seulement s'étaient noyés, tant le courage et la discipline avaient pu conjurer le danger de ce sombre et périlleux passage des flots. Le duc d'Albe pouvait bien proclamer cette expédition

comme un fait des plus brillants et des plus originaux dans les fastes de la guerre. Des signaux furent immédiatement allumés sur le rivage, comme il avait été convenu, pour informer de la bonne arrivée des troupes Sancho d'Avila, qui attendait avec anxiété à Berg-op-Zoom le résultat de l'entreprise. On se reposa quelques instants, et, à l'approche du jour, l'armée partit d'Irseken pour franchir les quatre lieues qui la séparaient de Tergoes. La nouvelle qu'une armée espagnole avait surgi des abîmes de la mer, la précéda dans sa marche. Les assiégeants commandaient la mer avec leur flotte et la terre avec leurs troupes ; et cependant, ces indomptables Espagnols avaient trouvé une voie qui n'était ni l'une ni l'autre, pour fondre sur eux dans le silence de la nuit. La panique les avait précédés, quand ils tombèrent sur un ennemi qui leur était supérieur en forces. Il fut impossible à T'Zeraert de décider ses soldats à résister. L'armée patriote prit ignominieusement et avec précipitation la fuite à bord de ses navires, ardemment poursuivie par les Espagnols qui surprirent et taillèrent en pièces son arrière-garde, avant qu'elle eût pu se rembarquer. Cela fait, la petite garnison qui avait défendu la place avec tant de succès, fut renforcée par les braves vétérans accourus à son secours. Ce brillant fait d'armes accompli, le « bon vieux Mondragon, » comme l'appelaient ses soldats, retourna dans la province de Brabant.

Après la prise de Mons et le sac de Malines, le duc d'Albe s'était rendu à Nimègue, ayant envoyé son fils, don Frédéric, pour réduire le nord et l'est du pays qui ne furent que trop prêts à se soumettre au conquérant. Il fut opposé fort peu de résistance par des villes qui avaient embrassé récemment avec tant d'enthousiasme la cause du prince d'Orange. Zutphen tenta une faible opposition à l'entrée des troupes

royales et reçut, en conséquence, un terrible châtiment. Le duc d'Albe envoya l'ordre à son fils, *de ne pas laisser un homme en vie dans la place,* et de brûler toute maison jusque dans ses fondements. L'ordre du Duc fut pour ainsi dire suivi à la lettre. Don Frédéric entra à Zutphen et, sans aucun avertissement, passa toute la garnison au fil de l'épée. Les citoyens sans défense eurent ensuite leur tour ; les uns furent poignardés dans les rues, d'autres pendus aux arbres dont elles sont ornées ; d'autres encore furent dépouillés complètement nus et exposés en pleine campagne pendant la nuit, pour y être gelés. Comme l'œuvre de mort devenait trop fatigante pour les bourreaux, on lia dos à dos et par couples, cinq cents malheureux citoyens inoffensifs pour les noyer comme des chiens, dans l'Yssel. Quelques infortunés fugitifs, qui avaient essayé de se soustraire d'abord à la persécution, furent découverts dans leurs retraites et *pendus par les pieds ;* il y en eut qui languirent quatre jours et autant de nuits dans cette épouvantable agonie, avant que la mort vînt les délivrer. Il est superflu d'ajouter que les outrages envers les femmes ne furent pas moins généraux à Zutphen qu'ils ne l'avaient été dans toute ville prise ou occupée par les troupes espagnoles. Ces horreurs continuèrent jusqu'à ce que toute trace de vie ou de pureté eût disparu dans cette malheureuse cité.

Cette attaque et ce massacre avaient été exécutés si soudainement que l'on n'aurait pu que difficilement secourir la ville, quand bien même tout eût été disposé à cet effet. Toutefois aucun préparatif n'avait été fait. Tout le pays, sauf les provinces de Hollande et de Zélande, était déjà courbé sous le joug. Personne n'osait approcher de la ville, même plusieurs jours après que sa destinée s'était accomplie, ne fût-ce que pour savoir ce qui s'y était passé. « Dimanche der-

nier, » écrivait le comte Nieuwenar, « s'élevait de la ville un murmure d'agonie ; on entendait comme le bruit d'un grand massacre, mais nous ne savons ce qui y est arrivé. »

Le comte Van den Bergh, un autre beau-frère du prince d'Orange, se montra tout à fait indigne de l'illustre famille à laquelle il était allié. Il avait, au commencement de l'année, reçu l'hommage des villes de la Gueldre et de l'Overyssel, au nom du prince patriote. Maintenant il abandonnait lâchement le sol où il s'était efforcé de cueillir des lauriers, tant que l'aurore du succès avait brillé sur les Pays-Bas. Il s'enfuit secrètement et en hâte du pays, après avoir écrit de Kampen, où il s'était retiré, qu'il ne se proposait de ne rendre la ville qu'à la dernière extrémité. Dans sa fuite, il fut pillé et volé par ses propres gens, tandis que sa femme, Marie de Nassau, qui se trouvait alors dans un état de grossesse avancée, et qui le suivait sous un costume de paysanne, était laissée en arrière dans un obscur village.

Après la fuite de Van den Bergh, toutes les villes qui, par son influence, s'étaient rangées sous la bannière de Guillaume d'Orange, désertèrent tout à coup sa cause. La Frise, où Robles vainquit une petite armée de six mille patriotes, se remit de nouveau sous le joug des Espagnols. Mais si le cœur des Frisons, autrefois fidèles, battait aussi faiblement pour leur pays, le feu sacré brûlait encore parmi leurs compatriotes de l'autre côté du Zuyderzée. Ce n'était pas lorsque Guillaume se trouvait dans ses limites, et quand ses provinces-sœurs avaient remis leur sort entre les mains du Prince, que la Hollande eût voulu suivre ce honteux exemple. La rébellion étant ainsi écrasée partout, excepté dans l'extrémité nord-ouest de la Hollande, Don Frédéric fut chargé d'opérer de Zutphen à Amsterdam, pour entreprendre de là la

conquête de la Hollande. La petite ville de Naarden, située au bord du Zuyderzée, se trouvait sur sa route et n'avait pas encore été soumise. Le vingt-deux novembre, une compagnie de cent hommes se présenta aux portes de la ville pour demander sa reddition. La petite garnison que le Prince y avait laissée n'était pas prête à la résistance, mais le courage des bourgeois était plus fort que leurs murailles. Ils répondirent à ceux qui les sommaient de se rendre, que jusqu'alors ils avaient tenu la ville pour le Roi et le prince d'Orange et que, Dieu aidant, ils continueraient de même. Au moment où les cavaliers s'en retournaient avec cette réponse, un fou, nommé Adrien Krankhœft, monta aux remparts et déchargea une couleuvrine au milieu d'eux. Aucun ne fut blessé, mais l'avenir réservait une terrible réplique aux paroles de défi des bourgeois et au coup tiré par la main de cet insensé.

Dans l'entretemps, les habitants de la ville, dont les fortifications n'étaient rien moins que redoutables, et qui était fort mal pourvue de soldats, de vivres et de munitions, envoyaient de pressants messages à Sonnoy et aux autres généraux patriotes qui se trouvaient dans les environs, pour leur demander du renfort ; les courriers revinrent, tous, les mains vides. Ils ne rapportèrent que quelque peu de poudre, et beaucoup de promesses et d'espérances, mais ils ne ramenèrent ni un seul homme d'arme, ni un ducat, ni une pièce d'artillerie. En outre, les chefs les plus influents conseillaient de capituler le plus honorablement qu'il serait possible, s'il en était encore temps.

Ainsi déçus dans leur attente, les bourgeois de Naarden trouvèrent leur fière attitude presque insoutenable. En conséquence, le 1er décembre, ils envoyèrent leur bourgmestre et un sénateur à Amersfoort, afin de

traiter avec Don Frédéric, si faire se pouvait. Quand ces envoyés arrivèrent à Amersfoort, le général refusa de les recevoir. L'armée avait déjà pour ordre de se porter sur Naarden, et on leur enjoignit d'accompagner l'avant-garde et d'attendre une réponse aux portes mêmes de leur ville. Cet ordre était d'assez mauvais augure. L'impression qu'il produisit sur eux fut confirmée par les avertissements de leurs amis de Amersfoort, qui leur conseillèrent de ne pas retourner à Naarden. L'avis ne fut pas perdu pour l'un des deux envoyés. Après n'avoir fait encore que peu de chemin, le bourgmestre Lauventszoon se glissa seul hors du traîneau dans lequel ils voyageaient, en y laissant son manteau. « Adieu ; je ne crois pas devoir me hasarder à retourner maintenant à Naarden, » dit-il tranquillement en abandonnant son compagnon à sa destinée. Celui-ci, qui ne pouvait délaisser aussi aisément ses enfants, sa femme et ses concitoyens à l'heure du danger, poursuivit non moins tranquillement sa route, pour aller partager le sort qui les attendait.

L'armée atteignit, dans la soirée, Bussem, localité située à une demi-lieue de Naarden ; don Frédéric y établit son quartier-général et commença à investir la place. Le sénateur Gerrit fut renvoyé à Naarden, pour en ramener, le lendemain matin, une députation plus nombreuse, munie de pleins pouvoirs pour la reddition de la ville ; il revint donc accompagné de Lambert Hortensius, recteur d'une académie latine, et de quatre autres citoyens. Avant que cette députation fût arrivée à Bussem, elle rencontra Julien Romero, qui l'informa qu'il était chargé de traiter avec elle, au nom de don Frédéric ; il demanda les clefs de la ville, et promit solennellement aux députés que la vie et les propriétés de tous les habitants seraient religieusement respectées. En témoignage de cet en-

gagement, don Julien donna plusieurs fois la main à Lambert Hortensius. La parole d'un soldat ainsi engagée, les députés, sans échanger aucun document écrit, firent la remise des clefs et accompagnèrent immédiatement Romero dans la ville, où il fut bientôt suivi par cinq ou six cents mousquetaires.

Afin de faire à ces nouveaux hôtes une réception convenable, toutes les ménagères de la ville se livrèrent aux préparatifs d'un somptueux festin auquel les Espagnols firent largement honneur, tandis que le colonel et ses officiers étaient traités par le sénateur Gerrit lui-même, dans sa propre maison. Aussitôt le banquet terminé, Romero, accompagné de son hôte, alla se promener sur la place ; sur ces entrefaites, on avait fait sonner la grosse cloche, pour convoquer les citoyens à l'église du *Gasthuis*, qui servait alors d'hôtel de ville. En quelques minutes, cinq cents personnes s'y étaient rendues, attendant tranquillement qu'on leur apprît ce qui devait être soumis à leurs délibérations, lorsque soudain un prêtre, qui avait continuellement passé et repassé devant la porte de l'église, entra et les informa qu'elles eussent à se préparer à la mort : mais l'avis, la préparation et la mort elle-même, furent simultanés. La porte s'ouvrit violemment, et une bande d'Espagnols armés apparut devant le seuil sacré ; puis, après une seule décharge dirigée, à l'intérieur, sur cette foule sans défense, ils se ruèrent sur elle, le fer à la main. Un immense cri de désespoir sortit de toutes les poitrines, quand les malheureuses victimes virent leur position sans issue et les visages féroces de leurs bourreaux. Dans cet étroit espace, le carnage fut complet et rapide : en peu d'instants tout fut massacré, y compris le sénateur Gerrit dont le commandant espagnol venait de quitter la table. Le feu fut ensuite mis à l'église, et morts et mourants furent réduits en cendres.

Excités par le sang, mais non rassasiés encore, les Espagnols se répandirent dans les rues, altérés d'horreurs nouvelles. Toutes les maisons furent dépouillées et les habitants contraints de porter eux-mêmes le butin au camp, où ils étaient massacrés, en récompense de leurs peines, puis on mit le feu à la ville, de tous les côtés, de manière à faire sortir de leurs retraites les malheureux qui se cachaient encore, pour les livrer aussitôt à la mort. Les uns furent passés au fil de l'épée, d'autres taillés en pièces à coups de hache : d'autres encore erraient dans les rues embrasées, entourés de bandes de soldats ivres, non de vin, mais de sang, qui les poursuivaient en riant, se les renvoyant de l'un à l'autre à coups de lance, et trouvant un horrible plaisir à contempler leur agonie. Les infortunés qui tentaient de faire la moindre résistance, étaient étripés vifs, comme du poisson, et livrés aux tortures d'une mort épouvantable et lente. Les soldats, dont croissait la folie à mesure qu'avançait leur infâme besogne, ouvrirent les veines à plusieurs de leurs victimes, buvant leur sang à même, comme si c'eût été du vin. Quelques citoyens furent épargnés assez longtemps pour voir violer leurs filles et leurs femmes, après quoi ils furent également massacrés avec ces victimes deux fois plus malheureuses encore. Il se fit, ce jour-là, des miracles de brutalité. Ni église, ni foyer, rien ne fut respecté ; des hommes furent tués, des femmes furent outragées, sur les autels, dans les rues, dans les maisons embrasées. La vie de Lambert Hortensius fut épargnée, eu égard à sa science et à son génie, mais il ne put guère tenir compte du bienfait à ses ennemis, qui tuèrent, sous ses yeux, son fils unique et lui arrachèrent le cœur de la poitrine. C'est à peine s'il survécut un homme ou une femme, si ce n'est par hasard. Une centaine de bourgeois étaient parvenus à

s'échapper dans la campagne, à travers la neige ; rattrapés dans leur fuite, ils furent tous mis à nu et pendus ainsi, par les pieds, aux arbres, pour y être gelés, pour succomber à une mort encore plus lente et plus horrible. La plupart périrent promptement, mais vingt d'entre eux, qui étaient riches, parvinrent, après d'affreuses tortures, à racheter leur vie, de leurs inhumains persécuteurs. Le principal bourgmestre, Henri Lambertzoon, fut moins heureux. Connu pour être riche, il eut la plante des pieds exposée à un feu ardent, jusqu'à ce que les pieds fussent presque entièrement consumés. Sur la promesse qu'on lui fit de lui épargner la vie, il consentit à payer une forte rançon : mais à peine l'eût-il fournie que, sur l'ordre de don Frédéric lui-même, il fut pendu dans son propre vestibule, et ses membres arrachés furent cloués aux portes de la ville.

De la sorte, presque tous les habitants de Naarden, bourgeois et soldats, furent détruits ; et don Frédéric fit défense formelle, sous peine de mort, de donner asile ou nourriture à aucun fugitif. Il refusa même aux morts la seule chose dont ils pussent être privés encore : — la sépulture ; et, pendant trois semaines, les cadavres des victimes restèrent étendus dans les rues, afin que les quelques malheureuses femmes qui s'étaient cachées dans les rares maisons épargnées par les flammes, ne pussent en sortir qu'en foulant les restes putréfiés de ceux qui avaient été leurs pères, leurs frères ou leurs époux. Tels étaient les ordres exprès de celui que ses flatteurs appelaient « le plus divin génie qu'on eût jamais connu. » Peu après, il fit démanteler les fortifications — lesquelles avaient assez montré leur faiblesse, à l'heure du danger, — et raser ce qui restait encore de la ville, jusqu'au sol lui-même. La besogne fut ponctuellement accomplie, et pour longtemps Naarden cessa d'exister.

Le duc d'Albe, avec sa complaisance habituelle en pareil cas, écrivit à son souverain « qu'ils avaient égorgé tous les citoyens ainsi que la garnison, et que pas un fils de mère n'était resté vivant. » Ce mot était presque littéralement exact, et l'infâme joie de ces chiens de boucher, au récit de leurs crimes, n'était pas moins honteuse que ces crimes eux-mêmes. « *C'est Dieu qui a permis*, » dit le Duc, « que ces gens aient entrepris de défendre une place si faible, que nuls autres n'eussent tenté choses pareilles. » La réflexion de Mendoza, à cet égard, n'est pas moins pieuse : « Le sac de Naarden, » dit ce brave chevalier, « est un châtiment que l'on doit croire permis expressément par la divine Providence, châtiment pour avoir été la première des villes de Hollande où l'hérésie ait bâti son nid, et d'où elle s'est élancée sur toutes les villes environnantes.

Ce n'est pas sans répugnance, mais non plus sans une résolution austère, que l'historien se livre au récit fidèle de ces horreurs ; il serait vil de chercher à les atténuer et les exagérer serait chose impossible. Il est bon que le monde n'oublie pas quelles douleurs a subies une malheureuse nation inoffensive, de la main du despotisme, et au nom sacré de Dieu. Il y a eu des bouches et des plumes en assez grand nombre pour redire les excès du peuple, poussé quelquefois à la folie par l'excès de l'esclavage ; or, s'il est bon de rappeler également ces crimes et de les flétrir, il est juste d'étudier aussi le tableau opposé. Le despotisme, toujours jeune, se reproduisant constamment avec les mêmes traits de granit, avec le même masque hypocrite dont il s'est couvert dans tous les siècles, ne peut jamais être assez minutieusement examiné, surtout quand il se peint lui-même, et quand l'histoire secrète de ses forfaits est puisée dans la confession de ses adorateurs. La vue de sa face hideuse ne nous fera pas aimer moins la liberté.

L'histoire de l'administration du duc d'Albe dans les Pays-Bas est un de ces tableaux qui nous terrifient de stupeur. Comment le Tout-Puissant a-t-il permis que de tels crimes fussent perpétrés en son nom sacré? Fallait-il que tant de générations fussent ainsi noyées dans le sang, pour que leurs descendants jouissent un jour des inestimables bienfaits de la liberté civile et religieuse? Était-il nécessaire qu'un duc d'Albe vînt ravager par le fer et le feu une nation paisible; que la désolation fût répandue sur toute une heureuse contrée, pour que le caractère pur et héroïque d'un Guillaume d'Orange ressortît davantage, comme une statue de marbre sans tache, sur un ciel sombre, gros de tempêtes?

Le Prince s'était rendu en Hollande, après la débandade de l'armée qu'il avait conduite au secours de Mons, avec si peu de succès. Il était allé à Kampen, peu de temps avant que cette ville se fût détachée de sa cause, et de là, traversant le Zuyderzée, à Enckhuyzen, il arriva dans cette province, la seule qui lui fût restée entièrement fidèle, dans la bonne et dans la mauvaise fortune, non comme un conquérant mais comme un proscrit malheureux; mais au milieu de ces froides eaux, battaient des cœurs ardents, et pas un chef riche d'une brillante série de victoires, n'eût pu être reçu avec plus d'affection et de respect que Guillaume d'Orange ne le fut, au moment le plus sombre de l'histoire de son pays. Il n'avait, à sa suite, que soixante-dix cavaliers, seul reste des vingt mille hommes qu'il avait levés, pour la seconde fois, en Allemagne; et, dans ce moment-là, il savait qu'il n'y avait nul espoir de reformer une troisième armée. Il était venu, maintenant, sinon pour affranchir la Hollande, au moins pour partager son sort. Il alla de ville en ville, tenant conseil avec les magistrats et les habitants, s'occupant de questions nombreuses, rela-

tives à la paix et à la guerre. Sur sa demande, les États des Provinces furent réunis à Harlem. L'assemblée le pria de lui soumettre, s'il était possible, quelque plan ou quelque moyen qu'il pût avoir imaginé, pour résister ultérieurement au duc d'Albe. Cédant à ces sollicitations, le Prince dévoila ses projets, dans une séance secrète, et satisfit les États quant à l'avenir de la cause nationale. Son discours n'a été conservé nulle part ; sans aucun doute, sa volonté formelle de garder le secret, a empêché ou détruit l'existence de tout procès-verbal de cette séance. Il est néanmoins probable qu'il s'occupa de l'état de ses négociations avec l'Angleterre et de la possibilité de voir le comte Louis aboutir dans ses rapports privés avec la cour de France, — plus qu'il n'eût été prudent de le laisser savoir au public.

Pendant que le Prince s'occupait ainsi de préparer cette énergique province à livrer une dernière bataille à mort à l'ennemi, l'heure de cette bataille approchait rapidement, car l'aspect de la lutte, dans les Pays-Bas, n'était pas celui d'un état de guerre ordinaire. C'était la rencontre de deux principes, si complètement opposés qu'il n'y avait d'autre issue à la situation, que la destruction entière et absolue de l'un d'eux. A mesure que se produisait la lutte, chaque combattant semblait s'inspirer d'une passion personnelle, et les hommes trouvaient du plaisir à s'abandonner à des actes de cruauté qui font frissonner d'une légitime horreur les générations qui n'ont pas été élevées dans les théories du massacre. Assassiner des prisonniers sans défense ; boire, non par métaphore, *mais littéralement*, le sang du cœur d'un ennemi ; s'exercer, avec un génie diabolique, à inventer de part et d'autre des moyens de tortures ; tout cela devint, non plus seulement un devoir mais une volupté. La liberté des Pays-Bas était pourchassée

jusque dans son aire ; elle avait cherché son dernier refuge dans les sables et les bruyères qui avaient servi de berceau à sa rude enfance ; et maintenant, elle se préparait à étouffer son bourreau dans une dernière et suprême étreinte, ou sinon à succomber.

Après le sac et le carnage de Naarden, don Frédéric s'était rendu promptement à Amsterdam, où se tenait le Duc, pour aller y chercher la bénédiction paternelle, due à une besogne aussi bien faite. Aux éloges du père, vinrent se joindre bientôt les louanges royales ; dès qu'il eut appris l'infâme massacre qui avait été commis, Philippe écrivit un lettre au duc d'Albe, pour le féliciter de ce que son fils s'était rendu si digne de lui. Après cela, il ne restait plus d'ouvrage, ni pour le père, ni pour le fils. Amsterdam était la seule ville de Hollande qui tînt pour le duc d'Albe, et il fut résolu que ce point d'appui servirait à reconquérir la province tout entière. Le prince d'Orange s'établit dans le district méridional ; Thierry Sonnoy, son lieutenant, fut placé dans la Hollande septentrionale. L'importante cité de Harlem se trouvait entre eux deux, placée sur un point du territoire où il n'y avait pas une lieue de distance entre les deux mers. La chute de cette place eût coupé en deux la province, et les forces rebelles une fois dispersées, toute résistance ultérieure semblait être désormais impossible.

Les habitants de Harlem prévirent le danger. Bossu, le Stathouder du duc d'Albe pour la Hollande, avait positivement annoncé que le système pratiqué jusqu'alors, à Malines, à Zutphen et à Naarden, était la politique délibérée du gouvernement. Le lieutenant du Roi avait formellement proclamé l'extermination des hommes, des femmes et des enfants, dans toutes les villes rebelles à son autorité, mais l'aveu et la mise en pratique d'un pareil système, produisirent

un effet opposé à celui que l'on attendait. Les cœurs des Hollandais étaient plutôt affermis dans la résistance, que portés à la terreur et à la soumission, par le sort épouvantable de Naarden. Un heureux évènement vint, à ce moment, se produire, comme un bon présage pour la lutte à venir. Une petite flotte de vaisseaux armés, appartenant à la Hollande, avait été prise dans les glaces, aux environs d'Amsterdam. Don Frédéric, en arrivant de Naarden, envoya un corps d'hommes choisis, pour aller sur les eaux gelées, attaquer les navires captifs. Pendant ce temps-là, les équipages avaient creusé une large tranchée tout autour de la flotte, qui devint dès lors, comme une forteresse inexpugnable. A l'approche des assiégeants, un corps nombreux de mousquetaires habiles et bien armés, descendit de cette nouvelle citadelle et s'avança à patins, à la rencontre des Espagnols. Il en résulta une escarmouche brillante, rapide et de la nature la plus singulière, où les Hollandais, si habitués à ce genre d'exercice, vainquirent aisément leurs adversaires, et les repoussèrent avec une perte de plusieurs centaines d'hommes qui restèrent sur la glace. « C'était une chose que l'on n'a ni vue, ni entendue, jusqu'à ce jour, » disait le duc d'Albe, « que le spectacle d'un corps d'arquebusiers combattant de la sorte sur une mer gelée. » Moins de vingt-quatre heures après ce fait d'armes, une haute marée, accompagnée de dégel, dégagea rapidement les bâtiments captifs, qui s'échappèrent tous vers Enckhuyzen, tandis que, par une circonstance aussi singulière qu'immédiate, la gelée reprit après le départ, de manière à rendre toute poursuite impossible.

Les Espagnols furent frappés de ce nouveau genre de manœuvre sur la glace. Il est amusant de lire leurs longues descriptions des étonnants accessoires au moyen desquels les Hollandais étaient arrivés au

combat en glissant, avec une supériorité de force, pour disparaître non moins rapidement, après la victoire. Mais les Espagnols n'étaient pas gens à se déconcerter, et se montraient toujours bons élèves, leur maître fût-il l'ennemi. Le duc d'Albe commanda immédiatement sept mille paires de patins, et ses soldats apprirent bientôt à se livrer à des évolutions militaires avec ces instruments, sinon avec autant d'adresse, du moins avec autant d'audace que les Hollandais.

Malgré le bon esprit qui régnait dans toute la province, une partie des magistrats de Harlem commença à trembler à l'approche du danger. Quelques-uns furent même assez vils pour entrer secrètement en négociations avec le duc d'Albe, et pour lui envoyer trois des leurs à Amsterdam, afin de traiter avec lui. L'un d'eux fut assez bien avisé pour rester auprès de l'ennemi ; les deux autres furent arrêtés à leur retour et condamnés à morts, après un procès impartial. Car, pendant que ces émissaires d'une lâche magistrature étaient partis pour accomplir leur honteuse mission, l'énergique commandant de la petite garnison de Harlem, Ripperda, avait rassemblé les citoyens et les soldats sur la place du Marché, pour leur faire voir la nécessité absolue d'un nouvel effort en faveur de la liberté. Il leur dépeignit, en couleurs très vives, le sort de Malines, de Zutphen et de Naarden, comme un miroir prophétique où ils pouvaient lire leurs propres destinées, si jamais ils étaient assez lâches pour rendre la ville. Il dit qu'il n'y avait pas de transaction possible avec des ennemis aussi faux que sanguinaires, et dont les ignobles passions, loin d'être assouvies, n'étaient que plus excitées par les horreurs qu'ils avaient déjà perpétrées.

Ripperda s'adressait à des hommes capables de sympathiser avec ses sentiments aussi courageux

qu'élevés. Soldats et citoyens, tous s'écrièrent, d'une seule voix, qu'il fallait se défendre et non se rendre, car il n'y avait d'âmes basses à Harlem que dans la magistrature ; et Marnix de Sainte-Aldegonde, le fidèle ministre du prince d'Orange, fut bientôt envoyé par ce dernier à Harlem pour y reformer complètement ce corps.

Harlem, sur les ruines de laquelle le despotisme espagnol espérait faire son entrée en Hollande, est située à l'endroit le plus resserré de l'étroit isthme qui sépare le Zuyderzée de la mer du Nord. La distance entre les deux mers est à peine de cinq milles anglais. A l'ouest de la ville, s'étendait une maigre langue de terre, autrefois un marécage, et devenue alors une fertile prairie, fortement défendue contre la furie de l'Océan. Entre la mer du Nord et l'extrémité de ce petit promontoire s'élevaient ces dunes sauvages et fantastiques, amassées par le vent et la vague, comme des simulacres de montagnes, et qui, courant le long de la côte, fortifiées par l'entrelacement de joncs flexibles et déliés, soumettaient à la volonté de l'homme les flots de la mer du Nord. De l'autre côté, vers l'Orient, Harlem regardait Amsterdam, ville déjà florissante, qui n'en était éloignée que de dix milles. Les deux villes étaient séparées par des eaux intérieures, que traversait une étroite digue. Le lac de Harlem, formé, moins d'un siècle auparavant, par la confusion de quatre lacs moins grands, pendant une tempête qui avait menacé de submerger toute la Péninsule, s'étendait au midi et à l'est ; il formait une petite mer de quinze pieds de profondeur et de soixante-dix milles carrés de surface ; mais exposé, comme il l'était, à tous les vents, il était souvent le théâtre de tempêtes aussi dangereuses que celles de l'Atlantique. Au delà du lac, vers le Nord, les eaux de l'Y balayaient presque la Péninsule ; cet affluent du Zuy-

derzée n'était séparé de Harlem que par une mince langue de terre, sur laquelle courait la digue qui réunissait les deux villes-sœurs, si malheureusement armées alors l'une contre l'autre. A mi-chemin, la digue était percée d'une écluse, par laquelle, au moyen des eaux du lac, tout le pays d'alentour pouvait être submergé.

La ville était l'une des plus grandes et des plus belles des Pays-Bas, mais aussi l'une des plus faibles. Les murs étaient de construction ancienne et garnis de tours de peu d'importance ; l'étendue et la faiblesse des fortifications exigaient une forte garnison, mais malheureusement, cette dernière était, dans son genre, encore pire que les murs. La meilleure défense de la ville consistait dans le cœur énergique de ses habitants. Les rues étaient spacieuses et régulières, pour l'époque, et les canaux étaient plantés de peupliers et de tilleuls. La vieille église de Saint-Bavon, vaste édifice en briques, s'élevait presque au centre de la ville, et se voyait de plusieurs lieues en mer et dans le pays plus plat que la mer elle-même, semblant abriter toute la ville sous son ombre protectrice. Sa flèche hardie et travaillée à jour, était surmontée d'une couronne colossale qu'une imagination exaltée eût pu considérer prophétiquement comme celle du martyre, ceignant le front de la cité, pour symboliser son héroïsme et son agonie.

Il était évident que les eaux intérieures qui s'étendaient entre Harlem et Amsterdam, allaient être le principal théâtre des opérations qui étaient sur le point de s'ouvrir. Le siège fut bientôt commencé ; et le bourgmestre De Vries, eut l'effronterie, en fuyant, d'adresser aux citoyens, d'après le conseil du duc d'Albe, une lettre, pour les engager à se rendre à discrétion. Le porteur du message fut pendu, — réponse brutale, mais catégorique, qui coupa court à toutes

nouvelles tentatives de trahison. On était dans la première semaine de décembre ; le 10, don Frédéric envoya un nombreux détachement pour prendre le fort et le village de Sparendam, comme préliminaire indispensable au commencement du siège. Un paysan ayant montré à Zapata, le commandant de l'expédition, un passage secret à travers les terres inondées et gelées, les Espagnols tombèrent vigoureusement sur la garnison qu'ils mirent en déroute, tuèrent trois cents hommes et s'emparèrent du village et des travaux de fortification. Le lendemain, don Frédéric apparut devant les murs de Harlem, et procéda régulièrement à l'investissement de la place. Le temps brumeux favorisa ses opérations, et il ne cessa de renforcer ses troupes, jusqu'à ce qu'au moins trente mille hommes, dont quinze cents cavaliers, eussent été campés autour de la place. Les Allemands, commandés par le comte d'Ovenstein, étaient placés dans un beau et vaste bois de tilleuls et de bouleaux, qui s'étendait entre les murs de la ville, au midi, et la rive du lac de Harlem. Don Frédéric, avec ses Espagols, prit position du côté opposé, dans un endroit appelé la Maison de Clèves, dont les ruines subsistent encore. Les Wallons et les autres régiments furent distribués de divers côtés, de manière à cerner complètement la ville. Le prince d'Orange avait déjà fait établir sur le bord du lac une série de forts, par lesquels Harlem commandait le lac. Pendant le siège, d'autres forts furent élevés par don Frédéric, ce qui changea la face des choses.

A ces forces imposantes, presque égales en nombre à la population de la ville, celle-ci n'avait à opposer qu'une garnison qui ne dépassait guère quatre mille hommes ; au commencement même, elle était moins nombreuse ; mais les circonstances qui accompagnèrent les premières opérations de don Frédéric, furent

avantageuses aux habitants de Harlem. Un brouillard épais et glacé régna constamment au-dessus du lac ; grâce à ce voile impénétrable, la ville reçut tous les jours des renforts en hommes et des approvisionnements en vivres et en munitions, sur une grande échelle, en dépit de tous les efforts des assiégeants. Des traîneaux poussés sur la glace, et des hommes, des femmes, des enfants même, glissant sur leurs patins avec la rapidité du vent, apportèrent leur tribut à la ville assiégée, pendant les courtes journées et les longues nuits de décembre. A la fin, la garnison compta près d'un millier de pionniers ou mineurs, trois mille combattants, et environ trois cents femmes également prêtes à la lutte. Ces dernières formaient un corps effectif composé de toutes dames respectables, armées de l'épée, du mousquet et de la dague. Leur chef, Kenau Hasselaar, était une veuve, appartenant à une famille distinguée et jouissant d'une réputation sans tache ; elle était âgée de quarante-sept ans et, à la tête de ses amazones, elle assista à plusieurs des actions les plus chaudes, pendant le siège, tant en dehors qu'au dedans des murs. En présence de ces courageuses dispositions des femmes et des jeunes filles de Harlem, on pouvait s'attendre à ce que les hommes ne rendissent pas la place sans une vigoureuse résistance. Le Prince avait réuni, à Leyde, une troupe de trois ou quatre mille soldats, qu'il envoya vers Harlem, pendant la première moitié de décembre, sous les ordres de De La Marck. Ces forces furent attaquées, en route, par un nombreux détachement que commandaient Bossu, Noircarmes et Romero. Après une lutte acharnée, livrée au milieu d'une violente tempête de neige, De La Marck fut complètement mis en déroute ; un millier de ses soldats furent taillés en pièces et d'autres, en grand nombre, faits prisonniers, furent pendus aux gibets

élevés fort ostensiblement dans le camp espagnol, et qui, depuis le commencement du siège, n'avaient pas été à court de victimes. Parmi les prisonniers se trouvait un brave officier, Baptiste Van Trier, pour la rançon duquel De La Marck offrit vainement deux mille couronnes et dix-neuf prisonniers espagnols ; toutes ses propositions à cet égard furent repoussées avec mépris, et Van Trier fut pendu par une jambe, jusqu'à ce que mort s'en suivît. Pour répondre à cet acte de barbarie, De La Marck fit attacher immédiatement à la potence ses dix-neuf prisonniers espagnols. Cet échange de cruautés peut être considéré comme l'ouverture du siège.

Don Frédéric s'était placé en face de la porte de la Croix, qui n'était pas très forte, mais que défendait un ravelin. N'en voulant faire qu'un siège sommaire, il établit immédiatement ses batteries, et, pendant les journées des 18, 19 et 20 décembre, dirigea une furieuse canonnade contre la porte de la Croix, la porte Saint-Jean, et la courtine qui s'étendait entre les deux. Six cent quatre-vingts coups de canon furent tirés le premier jour, et presque autant pendant chacun des deux jours suivants. Les murs souffrirent fortement de cette attaque, mais hommes, femmes et enfants, travaillèrent nuit et jour, dans l'intérieur de la ville, réparant les brèches à mesure qu'elles se formaient, sous le feu de l'ennemi. Ils apportaient de tous côtés des sacs de sable, des blocs de pierre, des charretées de terre, et jusqu'aux statues des églises, qu'ils arrachaient de leurs niches pour les jeter dans les ouvertures des murailles, faisant ainsi meilleur profit de leurs saints, que s'ils se fussent bornés à implorer leur intercession. Ce fait excita, toutefois, une horreur chez les assiégeants : des hommes qui tous les jours massacraient leurs semblables et pendaient, de sang-froid, leurs prisonniers, affectaient de frémir à

l'énormité de l'offense ainsi commise contre des images sculptées.

Après cette canonnade de trois jours, l'assaut fut ordonné, Don Frédéric n'ayant d'autre but que de se livrer à un rapide carnage, pour couronner ses exploits de Zutphen et de Naarden. Selon lui, la place devait succomber en une semaine, et après une autre semaine de sac, de meurtre et de pillage, il croyait pouvoir se porter plus loin, et avancer de la sorte, jusqu'à ce que la Hollande fût entièrement soumise. Romero monta vers la brèche, suivi d'une colonne nombreuse d'assaillants, mais rencontra une résistance qui surprit les Espagnols. Les cloches des églises sonnèrent aussitôt l'alarme par toute la ville, et la population entière courut aux remparts. Les assiégeants furent reçus non seulement par l'épée et le mousquet, mais par toutes les armes quelconques qui avaient pu tomber entre les mains des bourgeois ; de grosses pierres, de l'huile, des charbons ardents furent lancés sur la tête des soldats; on alla jusqu'à leur jeter adroitement autour du cou des cerceaux enduits de poix enflammée. Le courage et la férocité même des Espagnols durent céder devant cette attitude résolue d'une population entière animée d'une seule et unique pensée. Romero perdit un œil dans la lutte ; un grand nombre d'officiers furent tués et blessés, et trois ou quatre cents soldats restèrent étendus sur la brèche, tandis que trois ou quatre citoyens seulement perdirent la vie. Le signal de la retraite fut donné, bon gré mal gré, et les Espagnols abandonnèrent l'assaut. Don Frédéric avait pu voir que Harlem ne tomberait pas à ses pieds, au premier son de ses trompettes. Or, il était clair que le siège devait précéder le massacre ; il donna des ordres pour faire miner le ravelin, ne doutant pas qu'en peu de jours, la place ne tombât entre ses mains.

Pendant ce temps, le prince d'Orange, de son quartier-général de Sassenheim, à l'extrémité méridionale du lac, tenta un nouvel effort pour jeter du secours dans la place. Deux mille hommes et sept pièces de campagne, accompagnés de nombreuses voitures de munitions, furent envoyés vers Harlem, sous le commandement de Batenbourg. Cet officier avait remplacé De La Marck dans le commandement dont le Prince avait récemment dépouillé ce dernier. Le turbulent et rude flibustier n'était pas propre à servir davantage une cause que compromettait plus sa barbarie, que son courage à toute épreuve ne pouvait la favoriser. Toutefois, l'expédition de Batenbourg ne fut pas plus heureuse que celle de son prédécesseur. Arrivées dans le voisinage de Harlem, ses troupes se perdirent dans les épais brouillards qui enveloppaient presque continuellement la ville; on tira des coups de canon, on sonna les cloches, on alluma des feux de reconnaissance sur les remparts, mais tout fut vain : et les Espagnols tombèrent sur la troupe de Batenbourg, avant qu'elle fût parvenue à se retrouver. Un grand nombre de soldats furent tués ; d'autres s'échappèrent dans diverses directions ; un très petit nombre parvint à pénétrer dans Harlem. Batenbourg rassembla quelques débris de son expédition, mais tous les approvisionnements si précieux étaient perdus, et la petite armée fut entièrement détruite.

De Koning, le lieutenant de Batenbourg, était parmi les prisonniers. Les Espagnols lui coupèrent la tête, et la jetèrent dans la ville, au-dessus des murailles, avec cette inscription : « Ceci est la tête du capitaine De Koning, qui arrive avec des renforts pour la bonne ville de Harlem. » Les citoyens répondirent par une autre facétie encore plus barbare. Ils coupèrent les têtes de onze prisonniers et les mirent dans un tonneau qu'ils jetèrent dans le camp espagnol. Une éti-

quette y était apposée, portant ces mots : « Remettez ces dix têtes au duc d'Albe, en remboursement, avec une onzième pour l'intérêt. » Assiégeants et assiégés rompaient ainsi, par d'horribles distractions, la monotonie de ce triste siège d'hiver. Comme les sorties et les escarmouches étaient l'ordinaire de chaque jour, il y avait constamment récolte de prisonniers, sur lesquels les deux partis exerçaient leur cruauté, de manière à ce que les potences fussent constamment garnies, dans la place comme dans le camp.

Depuis l'assaut du du 21 décembre, Don Frédéric avait poursuivi son plan en creusant régulièrement des travaux souterrains ; mais, aussitôt que les Espagnols commencèrent à miner, les citoyens de Harlem leur opposèrent des contre-mines, et, chaque jour, Espagnols et Hollandais se livraient des combats isolés, mais mortels, dans les entrailles de la terre ; des luttes fréquentes et désespérées avaient pour théâtre des passages trop étroits pour qu'il pût y être fait usage d'autre chose que de la dague, et si obscurs que les sombres lanternes des mineurs y éclairaient à peine le coup mortel. On eût dit des luttes non d'hommes, mais de démons ; et ce n'était pas tout cependant : souvent on voyait s'élancer de terre et retomber en effroyable pluie, des têtes, des membres, des troncs mutilés, des restes informes de centaines d'êtres humains, qui paraissaient sortir des bouches d'un volcan ; à chaque instant des mines faisaient explosion ; et quand les Espagnols, avec une ardeur infatigable, poursuivaient leurs travaux souterrains, les assiégés, creusant sous eux, venaient détruire leur ouvrage, par l'épée ou la lance, et par d'horribles explosions.

Pendant ce temps-là, le prince d'Orange encourageait les citoyens à persévérer, en leur promettant fréquemment des secours. Ses lettres, écrites sur de

petites bandes de papier, étaient apportées dans la ville par des pigeons voyageurs. Le 28 janvier, il envoya, en quantité considérable, les deux choses qui manquaient le plus : du pain et de la poudre, sur cent soixante-dix traîneaux qui traversèrent le lac de Harlem, accompagnés de quatre cents vétérans. Les habitants continuaient à défendre les approches du ravelin de la porte de la Croix, mais il était devenu évident qu'ils ne pourraient tenir longtemps. Dans cette prévision, ils avaient construit secrètement, rapidement, et avec persévérance, pendant les longues nuits d'hiver, une demi-lune en forte maçonnerie, à l'intérieur même de cette porte. Des vieillards, de faibles femmes, de jeunes enfants, se mêlèrent aux hommes valides, pour accomplir ce travail de défense, au moyen duquel ils espéraient se maintenir encore après la chute du ravelin.

Le 31 janvier, à minuit, après deux ou trois jours de canonnade contre les portes de la Croix, de Saint-Jean, et la courtine qui les reliait, Don Frédéric ordonna l'assaut. Les murs avaient été fortement endommagés et une partie de la porte Saint-Jean était en ruines ; les Espagnols montèrent en grand nombre sur la brèche et faillirent s'emparer de la ville, par surprise, tellement que le commandant en chef, certain de la victoire, plaça toutes ses troupes aux issues par où la population épouvantée pouvait fuir, afin de lui couper la retraite. L'attaque était inattendue, mais, tout en sonnant l'alarme, les quarante ou cinquante sentinelles placées sur les murs, se défendirent énergiquement. Le tocsin retentit, et les habitants, dont le sommeil ne pouvait être bien lourd, pendant ce terrible hiver, furent bientôt sur les remparts. L'aurore trouva la lutte à son apogée, et les assiégés, comme avant, se défendaient avec le mousquet et la rapière, avec de la poix fondue, des tisonniers, des

massues, de grosses pierres. Dans l'intervalle, après les prières du matin, l'assaut général fut sonné dans le camp espagnol. Une attaque terrible fut dirigée contre la porte de la Croix, et le ravelin finit par être emporté. Les Espagnols se jetèrent avec ardeur dans ce travail de fortifications qu'ils avaient si longtemps convoité, et s'apprêtaient à fondre sur la ville pour la mettre à feu et à sang, lorsque, franchissant l'enceinte, ils aperçurent pour la première fois la demi-lune, plus forte encore, qui avait été construite secrètement, à l'intérieur. Ils comprirent alors pourquoi le ravelin ne leur avait pas été plus chaudement disputé, en voyant la demi-lune, dont ils n'avaient pas soupçonné l'existence, se dresser devant eux, hérissée de canons. Un feu nourri fut immédiatement ouvert contre les assiégeants, tandis que le ravelin, miné à l'avance par les habitants de Harlem, sauta avec une terrible explosion, emportant dans les airs tous les soldats qui venaient de pénétrer dans la place d'une manière si triomphante. C'était un coup décisif. On sonna la retraite, et les Espagnols s'enfuirent vers leur camp, laissant au moins trois cents morts au pied des murailles. C'est ainsi qu'un second assaut, livré par des forces écrasantes et conduit par les généraux les plus distingués d'Espagne, fut glorieusement repoussé par de simples bourgeois de Harlem.

Il devenait presque évident que la ville ne pourrait être prise, ni par une attaque soudaine, ni par des travaux réguliers ; il fut donc résolu de la réduire par la famine. A la vérité, l'hiver continuait à être très rigoureux ; la forte armée campée hors des murs de Harlem ne souffrait pas moins que les assiégés. Les soldats tombaient en masse, frappés de maladies occasionnées par le froid et l'insuffisance de nourriture, et le nombre de ce genre de victimes dépassait de beaucoup, comme toujours, dans ce genre de

sièges, celui des assiégeants frappés par la main de l'ennemi. Les souffrances des habitants croissaient naturellement de jour en jour, toute la population était mise à la ration. Chaque jour aussi, les approvisionnements diminuaient et il était à craindre qu'ils ne fussent complètement épuisés à l'approche du printemps et au dégel du lac. Si les habitants perdaient toute ressource de ce dernier côté, ils devaient céder ou succomber ; et ils doutaient que le Prince parvînt à organiser une flotte. Le spectre hideux de la famine se dressait déjà devant eux avec des menaces auxquelles il n'y avait pas à se méprendre ; dans leur misère, ils désiraient ardemment de nouveaux assauts de la part des Espagnols, afin de pouvoir se trouver face à face avec un ennemi moins terrible, après tout, que la faim. Tous les jours, ils se montraient sur les remparts, tambours battants et bannières déployées, afin d'induire les assiégeants à renouveler leurs tentatives. Pour enflammer le fanatisme religieux de leurs adversaires, ils se revêtaient des splendides habits, brodés d'or, des prêtres, habits qu'ils prenaient dans les églises ; ainsi accoutrés, ils faisaient, à la face des Espagnols, des processions burlesques, portant des images, des reliques et autres symboles sacrés à des yeux catholiques, objets qu'ils jetaient ensuite au bas des remparts, ou brisaient en mille pièces, au milieu de démonstrations d'insulte et de mépris.

Quoi qu'il en fût, l'ennemi se posait la question de savoir s'il fallait ou non lever le siège. Don Frédéric était évidemment d'avis qu'il en avait été fait assez pour l'honneur espagnol ; las de voir ses soldats périr autour de lui sans remède, il considérait l'objet de la victoire comme trop peu de chose en comparaison des existences qui devaient en être le prix. Son père ne pensait pas de même. Peut-être se souvenait-il du

siège de Metz et de l'impérissable regret avec lequel son impérial maître se rappelait, pensait-il, le conseil qu'il avait reçu de lui. Don Frédéric avait envoyé à son père, à Nimègue, Don Bernardino de Mendoza pour solliciter sa permission de lever le siège ; l'envoyé revint avec cette réponse du duc d'Albe : « Dites à Don Frédéric, que s'il n'est pas décidé à poursuivre le siège, je ne le considérerai pas plus longtemps pour mon fils, quels qu'aient pu être jusqu'alors mes sentiments. *Dût-il périr dans ce siège*, je prendrai moi-même le commandement pour le remplacer ; et quand nous aurons péri tous deux, la Duchesse, ma femme, viendra d'Espagne pour mener notre œuvre à bonne fin. »

Un tel langage n'était pas équivoque, et les hostilités recommencèrent avec autant de violence qu'auparavant. Les assiégés les soutenaient avec joie et faisaient, chaque jour, des sorties désespérées ; dans l'une d'elles, les habitants de Harlem, couverts par une brume épaisse, marchèrent sur la batterie principale de l'ennemi, et tentèrent d'enclouer ses pièces sur place. Ils furent tous tués à la bouche des canons où les avait conduits, non la vaine gloire, mais le patriotisme, et restèrent étendus autour de la batterie, tenant encore à la main leurs clous et leurs marteaux. Les habitants donnaient constamment des preuves du même courage. Comme le printemps avançait, on faisait, tous les jours, sortir le bétail, qui s'en allait paisiblement à la pâture, sans s'inquiéter du tumulte qui l'entourait ; mais il n'était pas possible aux Espagnols de s'emparer d'un seul de ces pauvres animaux, sans qu'il leur en coûtât une douzaine d'hommes. « Ces bourgeois » écrivait Don Frédéric, « font aussi bien que les meilleurs soldats du monde. »

Le dégel commença vers la fin de février. Le comte de Bossu, qui avait construit une flotille de petits bâti-

ments, à Amsterdam, réussit à entrer dans le lac avec quelques chaloupes canonnières, par une brèche qu'il avait faite dans l'Overtoom, à une demi-lieue de cette dernière ville. La possession du lac était un danger pour les assiégés ; mais le Prince ne s'était pas endormi sur le péril, et il ne tarda pas à être à même d'envoyer à son tour une flottille sur le lac. Sur ces entrefaites, la position d'Amsterdam était devenue aussi critique que celle de Harlem ; comme cette dernière place s'appuyait sur le lac, Amsterdam dépendait de sa digue, pour ses approvisionnements. Si la grande route artificielle vers Muyden et Utrecht venait à être coupée, la ville pouvait être affamée aussi promptement que Harlem même. « Depuis que je suis au monde, » écrivait le duc d'Albe, « je n'ai jamais éprouvé pareille anxiété ; s'ils parvenaient à rompre nos communications par la digue, nous n'aurions plus qu'à lever le siège de Harlem, et à nous rendre les mains jointes, sinon mourir de faim. » Le Prince d'Orange était parfaitement au courant de la situation des deux places, mais, comme d'habitude, il manquait fatalement d'hommes et de moyens. Il écrivit, avec des supplications, à ses amis d'Angleterre, de France et d'Allemagne ; il pressa son frère Louis de lui amener quelques soldats, s'il était humainement possible. « Tout le pays languit après vous, » écrivait-il à Louis, « comme si vous étiez l'archange Gabriel. »

Le Prince fit néanmoins tout ce qui était possible à un homme dans sa situation ; pendant qu'il écrivait avec cette anxiété, espérant, attendant des renforts de troupes de l'Allemagne ou de la France, il faisait de son mieux avec tous les volontaires qu'il pouvait rassembler. Il était toujours établi à Sassenheim, au midi de la ville, tandis que Sonnoy campait, avec ses maigres forces, du côté du nord. D'Orange envoya ce

général, avec toutes les troupes qu'il put réunir, pour attaquer le Diemerdyk. Ses soldats se retranchèrent le plus fortement possible, entre le Diemer et l'Y, ouvrant en même temps les écluses et rompant la digue. Pendant l'absence du commandant, qui était allé à Edam pour chercher du renfort, ils furent attaqués par des forces considérables venues d'Amsterdam. Une terrible lutte, demi-terrestre, demi-aquatique, s'engagea partie sur des bateaux, partie sur l'étroite digue, partie dans l'eau ; lutte qui rappelait les combats fréquents des anciens Bataves et des Romains, pendant les guerres de Civilis. Cette lutte inégale devait être fatale aux patriotes.

Sonnoy qui revenait, leur amenant des secours, fut trompé par la faiblesse inattendue des volontaires qu'il avait engagés à Edam. Bravant mille dangers, il s'avança, presque seul, dans son petit bâtiment, mais ce ne fut que pour être témoin de la défaite de ses troupes. Il était trop tard pour tenter de les rallier, dans leur retraite. Elles s'étaient bien battues, mais elles avaient dû céder à la supériorité du nombre, malgré les prodiges de valeur d'un seul soldat de cette petite armée. Jean Haring, de Horn, s'était placé complètement seul sur la digue, à l'endroit où elle était si étroite, entre l'Y d'un côté et le lac du Diemer de l'autre, que deux hommes pouvaient à peine s'y tenir de front. Armé de l'épée et du bouclier, il avait tenu en échec un millier d'ennemis, assez longtemps pour que ses propres compagnons eussent pu, s'ils l'avaient voulu, se rallier et reprendre l'attaque. Mais il était trop tard : la bataille était déjà trop perdue pour qu'il fût possible de la regagner. L'intrépide soldat n'en resta pas moins à son poste, jusqu'à ce qu'il eût protégé suffisamment la retraite de ses frères d'armes. Alors, il se jeta à la mer, et sans avoir reçu la moindre blessure, parvint

à se sauver à son tour. S'il eût été Grec ou Romain, un Horace ou un Chabrias, son nom eût été célèbre dans l'histoire, et une statue lui eût été élevée au milieu du Marché ; car l'intrépide Hollandais avait montré, sur la digue, autant de valeur dans la défense d'une cause sacrée, que les héros les plus célèbres de l'antiquité.

Cette tentative infructueuse pour couper les communications entre Amsterdam et le pays, rendit l'espérance au duc d'Albe. Plusieurs centaines de patriotes furent pris ou tués ; et parmi ces derniers se trouvait Antoine Olivier, le peintre, grâce auquel Louis de Nassau avait pu s'introduire dans Mons. Deux enseignes au service du duc d'Albe, qui coupèrent la tête à Olivier, reçurent la récompense promise; elle était de deux mille carolus. Cette tête, marquée du nom de celui à qui elle avait appartenu, fut rejetée dans la place de Harlem. En même temps, on éleva, dans le camp espagnol et en face de la ville, un nouveau gibet placé en évidence, et où l'on pendait tous les prisonniers, les uns par le cou, d'autres par les talons, à la vue de leurs concitoyens. Comme toujours, cet acte de cruauté excita ces derniers à des représailles. Deux des anciens magistrats appartenant au parti espagnol étaient encore en prison à Harlem, avec sept autres personnes, parmi lesquelles un prêtre et un jeune garçon de douze ans. Ils furent voués à la potence. La femme de l'ex-bourgmestre et sa fille, qui était religieuse, l'accompagnèrent à la mort, l'exhortant à subir avec courage les exécrations de la foule et l'ignominie de son sort. La populace, irritée de tant d'audace, ne fut pas rassasiée par le supplice des victimes désignées d'avance à la vengeance des citoyens ; et après leur exécution, elle pourchassa la femme et la fille qui trouvèrent la mort dans les flots. Il est juste d'enregistrer ces actes de

cruauté de la part des patriotes, aussi bien que ceux dont étaient coupables leurs ennemis, — actes de cruauté que rendait presque inévitable l'incroyable barbarie de ces derniers. C'était une guerre de bêtes féroces. Selon les paroles de Mendoza, chaque individu, au dedans comme au dehors de Harlem, « semblait inspiré d'un esprit de haine comme particulière et personnelle. » Le sang innocent versé à flots dans Malines, Zutphen et Naarden, et sur mille échafauds, avait depuis trop longtemps crié vengeance, du sein de la terre. Les Hollandais auraient dû être plus ou moins que des hommes, pour ne pas se laisser entraîner parfois à des actes que réprouvent la justice et la raison.

La singulière conduite d'un brave officier de la garnison, le capitaine Curey, vient dissiper un peu l'horreur que ces scènes de carnage inspirent aux natures honnêtes. Doué d'un caractère fort doux, mais poussé presque à la folie par le spectacle de la cruauté des Espagnols, il avait embrassé la profession des armes pour laquelle il éprouvait naturellement de la répugnance. Brave jusqu'à la témérité, il conduisait ses hommes, chaque jour, aux sorties les plus périlleuses, aux coups de main les plus hardis. Armé d'une simple rapière, et dépourvu de toute armure défensive, il était toujours là où la bataille était la plus ardente, et le nombre fut grand des victimes de son courage personnel. Mais chaque fois qu'il revenait d'une expédition de ce genre, il rentrait se renfermer chez lui, se mettait au lit et restait pendant plusieurs jours malade de remords, déplorant amèrement tout le sang qu'il avait si largement contribué à verser, et les cruelles circonstances qui en étaient cause. Peu à peu, ce courant pacifique se calmait, et la fureur reprenant le dessus, le capitaine retournait à la lutte, cherchant d'autres objets de destruction et des victimes nouvelles à sa rage de vengeance.

Tous les jours, étaient livrés des combats devant les murs. Le 25 mars, un millier d'hommes firent une brillante sortie, repoussèrent tous les postes avancés de l'ennemi, lui brûlèrent trois cents tentes, prirent sept pièces de canon, neuf drapeaux et un grand nombre de voitures de vivres, qu'ils parvinrent à ramener dans la place, avec tout le reste du butin. Après s'être ainsi renforcés, par un moyen peu usité parmi les places assiégées, et à la face d'une armée de trente mille vétérans ; après avoir tué à l'ennemi huit cents hommes (presque un par assaillant), tandis qu'eux-mêmes n'en perdirent que quatre, les habitants de Harlem, à leur retour, érigèrent un trophée d'un aspect lugubre, mais triomphal. Ils construisirent, sur les remparts, un monticule en terre, sous forme de sépulcre colossal, en vue du camp ennemi ; au dessus de ce funèbre simulacre, étaient placés les canons et les drapeaux si vaillamment conquis dans le combat, avec cette inscription au centre : « Harlem est le cimetière des Espagnols. »

Tels furent les évènements du siège, pendant l'hiver et le commencement du printemps. Le duc d'Albe pouvait bien écrire à son maître : « que c'était une guerre comme il ne s'en était jamais ni vu, ni entendu, dans aucun pays. » Et pourtant, le Duc avait près de soixante années de pratique de la guerre. Il dit à Philippe « *que jamais place ne fut défendue avec autant de bravoure et d'habileté que Harlem*, tant par des rebelles que par des hommes combattant pour leur prince légitime. » Certainement, son fils avait reconnu l'erreur où il était, lorsqu'il prétendait que la ville devait se rendre au bout de huit jours, et d'Albe lui-même, après soixante ans d'expérience, devait avouer que ces « hommes de beurre » étaient moins malléables que les « hommes de fer » qu'il se vantait d'avoir domptés. Il put voir qu'il ne fallait pas le ciel de la Grèce et

de l'Italie, ou le spectacle splendide de la Suisse, pour éveiller l'esprit de la résistance à l'oppression étrangère, esprit qui éclatait aussi fièrement sous les brumes hyémales et dans les plaines unies de la Hollande, que sous les radieux climats d'autres pays plus romantiques.

Mendoza avait accompli sa mission en Espagne, et en était revenu avec des subsides en espèces, six semaines après son départ. Cédant à ses représentations et aux supplications du duc d'Albe, Philippe avait, en outre, ordonné à Requesens, gouverneur de Milan, d'envoyer dans les Pays-Bas trois régiments de vétérans espagnols, qui étaient, pour lors, plus nécessaires devant Harlem qu'en Italie. Pendant que l'on augmentait ainsi les forces de terre, la flotte du lac avait été largement renforcée. Le prince d'Orange, de son côté, avait mis à flot une centaine de navires de diverses espèces, de sorte que toute la surface du lac était sillonnée par des bâtiments. Des combats navals et des escarmouches avaient lieu presque tous les jours, et il était évident que c'était sur les flots qu'allait se continuer la lutte mortelle engagée devant Harlem. Aussi longtemps que les Hollandais pouvaient conserver ou disputer la possession du lac, il était encore possible de secourir, de temps en temps, la place; si, au contraire, les Espagnols battaient la flotte du Prince, Harlem devait inévitablement succomber.

Le 28 mai, un engagement décisif eut enfin lieu entre les deux flottes. Les vaisseaux s'abordèrent l'un l'autre et le combat fut long, terrible, acharné. Bossu commandait cent bâtiments; Martin Brand, amiral patriote, en avait cent cinquante, mais de moindre dimension; Batenbourg commandait les troupes à bord de la flotte hollandaise. Après une longue lutte, qui coûta la vie à plusieurs milliers de combattants,



la victoire resta aux Espagnols. Vingt-deux vaisseaux du Prince ayant été capturés, et le reste mis en déroute, Bossu traversa triomphalement le lac. Les forts, appartenant aux patriotes, furent immédiatement pris, et les habitants de Harlem, ainsi que leurs amis, furent entièrement refoulés hors du lac.

Ceci était le commencement de la fin. Le désespoir s'empara de la ville. Toute la population avait vécu, depuis longtemps, d'une livre de pain par homme et par jour, et les femmes de la moitié seulement ; mais le pain était épuisé, et, avec la perte du lac, la famine était aux portes de Harlem. On envoya au Prince des supplications pressantes, afin qu'il fît quelque chose pour porter secours à la malheureuse population, trois semaines étant le plus long terme que l'on pût encore assigner à la résistance. Il leur écrivit, par des pigeons messagers, de patienter quelque temps encore ; qu'il était en train de rassembler des forces et qu'il réussirait également à leur fournir des approvisionnements. Pendant ce temps-là, (on était en juin), les souffrances des habitants croissaient d'heure en heure. Depuis longtemps les aliments ordinaires avaient disparu, et la population se nourrissait de navette et de graine de lin ; quand ces tristes vivres furent épuisés, on dévora des chats, des chiens, des rats, des souris, et lorsque ces sales animaux firent défaut à leur tour, les habitants de Harlem firent bouillir des peaux de bœuf et de cheval ; ils mangeaient le cuir des souliers, et s'en allaient cueillir les orties et les mauvaises herbes qui croissaient dans les cimetières et entre les pavés, afin de pouvoir se soutenir encore un peu, jusqu'à ce qu'arrivassent les secours espérés. Des hommes, des femmes, des enfants tombaient morts par douzaines, dans les rues, succombant à l'épuisement, tandis que les survivants avaient à peine la force de les ensevelir. Ceux qui se soutenaient encore, dans la

ville, erraient çà et là comme des ombres, enviant le sort de ceux dont la mort avait terminé les souffrances.

Ainsi se passa le mois de juin. Le 1er juillet, les habitants consentirent à parlementer. Des députés furent envoyés aux assiégés, mais les négociations furent brusquement rompues, don Frédéric n'ayant voulu admettre aucune espèce de conditions. Le 3, une épouvantable canonnade fut rouverte contre la place; huit mille boulets y furent jetés : c'était plus que pendant aucune journée, depuis le commencement du siège. Les murailles souffrirent énormément de ce feu violent, mais on n'ordonna pas l'assaut, parce que les assiégeants étaient convaincus que les habitants étaient dans l'impossibilité physique de résister de longs jours encore. Une dernière lettre, écrite avec du sang, fut envoyée au prince d'Orange, dépeignant l'état affreux de la situation. En même temps, avec l'ironie de désespoir, les malheureux défenseurs de Harlem jetèrent dans le camp ennemi les quelques pains qui restaient encore dans leurs murs. Un jour ou deux après, il y eut de nouveaux pourparlers à deux reprises, mais sans plus de résultat qu'auparavant. Alors, on hissa, sur la tour de la cathédrale, un drapeau noir, signe de détresse pour amis et ennemis ; mais peu après, un pigeon s'abattit dans la ville, portant une lettre où le Prince suppliait les habitants de tenir bon encore pendant deux jours, attendu qu'il arrivait avec des secours.

Le Prince avait fait, à la vérité, tout ce qui était possible dans les circonstances du moment. Réunissant, sur le marché, les habitants de Delft, il leur avait annoncé sa résolution de marcher lui-même au secours de Harlem, à la face de l'ennemi, s'il pouvait réunir quelques troupes. De troupes, il n'y en avait pas, mais partout la plus ardente sympathie pour

Harlem, dans toutes les autres villes, Delft, Rotterdam, Gouda. Un grand nombre de bourgeois, pour la plupart gens de condition, s'offrirent comme volontaires, pour marcher à l'ennemi. Le Prince désapprouva hautement la formation d'une armée aussi mêlée, dont la composition ne pouvait guère lui offrir de garanties de succès ; en sa qualité de soldat, il comprenait que l'enthousiasme, dans cette circonstance, ne pouvait guère suppléer à l'expérience. Néanmoins, comme il n'y avait pas de troupes régulières à obtenir ni de temps à perdre, il dressa un brevet nommant Paul Buys gouverneur pendant son absence et éventuellement stathouder, s'il venait à succomber lui-même, dans l'expédition. Quatre mille volontaires armés et six cents cavaliers avaient pu être réunis sous Charles de Noot, et le Prince se mit à leur tête. Toutefois, il n'y eut qu'une seule voix, tant parmi les magistratures et les populations des villes, que parmi les troupes elles-mêmes, pour s'élever contre cette résolution. Nul ne voulait consentir à ce qu'une vie aussi précieuse, aussi indispensable à l'existence de la Hollande, fût exposée sans nécessité. Certes il fallait secourir Harlem, mais le Prince était plus utile à la cause publique que bien des villes. Finalement, il consentit, mais à regret, à abandonner le commandement de l'expédition au baron Batenbourg, ce qui lui répugnait d'autant plus que, comme nous l'avons dit, il ne croyait pas pouvoir beaucoup compter sur la valeur de ses troupes. Le 8 juillet, à la brune, l'expédition partit de Sassenheim ; elle comptait environ cinq mille hommes accompagnés de quatre cents voitures de provisions et de sept pièces de campagne. Parmi les volontaires, Barnevelt, si célèbre plus tard dans l'histoire de la république, marchait dans les rangs, le mousquet sur l'épaule. Ceci nous montre quel esprit animait les populations de la province.

Batenbourg fit halte dans les bois de Noordwyk, au midi de Harlem, et y resta jusqu'à minuit. Tout semblait tranquille dans le camp ennemi. Après les prières, il donna l'ordre de marcher en avant, avec l'espoir de traverser les lignes des Espagnols endormis, et d'arriver ainsi au secours de la place, par surprise. Mais une déception amère lui était réservée : ses plans et ses forces étaient parfaitement connus des Espagnols, deux pigeons qui apportaient aux assiégés les détails de l'expédition projetée ayant été tués et portés au camp de don Frédéric.

Les habitants, à ce qu'il paraît, avaient pratiqué une brèche dans la courtine, du côté où ils attendaient Batenbourg, afin de faire une sortie et d'appuyer les forces de ce dernier, aussitôt leur apparition. Il était convenu que les assiégés devaient être avertis, par des feux, de l'approche de leurs amis. En conséquence, le chef espagnol fit mettre le feu à une masse de branches vertes, mêlées de paille et de goudron, dans la direction de la brèche ouverte au milieu des travaux. Derrière ce foyer, se tenaient cinq mille hommes de troupes choisies, tandis que cinq mille autres, appuyés par de la cavalerie, étaient placés dans le voisinage des dunes, avec ordre de tomber sur la gauche des patriotes. Six régiments, sous les ordres de Romero, et s'avançant vers l'est, devaient attaquer la droite. L'épaisse fumée qui s'exhalait du vaste feu allumé par l'ennemi, déroba aux assiégés les signaux de Batenbourg, ainsi qu'elle cachait à ce dernier les cinq mille Espagnols embusqués sur son passage. Quand le chef patriote sortit du bois, il se vit aussitôt attaqué par des forces supérieures aux siennes, et, en peu d'instants, il fut entièrement enveloppé. L'armée espagnole tout entière était sous les armes et l'attendait depuis deux jours. Les malheureux citoyens de Harlem seuls ignoraient l'arrivée de

leurs alliés ; et, au bruit du combat, ils crurent à une fausse alerte créée par les Espagnols pour les attirer dehors, et ne voulurent pas sortir pour s'exposer à une lutte qu'ils n'étaient pas de force à soutenir. Batenbourg fut bientôt tué, et ses troupes mises en déroute complète. Le nombre des morts a été diversement évalué, d'après les uns à six cents, d'après d'autres à deux et même à trois mille. De toute manière, il est certain que toute l'armée patriote fut entièrement détruite ou dispersée, et l'espoir de secourir la place, perdu sans retour. La mort de Batenbourg fut la moins regrettée, parce qu'il était accusé, probablement avec grande injustice, de s'être trouvé en état d'ivresse au moment du combat, et, par conséquent, incapable de bien conduire l'entreprise qui lui était confiée.

Les Espagnols coupèrent le nez et les oreilles d'un prisonnier, et l'envoyèrent dans la place pour annon-la nouvelle, pendant qu'ils jetaient au-dessus des murs quelques têtes pour la confirmer. Quand on apprit à Delft la défaite complète des patriotes, il y eut une explosion d'indignation, même contre le prince d'Orange. D'après l'assertion du duc d'Albe, qui doit n'être acceptée, du reste, qu'avec une grande défiance, une partie de la populace tenta de saccager la maison du Prince et se livra même à des sévices sur sa personne. Certes, si ces démonstrations eurent réellement lieu, jamais fureur populaire ne fut plus insensée ; mais la chose ne repose absolument que sur une assertion vague du Duc, et se trouve différer de tous les autres récits contemporains de ces faits. Quoi qu'il en soit, il était devenu fatalement nécessaire d'abandonner à son sort l'héroïque et malheureuse cité ; il était désormais impossible de rien tenter de plus pour elle. Le lac et ses forts étaient entre les mains de l'ennemi ; les meilleures forces que l'on pût

opposer à l'armée assiégeante, avaient été taillées en pièces, et le prince d'Orange convenait qu'il ne restait plus aux citoyens de Harlem qu'à traiter, aux meil- conditions possibles, avec l'ennemi.

Ces désespérantes nouvelles causèrent une commotion horrible dans la place assiégée. Il n'y avait plus d'espoir, ni dans la soumission, ni dans la résistance : le massacre ou la famine étaient les seules alternatives. Mais s'il n'y avait plus d'espoir dans les murs, il y avait encore, au dehors, la mort du soldat. Pendant un instant, la garnison et les citoyens valides résolurent de sortir des postes en colonne compacte, et de se frayer un chemin à travers le camp de l'ennemi, ou de périr. On croyait que les faibles et les infirmes, restés seuls dans la place, seraient traités avec quelque indulgence, après que tous les hommes en état de porter les armes auraient été tués. De toute manière, même en restant, ces derniers ne pouvaient ni les aider ni les protéger. Mais aussitôt que cette résolution fut connue, il y eut un tel concert de cris de la part des femmes et des enfants, qu'il fallut finir par y renoncer; ils comprirent qu'il eût été lâche de ne pas mourir en leur présence. Il fut alors résolu de mettre ensemble toutes les femmes, avec les enfants, les vieillards et les malades, au milieu d'un carré, de les entourer de tous les hommes valides qui restaient encore, et de se frayer un chemin par la force du désespoir, ou de périr tous ensemble.

Ces projets extrêmes, que les Espagnols croyaient bien la population capable de mettre à exécution, ne tardèrent pas à être connus d'eux. Après tout ce dont il avait été témoin pendant sept mois, Don Frédéric ne doutait pas qu'il y eût chose que les citoyens de Harlem ne pussent ou n'osassent tenter. Il craignait que ces derniers ne missent le feu à la ville, et ne s'ensevelissent sous les ruines de leurs demeures avec

leurs femmes et leurs enfants ; or, il ne désirait pas que les fruits d'une victoire aussi chèrement achetée échappassent à sa main, au moment où il allait enfin pouvoir les saisir. En conséquence, il fut envoyé, par ses ordres, une lettre aux magistrats et aux citoyens notables de Harlem, au nom du comte Overstein, commandant les troupes allemandes dans l'armée assiégeante. Cette dépêche demandait que la place se rendît à discrétion, mais contenait l'assurance solennelle qu'aucun châtiment ne serait infligé, si ce n'est envers les individus qui, d'après le jugement des citoyens eux-mêmes, l'auraient mérité ; cette lettre promettait, en outre, ample pardon en cas de soumission immédiate. Au moment où il envoyait cette lettre, Don Frédéric recevait, de son père, l'ordre formel de ne pas laisser un homme de la garnison en vie, sauf les Allemands, et de faire exécuter, en outre, un grand nombre de bourgeois. Il n'osa pas désobéir à cet ordre, quoiqu'il en ait peut-être eu quelque intention. Néanmoins et en conséquence de la lettre semi-officielle d'Overstein, la ville se rendit à discrétion le 12 juillet.

On sonna la grosse cloche, et l'ordre fut donné à tous les habitants et à la garnison, d'apporter à l'hôtel de ville toutes les armes qui pouvaient se trouver en leur possession. On ordonna ensuite aux hommes de se réunir dans le monastère de Zyl, et aux femmes, dans la cathédrale. Le même jour, Don Frédéric, accompagné du comte de Bossu et d'un nombreux état-major, fit son entrée dans la place. Le spectacle qui frappa ses regards eût fait saigner un cœur de pierre. Partout, des traces des douleurs que la population avait si bravement essuyées depuis sept mois de siège. Les ruines croulantes des maisons criblées de boulets ; les fortifications détruites ; les arbres coupés ; les pavés déterrés ; les débris de statues et

d'objets de toute espèce, jetés dans les gouffres creusés par la canonnade de chaque jour, et gisant de tous côtés; les squelettes d'animaux dégoûtants dont la chair avait été dévorée; les cadavres des hommes et des femmes qui étaient tombés d'inanition sur la voie publique ; les formes émaciées et spectrales des survivants, pareilles à des ombres errantes du passé : tout cela était de nature à créer au moins un doute sur la question de savoir si le châtiment n'avait pas été assez terrible, même pour des crimes aussi noirs que le schisme et l'hérésie. Mais telle était loin d'être la pensée de Don Frédéric. Il crut lire autant de défi que de désespoir dans les yeux caves qui s'arrêtaient sur lui, à son entrée dans la place ; et il ne s'inquiéta pas de l'engagement qu'il avait pris, engagement, sinon officiel, sacré dans tous les cas.

Tous les officiers de la garnison furent immédiatement arrêtés. Certains d'entre eux devancèrent la sentence du vainqueur par une mort volontaire. Le capitaine Bordet, officier français distingué, semblable à Brutus, contraignit son domestique à tenir l'épée sur laquelle il se jeta plutôt que de se livrer vivant à la vengeance des Espagnols. Les actes de générosité ne furent pas rares dans Harlem. Au lieu d'arrêter Pierre Hasselaar, jeune officier qui avait montré une bravoure remarquable pendant toute la durée du siège, les Espagnols arrêtèrent par erreur son cousin Nicolas. Ce dernier se laissait déjà conduire à l'inévitable échafaud, sans dire un mot pour s'y soustraire, quand Pierre Hasselaar, traversant violemment les rangs des Espagnols, s'écria : « Si vous cherchez l'enseigne Hasselaar, le voici : c'est moi ! Laissez aller cet homme : il est innocent. » Avant le coucher du soleil, sa tête était tombée. Tous les officiers furent conduits à la Maison de Clèves, où ils furent immédiatement exécutés. Le capitaine Ripperda, qui avait

si héroïquement flétri l'indigne conduite de la magistrature, Ripperda dont l'éloquence avait enflammé les soldats et les citoyens à la résistance, et dont la valeur avait contribué à soutenir le siège aussi longtemps, fut parmi les premières victimes. Un fils naturel du cardinal Granvelle, qui pouvait aisément sauver sa vie en proclamant une parenté dont il avait à rougir, périt aussi l'un des premiers, avec Lancelot de Bréderode, descendant illégitime de cette illustre maison.

Le lendemain, arriva au camp le duc d'Albe. Il fit le tour de la place, examinant l'état des fortifications, et, sans y avoir pénétré, s'en retourna à Amsterdam. Le lendemain matin, le massacre commença. Le pillage avait été commué en une contribution de deux cent quarante mille florins, que les citoyens s'engageaient à fournir en quatre paiements ; mais quant au meurtre, il devait accompagner nécessairement la victoire, et n'était pas sujet à transaction. En outre, le duc d'Albe avait déjà exprimé sa résolution de procéder, en cette circonstance, à une extermination générale. Pendant le siège, la garnison avait été réduite de quatre mille hommes au chiffre de dix-huit cents. Les Allemands qui en faisaient partie, au nombre de six cents, durent, par l'ordre du duc d'Albe, s'engager à ne plus servir contre le Roi. Tout le reste de la garnison fut immédiatement massacré, avec au moins autant de bourgeois. Chaque jour des tambours traversaient la ville, proclamant que quiconque donnait asile à des personnes compromises dans les affaires passées, eût à les livrer sur-le-champ, sous peine d'être pendu devant la porte de sa propre demeure. Ce fut sur ces malheureux fugitifs et sur les soldats que retomba tout le poids du désastre ; et chaque jour on découvrait de nouveaux motifs de mettre à mort des personnes distinguées par leurs services, leur position, leur fortune ou leurs principes

libéraux. Le carnage ne pouvait s'effectuer entièrement en un jour; mais avec un zèle et un savoir-faire exemplaires, on le prolongea pendant plusieurs. Cinq bourreaux, avec leurs aides, étaient constamment à la besogne; et lorsque, à la fin, ils furent épuisés de fatigue (ou peut-être de dégoût et d'horreur), on lia deux à deux trois cents infortunés, pour les précipiter dans le lac de Harlem.

A la fin, après que deux mille trois cents créatures humaines eurent été massacrées de sang-froid, dans une ville où tant de milliers de personnes avaient déjà péri de mort violente ou de besoin, on joua la comédie sacrilège du pardon. Cinquante-sept des principaux bourgeois de Harlem furent toutefois exceptés de l'amnistie, et retenus comme otages, en garantie de la bonne conduite future du reste des citoyens. Partie de ces otages ne tardèrent pas à être exécutés; d'autres moururent en prison, et tous n'auraient pas manqué d'être sacrifiés par la suite, si la défaite navale de Bossu n'avait, très peu de temps après, mis le prince d'Orange à même de délivrer ce qui restait des prisonniers. Dix mille deux cent cinquante-six coups de canon avaient été dirigés, pendant le siège, contre la place. Douze mille hommes, dans l'armée assiégeante, avaient péri de maladie ou à la suite de leurs blessures, pendant les sept mois et deux jours qui s'étaient écoulés entre l'investissement de la place et sa reddition. Au commencement du mois d'août, après que toutes les exécutions eurent été accomplies, don Frédéric fit son entrée triomphale dans Harlem, et clôtura ainsi le premier chapitre de l'invasion de la Hollande. Tel fut le mémorable siège de Harlem, évènement qui a lieu d'exciter notre étonnement, eu égard à la somme de mal que la nature humaine est capable de souffrir ou d'infliger.

Les Espagnols célébrèrent la victoire en promenant

processionnellement, dans Utrecht, un mannequin représentant le prince d'Orange, qui fut ensuite rompu sur la roue, puis brûlé. Il était clair, toutefois, que si la reddition de Harlem était un triomphe, c'en était un que les vainqueurs pouvaient bien échanger contre une défaite. De toute manière, il était certain que l'empire espagnol n'était pas de force à soutenir beaucoup de victoires de cette espèce. S'il avait fallu trente mille hommes de troupes d'élite, parmi lesquelles se trouvaient trois régiments nommés respectivement par le Duc d'Albe, les *Invincibles*, les *Immortels* et les *Sans-Pareils*, pour conquérir en sept mois la place la plus faible de la Hollande, avec une perte de douze mille hommes, combien de temps et de pertes n'eût pas coûté la réduction du reste de cette petite province? Car, ainsi que le sac de Naarden avait produit un effet contraire à celui qu'on attendait, enflammant plutôt qu'il ne dompta l'esprit de résistance des Hollandais, la longue et glorieuse défense de Harlem, malgré son issue tragique, n'avait aidé qu'à porter à leur apogée la haine et le patriotisme des autres villes de la province. Les trésors mêmes du Nouveau-Monde n'auraient pas suffi à la conquête de ce petit banc de sable. En cinq ans, vingt-cinq millions de florins avaient été envoyés d'Espagne pour les frais de la guerre des Pays-Bas ; et cette somme, jointe au produit annuel des confiscations, qui s'élevait à cinq millions, auxquels était estimé le revenu de un pour cent, et aux deux millions auxquels étaient taxées les contributions au denier dix et au denier douze, était insuffisante pour conjurer la misère du trésor et la mutinerie des soldats.

Malgré tout cela, la joie fut immense en Espagne. Philippe était dangereusement malade, dans le bois de Ségovie, quand arriva l'heureuse nouvelle de la reddition et de la boucherie de Harlem. Le récit de

toutes ces horreurs, minutieusement détaillées par le duc d'Albe, eut un effet magique. Le sang de deux mille trois cents de ses semblables, froidement assassinés par ses ordres, dans une seule ville, fut, pour le sanguinaire monarque, l'élixir de vie : il en but, et s'en trouva soulagé. « *La principale médecine qui a guéri Sa Majesté* », écrivait de Madrid le secrétaire Cayas au duc d'Albe, « est la joie que lui a causée la *bonne nouvelle* que vous lui avez apprise, *de la reddition de Harlem.* » Dans l'excès de son contentement, le Roi oublia la masse de contrariétés que lui avait causée récemment la marche des évènements dans les Pays-Bas, ainsi que les trésors qu'il avait stérilement dépensés depuis plusieurs années. « Connaissant vos besoins », continuait Cayas, « Sa Majesté a immédiatement envoyé chercher le docteur Velasco, auquel elle a ordonné de vous envoyer des fonds, dût-il creuser la terre pour s'en procurer. » Tandis que telle était la joie des Espagnols, le prince d'Orange, de son côté, ne se laissait pas abattre par le découragement ; comme toujours, il comptait sur une puissance supérieure à celle de l'homme. « J'avais espéré vous donner de meilleures nouvelles », écrivait-il au comte Louis, « mais puisqu'il a plu au bon Dieu qu'il en fût autrement, nous devons nous conformer à sa sainte volonté. Je prends le même Dieu à témoin que j'ai fait tout ce qu'il m'était possible pour secourir la place. » Quelques jours après, écrivant dans le même sens, il informa son frère que les Zélandais avaient réussi à s'emparer du château de Rammekens, dans l'île de Walcheren. « J'espère », disait-il, « que cela abaissera l'orgueil de vos ennemis qui, après la reddition de Harlem, ont cru qu'ils allaient nous avaler vivants. Je vous assure bien qu'ils trouveront tout autre chose que ce qu'ils avaient espéré. »

CHAPITRE IX.

DÉCROISSANCE DE TYRANNIE.

(1573).

Situation du duc d'Albe. — Haine que lui portent de hauts personnages. — Ses querelles avec Médina-Cœli. — Départ de ce dernier. — Leurs plaintes mutuelles au Roi. — Tentatives de conciliation du gouvernement, auprès du peuple des Pays-Bas. — Caractère grotesque des propositions. — Démonstrations mutines des troupes espagnoles. — Leurs ouvertures secrètes au prince d'Orange. — Difficulté du duc d'Albe à les ramener à l'obéissance. — Commencement du siège d'Alkmaar.— Menaces sanguinaires du duc d'Albe. — Langage encourageant et enthousiaste du prince d'Orange. — Préparatifs de défense d'Alkmaar. — Le premier assaut est vigoureusement repoussé. — Refus des troupes de monter une seconde fois à l'assaut. — Mission du charpentier. — Ordre du Prince d'inonder le pays. — Les dépêches du charpentier tombent aux mains de l'ennemi. — Leur effet sur les Espagnols. — Levée du siège. — Négociations entamées par le comte Louis avec la France. — Inquiétudes et correspondances secrètes du Duc. — Traité avec le gouvernement anglais. — But du prince d'Orange. — Cruauté de De La Marck. — Sa déchéance et sa mort. — Négociation avec la France. — Changement d'attitude de la cour à l'égard de la Saint-Barthélemy. — Mauvaise influence de ce crime sur les projets du Roi. — Hypocrisie du gouvernement espagnol. — Lettre de Louis à Charles IX. — Plaintes de celui-ci. — Aspirations secrètes de Charles et de Phi-

lippe. — Intrigues pour l'élection polonaise. — Reprise des négociations entre Schomberg et le comte Louis, avec le consentement de Guillaume. — Conditions posées par le Prince. — Article de l'alliance secrète. — Lettre remarquable du comte Louis à Charles IX. — Isolement et perplexité du prince d'Orange. — L'*Adresse* et l'*Epître*. — Sentiments religieux du Prince. — Bataille navale sur le Zuyderzée. — Capture de Bossu et de Marnix de Sainte-Aldegonde. — Conduite odieuse du duc d'Albe. — Ses cruautés incessantes. — Exécution d'Uytenhoove. — Escroquerie du duc d'Albe envers ses créanciers. — Arrivée de Requesens, le nouveau gouverneur-général. — Départ du duc d'Albe. — Remarques générales sur son administration.

Pour ne pas interrompre notre récit, nous avons raconté le siège de Harlem jusqu'à sa fin. Ce grand évènement constitue, du reste, l'un des principaux faits de l'histoire des Pays-Bas jusque vers le milieu de l'année 1573. Avant d'aller plus loin, nous devons reprendre notre narration au point où nous l'avons laissée.

Le duc d'Albe avait senti combien sa position actuelle était fausse et difficile. Tandis qu'il continuait d'être, pour le peuple, l'objet d'une haine plus intense que jamais, il avait graduellement perdu de son influence sur ceux-là même qui s'étaient montrés les plus serviles et les plus bruyants dans leurs protestations de respect. « N'en doutez pas, » écrivait le secrétaire Albornos au secrétaire Cayas, « les gens de ce pays abhorrent notre nation plus que le diable ; en ce qui concerne le duc d'Albe, l'écume leur vient à la bouche, lorsqu'ils entendent seulement prononcer son nom. » Viglius, bien qu'il conservât des relations en apparence agréables avec le Gouverneur, s'était en réalité refroidi depuis longtemps à son égard. D'Aerschot

lui-même, avec lequel le Duc avait gardé pendant longtemps une intimité moitié affectueuse et moitié méprisante, commençait à le traiter avec un dédain qu'un homme aussi fier ne pouvait que difficilement supporter.

Mais la principale cause de difficultés était, sans contredit, la présence du duc de Médina-Cœli; c'était une épine perpétuelle que le duc d'Albe ne pouvait parvenir à arracher de son sein. Le duc de Médina-Cœli était pour lui un successeur qui ne pouvait ni ne voulait le remplacer, mais qui néanmoins le suivait partout comme son ombre ou son mauvais génie ; un collègue intime, qui trahissait sa confiance, ridiculisait ses projets, tournait son autorité en dérision, et se plaignait encore d'être malmené ; un rival qui n'était ni son inférieur ni son égal, et qui affectait d'être son censeur, un fonctionnaire d'un caractère purement anomal, qui prétextait son abnégation pour refuser d'exercer une autorité qu'il n'osait pas assumer et qui critiquait des mesures qu'il se sentait incapable de prendre. Tel était-il, du moins aux yeux du duc d'Albe.

Les querelles entre les deux Ducs devinrent continuelles et irritantes. Naturellement, ils se plaignirent au Roi, et chacun d'eux, d'après sa propre version, semblait une victime de la tyrannie de l'autre ; mais la mansuétude que le duc d'Albe mettait dans toutes ses relations avec le nouveau venu est vraiment étonnante, si nous devons croire ce qu'il en dit lui-même, et ce qu'en raconte son secrétaire intime. D'un autre côté, Médina-Cœli, en écrivant au Roi, se plaignait du duc d'Albe en termes peu mesurés, et affirmait que *jamais on ne lui permettait de voir les dépêches*, ni de connaître la moindre information sur la politique du gouvernement. Il reprochait au Duc de lui avoir enlevé toute participation personnelle aux opérations

militaires, et, priant le Roi de lui pardonner, il disait vouloir se retirer d'un théâtre où le rôle qu'il avait à jouer devenait superflu.

En conséquence, il partit vers la fin de novembre, sans prendre congé du Gouverneur. Ce dernier se plaignit au Roi de ce procédé inconvenant, assurant à Sa Majesté que jamais la politesse et la courtoisie n'avaient été aussi mal reconnues que par ce duc ingrat et corrompu. « Il me dit, » ajoutait le duc d'Albe, « que si je n'entrais pas en campagne, il ne resterait pas avec moi dans des villes paisibles, et il me demanda si j'avais l'intention d'aller en Hollande avec les troupes qui devaient y hiverner ; je lui répondis que j'irais, si cela était nécessaire, quand bien même je serais obligé de traverser à la nage tous les canaux de ce pays. » A la suite de ces détails, le Duc poursuivit d'un air candide et doucereux, assurant qu'il est certain que Médina-Cœli n'a agi ainsi que sous l'influence d'un zèle extrême pour les intérêts de Sa Majesté, et que trouvant si peu à faire pour elle dans les Pays-Bas, il était mécontent de sa position.

Immédiatement après la prise de Harlem, le duc d'Albe tenta de ramener par des proclamations les autres villes à l'obéissance. A en juger par la résistance déterminée faite par la première ville assiégée, il était évident pour le Gouverneur que la soumission de toute la province exigerait une longue campagne. En conséquence une pièce officielle parut à Utrecht le 26 juillet, et fut aussitôt publiée dans toutes les villes des Pays-Bas. C'était un document d'un caractère singulier, unissant une clémence affectée et presque bouffonne à une brutalité franche et cordiale. Ces éléments donnaient à la proclamation quelque chose de très grotesque. Au commencement, Philippe était dépeint à ses sujets rebelles sous l'aspect de la poule

couveuse ou du père de l'enfant prodigue, personnification que la flatterie même la plus abjecte ne pouvait guère lui attribuer. « Vous savez bien, » continuait la proclamation, « que le Roi a manifesté, maintes et maintes fois, son désir de recevoir ses enfants, quelle que fût leur situation, à leur retour. Sa Majesté vous promet encore une fois que, dans l'effusion de sa royale bonté, elle vous pardonnera et oubliera vos fautes, quelque graves qu'elles aient pu être, pourvu que vous vous repentiez et que vous retourniez en temps utile dans les bras de votre souverain. Malgré le nombre de vos crimes, Sa Majesté cherche toujours *à vous rassembler sous son aile paternelle, de même qu'une poule qui rappelle* ses *poussins*. Par cette proclamation, le Roi vous engage, encore une fois, à vous replacer sous sa main paternelle, *et à ne pas attendre les effets de sa colère, de son indignation et de sa cruauté et l'approche de son armée.* »

Le ton affectueux de cette proclamation, qui se modifiait déjà un tant soit peu vers la fin du préambule, faisait bientôt place à des paroles amères et menaçantes. A mesure que l'on avance dans la lecture de ce document, la maternelle volaille se transforme en un féroce oiseau de proie. « Mais, » poursuit le monarque, « si vous méprisez ces offres de pardon, si vous faite la sourde oreille, comme vous l'avez fait jusqu'ici, nous vous avertissons qu'il n'y a pas de cruautés auxquels vous ne puissiez vous attendre, et vous pouvez être certain que l'on agira avec une rigueur telle, par le fer, la famine et la dévastation, *qu'il ne restera ici aucun vestige de ce qui existe présentement ;* Sa Majesté rasera et *dépeuplera entièrement le pays* qui, de cette manière, sera *de nouveau habité par des étrangers*, attendu qu'autrement le Roi ne pourrait pas croire que *la volonté de Dieu et la sienne propre* eussent été accomplies,

Il est presque superflu d'ajouter que cette proclamation ne produisit aucun effet. La colère royale, s'identifiant d'une manière si blasphématoire à la vengeance divine, n'inspira pas plus de terreur que les flatteries royales ne provoquèrent d'affection.

La première place devant laquelle on mit le siège, fut Alkmaar, située à l'extrémité de la péninsule, au milieu des marais et des prairies artificielles de la Hollande septentrionale. Le prince d'Orange l'avait déjà pourvue d'une petite garnison. Vers le milieu de juillet, on l'avait sommée de se rendre et la ville avait refusé fièrement. Dans l'entretemps les Espagnols s'étaient retirés pendant les quelques semaines qui suivirent, afin d'achever la ruine de Harlem. Le mois d'août fut, ensuite, principalement employé par le duc d'Albe à étouffer un soulèvement dangereux et prolongé, qui avait éclaté à Harlem, parmi les soldats espagnols, pendant que le logement de trois ou quatre mille d'entre eux avait été imposé aux malheureux habitants de cette ville. Les habitants avaient à endurer des vexations incessantes de la part des féroces Espagnols, enivrés par leur victoire, demandant à grands cris le pillage qui leur avait été refusé, et se mutinant à cause des longs arriérés de solde qui leur étaient dûs. Quelquefois cependant, la fureur des soldats retombait plus violemment sur leurs propres officiers que sur les ennemis. Les mécontents formèrent même le projet de livrer Harlem au prince d'Orange. Une partie d'entre eux se rendit à Delft ; ils étaient déguisés en marchands de la Baltique, pour y attendre le Prince ; ils en obtinrent une audience et furent admis secrètement à son chevet, avant son lever. Ils lui dirent qu'ils étaient des soldats espagnols, et que, pris de compassion pour sa cause et mécontents de leur propre gouvernement, ils étaient prêts à lui livrer la ville contre une somme de quarante mille

florins. Le Prince s'intéressa à la chose, et promit d'accepter leur offre, s'il pouvait réaliser la somme demandée. Mais il ne fut pas en état d'y parvenir dans le délai stipulé, de sorte qu'il dut forcément décliner leur proposition, faute de pouvoir réunir une aussi misérable somme.

Les soldats révoltés se livraient à des excès et à des brutalités de tout genre sur les habitants des Provinces-Unies. « Rien, » écrivait le duc d'Albe, « ne l'avait autant fait souffrir pendant ses quarante années de service. » Il avouait sa détermination de se rendre à Amsterdam, et de s'offrir en otage aux soldats, si de cette façon il pouvait dompter la révolte. Il se rendit effectivement à Amsterdam et parvint à ramener les troupes à l'obéissance, grâce à ses efforts et à ceux du marquis Vitelli ; mais il dut préalablement faire distribuer à chaque soldat trente couronnes, dont quatorze à titre d'à-compte sur l'arriéré de la paie, et seize comme compensation de la part qui devait revenir à chacun dans le pillage de Harlem.

Le général n'avait pas de temps à perdre pour consacrer toutes ses forces au siège de la petite ville d'Alkmaar. Sur ce banc de sable, l'extrême limite de la terre ferme, s'était réfugié le génie de la liberté de la Hollande. Les tours grisâtres du château de l'abbaye d'Egmont s'élevaient entre la ville et la mer, et c'est là que les troupes envoyées par le prince d'Orange furent cantonnées pendant le court laps de temps que les habitants hésitèrent à les recevoir. Toutefois le sort en fut bientôt jeté, et la garnison du Prince fut acceptée. Les Espagnols s'avancèrent, détruisirent de fond en comble, par le feu, le village d'Egmont, aussitôt que les patriotes l'eurent quitté ; et le 21 août, Don Frédéric apparut devant les murs de la ville et la fit immédiatement investir. Au bout de quelques jours, le blocus était si rigoureux que,

selon l'expression du duc d'Albe, « il était impossible à un moineau de s'introduire dans la ville ou d'en sortir. »

Les forces étaient quelque peu inégales. L'armée assiégeante se composait de seize mille vétérans. La ville renfermait une garnison de *huit cents* hommes et *treize cents* bourgeois capables d'être mis sous les armes. Le reste de la population se composait de quelques réfugiés, outre les femmes et les enfants. Cela faisait donc deux mille cents hommes valides (dont un tiers seulement de soldats), pour résister à seize mille hommes de troupes régulières !

Aussi n'y avait-il aucun doute sur le sort qui leur était réservé, s'ils venaient à succomber. Le Duc se récriait hautement sur l'ingratitude avec laquelle on l'avait récompensé de sa *clémence*. Il se plaignait amèrement de l'insuccès de ses avertissements, se reprochant avec une véhémence incroyable sa bonté passée, et se désolant de ce qu'après n'avoir exécuté que deux mille trois cents personnes lors de la prise de Harlem, plus quelques bourgeois supplémentaires ensuite, il n'avait pas rencontré des sentiments d'affection. Mais il se promettait une ample compensation pour cette ingratitude, dans la vengeance en gros qu'il se proposait de tirer d'Alkmaar. Il se délectait déjà par avance à l'idée du saccage auquel la ville serait en proie, et se livrait à l'étude de ses plans odieux.

De telles choses sembleraient puériles et ridicules, si elles étaient mises au jour par la fiction ; provenant authentiquement du duc d'Albe, elles paraissent encore presque trop exagérées pour y croire. « Si je prends Alkmaar, » écrivait-il à Philippe, « je suis résolu à ne pas laisser une seule créature en vie ; chaque gorge servira de gaîne à un couteau. Puisque l'exemple de Harlem n'a pas porté de fruits, *peut-être*

un exemple de cruauté ramènera-t-il les autres villes à la raison. » Il saisit cette occasion pour s'adresser au parti de la conciliation, à Madrid, dont le Roi, croyait-il, commençait à écouter les conseils. Rien, disait-il, n'était aussi insensé que l'idée de clémence et de pardon ; les évènements récents l'avaient suffisamment prouvé. Il était facile de prêcher l'indulgence de loin, mais ceux qui se trouvaient sur les lieux, étaient plus à même de juger ce qu'il fallait faire. *L'indulgence n'avait rien produit de bon* jusque-là ; la rigueur seule pouvait réussir à l'avenir. « Que Votre Majesté, » ajoutait-il, « cesse de se figurer que l'on peut tirer quelque chose de ce peuple par la bonté. Les choses en sont arrivées à un tel point que beaucoup de gens natifs du pays, qui d'abord avaient prêché la clémence, sont détrompés maintenant et reconnaissent leur erreur. Leur avis est *qu'il faut ne pas laisser une seule personne en vie à Alkmaar, et que tous les habitants doivent être passés au fil de l'épée.* » Il saisit également en même temps cette occasion pour exalter, dans cette même lettre, — pleine de férocité, et d'où semblait dégoutter le sang, — ses dispositions naturelles à la clémence. « Votre Majesté peut être convaincue que personne au monde ne désirerait plus que moi pouvoir user de magnanimité, nonobstant la haine particulière que je porte aux hérétiques et aux traîtres. » C'est pour cela qu'il se voyait obligé, à son grand regret, de suivre la voie opposée et d'étouffer tous ses généreux sentiments.

Thierry Sonnoy, lieutenant-gouverneur pour le prince d'Orange de la province de Hollande septentrionale, était chargé de défendre cette partie du pays. Tandis que l'orage s'amassait lentement au midi, cet officier expérimenté ressentait de vagues craintes sur l'issue de la lutte inégale qui était devenue imminente. Il envoya à son chef une lettre dépeignant sa

position sous de sombres couleurs. Tous tournaient instinctivement leurs regards vers le Prince comme vers un Dieu, quand l'heure du danger était venue ; tous semblaient croire que la prospérité de la patrie dépendait entièrement de son génie et de sa fermeté. On espérait aussi qu'il se serait assuré des ressources par une alliance étrangère secrète. « Si Votre Altesse, » écrivait Sonnoy, « a signé un traité d'alliance offensive et défensive avec quelque puissant monarque, il est de la plus haute importance que ce soit connu dans toutes les villes, afin de mettre un terme à l'émigration, et de consoler le peuple dans son infortune. »

La réponse du Prince fut pleine d'un noble enthousiasme. Il blâmait, dans un style doux mais entraînant, le découragement et le peu de foi de son lieutenant et de ses autres adhérents. Il ne s'attendait pas, disait-il, à ce qu'ils perdissent si vite leur courage viril, en paraissant croire que la destinée de tout le pays dépendait du sort de Harlem. Il prenait Dieu à témoin qu'il n'avait épargné aucune peine, et qu'il eût voulu, de tout cœur, pouvoir verser son sang jusqu'à la dernière goutte, pour sauver cette vaillante cité. « Mais si, malgré nos efforts, » poursuivait-il, « il a plu au Dieu tout-puissant de disposer de Harlem selon sa volonté divine, devons-nous pour cela nier et insulter sa parole sacrée ? Cela a-t-il rendu plus faible le bras du Seigneur ? Vous me demandez si j'ai signé un traité solide avec quelque grand roi ou monarque ; à cela je réponds qu'avant de prendre en main la cause des chrétiens opprimés, dans ces provinces, je me suis allié étroitement avec le Roi des Rois ; et je suis intimement convaincu que ceux qui mettent leur confiance en lui, seront sauvés par sa main toute-puissante. Le Dieu des armées nous lèvera des soldats pour combattre nos ennemis et les siens. » Le

Prince concluait en exposant ses plans pour attaquer l'ennemi, à la fois par terre et par mer, et exhortait son lieutenant et les habitants du Nord à tenir le front haut devant l'ennemi qui s'avançait.

Pendant ce temps, les quelques hommes renfermés dans Alkmaar, ayant devant les yeux Harlem démantelée et désolée, pareille à un fantôme prophétisant le sort qui les attendait, se préparaient à tout. Leur principal espoir se portait du côté de la mer. Les grandes écluses nommées le Zyp, par lesquelles on pouvait rapidement inonder toute la province-nord, ne se trouvaient qu'à quelques milles de là; en les ouvrant et en perçant quelques digues, ils pourraient mettre l'Océan à même de combattre pour eux. Toutefois, pour exécuter ce projet, le consentement des habitants de la province était nécessaire, car de cette inondation résulterait inévitablement la destruction de toutes les moissons sur pied. La ville était si étroitement investie, qu'essayer d'en sortir, c'était jouer sa vie, et il était très difficile, en conséquence, de trouver quelqu'un qui consentît à se charger de cette périlleuse mission. Enfin, un charpentier de la ville, nommé Pierre Van der Mey, se présenta pour tenter la chose; on lui remit des lettres pour Sonnoy, pour le prince d'Orange, et pour les principaux personnages de plusieurs villes de la province. Ces lettres étaient renfermées dans une canne creuse, soigneusement bouchée au bout.

L'état des affaires approchait d'une crise dans la ville assiégée. Des escarmouches sans résultat décisif avaient journellement lieu sous les murs. Enfin, le 18 septembre, après une vive canonnade d'environ douze heures, don Frédéric fit donner l'assaut vers trois heures de l'après-midi. Nonobstant ses sept mois d'école devant Harlem, il croyait encore emporter Alkmaar d'assaut. On attaqua la ville en même

temps à la porte de Frise et à la Tour Rouge, c'est-à-dire aux deux extrémités. Deux régiments d'élite, récemment arrivés de la Lombardie, s'élancèrent à l'assaut, en remplissant l'air de leurs cris, et croyant remporter aisément la victoire. Ils étaient soutenus par des troupes disciplinées qui semblaient former une force accablante. Jamais encore, même au siège récent de Harlem, attaque ne fut soutenue par de plus vaillants défenseurs. Tout homme valide était aux murailles. Les colonnes d'assaut furent reçues à coups de canon, de mousquets et de pistolets. On leur jetait, sans discontinuer, de l'eau, de l'huile et de la poix bouillantes, ainsi que du plomb fondu. Des centaines de cercles, enduits de goudron enflammé, étaient adroitement lancés autour du cou des soldats, qui se débattaient et essayaient vainement de se débarrasser de ces fraises ardentes; en même temps, aussitôt que l'un des assaillants mettait le pied sur la brèche, il se trouvait face à face avec les épées et les dagues des bourgeois qui le précipitaient la tête la première dans le fossé.

Trois fois les Espagnols revinrent à l'assaut avec une fureur toujours croissante; trois fois ils furent repoussés avec une énergie qui ne faiblissait pas. On se battit pendant quatre heures, et durant ce temps pas un des défenseurs de la ville ne quitta son poste aux murailles, qu'il n'en fût renversé mort ou blessé. Les femmes et les enfants, peu effrayés par les balles sifflant dans toutes les directions et par les combats corps à corps qui se livraient sur les remparts, allaient et venaient hardiment, courant de l'arsenal aux fortifications et des fortifications à l'arsenal, apportant à leurs pères, à leurs frères et à leurs maris des balles et de la poudre. Ainsi tout habitant capable de marcher s'était transformé en soldat. Finalement la nuit couvrit les combattants ; on sonna la re-

traite, et les Espagnols, entièrement défaits, se retirèrent, laissant au moins un millier de morts dans les tranchées ; les assiégés perdirent seulement treize bourgeois et vingt-quatre soldats de la garnison. Par là, Alkmaar se trouvait en sûreté pour quelque temps ; une armée nombreuse et parfaitement aguerrie avait été battue à plate couture par une poignée d'hommes qui défendaient leur culte et leurs foyers. L'enseigne Solis, qui était parvenu à demeurer quelques instants sur la brèche et qui avait miraculeusement conservé la vie, après avoir été précipité en bas des remparts, disait qu'il n'avait vu « ni casques ni armures, » en regardant dans la ville, mais seulement quelques gens d'extérieur simple, généralement vêtus comme des pêcheurs. Quoi qu'il en fût, ces pêcheurs, à l'air simple et paisible, avaient battu les vétérans du duc d'Albe.

Les citoyens se sentirent encouragés par le résultat des travaux de cette journée. En outre, leur confiance s'était accrue par les informations qui leur étaient parvenues sur l'état des affaires dans le camp ennemi. Un Espagnol, nommé Jeronimo, avait été fait prisonnier et conduit dans la ville. Sur la promesse de grâce qu'on lui fit, il révéla maint secret relatif à la position et aux intentions de l'armée assiégeante; il est douloureux de devoir ajouter que ce prisonnier, malgré ses révélations et la promesse qui en avait été la condition expresse, fut traîtreusement exécuté. Il implora ardemment la vie, tandis qu'on le conduisait au gibet, offrant de faire de nouvelles révélations qui, après ce qu'on savait déjà, furent considérées comme superflues. Ce moyen n'ayant pas réussi, il promit à ses geôliers, avec une naïveté singulière, de se mettre à genoux *pour adorer le diable, comme ils faisaient eux-mêmes,* pourvu que, par ce moyen, il pût racheter sa vie. On comprendra aisément qu'une proposition

semblable n'était pas de nature à mériter à son auteur la commisération de ces rigides Calvinistes; en conséquence, l'infortuné fut pendu.

Le lendemain de l'assaut, une nouvelle canonnade fut ouverte contre la place. Après sept cents coups de feu, l'attaque fut ordonnée, mais en vain : ni prières ni menaces, ne purent décider les Espagnols, jusqu'alors si indomptables, à monter sur la brèche. Dans leur imagination, la place était protégée par une puissance surnaturelle; comment, sinon, eût-il été possible que quelques malheureux pêcheurs à moitié morts de faim, pussent défaire d'une manière aussi triomphante les légions éprouvées de l'Espagne ? Sans aucun doute, ces dernières croyaient que le diable, qu'il adoraient, continuerait à protéger ses enfants. Ni les menaces de Don Frédéric, ni ses supplications n'y firent. Plusieurs soldats se laissèrent passer au fil de l'épée par leurs officiers, plutôt que de s'avancer vers les murs de la place; en conséquence, l'assaut fut indéfiniment ajourné.

Pendant ce temps, le gouverneur Sonnoy avait ouvert un grand nombre de digues, et le terrain du camp commençait à s'amollir, quoique l'inondation dont on avait fait la menace ne se fût pas produite; les troupes vinrent à se sentir fort incommodées et devenaient difficiles. Le charpentier n'était pas resté inactif, de son côté, et le 26 septembre, il arriva au camp de Sonnoy, avec des lettres du prince d'Orange. Ces lettres donnaient à Sonnoy des ordres formels pour inonder à tous risques le pays, plutôt que de laisser Alkmaar aux mains de l'ennemi. Les digues et les écluses devaient être protégées par une forte garde, de peur que les paysans, pour sauver leurs moissons, n'arrivassent les réparer pendant la nuit. Les lettres du Prince furent copiées et remises à l'envoyé, avec de nouvelles communications de Sonnoy. Une note,

écrite en marge de la lettre du Prince, prescrivait aux citoyens d'allumer des feux en quatre endroits différents, aussitôt qu'il semblerait nécessaire de recourir à des mesures extrêmes. Ce moment venu, il était solennellement promis qu'une inondation serait provoquée, pour balayer toute l'armée espagnole dans la mer. En fait, la chose avait été commencée. La Zyp et d'autres écluses avaient été déjà ouvertes et un large courant, poussé par un fort vent du nord-ouest, soufflait de l'Océan ; il ne fallait plus qu'ouvrir deux grandes digues pour compléter l'œuvre de désolation. Les récoltes étaient vouées à la destruction et un dommage affreux était inévitable, mais quoiqu'il en fût, si cette dernière mesure était exécutée, les Espagnols devaient ou fuir, ou périr tous jusqu'au dernier.

Le coup décisif ayant été ordonné et préparé de la sorte, l'envoyé fut dirigé vers la place. Mais il ne réussit pas à y pénétrer aussi aisément qu'il en était sorti. Il faillit périr en traversant les lignes ennemies, et pendant qu'il n'avait à penser qu'à son salut, il fut assez malheureux, ou plutôt assez heureux, comme nous le verrons, pour perdre le bâton où ses dépêches étaient cachées. Il parvint toutefois à s'introduire dans la place où il fit connaître verbalement à ses concitoyens les intentions du Prince et de Sonnoy. Pendant ce temps-là, ses lettres étaient portées au général de l'armée assiégeante. La résolution du prince d'Orange, ainsi connue de don Frédéric, d'inonder tout le pays plutôt que de ne pas soutenir Alkmaar, fit une profonde impression sur son esprit. Il était évident qu'il avait affaire à un homme déterminé et qu'il pouvait s'attendre à tout de sa part. Sa tentative d'emporter d'assaut la place avait ouvertement échoué, et il ne pouvait se faire illusion sur les dispositions de ses troupes depuis cet échec. Quand celles-ci vien-

draient à se savoir menacées de submersion, outre toutes les autres horreurs de la guerre, il était à croire qu'elles se retireraient ignominieusement de ce banc de sable maudit, où elles ne pouvaient trouver, en y restant, qu'un liquide tombeau. Cette alternative ayant été discutée dans un conseil de guerre, il fut jugé que l'on avait fait assez pour l'honneur des armes espagnoles; et l'on comprit que ni l'honneur ni la loyauté n'exigeaient que seize mille soldats fussent sacrifiés dans une lutte, non contre l'homme, mais contre l'Océan.

En conséquence, le siège qui avait duré sept semaines fut levé le 8 octobre, et don Frédéric alla rejoindre son père à Amsterdam. Prêts à succomber et à entraîner avec eux l'ennemi dans une catastrophe commune, les Hollandais avaient fini par contraindre leur hautain adversaire à fuir d'une position qu'il était venu occuper avec tant d'arrogance.

Ces opérations publiques et militaires ne furent pas les seuls évènements importants qui se produisirent en Hollande et dans les autres provinces, à ce moment. Les relations secrètes que Louis de Nassau, comme plénipotentiaire de son frère, avait renouées avec la cour de France, avaient pendant quelque temps causé un grand trouble dans l'esprit du duc d'Albe. Le comte Louis était connu pour être aussi habile négociateur qu'excellent soldat. Sa franchise et son audace faisaient naître la confiance; « un brave cœur dans une noble poitrine » inspirait toutes ses actions; son expérience et sa vive perception d'esprit l'empêchèrent de devenir la dupe même des plus adroits politiques, tandis que sa loyauté et sa droiture le rendaient incapable de tromper un allié ou d'abuser de la confiance de qui que ce fût. Sa vie montre que la diplomatie peut quelquefois être heureuse, tout en reposant sur la sincérité.

Le duc d'Albe exprima à son maître sa défiance à l'endroit de la France. Il lui rappela que Charles IX, dans le commencement de l'année précédente, avait assuré qu'il travaillait secrètement avec Louis de Nassau, *uniquement afin d'induire ce dernier à passer au service de Philippe.* En même temps, Charles avait fait tout son possible pour secourir Mons et écrit la mémorable lettre qui était tombée entre les mains du duc d'Albe, à la capture de Genlis, lettre qui exprimait la détermination de son auteur, de porter au Roi un coup mortel, tout en s'efforçant de le cajoler. Le Gouverneur rappelait au Roi toutes ces circonstances. Eu égard à sa répugnance toujours croissante pour la cour d'Angleterre, le duc d'Albe lui recommanda d'user de belles paroles, ajoutant toutefois qu'il n'était pas du tout nécessaire que son maître se considérât comme si étroitement lié envers Élisabeth, que ses engagements devinssent pour lui un sujet de contrainte. « Les promesses d'un monarque, » disait-il fort agréablement, « ne doivent pas être considérées comme étant aussi sacrées que celles de plus humbles mortels. » Non que le Roi doive ouvertement violer son serment, « mais j'ai cru pendant toute ma vie, » continuait le Duc, « et j'ai appris de l'Empereur, père de Votre Majesté, que les actes des rois reposent sur des principes autres que ceux de nous autres, simples gentilshommes qui sommes au monde ; et j'ai toujours vu que le père de Votre Majesté, qui était un si grand gentilhomme et un Prince si puissant, conduisait ses affaires de cette manière. » Le Gouverneur saisit l'occasion pour exprimer ses regrets au sujet de la manière maladroite dont le plan de Ridolfi avait été conduit. Si on l'eût consulté plus tôt, l'affaire eût pu être traitée plus délicatement, tandis que maintenant il n'y avait guère à douter que la découverte du complot n'eût prévenu Élisabeth contre l'Espagne. « C'est

de cette poussière, » concluait le Duc, « qu'est venue toute cette fange. » Il pouvait difficilement y avoir matière à surprise, autant pour Philippe que pour son Vice-Roi, dans les sentiments peu bienveillants qu'avait dû éveiller chez Élisabeth la découverte d'un complot ourdi par eux, complot destiné à lui ôter la vie et à poser la couronne sur la tête de sa rivale détestée. Toutefois, pour le moment, les négociations du duc d'Albe parurent avoir du succès.

Le 1er mai 1573, avaient été officiellement publiés à Bruxelles les articles de la convention entre l'Espagne et l'Angleterre, relative aux difficultés des Pays-Bas. Le Duc, en communiquant à son maître la conclusion de ces arrangements, lui recommanda tranquillement de s'assurer dorénavant de la conscience des ministres anglais. Il conseilla particulièrement à Sa Majesté de donner un pot de vin annuel à lord Burleigh, « qui tenait le royaume entre les mains ; car j'ai toujours été d'opinion, » ajoutait-il, « que c'était une excellente pratique pour les Princes, de donner des pensions aux ministres des autres potentats, et de laisser à la maison ceux qui n'en acceptent de personne. »

D'un autre côté, les négociations du prince d'Orange avec la cour d'Angleterre n'avaient pas encore abouti à un résultat satisfaisant, et il voyait presque l'impossibilité de réunir les fonds nécessaires à la guerre. Ses lettres particulières prouvent évidemment que ni lui ni son frère ne cherchaient dans les négociations un profit personnel. « Vous savez, » disait-il dans une lettre écrite à ses frères, « que mon intention n'a jamais été de me procurer des avantages particuliers ; je n'ai aspiré qu'à la liberté religieuse et politique pour mon pays, liberté que des étrangers ont tâché d'étouffer. Je n'ai pas d'autres articles à proposer, si ce n'est que la religion réformée selon la

parole de Dieu, soit permise, que la république soit rendue à ses anciennes libertés, et qu'enfin les Espagnols et toutes autres troupes soient contraintes à se retirer. »

La restauration de la liberté civile et religieuse, et l'établissement du grand principe de la tolérance en matière de conscience, constituaient le but pour lequel, travaillant nuit et jour, il exposait sa fortune et sa vie. Pendant ce temps-là, ses efforts en faveur de la tolérance réciproque dans les deux religions, excitaient contre lui la calomnie, parmi les adhérents fanatiques de l'une comme de l'autre. Les catholiques l'accusaient d'avoir instigué les excès qu'il avait, au contraire, fait tout au monde pour réprimer. Les cruautés mêmes de La Marck, qui avait suscité l'indignation du Prince, furent mises sur le compte de celui qui avait risqué sa vie à les prévenir et à les châtier. Réellement, De La Marck avait plus que compensé l'immense service qu'il avait rendu en prenant La Brielle, par les atrocités qu'il commit depuis. Par ses ordres, le père Corneille Musius, curé de Sainte-Agathe, âgé de soixante-douze ans, et grandement estimé du prince d'Orange, avait été torturé et mis à mort par des moyens de la plus grande barbarie. Cet acte infâme fit verser au Prince beaucoup de larmes, excita l'indignation des États de Hollande et entraîna l'exclusion du service, de son auteur. En considération de ses titres antérieurs, de ses puissantes alliances et de son caractère turbulent, on jugea convenable de l'amener à quitter tranquillement le pays.

Il fallut du temps au Prince et aux États pour en arriver à se débarrasser de cet encombrant personnage. Il suscita plusieurs soulèvements dans diverses parties de la province, et se vanta d'avoir un grand nombre de bons navires de guerre et trois mille hom-

mes qui lui étaient dévoués, à l'aide desquels il pouvait, disait-il « faire sauter les États après sa pipe. » Au commencement de l'année suivante (1574), il finit par être obligé de quitter les Provinces, qu'il ne revint plus troubler de sa présence, désormais. Quelques années plus tard, il mourut des suites d'une morsure de chien enragé, genre de fin assez propre à un homme d'un tempérament aussi furibond que le sien.

Tandis que le Prince travaillait ainsi avec fermeté à l'accomplissement d'un grand et généreux dessein, il était naturellement représenté par ses implacables ennemis comme jouant un jeu qui, malheureusement pour lui, devait tourner mal. « Ce pauvre Prince, » disait Granvelle, « a été mal conseillé. Je ne sais pas s'il sera jamais capable de faire sa paix, et je crois que nous devrons plutôt *essayer de nous débarrasser de lui et de son frère, comme si c'étaient des Turcs.* Son mariage avec la fille de Maurice, *unde mala et quia ipse talis*, et ses frères lui ont fait beaucoup de tort ; j'ai vu tout cela très clairement, mais il ne s'est pas soucié de m'en croire. »

Mal dirigé, encore plus mal conseillé, lui, le prince d'Orange ! S'il eût seulement accepté le conseil amical du Cardinal, tenant la main loin des mariages allemands et les pieds loin des conventicules ; s'il eût aidé son souverain à brûler des hérétiques et à pourchasser des rebelles, il ne serait pas devenu nécessaire « de le traiter comme un Turc. » Ceci est incontestable ; mais il y eût eu une éclatante lumière de moins sur la route étroite et difficile qui mène au temple de la vraie gloire.

Le principal espoir du prince d'Orange était dans les négociations secrètes que son frère Louis s'occupait de renouer avec le gouvernement français. Le Prince avait senti une répugnance presque insurmontable à entretenir quelque rapport, après le massacre

de la Saint-Barthélemy, avec cette cour souillée de sang. Mais on avait tourné la chose d'une autre manière, et au lieu de se glorifier de leur forfait, le Roi et sa mère avaient pris un ton de componction et affirmaient que le crime n'avait pas été prémédité ; d'après eux, il n'était que le résultat d'une panique ou d'un transport de frayeur subite, inspirée par la découverte soudaine des projets des Huguenots ; et le Roi, sa famille et ses amis les plus proches, s'étaient ainsi livrés à un acte criminel qu'ils déploraient amèrement aujourd'hui. Les envoyés français auprès des diverses cours de l'Europe, avaient ordre de faire prévaloir ces assertions dans l'esprit des monarques auprès desquels ils étaient accrédités. Bien certainement, ces instructions étaient fort différentes de celles qu'ils avaient reçues d'abord, leur consigne ayant été primitivement d'attirer le plus possible de louanges et d'actions de grâces à leur souverain pour sa méritoire entreprise. Les salves d'artillerie, les illuminations, les réjouissances, les processions solennelles par lesquelles l'heureux évènement avait été célébré, étaient encore dans la mémoire de chacun. Les ambassadeurs étaient assez embarrassés d'avoir exprimé récemment leur approbation des actes qu'ils avaient maintenant à défendre. Quoique le Roi, par une proclamation officielle, eût assumé toute la responsabilité du crime dont il était notoirement l'un des auteurs, ses agents avaient désormais à se démentir eux-mêmes ainsi qu'à démentir leur maître, en représentant comme un acte déplorable de frénésie le massacre qu'ils avaient hautement proclamé comme un exploit habile et de tout point recommandable.

Amoindrir la puissance de l'Espagne, obtenir la main de la reine Élisabeth pour le duc d'Alençon, établir une espèce de protectorat insidieux sur les Princes protestants d'Allemagne, obtenir la couronne de

Pologne pour le duc d'Anjou et même celle de l'Empire pour la maison de Valois, tous ces projets chéris semblaient ruinés par le massacre de Paris et l'horreur qu'il avait excitée. Charles et Catherine ne tardèrent pas à comprendre la fausse position où ils s'étaient placés, tandis que l'Espagne, sous le masque d'une sainte indignation, montrait assez sa satisfaction, à la vue de l'immense erreur commise par la France.

Philippe et le duc d'Albe écoutaient avec une joie méchante le cri d'exécration que tous les vents transportaient à travers la chrétienté. Ils se réjouissaient autant de l'humiliation des assassins, qu'ils l'avaient fait du crime lui-même : « Votre Majesté, » écrivait très crûment Louis de Nassau au roi Charles, « voit combien l'Espagnol, son mortel ennemi, se réjouit de la désolation de ses affaires, riant à se tenir les côtes, à la vue des malheurs de Votre Majesté : ce massacre a affaibli Votre Majesté plus que ne l'eût fait une guerre de trente années. »

Avant qu'un an se fût écoulé, Charles était parfaitement convaincu de la fatale impression produite par l'évènement. Ses lamentations étaient encore amères et presque basses, en voyant les rois catholiques déserter ainsi sa cause. « Il sait bien, » écrivait Charles à Saint-Goard, « que s'il peut mettre fin à tous ces embarras et me laisser seul à la danse, il aura le loisir et les moyens d'établir son autorité, non-seulement dans les Pays-Bas, mais ailleurs, ce qui le rendra plus grand et plus formidable qu'il ne l'a jamais été. Voilà ce qu'ils me rendent *pour le bien que je leur ai fait et que tout le monde connaît.* »

Gaspard de Schomberg, l'adroit et honnête agent de Charles en Allemagne, avait de bonne heure averti son royal maître du mauvais effet du massacre sur tous les plans dont il avait poursuivi l'exécution, et

spécialement sur ceux relatifs aux couronnes de l'Empire et de la Pologne. Le premier projet était destiné à un prompt abandon. Il n'était réservé ni à Charles, ni à Philippe, de détourner la succession, en Allemagne, de la nombreuse famille de Maximilien ; il est pourtant instructif de considérer avec quelle avidité exempte de scrupules elle était convoitée par tous deux. L'un et l'autre poursuivaient leur dessein, en méconnaissant les principes que l'on supposait leur être les plus chers. Philippe d'Espagne, dont la mission était d'extirper l'hérésie dans toute l'étendue de ses royaumes, et qui, dans l'accomplissement de cette mission, avait déjà commis plus de crimes et s'était déjà plongé plus profondément dans le sang de ses sujets, que jamais monarque avant lui ; Philippe, que ses apologistes ne sont jamais parvenus à défendre, si ce n'est en disant qu'il croyait de son devoir envers Dieu, de dépeupler ses domaines, plutôt que d'y souffrir un seul hérétique ; Philippe, disons-nous, entra en négociations secrètes avec les princes de l'Empire. Il s'engagea, pour le cas où ils voudraient lui conférer la couronne, à retirer des Pays-Bas les Espagnols; il promit d'y tolérer l'exercice de la religion réformée, et de reconnaître l'union de ces provinces avec le reste de l'Empire germanique, et, par conséquent, leurs droits aux bénéfices stipulés dans le traité de Passau ; il promit aussi de réintégrer le prince d'Orange « et tous ses complices, » dans leurs anciennes possessions, dignités et conditions, et de faire observer, dans toute l'étendue de n'importe quel royaume incorporé à l'Empire, tous les édits et ordonnances qui avaient pour but d'assurer la liberté religieuse en Allemagne. Bref, Philippe consentait, dans le cas où on lui eût voulu promettre la couronne de Charlemagne, de défaire l'ouvrage de toute sa vie, de rétablir l'archi-rebelle qu'il avait pourchassé et proscrit, et de

s'incliner devant cette Réforme, dont il avait pendant si longtemps brûlé et massacré les disciples. Tant était profonde et sincère cette conviction religieuse qui lui avait fait approuver pendant des années, avec une rare effronterie, les monstruosités commises dans les Pays-Bas. Dieu ne lui eût jamais pardonné de laisser un seul hérétique dans les Provinces, sans le brûler; mais qu'on lui donnât le sceptre impérial, et tout hérétique, sans abjurer son hérésie, eût été purifié par l'hysope, et rendu plus blanc que la neige !

Charles IX aussi, quoiqu'il ne lui fût pas possible de rappeler à la vie les innombrables victimes de la Saint-Barthélemy, n'en était pas moins prêt à expliquer ces crimes, à la satisfaction de tout esprit non prévenu. Ceci était devenu de toute nécessité. Quoique l'accession au trône des Césars, par Sa Majesté Très Chrétienne ou par Sa Majesté Très Catholique, fût chose fort improbable, le trône électif vacant était chose moins difficile à atteindre, en raison de sa moins grande importance. Il était possible que la couronne de Pologne fût dévolue au duc d'Anjou. Cette clef débrouille toute la politique, fort compliquée, de cette année et de la suivante. L'élection polonaise est le centre du labyrinthe politique et des intrigues et des tergiversations royales qui marquèrent tout le temps de l'interrègne. Sigismond-Auguste, le dernier des Jagellons, était mort le 7 juille 1572. Les premiers candidats à sa succession étaient l'archiduc Ernest, fils de l'Empereur, et Henri d'Anjou. Le prince d'Orange ne fut pas oublié. Un parti puissant soutenait son élection, comme devant être le triomphe le plus éclatant du protestantisme ; mais la perspective de cette royale destinée n'avait pas excité l'ambition du Prince, dont l'œuvre personnelle absorbait toute l'existence. Son influence, toutefois, était

puissante, et fut ardemment recherchée par les partisans du duc d'Anjou. Les Luthériens et les Moraves étaient nombreux en Pologne, et le parti protestant, là comme en Allemagne, tenait entre les mains la balance de l'élection.

Il était difficile au Prince de vaincre sa répugnance, même pour le seul nom d'un homme dont le crime avait désolé la France et obscurci les brillantes perspectives qui avaient salué, l'année précédente, son entrée et celle de son frère dans les Pays-Bas. Néanmoins, il écouta les arguments par lesquels le Roi et ses ministres s'efforcèrent, non tout à fait sans succès, sinon de se décharger eux-mêmes, au moins de laver leur nom, de l'accusation de duplicité. C'était quelque chose, que de voir les assassins sous le cilice et la tête couverte de cendres, affecter le remords; c'était quelque chose que, en favorisant les prétentions du duc d'Anjou et en écoutant avec indulgence les protestations de repentir de Charles, l'on eût pu terminer le siège de la Rochelle, rendre aux Huguenots la liberté de conscience et établir toute alliance avec une nation puissante, à l'aide de laquelle les Pays-Bas pouvaient encore lever, un jour, la tête. Le gouvernement français, profondément hostile à l'Espagne, autant par haine que par politique, était capable d'aider efficacement les Provinces révoltées. « Je vous supplie très humblement, mon bon maître, » écrivait Schomberg à Charles IX, « de vous garder de laisser les Électeurs se mettre dans la tête que vous favorisez les affaires du roi d'Espagne, à quelque degré que ce soit. Ne posez contre lui aucun acte d'hostilité, si vous croyez qu'il y ait de l'imprudence à le faire, mais faites bien attention, si vous ne voulez pas être démonté. Je mourrais de rage, si je vous voyais, grâce aux calomnies de vos ennemis, manquer de réussir. » C'est par ces causes que le prince d'Orange fut con-

duit à accepter, quoique à contre-cœur, l'expression de repentir qui devait être accompagnée de mesures efficaces. Il autorisa son frère Louis à reprendre des négociations avec Schomberg, en Allemagne, lui envoyant le plan d'un traité, qu'il avait élaboré, traité qu'il voulait conclure avec Charles. Les principales clauses de cet arrangement faisaient ressortir le caractère désintéressé du Prince. Il y stipulait que le roi de France ferait immédiatement la paix avec ses sujets, déclarant expressément qu'il avait été abusé par ceux qui, sous le prétexte de le servir, avaient cherché leur propre profit, au prix de la ruine de sa couronne et de son peuple. Le Roi devait proclamer la liberté religieuse. Les édits, à cet effet, devaient être confirmés par tous les Parlements et États du pays, et il serait donné connaissance de cette confirmation, sans réserve ni exception, à tous les Princes d'Allemagne. Si Sa Majesté n'inclinait pas à faire la guerre pour l'affranchissement des Pays-Bas, elle devait fournir au prince d'Orange cent mille couronnes, plus une somme égale de trois en trois mois, par la suite. Le Prince se réservait le droit de lever en France mille cavaliers et sept mille fantassins. Toute ville ou place, dans les Provinces, qui viendrait à être conquise par ses armes, sauf en Hollande et en Zélande, étaient également placées sous sa protection, mais restaient gouvernées par leurs propres bourgeois et gentilshommes. Une liberté religieuse, complète et absolue, et le maintien des anciennes constitutions, chartes et privilèges devaient être garantis, sans qu'il restât place pour aucune subtilité quelconque. Le prince d'Orange, ou les États de Hollande ou de Zélande, avaient à rembourser à Sa Majesté Très Chrétienne les sommes que cette dernière leur avancerait. Dans cette clause, se trouvait la seule mention que le Prince fît de soi-même, sauf dans l'article qui

stipulait son droit de lever des troupes en France. Les seuls droits personnels qu'il réclamait, consistaient à enrôler des soldats pour la lutte de la liberté et à les payer lui-même, si les États n'y subvenaient. A peu près à la même époque, il donna des instructions analogues à ses envoyés secrets à Paris, Lumbres et le docteur Taiajert.

Les efforts incessants de Schomberg, et les ardentes explications de la cour de France, produisirent, à la longue, leur effet. « Vous assurerez constamment les Princes », écrivait à Schomberg le duc d'Anjou, « que ce que l'on vous a écrit concernant les faits qui se sont passés dans ce royaume, est la vérité ; *que les évènements sont arrivés soudainement*, sans avoir été prémédités en aucune façon ; que ni le Roi, *ni moi-même, n'avons jamais eu aucune intelligence avec le roi d'Espagne*, pour agir contre les protestants, et que tout ce que l'on dit journellement aux Princes, à cet égard, est pure imposture. »

Le comte Louis exigea néanmoins, d'une manière péremptoire, que le repentir royal produisît des fruits salutaires pour les victimes qui restaient encore. Parmi les ronces de toutes ces dangereuses intrigues, sa main courageuse alla cueillir la fleur du salut pour sa cause abattue. Il demandait non des mots, mais des actes, ou tout au moins des garanties. Envers les agents de Charles et ce monarque lui même, il montra ce vigoureux scepticisme qu'avaient manifesté les députés huguenots, dans leurs conférences avec Catherine de Médicis. « C'est la parole d'un roi », disait la reine douairière aux commissaires qui insistaient pour obtenir d'elle des garanties : « La parole d'un roi ne vous suffit-elle pas ? — Non, madame », répliqua l'un d'eux, « *par Saint Barthélemy*, non ! » Le comte Louis déclara carrément à Schomberg, et à plusieurs reprises, qu'il lui fallait une réponse catégo-

rique sous très peu de jours, et qu'elle ne devait pas consister en paroles, mais en faits, ajoutant qu'il ne pouvait, ni ne voulait risquer pour toujours l'honneur de son frère et les biens, le sang et la vie des pauvres gens dont il avait pris la cause en main. »

Le 23 mars 1573, Schomberg eut une entrevue avec le comte Louis, entrevue qui dura sept ou huit heures. On y discuta minutieusement les projets du Comte, « qui étaient », dit Schomberg, « assurément grands et beaux », et une série de conditions, proposées de part et d'autre, fut définitivement adoptée. Ces conditions reposaient sur le protectorat du roi de France sur la Hollande et la Zélande, et la souveraineté des autres territoires qui viendraient à être acquis dans les Pays-Bas. Elles étaient strictement conformes aux articles fournis par le prince d'Orange. Les principales dispositions en étaient la liberté du culte pour les deux croyances, la conservation sacrée des chartes municipales et l'allocation de certains subsides annuels de la part du roi de France, pour autant qu'il ne prît point part aux hostilités, le cas échéant. »

Dix jours plus tard, Schomberg écrivit à son maître que le Comte était disposé à user de toute l'influence de sa famille pour procurer au duc d'Anjou la couronne de la Pologne, tandis que Louis, ayant terminé de la sorte ses négociations avec l'agent, adressa au Roi lui-même une lettre longue et pleine d'animation. Ce remarquable document était entièrement empreint d'un caractère franc et sans crainte de son auteur. Rarement écrivit-on d'un ton aussi peu équivoque à un monarque de droit divin. La lettre retraçait la position favorable où le Roi s'était trouvé, antérieurement au fatal été de 1572 ; la reine d'Angleterre était alors dans les meilleures dispositions pour lui, et inclinait vers une alliance plus étroite

avec sa famille ; les princes d'Allemagne désiraient l'élire roi des Romains, dignité que son grand-père avait si vainement convoitée ; les Provinces, poussées au désespoir par le despotisme de leur souverain, ne demandaient pas mieux que de se jeter dans ses bras : tout cela avait été dû à son édit de pacification religieuse. Combien maintenant les choses étaient changées ! Qui donc respectait encore un prince si criminel et si bas tombé ? « Votre Majesté, aujourd'hui », disait ouvertement Louis, « est près de la ruine. L'État, croulant de tous côtés, est presque abandonné et devient la proie de n'importe qui veut s'en emparer ; il en est ainsi d'autant plus que Votre Majesté, ayant par ses derniers excès et par les guerres antérieures, tenté de forcer la conscience des hommes, se trouve aujourd'hui si délaissée, non seulement de la noblesse et de l'armée, mais de ce qui constitue le plus fort soutien du trône, la bienveillance et l'amour de ses sujets ; si délaissée qu'elle ressemble à un vieux bâtiment que l'on étançonne chaque jour avec de nouveaux pilotis, mais que l'on ne pourra empêcher longtemps de tomber en ruines. » Certainement, c'étaient là de rudes vérités énergiquement exprimées.

Le Comte continuait en rappelant au Roi la joie de « l'Espagnol, son mortel ennemi », à la vue de l'état délabré de ses affaires, qui lui donnait l'espoir de pouvoir profiter des troubles de la France, pour arriver à ses desseins, sans coup férir. C'était là, à ce qu'il disait, le secret de la courtoisie avec laquelle il avait, lui Louis, été traité par le duc d'Albe, à la reddition de Mons. Il assurait le Roi que, s'il persévérait dans sa voie d'oppression contre ses sujets réformés, il n'y avait plus d'espoir pour lui, et que ses deux frères ne partiraient, dans aucun cas, pour l'Angleterre et la Pologne, en lui laissant sur les bras une

guerre aussi difficile que dangereuse. Aussi longtemps qu'il conserverait une attitude hostile envers les protestants de son propre royaume, ses belles paroles ne produiraient aucun effet au dehors. « Nous commençons à nous fâcher », disait le Comte, « de la manière de négocier de la France ; on n'y mène pas rondement les affaires, mais on s'y sert de la dissimulation comme d'un hameçon. »

Il rappela crûment au Roi la trahison qu'il avait exercée envers l'Amiral, et qui suffisait à ce qu'on ne se fiât plus à sa parole, à l'avenir. Une vengeance exemplaire avait été promise par le Roi au prince d'Orange, dans ses lettres écrites peu avant la Saint-Barthélemy, contre les auteurs de la tentative d'assassinat commise contre ce grand homme. « Deux jours après », disait Louis, « *Votre Majesté exerça cette vengeance, mais dans le mauvais sens.* » Il était certain que le Roi était entouré de gens qui travaillaient à sa ruine, et qui, pour arriver à leurs fins, *le feraient se plonger encore plus profondément dans le sang de ses sujets.* Cette ruine, Sa Majesté pouvait encore la conjurer, en faisant la paix avec son royaume et en cessant de tourmenter ses pauvres sujets de la religion réformée.

Le Comte concluait par quelques phrases simples mais éloquentes, démontrant qu'il était impossible d'enchaîner la pensée humaine. L'âme, étant immortelle, n'était pas au pouvoir des rois ; la conscience ne pouvait être conquise ni l'esprit religieux réduit en captivité. Cette vérité n'avait pas échappé à l'empereur Charles, qui avait pris toutes les villes et les grands personnages de l'Allemagne, mais n'avait jamais pu s'emparer de la religion. « *Le sentiment religieux*, disait Louis, *est profondément enraciné dans le cœur de l'homme, l'on ne peut l'en faire sortir par la force des armes.* Que Votre Majesté ne se laisse donc

pas tromper par les flatteries de ceux qui, semblables à de mauvais médecins, tiennent leurs malades dans l'ignorance de leur mal, ce qui les fait mourir. »

Il serait impossible de pénétrer au cœur du mystère qui enveloppe, à cette époque, les rapports des grandes puissances entre elles, si nous ne jetions un regard dans tous ces évènements particuliers et fort importants. Nous en avons vu assez maintenant, pour pouvoir imposer, une bonne fois, silence à cette prétention, élevée en faveur de la tyrannie religieuse, prétention qui consiste à dire que le despote agit en vertu d'une conviction sincère de son devoir, et qu'en accomplissant ses œuvres ténébreuses, il croit obéir à la volonté du Ciel. Là, nous avons vu Philippe offrant de rétablir le prince d'Orange, et de proclamer dans les Pays-Pas la liberté religieuse, si ces concessions pouvaient lui assurer la couronne impériale ; ici, nous voyons à leur tour Charles IX et sa mère, les mains rouges du sang hérétique de la Saint-Barthélemy, s'engager formellement envers les hérétiques à protéger partout l'hérésie, si, par de tels engagements la couronne des Jagellons et la main d'Élisabeth pouvaient leur être garanties.

Tandis que Louis était ainsi occupé en Allemagne, le prince d'Orange se tenait habituellement à Delft. Chaque jour, il ressentait de plus en plus le besoin de voir son frère, car, au milieu de toutes ces ardentes épreuves, l'isolement du Prince était une vraie désolation. Rarement les circonstances ont chargé à la fois un individu d'une responsabilité aussi grande et d'aussi peu de pouvoir. Il était considéré comme le protecteur et le père du pays, mais il devait puiser dans ses propres facultés et dans ses seules ressources, les moyens d'accomplir cette haute mission. Il désirait ardemment se décharger des obligations d'une dictature, pour ne conserver de puissance que

ce qui était indispensable à l'accomplissement de ses desseins. Mais il était seul sur ce petit isthme, pour soutenir son formidable duel contre la monarchie espagnole. C'était vers lui que se tournèrent tous les regards pendant les épouvantables horreurs du siège de Harlem, et lors du siège, moins désastreux, d'Alkmaar. Ce qu'il pouvait faire, il le fit. Il employa tous les moyens à sa disposition pour secourir Harlem, et ne fut empêché de s'y employer en personne, que par les larmes de toute la population de la Hollande. Ce fut par l'énergie et le courage qu'il répandit dans tous le pays, que le peuple s'éleva à un degré d'héroïsme auquel Alkmaar dut son salut ; et cependant, durant toute cette laborieuse période, il n'avait personne que lui-même sur qui il pût compter. « Nos affaires marchent très bien en Hollande et en Zélande, » écrivait-il, « si seulement j'avais quelque aide. Il m'est impossible de supporter seul tant de travaux et le poids de tant d'affaires importantes qui viennent d'heure en heure m'assaillir, affaires financières, militaires et politiques. Je n'ai personne qui puisse m'assister, personne : je vous laisse supposer dans quelle peine je me trouve. »

En effet, ce n'étaient pas seulement les batailles et les sièges qui lui donnaient de l'occupation et le remplissaient d'anxiété. A lui seul, il dirigeait en secret la politique du pays, et, tout dépouillé de puissance et proscrit qu'il semblait être, il était en correspondance journalière, non seulement avec les États de Hollande et de Zélande, dont il dirigeait les délibérations, mais encore avec les principaux gouvernements de l'Europe. Pendant ce temps, les États des Provinces avaient été convoqués à Bruxelles, en septembre, par le duc d'Albe, pour aviser aux moyens de continuer la lutte. L'occasion semblait bonne au Prince pour faire un appel au patriotisme de tout le pays. Il fournit, dans

ce but, à la province de Hollande, le plan d'une adresse qu'elle avait à envoyer en son propre nom et au sien, à l'assemblée générale des Pays-Bas. Ce document était une revue rapide et énergique des derniers évènements dont les Provinces avaient été le théâtre, concluant par l'exposé des motifs qui devaient les engager à s'unir dans la cause commune, contre l'ennemi commun. Il y rappelait l'ancienne affection et la franchise qui avaient présidé à leurs anciens rapports, et disait que l'inquisition s'établirait infailliblement et pour toujours, dans le pays, sur les ruines de ses anciennes institutions, si l'on ne s'unissait pour la terrasser à jamais. Il demandait au peuple, assemblé en la personne de ses représentants, comment il pouvait souffrir la tyrannie, les meurtres et les extorsions du duc d'Albe. Les princes de Flandre, de Brabant, de Bourgogne ou de Hollande, n'avaient jamais fait la paix ni la guerre, battu monnaie, ni tiré un sou du peuple, sans le consentement des États. Comment la nation pouvait-elle consentir actuellement aux impositions journalières dont elle était frappée ! Si Amsterdam et Middelbourg étaient restées fidèles ; si ces importantes cités ne s'étaient pas laissé entraîner loin de la cause de la liberté, les provinces du nord fussent restées imprenables. « Ce n'est que par les Pays-Bas que les Pays-Bas sont opprimés, » disait le document. « D'où le duc d'Albe tire-t-il le pouvoir dont il s'enorgueillit, si ce n'est de vous-mêmes, des villes des Pays-Bas ? D'où viennent ses vaisseaux, ses subsides, ses armes et ses soldats ? — Du peuple néerlandais. Pourquoi les malheureuses Provinces sont-elles ainsi abâtardies et dégénérées ? Où est passé ce noble courage de nos valeureux ancêtres, qui n'acceptèrent jamais la tyrannie étrangère et qui ne souffraient pas même que, chez eux, un office fût confié à un étranger ? Si la petite pro-

vince de Hollande peut tenir ainsi en échec la puissance de l'Espagne, que ne pourraient pas tous les Pays-Bas réunis, — le Brabant, la Flandre et la Frise ? » En résumé, les États-Généraux étaient ardemment adjurés de s'unir en frères, et de donner la main à la Hollande, afin que toutes les Provinces ensemble pussent délivrer la patrie commune et lui rendre son ancienne splendeur et sa prospérité.

Presque à la même époque, le Prince mit au jour une des productions les plus vigoureuses et les plus passionnées que jamais eût produit sa plume ; cette œuvre était intitulée : « *Épître en forme de supplication à Sa Majesté Royale d'Espagne, de la part du prince d'Orange et des États de Hollande et de Zélande.* » Le document fit une sensation profonde dans toute l'étendue de la Chrétienté. Il constituait un appel loyal à la sincérité du monarque, et demandait la restauration des privilèges du pays et l'éloignement du duc d'Albe. Il renfermait un tableau émouvant des atrocités de ce dernier et de la misère de la nation, et détruisait en quelques traits la prétention que l'on avait d'attribuer au peuple lui-même la responsabilité de tous ses malheurs. Le Prince y faisait allusion à ces actes de condamnation que le Gouverneur-Général avait promulgués sous le nom de pardons, et traitait avec une méprisante ironie la supposition que des crimes eussent été commis pour encourir le pardon du duc d'Albe. « Nous prenons à témoin Dieu et Votre Majesté, » disait l'*Épître*, « si nous avons commis les méfaits dont on nous accuse en nous les pardonnant, nous ne désirons ni ne méritons d'être pardonnés ; comme les créatures les plus abjectes qui rampent sur la terre, nous serons contents de donner notre vie, en expiation de nos crimes. Nous n'assassinerions pas, ô Roi miséricordieux, quand on nous prendrait l'un après l'autre, pour nous attacher les

membres un à un, s'il peut être prouvé que nous nous soyons rendus coupables des crimes dont nous avons été accusés. »

Après avoir fait ressortir de la sorte la tyrannie du gouvernement et l'innocence du peuple, le Prince, en son propre nom et en celui des États, annonçait la détermination qu'ils avaient prise. « Le tyran », poursuivit-il, « rougirait de notre sang toute rivière et tout ruisseau, et pendrait nos corps à tous les arbres des champs, plutôt que de ne pas assouvir sa vengeance et se plonger jusqu'au cou dans nos calamités. C'est pour cela que nous avons pris les armes contre le duc d'Albe et ses adhérents, afin de nous affranchir, ainsi que nos enfants et nos femmes, de ses mains altérées de sang. S'il est pour nous trop fort, nous mourrons du moins d'une mort honorable, et nous laisserons un nom digne de nous, plutôt que de baisser la tête et de réduire notre cher pays à un tel degré de servitude. Toutes nos villes se sont engagées réciproquement à soutenir tout siège, à oser tout, à endurer toute misère possible; nous sommes même résolus à mettre le feu à nos demeures et à nous ensevelir tous ensemble sous leurs ruines, plutôt que de jamais nous soumettre aux volontés de ce tyran cruel. »

C'étaient là de nobles paroles, destinées à être noblement réalisées de génération en génération, comme le prouvent la vie et la mort de leur auteur et l'histoire de son pays. Si nous cherchons la source de l'énergie qui soutenait ainsi le Prince dans la lutte inégale à laquelle il avait voué sa vie, nous la trouvons dans le principe permanent qui l'inspirait en toutes ses actions : la confiance en Dieu. Il était le champion des droits politiques de son pays, mais avant tout le défenseur de sa religion. La liberté de conscience pour ses compatriotes était l'objet principal de tous ses efforts; établir l'axiôme de Luther, que la pensée

est libre de sa nature, était son but. La paix de Passau, et bien plus encore, était ce qu'il poursuivait ardemment. La liberté religieuse pour tous, la tolérance pour toute forme de croyance, étaient le fond de sa philosophie. Quant à lui, personnellement, il était devenu membre de l'Église calviniste ou réformée, après avoir différé quelque temps d'adhérer publiquement à cette communion, pour ne pas offenser les Luthériens et l'Empereur. Toutefois, il ne fut jamais dogmatiste et chercha dans le christianisme tout ce qui est propre à unir les chrétiens entre eux, plutôt que ce qui peut tendre à les diviser. Dans le mois d'octobre, il se convertit publiquement au calvinisme, à Dordrecht.

L'heureuse terminaison du siège d'Alkmaar fut suivie, au bout de trois jours, d'un autre succès signalé au profit des patriotes. Le comte de Bossu, qui avait construit ou réuni une flotte considérable à Amsterdam, avait, dans le commencement d'octobre, envahi le Zuyderzée, malgré les bâtiments que les patriotes avaient fait couler pour rendre, ainsi que par d'autres obstacles, le passage de l'Y impraticable. Les patriotes de la Nord-Hollande, de leur côté, n'étaient pas restés inactifs, et bientôt une flotte de vingt-cinq navires, commandée par l'amiral Dirkzoon, croisa dans les mêmes eaux. Il y eut plusieurs escarmouches, mais les bâtiments de Bossu, qui étaient plus grands et munis d'artillerie plus forte, ne semblaient pas tenir à entrer dans les eaux étroites que préféraient les patriotes. L'amiral espagnol, en sa qualité de Hollandais, connaissait la valeur de ses compatriotes dans un abordage et préférait s'en rapporter à la portée de ses canons. Cependant, le 11 octobre, toute la flotte patriote, favorisée par une forte brise de l'est, s'avança sur l'*armada* espagnole qui, composée de trente bâtiments de toute espèce, croisait aux environs de Horn

et d'Enkhuyzen. Après un court engagement général, presque toute la flotte espagnole se retira précipitamment, poursuivie de près par la plupart des navires hollandais. Cinq bâtiments de la marine royale furent pris ; les autres s'échappèrent. L'amiral seul resta, dédaignant de fuir, quoique lâchement abandonné des siens. Le vaisseau qu'il montait, « l'*Inquisition* » (car telle en était l'appellation insolente), était le plus fort et le mieux équipé des deux flottes. Comme nous venons de le dire, la plupart des bâtiments patriotes s'étaient élancés à la poursuite des fugitifs, mais il en était quatre, de force médiocre, qui s'étaient, depuis le commencement du combat, attaqués à « l'*Inquisition* ». L'un d'eux avait été bientôt réduit à l'inaction, tandis que les trois autres s'étaient accrochés d'une manière inextricable aux flancs et à l'avant du vaisseau-amiral. Malgré le vent et la marée, la lutte continua avec un acharnement tel que toutes manœuvres furent complètement suspendues. Ni science militaire, ni science nautique n'y furent employées, car elles étaient, du reste, inutiles; c'était un combat à mort, comme toujours, quand se rencontraient le Hollandais et l'Espagnol, soit sur terre, soit sur l'eau. Bossu et ses hommes, armés de l'épée et du bouclier et revêtus de cottes de maille à l'épreuve de la balle, se tenaient sur le pont de « l'*Inquisition* », prêts à repousser toute tentative d'abordage. Comme d'habitude, les Hollandais attaquaient au moyen de cerceaux goudronnés, d'huile bouillante et de plomb fondu. A plusieurs reprises, ils arrivèrent sur le vaisseau-amiral, mais chaque fois ils furent repoussés avec des pertes terribles ou jetés dans les flots. L'action commença à trois heures de l'après-midi et continua sans interruption pendant toute la nuit, tandis que les bâtiments, voguant au gré des flots, allèrent se jeter sur le banc de sable appelé le Nek, près de Wydeness. Dans l'ar-

deur de la lutte, ce fut à peine si l'on s'en aperçut. Au point du jour, Jean Haring, de Horn, le héros qui avait tenu en échec un millier de soldats, sur la digue du Diemer, grimpa à bord de « l'*Inquisition* » et en abattit le pavillon. Cet acte, trop prompt, de bravoure lui coûta la vie : Haring fut traversé d'une balle et tomba sur le pont. Dans le cours de la matinée, Bossu finit par se convaincre que toute résistance était inutile ; ses bâtiments s'étaient échoués près d'une côte inhospitalière, sa flotte était dispersée, les trois quarts de ses équipages étaient tués ou mis hors de combat, tandis que des bateaux arrivaient constamment du rivage apportant aux Hollandais des munitions et des vivres, et remportant leurs morts et leurs blessés. A onze heures, l'amiral Bossu se rendit et fut fait prisonnier avec trois cents de ses hommes. On l'enferma à Horn, où il fut reçu avec les démonstrations les plus énergiques de la haine populaire. Le massacre de Rotterdam, dû à sa trahison et à sa cruauté, n'avait été l'objet ni du pardon ni de l'oubli.

Cette victoire succédant si rapidement au triomphe, remporté à Alkmaar, fut aussi douce aux patriotes qu'elle était terrible pour le duc d'Albe. Au moment où son administration touchait à sa fin, il la voyait marquée par des désastres sur terre et sur mer. Les exploits par lesquels il avait jeté la terreur dans le cœur des Hollandais, à Jemmingen et dans le Brabant, avaient été effacés par la valeur d'une poignée de patriotes aussi dépourvus de discipline que d'expérience. Pour ces derniers, c'était un avantage immense que la capture d'un personnage aussi important que l'amiral, gouverneur de la province du Nord. Tous ceux des otages de Harlem qui n'avaient pas encore été massacrés, eurent la vie sauve ; et en outre, Marnix de Sainte-Aldegonde, l'éloquent patriote et l'ami intime du prince d'Orange, qui fut fait

prisonnier, quelques semaines plus tard, dans une action à Maeslandsluis, fut préservé, par la même cause, d'une mort inévitable. Le Prince s'empressa de faire savoir au duc d'Albe que Bossu serait traité exactement de la même manière que le serait Marnix. Cette condition rendait impossible au Gouverneur-Général le sacrifice de son prisonnier, et il fut obligé de se soumettre à l'humiliation d'avoir entre les mains un chef rebelle et hérétique, auquel il n'osait toucher. L'un et l'autre des deux captifs recouvrèrent donc leur liberté.

Sans aucun doute, le Duc était tombé, dans l'estime de toutes les classes de citoyens, plus bas que jamais, pendant sa longue existence généralement accompagnée de succès. Les revers essuyés par son armée, la pensée que son maître s'était refroidi pour lui, la certitude que sa carrière dans les Pays-Bas allait se terminer d'une manière peu satisfaisante, l'hébêtement produit dans l'esprit de l'homme par la contemplation d'une tyrannie monotone et invariable pendant de si longues années, tout contribuait à amoindrir sa réputation. Il se sentait lui-même également odieux aux princes et au peuple ; pendant longtemps, il avait été en mauvais termes avec ses conseillers de cabinet ; le président Tisnacq était mort au commencement de l'été et Viglius avait été pris, bien malgré lui, pour le remplacer provisoirement. Mais il y avait à peine une apparence de bonne entente entre le savant Frison et le Gouverneur, qui se détestaient cordialement l'un l'autre. Le duc d'Albe était las d'avoir des conseillers frisons ou flamands, quelle que fût leur utilité, et brûlait de remplir tout le Conseil d'Espagnols de la trempe de Vargas. S'il avait forcé Viglius à entrer une fois de plus dans la vie publique, ce n'était que pour mieux pouvoir, au bout d'un certain temps, le chasser à la fois avec tous les autres Hollandais.

« Tant que cette vieille secte de dogmatiseurs, » écrivait-il à Philippe, « ne sera pas mise de côté, avec Viglius, leur chef et leur professeur, rien ne marchera convenablement. Il ne sert de rien d'y mettre un ou deux Espagnols pour remplir les places vides ; c'est comme si l'on versait une bouteille de bon vin dans un tonneau de vinaigre : il devient vinaigre à son tour. Votre Majesté sera bientôt à même de renouveler tout le conseil d'un coup, de sorte que le pays puisse être gouverné complètement par des Italiens ou des Espagnols, à votre choix. »

Tels étaient ses sentiments personnels envers ses conseillers intimes ; il est aisé de comprendre que ses rapports avec le Conseil, pendant l'année, ne durent pas être empreints d'une grande cordialité. En outre, il s'était, la plupart du temps, tenu à distance du siège du gouvernement. Pendant les opérations militaires en Hollande, son quartier-général avait été établi à Amsterdam ; vers la fin de l'année, il y était devenu aussi impopulaire qu'à Bruxelles. Les mauvais citoyens qui, au commencement du printemps, avaient mis son buste dans leurs maisons et payaient de fortes sommes pour avoir son portrait en miniature, brisaient maintenant ses statues et arrachaient son portrait de leurs murs, car il était évident que la puissance de son nom était détruite, aux yeux du Prince et du peuple, quoique les farouches démonstrations qui entouraient sa personne d'une atmosphère de terreur, ne fussent devenues ni moins violentes ni plus rares qu'antérieurement. Il continuait à prouver qu'il savait être barbare, sur une grande comme sur une petite échelle. De même que pendant les années précédentes, il savait ordonner d'un mot des massacres en gros et surveiller en personne l'exécution isolée des individus. Entre autres exploits, il se signala par le sort épouvantable qu'il infligea à Uyten-

hoove. Ce malheureux gentilhomme, qui avait été fait prisonnier pendant l'été, était accusé d'avoir participé à la prise de La Brielle, et fut condamné, de ce chef, par le Duc, à être rôti devant un feu lent. En conséquence, on l'attacha, par une chaîne longue de quelques pieds, à un poteau autour duquel furent allumés des fagots. Pendant longtemps, il endura cette lente torture, insulté par les rires et les facéties des Espagnols qui l'entouraient, jusqu'à ce que le bourreau et ses aides, plus humains que leur maître, achevèrent la victime à coups de lance, adoucissement au supplice qui fut mal vu du duc d'Albe. Le Gouverneur n'avait plus de motifs de rester plus longtemps à Amsterdam ; Harlem était tombée, Alkmaar secourue, et Leyde, — destinée à fournir, par son second siège, un chapitre si important de l'histoire de la guerre, — était assiégée, il est vrai ; mais on savait que, mal secourue, elle devait être réduite par le blocus plutôt que par des opérations actives. Le commandement du siège fut, en conséquence, confié à Don François Valdez ; et, comme nous le verrons plus loin, ce siège fut bientôt levé, sans évènements mémorables.

Le Duc avait contracté à Amsterdam un chiffre de dettes énormes, tant publiques que personnelles. Au commencement de novembre, il lança dans la ville une proclamation, publiée au son de la trompette, invitant quiconque avait une créance à sa charge, à se présenter en personne, à un jour désigné. Pendant la nuit qui précéda ledit jour, le Duc et sa suite s'esquivèrent sans tambour ni trompette. Par ce beau coup de maître, ses malheureux créanciers vinrent échouer au port, quand ils croyaient trop bénévolement s'en bien tirer ; les gros comptes faits sur la foi des noms du Roi et du Gouverneur restèrent impayés pour la plupart, et beaucoup de familles opulentes et respectables se virent réduites à la mendicité. Tels

furent les résultats de la confiance illimitée des bourgeois dans l'honneur de leur tyran.

Le dix-sept novembre, don Louis de Requesens y Cuniga, grand-commandeur de Saint-Jacques, et successeur du duc d'Albe, arriva à Bruxelles, où il fut reçu avec de grandes démonstrations de joie. Le même jour, le Duc écrivit au Roi, « lui baisant les pieds, » en reconnaissance de ce qu'il le déchargeait de ses fonctions. Naturellement, il y eut un échange de politesses excessives entre l'ancien gouverneur et le nouveau. Le duc d'Albe voulait rester encore quelque peu, pour aider son successeur par ses conseils, mais entendait que ce dernier prît immédiatement possession de son office. Après une forte mais respectueuse résistance, Requesens finit par y consentir. En conséquence, le vingt-neuf novembre 1575, il prêta serment, à Bruxelles, comme lieutenant-général et capitaine-général, en présence du duc d'Aerschot, du baron de Berlaymont, du président du Conseil et d'autres fonctionnaires.

Le dix-huit décembre, le duc d'Albe quitta pour toujours les Provinces. Sa vie ultérieure ne concerne pas l'histoire, et il n'est pas agréable de s'attacher sans nécessité à une biographie qui ne peut exciter que des émotions d'une nature peu favorable. Pendant les dernières semaines qui précédèrent son départ, il s'était, la plupart du temps, tenu au lit, en partie à cause de sa goutte, en partie pour ne pas faire voir son humiliation, et principalement, à ce que l'on a dit, pour échapper aux réclamations pressantes de ses créanciers. Il exprima sa crainte de retourner par la France, comme pouvant recevoir, en passant, quelque coup de fusil tiré par une fenêtre. Il se plaignait lamentablement de ce que, malgré tous ses travaux, « il n'était pas parvenu à s'acquérir l'approbation du Roi, » tandis qu'il s'était attiré « le mauvais vouloir et la

haine universelle de qui que ce fût, dans le pays. » Mondoucet, auquel il fit cette observation, était du même avis, et informa son maître que le Duc « avait fait naître une telle haine dans le cœur de tout le monde, que si on l'eût osé, son départ eût été salué par des feux d'artifice. »

On dit qu'en quittant les Pays-Bas, il se vanta d'avoir fait exécuter dix-huit mille six cents personnes, pendant la durée de son gouvernement. Le nombre de ceux qui périrent dans les combats et les sièges, par famine ou massacre, est au-dessus de toute supputation. Le Duc fut bien reçu de son royal maître et resta en faveur, jusqu'à ce qu'une nouvelle aventure de don Frédéric amenât la disgrâce du père et du fils. Ayant séduit et abandonné une jeune fille de qualité, il épousa soudainement sa cousine, pour éviter la réparation qui lui était demandée, par son mariage avec sa victime. Le Duc et don Frédéric furent emprisonnés et bannis, à la suite de cette affaire, et le premier ne fut rendu à la liberté que lorsqu'on eut besoin d'un général expérimenté pour la conquête du Portugal. Il s'y livra comme s'il eût eu des fers aux pieds, et, après avoir rempli la mission qui lui avait été confiée, fut saisi d'une fièvre lente qui le laissa si affaibli qu'il ne vivait plus que de lait de femme. Telle fut la seconde enfance de l'homme qui, pendant soixante-dix années, s'était littéralement abreuvé de sang. Il mourut le 12 décembre 1582.

C'est en vain que l'on chercherait dans ce qui précède une peinture détaillée de son caractère. Ce tableau, il l'a tracé autant qu'il pouvait l'être « de sa propre main. » Ses actes, qui ne sont pas contestés et ses paroles écrites mettent sa personnalité en lumière mieux que ne pourrait le faire la plume la plus éloquente. Nul n'a tenté d'exagérer ses crimes, ni d'atténuer ses qualités supérieures. De vertus, il n'en avait

pas, à moins que l'on ne considère comme telle l'excellence militaire, comme chez les Romains. En fait de guerre, tant comme science que comme pratique, il surpassait tous les généraux qui lui furent opposés dans les Pays-Bas, et pendant toute la période guerrière qu'embrasse son existence, pas un capitaine au monde ne lui fut supérieur. Louis de Nassau était connu, dans toute l'Europe, comme un habile et audacieux général ; avec de simples volontaires, il avait mis en déroute une armée de troupes régulières espagnoles, conduites par un chef hollandais célèbre et expérimenté ; mais dès que le duc d'Albe entra en campagne, les évènements changèrent complètement de physionomie. A Jemmingen, il frappa Louis d'un coup qui eût abattu à jamais un adversaire moins indomptable. Jamais défaite n'avait été plus complète ; l'armée patriote détruite pour ainsi dire jusqu'au dernier soldat, son chef, dépouillé et réduit à une misère complète, mais non découragé, retourna en Allemagne pour reconstituer ses plans et ses moyens d'action.

Après avoir fait éclater de la sorte aux yeux du pays toute la terreur dont son nom était entouré, et revendiqué l'ancienne renommée militaire de son pays, le Duc pouvait à loisir employer la tactique qu'il eût pu enseigner au monde entier, à combattre son adversaire le plus redoutable. Le pays, paralysé par la peur, assistait avec anxiété mais avec mollesse à la savante lutte que se livraient les deux grands champions du Despotisme et du Protestantime. Il fut bientôt évident qu'elle ne pouvait finir que d'une manière. Le Prince était doué de grandes capacités militaires et d'un courage bouillant ; l'issue fatale de la campagne ne lui fit rien perdre de sa réputation bien méritée ; chaque jour il se mesurait avec le plus grand capitaine de l'époque et le défiait en vain à un

combat à mort ; mais il était certain que le Duc jouait sa partie de la manière la plus magistrale. Ses positions et ses campements étaient choisis avec un jugement infaillible, ses escarmouches froidement et sagement calculées, de manière à rester dans les limites de ses prévisions, pendant que la dissolution inévitable des forces ennemies s'opérait exactement comme il l'avait prévu et dans les bornes qu'il lui avait assignées. Dans le désastreux commencement de l'année 1572, le Duc ne montra pas moins son génie militaire. Assailli, comme il l'était, de tous côtés, le sol se soulevant soudainement partout autour de lui, comme en un tremblement de terre, il ne perdit ni sa fermeté ni sa perspicacité ; et s'il n'eût été, peu après, soutenu par cet autre tremblement de terre qui, le jour de la Saint-Barthélemy, bouleversa toute la chrétienté et ébranla l'édifice récent de la liberté religieuse dans les Pays-Bas, les choses eussent pu aller mal pour sa réputation. Avec Mons sauvée, la frontière flamande protégée, la France fidèle et trente mille hommes commandés par le prince d'Orange dans le Brabant, les héroïques frères pouvaient bien croire que le Duc était en leur pouvoir. La trahison de Charles IX fut pour eux « un coup de massue, » comme le Prince le disait dans l'amertume de sa douleur. En de pareilles circonstances, une seconde campagne était une défaite prévue et le duc d'Albe eut facilement raison de lui, par une nouvelle application des procédés dilatoires auxquels il s'entendait si bien.

Quand il arriva dans les Provinces, la réputation militaire du duc d'Albe était hors de doute, et dans les combats isolés comme dans les longues campagnes, il montra combien il avait su la mériter ; et cependant, il quitta les Pays-Bas avec celle d'un homme joué. Le Prince pouvait être souvent défait, mais jamais vaincu. Quand le duc d'Albe pénétra au cœur

de l'ancienne Batavie, il se trouva tenu en échec comme il ne l'avait jamais été, même par les plus vaillants généraux de l'époque. Plus audacieux, plus inventif, plus désespéré que tous les capitaines de ce siècle ou de tout autre, l'esprit d'indépendance apprit à l'oppresseur que le pays ne pouvait cesser d'être invincible qu'après avoir été complètement annihilé.

La même leçon avait été apprise dans ces mêmes forêts par les Nerviens à Jules César, et par les Bataves aux légions de Vespasien; et maintenant une flamme plus pure encore que celle qui inspirait les luttes nationales contre Rome, brûlait dans les cœurs des descendants de ce même peuple, et leur donnait cette force qui naît de l'enthousiasme religieux. Plus expérimenté, plus habile et plus politique qu'Hermann, plus dévoué, plus patient, plus magnanime que Civilis, et égal à l'un et à l'autre en valeur et en détermination, Guillaume d'Orange était la véritable incarnation de la résistance chrétienne et nationale de la race germanique, au despotisme étranger. Le duc d'Albe était entré dans les Pays-Bas pour les traiter en pays conquis, mais il trouva que la conquête était encore à faire et il quitta les Provinces sans l'avoir opérée. Les Hollandais sentaient, qu'à travers une mer de sang, ils marchaient vers la terre promise. Il tomba plus de soldats royaux pendant les sept mois que dura le siège de Harlem, que les rebelles n'en avaient perdu à la défaite de Jemmingen et dans la fameuse campagne du Brabant. A Alkmaar, vinrent se briser les vagues menaçantes de l'insolente conquête, et dès lors, elles s'abaissèrent pour toujours.

Le Duc, ce soldat accompli, lutta sans espoir contre la haine violente et sauvage qu'avait provoquée sa tyrannie. Ni ses légions, ni sa parfaite stratégie ne purent le protéger contre tout un peuple poussé au désespoir. En somme, il ne recueillit pas de nouveaux

lauriers, pendant sa longue administration des Pays-Bas. Quant à toutes les autres qualités qu'il y a lieu d'attendre d'un homme chargé de traiter avec un pays libre en état perpétuel de rébellion, il en manquait entièrement. Comme financier, il montrait une ignorance étonnante des premiers principes de l'économie politique. Nul avant lui n'avait gravement proposé d'établir la confiscation comme une source permanente de revenus pour l'État, et pendant toute la durée de son administration, ce fut sur le produit annuel des biens des hérétiques massacrés, que l'on compta pour alimenter le trésor royal et subvenir aux frais de la guerre d'extermination entreprise contre les sujets du Roi. Nul homme d'État, avant lui, n'avait compté retirer un large revenu du commerce d'un peuple voué à un massacre presque général. Tout en décimant l'existence des citoyens, il crut possible de décimer encore tous les jours leur industrie. Ses persécutions chassèrent du pays les classes industrieuses auquel ce dernier devait la richesse et la prospérité dont il avait joui naguère ; et pendant ce temps, le Duc trouva une « mine du Pérou, » comme il le prétendait, en imposant d'un dixième toutes les transactions commerciales. Il s'imaginait qu'un peuple, mutilé comme l'avait été celui-ci, par les opérations du Conseil de Sang, pouvait payer dix pour cent, non par an, mais par jour ; non sur son revenu, mais sur son capital ; non une fois seulement, mais chaque fois que la valeur constitutive de ce dernier changerait de mains. Il s'était vanté de vouloir ne jamais demander de fonds en Espagne, mais d'envoyer, au contraire, annuellement, au trésor royal, une partie du produit de ses impôts et de ses confiscations ; cependant, malgré ces ressources et l'envoi de vingt-cinq millions en or, fait de Madrid par Philippe, dans l'espace de cinq années, le Trésor des Provinces était vide et obéré,

quand arriva le successeur du Duc. Requesens ne trouva ni un sol dans la caisse publique, ni les moyens de l'y faire entrer.

Comme administrateur des affaires civiles et judiciaires du pays, le duc d'Albe avait réduit les institutions de ce dernier à une effrayante simplicité. Aux anciennes lois dont les habitants des Pays-Bas étaient si fiers, il substitua le Conseil de Sang, ce tribunal plus arbitraire que l'Inquisition elle-même. Jamais il n'exista d'appareil tyrannique plus simple que cette vaste machine à gouverner; jamais non plus une si grande somme de meurtres et de rapines ne fut produite d'une manière aussi prompte et aussi régulière. Les sentences, les exécutions et confiscations, dans une proportion incroyable, se succédaient chaque jour avec une épouvantable précision. C'est au duc d'Albe seul que revient la responsabilité de cette invention. Le Tribunal et ses conseillers étaient l'œuvre et lest créatures de ses mains, et accomplissaient fidèlement la sinistre mission qui était la raison de leur existence. On ne peut alléguer, pour atténuer la portée de ses actes criminels, que le duc d'Albe n'était que l'esclave aveugle et fanatiquement loyal de son souverain. Une nature noble ne se fût pas souillée d'une œuvre pareille de boucherie, mais eût cherché à adoucir la politique royale, tout en ne manquant pas à ses devoirs de fidélité. Un cœur autre que de fer, eût tout au moins gémi de se voir réduit à servir d'instrument de massacre. Plus résolu que son maître, le duc d'Albe semblait, par sa promptitude, désavouer la politique dilatoire de Philippe. Le Roi paraissait parfois s'arrêter sur son œuvre, excitant et tourmentant ses appétits de vengeance, avant de les assouvir. Le Duc, vif et brutal, méprisait un tel épicurisme. Marchant à pas de géant au-dessus des lois et des constitutions populaires, il persécutait aussi bien les grands qui deman-

daient à être jugés par une cour de princes, que les vils artisans qui ne pouvaient en appeler qu'aux lois de leur pays. Depuis l'échafaud pompeux et théâtral des comtes d'Egmont et de Horn, jusqu'aux dix-neuf cordes préparées par maître Charles, pour y pendre les chefs des brasseurs et des boulangers de Bruxelles sur le seuil de leurs propres maisons; depuis la décapitation de vingt gentilshommes au Marché-aux-Chevaux, au commencement de l'administration du Gouverneur, jusqu'au supplice d'Uytenhoove, brûlé vif vers l'époque où elle cessa; depuis le billot où tomba la tête vénérable d'Antoine Van Straelen, jusqu'au siège obscur où la vieille dame noble d'Amsterdam subit la mort pour avoir posé un acte de pitié et de miséricorde ; d'une année à l'autre, du sacrifice le plus infime jusqu'au plus sanglant et plus terrible, l'œil et la main du maître dirigeaient, sans se lasser, la sinistre besogne imposée par le souverain.

Saus nul doute, l'œuvre du massacre avait été dûment tracée d'avance. Rarement, dans l'histoire, un Gouverneur est venu administrer une province dont toute la population, forte de trois millions d'âmes, était littéralement condamnée à mort. Avec le temps, le duc d'Albe finit par dépasser les instructions sanguinaires qu'il avait reçues. Il supprima les appels à la pitié que faisait encore le Conseil de Sang lui-même, et détourna le Roi des voies de la clémence qu'à une certaine époque, et pour des motifs secrets, ce dernier inclinait à suivre. Le Gouverneur, d'après ce qu'il assurait lui-même au souverain, avait usé vainement de la douceur, et avait résolu d'essayer ce ce que pourrait produire un peu de salutaire sévérité. Ces paroles furent écrites immédiatement après les massacres de Harlem. Après tout le sang répandu à Mons, Naarden, Malines, et par le Conseil des troubles,

chaque jour, pendant six années, sang qui rougissait encore la terre, il s'accusait d'avoir voué au peuple une affection indue et mal placée. Il assurait au Roi que lorsque Alkmaar serait pris, il n'épargnerait « pas une âme parmi toute la population ; » et, dans les instructions qu'il laissa en partant, il recommanda *que toute ville des Pays-Bas fût brûlée jusque dans ses fondements*, excepté un petit nombre d'entre elles, qui pouvaient être occupées d'une manière permanente par les troupes royales. En un mot, l'histoire a rarement présenté à l'humanité le tableau d'une tyrannie aussi parfaite et aussi absolue que celui qu'offre l'administration des Pays-Bas sous le duc d'Albe.

Nul n'a jamais connu le nombre de milliers d'infortunés qui périrent dans ces malheureuses provinces, pendus, égorgés, bannis ou enterrés vifs ; car les statistiques de la barbarie échappent généralement aux annales de l'humanité. Quoi qu'il en soit, nous en avons dit assez, dans les pages qui précèdent, pour que l'on puisse s'en faire une idée.

Il n'y avait pas de mode de torture qui eût jamais été employé par l'homme envers son semblable, dont il ne fût fait usage chaque jour. Hommes, femmes, enfants, vieillards, jeunes gens ; nobles et vilains, riches bourgeois ; les malades des hôpitaux, les fous et jusqu'aux morts, étaient indistinctement jetés en pâture à l'échafaud et au gibet. Les hommes étaient torturés, décapités, pendus par le cou ou par les pieds, brûlés à petit feu, déchirés à l'aide de pinces de fer rougies, roués, écorchés vifs ; ou bien encore on les laissait mourir de faim. La peau qu'on leur arrachait vive, servait à faire les tambours qui accompagnaient leurs compatriotes à la potence. On exhumait les cadavres de ceux qui étaient morts naturellement et on suspendait leurs restes putréfiés aux potences, sous prétexte qu'ils étaient morts sans confession ; mais

c'était en réalité pour que leurs biens devinssent la proie légale du trésor. Des mariages, célébrés depuis longtemps, furent rompus afin de faire épouser aux riches héritières des étrangers qu'elles détestaient. On exécuta des femmes et des enfants pour s'être rendus coupables d'avoir donné le moindre secours à leurs maris et à leurs parents fugitifs, dans la plus grande misère, et même pour leur avoir écrit dans leur exil. Voilà quelle était la marche ordinaire des choses sous l'administration du Conseil de Sang. Les cruautés qui furent commises dans toutes les villes livrées à l'incendie et à la famine, sont au delà de toute croyance ; on arracha des fœtus du ventre de leur mère ; des milliers de femmes et d'enfants furent violés, et toute une population fut brûlée et taillée en pièces par la soldatesque de toutes les manières que pût lui suggérer sa cruauté, dans ses ingénieux raffinements. Telle était cette administration dont Vargas disait, quand elle fut arrivée à son terme, que trop de miséricorde, « *nimia misericordia,* » avait causé sa perte.

Philippe lui-même, poussé par des sentiments secrets, devint mécontent du Gouverneur, qui, du reste, l'avait déjà offensé précédemment par son arrogance. En commémoration de ses victoires, le Vice-Roi avait fait élever une statue colossale, non pas à son souverain, mais à lui-même. Pour obtenir le pardon royal, il s'était assis sur un trône d'or. Le roi absolu ne pouvait qu'imparfaitement pardonner de telles insolences. Trop cauteleux pour provoquer une rupture ouverte, il permit au Gouverneur de se retirer sans blâme, mais aussi sans louange, quand il eut achevé et même outrepassé sa tâche. Le maître et le serviteur sont également responsables des forfaits de cette administration.

Le portrait du duc d'Albe, en ce qui concerne son

gouvernement des Pays-Bas, ressemble presque à une caricature. Si c'était une création de la fiction, elle serait grotesque : mais, même ce hardi scepticisme historique qui se plaît à réformer le jugement des siècles, et à réhabiliter des réputations depuis longtemps dégradées et foulées aux pieds, ne pourrait que difficilement changer quelque chose à la position où cet homme est placé devant la postérité. Aucune sentence historique n'est définitive ; un appel à une postérité plus éloignée, fondé sur une évidence plus grande, mérite toujours d'être pris en considération ; mais quand le verdict s'appuie sur des faits incontestables et sur les aveux mêmes du criminel, il y a peu de probabilité qu'une sentence contradictoire soit prononcée. Ce serait faire affectation de candeur philosophique, que de chercher à atténuer des vices qui sont non seulement avoués, mais encore considérés comme des vertus.

NOTE.

Comme spécimen des chansons faites par le peuple, tandis que d'Albe le courbait sous le joug, voici la traduction de deux ballades populaires. Les originaux se trouvent, de la première, dans la collection de Ernest Münch, Niederlandsches Museum, I., 125, 126; de la seconde, dans l'excellente publication des chansons historiques de la Néerlande, par Van Vloten, Nederlandsche Geschiedzangen, I, 393. — Le professeur Altmeyer les a aussi citées dans sa « Succursale du Tribunal de Sang.

« Slaat op den tromele, van dirre dom deyne ;
Slaet op den tromele, van dirre dom does :
Slaet op den tromele, van dirre dom deyne,
Vive le geus ! is nu de loes.

« De Spaensche Inquisitie, voor Godt malitie,
De Spaensche Inquisitie, als draecx bloet fel ;
De Spaensche Inquisitie ghevoelt punitie,
De Spaensche Inquisitie ontvaelt haer spel.

« Vive le geus ! wilt christelyk leven,
Vive le geus ! houdt fraeye moet :
Vive le geus ! Godt behoed voor sneven,
Vive le geus ! edel christen bloedt.

« De Paus en Papisten, Godts haud doet beven,
De Paus en Papisten zijn t'eynden haer raet :
De Paus en Papisten wreet boven schreven,
Ghy Paus en Papisten, soet nu oflaet.

« 'T swaert is getrokken, certeyn godts vraec naect,
'T swaert is getrokken, daer Joannes u schryft ;
'T swaert is getrokken, dat Apocalypsis maect, naect,
'T swaert is getrokken, ghy wert nu ontlyft.

« 'T onschuldig bloet dat ghy heft vergoten,
'T onschuldig bloet royt over u wraeck ;
'T onschuldig bloet te storten heeft u niet verdroten,
'T onschuldig bloet dat dronct ghy met den draeck.

« U vleisschen arm, daer ghy op betroude.
U vleisschen arm beschwyckt u nu ;
U vleisschen arm die u huys houde,
U vleisschen arm, wyckt van u schoon. »

Ernest Münch, Niederlandsches Museum, I. 125, 126.

TRADUCTION.

« Frappez les tambours, ran plan, ran tan plan ;
Frappez les tambours. Au vent la bannière :
Frappez les tambours. Ran plan, ran tan plan,
Et vivent les Gueux ! C'est le cri de guerre.

« Que l'Inquisition d'Espagne, horrible à Dieu,
Comme un dragon cruel que le sang désaltère,
Reçoive enfin ici son châtiment sévère.
Oui, qu'elle le reçoive, et que cesse son jeu !

« Vivent, vivent les Gueux ! noble troupe chrétienne !
Vivent les Gueux, hardis et de cœur et de bras :
Vivent les Gueux ! que Dieu les sauve du trépas,
Vivent, vivent les Gueux ! leur bon droit les soutienne !

« Pape et papistes sont frissonnant de terreur ;
Pape et papistes, tous, sont à bout d'espérance.
Pape et papistes, tous, implorent Dieu vengeur !
Pape et papistes, hé, faites donc pénitence.

« Le glaive est tiré dont parle Saint-Jean,
Le glaive est tiré par la main divine.
Le glaive est tiré sur chaque poitrine,
Le glaive est tiré. La mort vous attend !

« Le sang innocent d'êtres sans défense,
Le sang innocent versé par vos mains :
Le sang innocent appelle vengeance,
Le sang innocent, — tigres inhumains !

« Votre bras de chair se flétrit et s'use ;
Votre bras de chair, faible fondement,
Votre bras de chair vous manque à présent,
Votre bras de chair suit l'œuvre de ruse. »

La terrible malédiction de la chanson qui suit es l'expression de la haine que la tyrannie du duc d'Albe avait amassée dans les esprits et les cœurs des habitants du pays. Cette chanson est intitulée le Pater Noster gantois (Gentsch Vaderonze) et est adressée au duc d'Albe.

Gentsch Vaderonze.

« Helsche duvel, die tot Brussel syt,
Uwen naam ende faem sy vermaledyt,
U ryck vergae zonder respyt,
Want heeft geduyrt te langen tyd.
Uwen willen sal niet gewerden,
Noch in hemel noch op erden :
Ghy beneempt ons huyden ons dagelicx broot,

Wyff ende kynderen hebben 't groote noot :
Ghy en vergeeft niemant syn schult,
Want ghy met haet ende nyt syt vervult :
Ghy en laet niemant ongetempteert,
Alle dese landen ghy perturbeert.
O hemelschen vader, die in den hemel syt,
Maeckt ons dezen duvel quyt,
Met synen bloedigen, valschen raet,
Daer hy meede handelt alle quaet,
En syn spaens chrychsvolk allegaer,
'T welck leeft of sy des duvels waer.
Amen ! »

Van Vloten, Nederlandsche Geschiedzangen, I. 393.

TRADUCTION.

Le Pater noster Gantois.

Diable de l'enfer, dont Bruxelle est la cour,
Que maudit soit ton nom et ton règne éphémère !
Il fut trop long déjà. N'eût-il duré qu'un jour,
Nous en aurions eu trop ! — Au ciel et sur la terre,
— Maudit ! Toi qui nous prends le pain qui doit nourrir
Nos femmes et nos fils, réduits à la misère !
— Maudit sois-tu, bourreau qui ne pardonne point.
L'envie est ta nourrice et la haine un besoin
Pour toi ! — Tu n'a laissé nulle âme dans ce monde
Sans la tenter ; nul coin du sol, sans le troubler.
— O Dieu, père divin, daigne nous exaucer !
Fais sentir au tyran ta justice profonde ;
De ce démon cruel veuille nous délivrer :
Frappe du même coup son conseil sanguinaire,
Ce perfide conseil qui nous fit tant de mal ;
Des soldats espagnols délivre notre terre ;
Maudits soient-ils ainsi que leur maître infernal !
Amen.

QUATRIÈME PARTIE

ADMINISTRATION DU GRAND-COMMANDEUR

1573-1576

CHAPITRE I

DÉSASTRE DE LA MOOKER-HEIDE

1573-1574

Antécédents de Requesens. — Passion de Philippe pour les détails. — Ce que le gouvernement feignait de vouloir et ce qu'il voulait en réalité. — Tout le monde désire la paix. — Correspondance des chefs du parti royaliste avec d'Orange. — Vide du trésor à la retraite d'Albe. — Ce que coûtait la guerre. — Le Grand-Commandeur affecte la douceur. — Ses intentions réelles. — Position critique de Mondragon dans Middelbourg. — Épuisement de la Hollande. — Négociations secrètes d'Orange avec la France. — Projets de Sainte-Aldegonde dans sa prison. — Expédition pour secourir Middelbourg. — Préparatifs d'Orange pour la contrecarrer. — Défaite de l'expédition. — Capitulation de Mondragon. — Plans d'Orange et de ses frères. — Une armée commandée par le comte Louis passe le Rhin. — Mesures que prend Requesens. — Manœuvre d'Avila et de Louis. — Les deux armées se rencontrent près de Mook. — Bataille de la Mooker-Heide. — Défaite et mort du comte Louis. — Combat de spectres. — Portrait de Louis de Nassau. — Pénible incertitude sur son sort. — Description des mutineries périodiques des troupes espagnoles. — Leur révolte après la bataille de Mook. — Anvers est attaqué et pris. — Insolence et exactions des mutins. — Ils refusent les offres de Requesens. — Mutinerie dans la citadelle. — Exploits de Salvatierra. — Conditions d'arrangement. — Fête des soldats sur le Meir. — Heureuse expédition de l'amiral Boisot.

Les horreurs de l'administration du duc d'Albe avaient fait regretter la tyrannie plus douce et moins résolue de la duchesse Marguerite. Le même motif fit saluer d'acclamations l'avènement du Grand-Commandeur; une lueur d'espoir brillait enfin. Après tout, c'était un soulagement que de voir s'éloigner l'homme qui était l'incarnation d'un raffinement de cruauté presque inimaginable. Il était évident que son successeur, même ambitieux de suivre les traces d'Albe, ne pourrait jamais arriver à cette rigueur et à cette inflexibilité de vues, que la nature du Duc lui avait permis d'atteindre. Le nouveau Gouverneur-Général était au moins un homme, et il y avait longtemps que les habitants des Pays-Bas avaient cessé de croire qu'entre eux et le dernier Vice-Roi existât le moindre lien d'humanité.

A part cet espoir, il n'y avait toutefois rien de bien positivement encourageant dans ce que l'on savait du nouveau fonctionnaire ou de la politique qu'il était chargé de représenter. Don Louis de Requesens y Cuniga, grand-commandeur de Castille, et en dernier lieu gouverneur de Milan, était un personnage de capacité médiocre, et en possession d'une réputation de modération et de sagacité qu'il ne méritait pas tout à fait. Sa valeur militaire s'était surtout produite à la bataille sanglante et inféconde de Lépante, au gain de laquelle il avait, disait-on, contribué par sa conduite et ses conseils. On parlait de son administration dans le Milanais, comme ferme et modérée. Néanmoins les Pays-Bas n'étaient pas disposés à l'apprécier favorablement en tous points. Dans le public on s'entretenait de son manque de parole envers les Maures de Grenade, de son impopularité à Milan où, malgré sa modération tant vantée, il avait en réalité opprimé les populations au point de s'attirer leur haine mortelle. On se plaignait aussi de l'insulte qu'on faisait aux Provinces, en leur envoyant pour les gou-

verner, non un prince du sang, comme c'était la coutume, mais un simple « gentilhomme de cape et d'épée. »

Il faut cependant dire que quiconque représentait Philippe dans les Provinces était devant l'histoire dans une situation difficile. Ce n'était au fond qu'un acteur, si même c'en était un. Philippe avait pour système et pour orgueil de diriger en personne tout le mécanisme de son énorme empire, et d'en tenir lui-même tous les fils. Ses marionnettes, quelle que fût la magnificence de leur extérieur, ne se mouvaient que sous son impulsion et ne parlaient que par sa voix. Sur la table de son cabinet étaient étalées toutes les affaires de ses royaumes, dans leurs détails les plus minutieux. Projets, petits ou grands, qu'ils touchassent à des intérêts d'empires ou d'époques, ou se réduisissent aux bornes étroites de fugitives bagatelles, encombraient également sa mémoire et dévoraient son temps. A cette ambition de faire soi-même toute la besogne de ses royaumes, se joignait une inconcevable avidité pour le travail. Il aimait la routine des affaires, comme d'autres monarques ont aimé la guerre et d'autres le plaisir. L'objet à la fois mesquin et impossible de son ambition répondait bien à l'étroitesse de son esprit. Il regardait ses domaines comme une propriété privée ; des mesures qui affectaient les intérêts éternels et temporels de millions d'hommes, étaient considérées par lui comme des affaires de ménage, et l'œil du maître était, d'après lui, le seul qui pût dûment surveiller ces domaines et ces intérêts. Cette passion désordonnée pour l'administration révélait au fond une incapacité totale pour le gouvernement. Son esprit, constamment harassé de travaux sans importance, ne put jamais s'élever aux hauteurs de la majesté d'où ses vastes États devaient être surveillés.

En d'Albe, il avait sans doute fait choix d'une individualité bien tranchée ; mais d'Albe, par une bienheureuse similitude de caractère, ne s'était montré que le Sosie de son maître. Maintenant il s'en était allé et si les projets du Roi étaient toujours les mêmes, la situation du Roi avait changé. Le moment était venu où, lui semblait-il, il était opportun de reprendre le masque et le cothurne ; de faire apparaître avec fruit sur la scène un personnage grave et posé, chargé de jouer un intermède de clémence et de douceur. C'est pour cela que le Grand-Commandeur, précédé de rumeurs d'amnistie, reçut commission de prendre les rênes du gouvernement que d'Albe venait d'être autorisé à résigner.

On avait habilement répandu le bruit d'un changement projeté de système. Les plus confiants allèrent jusqu'à supposer que le Duc s'était retiré en état de disgrâce. A son arrivée, le Roi avait fait montre de froideur à son endroit, et Vargas qui avait accompagné le Gouverneur, reçut injonction formelle de se tenir toujours au moins à cinq lieues dé la cour. Mais les plus perspicaces voyaient beaucoup d'affectation dans ce semblant de mécontentement. Saint-Goard, l'observateur sagace des faits et gestes de Philippe, écrivait à son souverain qu'il n'avait pas perdu un des mouvements de Philippe ou d'Albe, qu'il s'était informé le mieux possible de la politique que l'on comptait suivre ; et qu'il en était venu à conclure que la mauvaise humeur du Roi était feinte, n'ayant d'autre but que de faire naître dans les Pays-Bas l'espoir d'une paix irréalisable, et que le présent n'était qu'un répit momentané destiné à préparer plus activement que jamais de nouveaux moyens d'écraser la rébellion. Il était évident pour tout le monde que la révolte avait atteint un développement tel qu'une victoire absolue ou des concessions pouvaient seules la calmer.

A en juger par les sept années d'exécutions, de sièges, de campagnes, qui venaient de s'écouler sans aucun résultat bien marqué, vaincre la population des Provinces semblait difficile, sinon par l'extermination. C'est pourquoi on trouvait expédient de recourir aux concessions. Le nouveau gouverneur reçut donc, pour le cas où les habitants des Pays-Bas consentiraient à abandonner tout ce pour quoi ils avaient si héroïquement combattu, le pouvoir de leur concéder une amnistie. Toutefois, il ne devait dans ses mesures de conciliation, lui enjoignait-on bien expressément, rien accorder qui n'eût pour base l'absolue suprématie du Roi, et l'entière prohibition de toute autre forme de religion que la catholique romaine. Maintenant que le peuple luttait depuis au moins dix ans pour ses droits constitutionnels contre la prérogative du souverain, et depuis au moins sept ans pour la liberté de conscience contre le papisme, il était aisé de prédire quelle sorte de succès attendait des négociations que l'on commençait de la sorte.

Et cependant, dans les Pays-Bas, régnait un ardent désir de la paix. Les catholiques souhaitaient une réconciliation avec leurs frères de la nouvelle religion. La vengeance qui s'était abattue sur l'hérésie n'avait pas frappé que des hérétiques. Il était malaisé de trouver un foyer, soit protestant soit catholique, que n'eussent point désolé les exécutions, les bannissements ou les confiscations. Le menu peuple et les grands seigneurs étaient également las de la guerre ; non seulement d'Aerschot et Viglius, mais encore Noircarmes et Berlaymont, aspiraient à une paix consentie à des conditions libérales, et à un pardon complet et absolu pour le prince d'Orange. Les chefs espagnols eux-mêmes en avaient assez de ces monotones boucheries dont leurs épées s'étaient souillées. Julien Romero, ce soldat féroce et sans scrupule, sur la tête duquel

pesait la faute du massacre de Naarden, écrivit plusieurs lettres au prince d'Orange, pleines de courtoisie et de l'espoir de voir bientôt se terminer la guerre, et le Prince se réconcilier entièrement avec son souverain. Noircarmes entama également une correspondance avec le grand directeur de la révolte, et lui offrit de faire tout ce qui était en son pouvoir pour rendre le pays à la paix et à la prospérité. Le Prince répondit aux politesses de l'Espagnol en termes également courtois mais vagues; car il était clair que des négociations purement officieuses ne pourraient aboutir à aucun résultat. A Noircarmes, il répondit sur un ton doux mais grave, combien il regrettait qu'un gentilhomme de son rang, eût ainsi que tant d'autres de ses confrères des Pays-Bas, soutenu si longtemps le Roi dans sa tyrannie. Néanmoins, il se déclarait heureux de ce que leurs yeux tardivement, il est vrai, s'étaient enfin ouverts et voyaient l'immense iniquité dont le pays avait été victime; il finissait en acceptant les offres d'amitié, avec la même franchise qu'elles lui étaient faites. Peu de temps après, le Prince donna à son correspondant une preuve de sa sincérité, en lui communiquant deux lettres d'agents du gouvernement au duc d'Albe qui avaient été interceptées, et dans lesquelles on parlait avec menace et défiance de Noircarmes et d'autres de ces nobles qui avaient si longtemps défendu, contre leur propre patrie, la cause du Roi. A cette occasion, le Prince avertissait son correspondant que, malgré toutes les preuves d'inaltérable fidélité par lui données à l'Espagne, la voie dans laquelle il marchait n'en était pas moins sombre et pleine de dangers, et que, comme d'Egmont et de Horn, il pourrait bien trouver au bout, comme récompense de ses services, un échafaud. Tel était en effet l'abîme de dissimulation dans lequel se cachait la politique de l'Espagne envers les Pays-Bas, que les

plus aveugles partisans du gouvernement ne pouvaient avoir dans l'avenir que des doutes et des craintes sur leur destinée, et n'échappaient parfois que par un heureux trépas à la disgrâce et aux mains du bourreau.

Voilà donc quelles étaient les dispositions de plusieurs personnages d'importance, même parmi les royalistes les plus fervents. Tous aspiraient à la paix; plusieurs poussaient leurs désirs jusqu'à une espérance bien positive, quand arriva le Grand-Commandeur. En outre, cet officier s'aperçut, au premier coup d'œil jeté sur le désordre des finances, que tout au moins quelque répit était indispensable avant de continuer l'interminable campagne entreprise contre les révoltés. Quiconque eût par hasard été porté à reconnaître chez d'Albe de l'habileté administrative, se fût bientôt détrompé à l'aspect du désordre et de la confusion dans lesquels le Duc laissait les affaires et les finances. Il se refusa nettement à donner à son successeur le moindre éclaircissement sur l'état du trésor. Bien loin de présenter le compte détaillé, auquel on avait droit de s'attendre en semblable occasion, il déclara au Grand-Commandeur qu'il ne pouvait même être question d'un état approximatif, attendu que cela lui demanderait beaucoup plus de temps et de travail qu'il n'en avait à sa disposition. Il partit donc, laissant Requesens dans la plus complète ignorance sur les comptes du passé, ignorance que probablement le Duc partageait avec son successeur. Ses ennemis soutinrent bien haut que la négligence qu'il avait mise à tenir sa comptabilité, ne l'avait pas empêché de bien se garder d'erreurs à son propre détriment, et qu'il se retirait sinon plein d'honneur, du moins plein de richesses, de sa longue et terrible administration. Dans ses lettres, au contraire, il accusait le Roi d'ingratitude, pour avoir permis qu'un vieux soldat se ruinât non

seulement la santé mais encore perdît sa fortune, en restant sans récompenses convenables pendant tout le cours d'une fatigante administration. Quoi qu'il en soit, une chose était certaine, c'était l'énormité des frais que la guerre avait coûté à la Couronne. L'armée des Pays-Bas comptait plus de soixante-deux mille hommes, dont huit mille Espagnols et le reste Wallons et Allemands. Déjà quarante millions d'écus avaient été engloutis. Selon les probabilités, le revenu presque entier des mines d'Amérique allait devoir être consacré à la poursuite de la lutte. L'or et l'argent d'au delà de l'Atlantique, sortis des profondeurs où depuis des siècles ils gisaient enterrés, servaient ainsi non à répandre le courant fécondant du commerce, mais se fondaient en flots de sang. Les sueurs et les maux des idolâtres sujets du Roi dans les forêts vierges du Nouveau-Monde venaient aider à l'extermination de ses peuples des Pays-Bas et au renversement de toute une antique civilisation. Était-ce à cette fin que Colomb avait donné un hémisphère à la Castille et à l'Aragon, et que les nouvelles Indes avaient dévoilé leurs richesses?

Quarante millions de ducats avaient donc été dépensés; six millions et demi d'arrérages étaient dus à l'armée, dont en outre les dépenses courantes montaient à six cent mille ducats par mois. Les seules dépenses militaires des Pays-Bas montaient donc à plus de sept millions d'écus par année, et les mines du Nouveau-Monde pendant le demi-siècle que régna Philippe ne produisaient en moyenne que onze millions annuellement. Pour faire face à ce déficit croissant sans cesse, il n'y avait ni un denier dans les caisses ni le moyen d'en obtenir un. Le dixième denier était depuis longtemps virtuellement abrogé et devait bientôt l'être formellement. Les confiscations avaient cessé d'être une source permanente de reve-

nus et les États refusaient avec obstination l'octroi du moindre écu. Telle était la condition où l'infatigable tyrannie et les expériences financières du Duc avaient amené le pays.

Requesens voyait clairement qu'en semblable situation il serait bon de faire naître des espérances de pardon et de réconciliation. Il n'avait pas compris d'abord, et peu des aveugles champions de l'absolutisme le comprennent ou l'ont jamais compris, que l'enthousiasme d'une nation quand il est ardent et général, rend la rébellion plus coûteuse au despote qu'aux insurgés ; ils le comprennent maintenant. « Avant mon arrivée, » écrivait le Grand-Commandeur à son souverain, « je ne concevais pas comment les rebelles parvenaient à entretenir des flottes si nombreuses, quand à peine Votre Majesté pouvait en maintenir une seule. Mais, à ce qu'il paraît, ceux qui combattent pour leur vie, pour leurs foyers, leurs biens et leur fausse religion, pour leur propre cause en un mot, se contentent de recevoir des rations, sans réclamer de paie. »

La morale que tira le nouveau Gouverneur de ce diagnostic exact de la maladie régnante, c'était non pas qu'il fallait respecter cet enthousiasme d'une nation, mais qu'il fallait le tromper. Cependant, il ne trompa que lui-même. Il censura Noircarmes et Romero, pour leur intervention, tout en agissant de façon à faire croire à une pacification générale prochaine. Il repoussa toute idée d'une réconciliation entre le Roi et le prince d'Orange, tout en proposant des moyens d'apaiser la révolte. Il ne savait pas encore que la révolte et Guillaume d'Orange ne faisaient qu'un. Quoique le Prince eût, à plusieurs reprises, spontanément offert de quitter pour toujours le pays, si son exil pouvait amener une solution satisfaisante pour les Provinces, il n'y avait pas dans tous les Pays-Bas un

seul patriote qui pût songer sans désespoir à cet éloignement. En outre, ils savaient tous bien mieux que Requesens à quoi aboutiraient ces mesures pacifiques dont on cherchait à faire naître l'espoir.

La nomination du Grand-Commandeur n'avait été au fond qu'une dernière tentative pour tromper le peuple des Provinces. Il approuvait en tous points et de tout cœur la politique d'Albe, seulement, écrivait-il au Roi, il était bon d'amuser le peuple de l'idée d'un système différent et plus doux. Il affectait de croire, et peut-être croyait-il en réalité, que la nation consentirait à la destruction de toutes ses institutions, pourvu que l'on permît aux hérétiques repentants de se réconcilier avec leur mère la Sainte-Église, et aux opiniâtres de prendre le chemin de l'exil, avec une faible portion de leurs biens temporels. De ce qu'il osait penser à cette dernière et presque incroyable concession, il s'excusait humblement auprès du Roi. S'il devait en être blâmé, que ce ne fût pas du moins trop sévèrement, car sa fidélité était bien connue. Le monde savait combien de fois il avait risqué sa vie pour Sa Majesté, et combien de fois il était prêt à la risquer encore avec joie dans l'avenir. Selon lui, la religion, après tout, n'avait pas grand rapport avec les troubles, il croyait devoir en avertir confidentiellement son souverain. D'Egmont et de Horn étaient morts bons catholiques, le peuple ne s'était pas soulevé pour aider le Prince dans son invasion de 1568, et la nouvelle religion n'était qu'un levier dont quelques démagogues perfides s'étaient saisis, pour tenter le renversement de l'autorité royale.

De pareilles idées donnaient la mesure des capacités du nouveau Gouverneur. Le peuple avait refusé de se soulever en 1568, c'était vrai, mais non parce que d'Orange n'inspirait pas de sympathie, uniquement au contraire parce que la crainte du Duc para-

lysait les bras. La nouvelle religion depuis ce temps, n'avait fait que grandir et fructifier partout, grâce au sang dont on l'arrosait. En Hollande et en Zélande, on eût difficilement trouvé un catholique, sauf les agents du gouvernement. Le Prince qui au début de la rébellion était encore catholique modéré, et qui comme tel s'était déclaré le champion de la liberté pour toutes les formes du Christianisme, était maintenant complètement converti à la nouvelle croyance, sans toutefois avoir quitté d'un pouce le terrain de la tolérance universelle. La nouvelle religion n'était donc pas une machine de guerre inventée par une faction, mais était devenue l'atmosphère où respirait tout un peuple. Des hommes pouvaient mourir pour avoir réclamé d'y vivre, mais en elle-même, impalpable, elle échappait aux coups du despotisme. Et cependant le Grand-Commandeur se persuadait que la nouvelle religion n'avait que peu ou même rien à faire dans la situation des Pays-Bas. Et le meilleur moyen, pensait-il ou feignait-il de penser, pour ramener le calme, c'était de tendre encore une fois les rêts d'une amnistie générale.

Le duc d'Albe en savait plus long. Requesens avait reçu l'ordre de conférer avec lui avant qu'il ne quittât les Provinces, et le Duc lui déclara que, dans son opinion, parler de pardon était absolument inutile. Brutalement, mais franchement, il soutint qu'il n'y avait autre chose à faire qu'à continuer l'extermination commencée. Il était nécessaire, disait-il, de réduire le pays à un niveau commun d'épuisement inerte, avant de pouvoir faire d'un acte d'amnistie le fondement d'un nouvel ordre stable de société. Il avait déjà dit son avis à Sa Majesté : toutes les villes du pays devaient être brûlées jusqu'aux fondements, excepté celles que les troupes royales pouvaient occuper d'une manière permanente. Mais le Roi, dans

l'accès de clémence qui le tenait au moment de la nomination d'un nouveau gouverneur, donna pour instruction au Grand-Commandeur *de ne pas recourir à cette mesure, à moins qu'elle ne devînt absolument nécessaire.* Telle était la différence d'opinion qui séparait l'ancien gouverneur du nouveau sur la question de l'amnistie. Le savant Viglius appuyait d'Albe quoique évidemment contre sa volonté. « C'est l'opinion du Duc et c'est aussi la mienne, » écrivait le Commandeur, « que Viglius n'ose pas exprimer son véritable sentiment, et qu'en secret il désire un accommodement avec les rebelles. » Ainsi, avec assez d'inconséquence, le Gouverneur en voulait non seulement à ceux qui contrariaient ses idées, mais encore à ceux qui les acceptaient. Il s'en prenait à Viglius, qui à l'extérieur au moins désapprouvait l'amnistie, et à Noircarmes, à d'Aerschot et à d'autres qui montraient du penchant vers une pacification. Du principal trait de caractère attribué par Jules César aux habitants des Provinces, savoir : qu'ils n'oubliaient jamais ni bienfaits ni offenses, la seconde moitié seule subsistait encore à ce que disait le Grand-Commandeur. Non seulement ils n'oubliaient pas les offenses, mais leur mémoire sous ce rapport était si bonne, que, selon lui, ils s'en rappelaient beaucoup qu'ils n'avaient jamais reçues.

Malgré tout, à raison de l'embarras des affaires et de l'absence des renforts nécessaires, le Commandeur était, dans son for intérieur, décidé à essayer de l'influence d'une amnistie. Son objet était de tromper le peuple et de gagner du temps ; car il n'avait nullement l'intention de concéder la liberté de conscience, de rappeler les troupes étrangères, ou d'assembler les États-Généraux. Pour le moment toutefois, il était impossible de mettre en œuvre ces prétendues mesures de conciliation. La guerre était en pleine car-

rière et se poursuivait même malgré la saison d'hiver. Les patriotes tenaient Mondragon étroitement assiégé dans Middelbourg, le dernier point de l'île de Walcheren qui fût encore au Roi. Des valeurs considérables,en argent et en marchandises, étaient renfermées dans cette ville; et d'ailleurs, un officier du mérite de Mondragon et qui avait rendu autant de services que lui, ne pouvait être abandonné à sa destinée. En attendant, il était cruellement pressé par la famine, et,à la fin de l'année, la garnison et les habitants étaient réduits, pour ne pas mourir d'inanition, à se nourrir de rats, de souris, de chiens, de chats et d'autres aliments encore plus répugnants. Il était indispensable de se mettre en mesure de ravitailler la place.

D'autre part, la situation des patriotes n'avait rien de très encourageant. Leur supériorité sur mer était incontestable, car les Hollandais et les Zélandais étaient les premiers marins du monde, et ils n'exigeaient de leur patrie d'autre payement pour leur sang répandu, que des actions de grâce. Mais les troupes de terre étaient pour la plus grande partie composées de mercenaires, qui souvent se mutinaient au début d'une action, quand, — chose trop fréquente, — leur solde n'était pas payée. La Hollande était absolument coupée en deux par la perte de Harlem et le siège de Leyde, de telle façon même que l'on ne pouvait communiquer d'une partie à l'autre du pays qu'au prix des plus grands dangers. Les États, quoiqu'ils eussent déjà fait beaucoup et fussent prêts à faire plus encore pour la cause, étaient trop enclins à discuter sur des vétilles en matière de dépenses. Ils irritaient le prince d'Orange en montrant, en fait de subsides, une lésinerie que cette nature fière et généreuse ne pouvait admettre. Il espérait beaucoup de la France. Louis de Nassau y avait eu à Blamont des

entrevues secrètes avec le duc d'Alençon et le duc d'Anjou, maintenant roi de Pologne. D'Alençon lui avait assuré du ton le plus chaud et le plus affectueux, qu'il serait pour la cause un ami non moins sincère que l'étaient les deux Rois, ses frères. Le Comte avait même reçu cent mille livres comptant, en témoignage des intentions favorables de la France, et s'occupait en ce moment avec activité, sur les instances du Prince, à lever en Allemagne une armée pour secourir Leyde et le reste de la Hollande, tandis que de son côté Guillaume mettait tout en œuvre, soit par des représentations aux États, soit par ses missions et ses correspondances secrètes à l'étranger, pour faire progresser la cause de sa patrie souffrante.

Le Prince craignait beaucoup l'effet de l'amnistie promise. Il avait des motifs de se défier du caractère de la nation en général, depuis qu'il voyait Sainte-Aldegonde, ce patriote si éclairé, cet ami si fidèle, influencé par la situation décourageante et dangereuse dans laquelle il se trouvait, abandonner le terrain sur lequel ils s'étaient si longtemps et si fermement tenus ensemble. Sainte-Aldegonde, fait prisonnier à Maeslandsluis, vers la fin de l'administration du duc d'Albe, était gardé dans la captivité la plus rigoureuse. C'était sans doute une position pleine de souffrances et de dangers. Jusqu'ici la politique invariable du gouvernement avait été de mettre à mort tous les prisonniers, quel que fût leur rang. Ainsi, les uns avaient été noyés, d'autres pendus, d'autres encore décapités, quelques-uns empoisonnés dans leur cachot, — tous en somme avaient péri. C'était le système d'Albe. Le Grand-Commandeur en était grand partisan, mais la capture du comte de Bossu par les patriotes avait nécessité une suspension de ces rigueurs. Il était certain que la tête de Bossu

tomberait en même temps que celle de Marnix ; le Prince en avait averti le gouverneur espagnol. Malgré cette garantie de sécurité, un Flamand rebelle ne pouvait guère se trouver à l'aise dans une prison d'Espagnols. Tant de traces de pas se dirigeaient vers l'antre, et pas une n'en revenait ! Néanmoins le Prince pouvait à bon droit lire avec regret la casuistique d'assez mauvais aloi que Sainte-Aldegonde mettait en œuvre pour se persuader à lui-même et persuader à ses compatriotes qu'une réconciliation avec le Roi, même à des conditions peu dignes, était à désirer. Il était choqué d'entendre un champion si vaillant et si éloquent de la Réformation, exprimer froidement l'opinion que le Roi refuserait probablement d'accorder la liberté de conscience aux habitants des Pays-Bas, mais que sans aucun doute il permettrait l'exil aux hérétiques. « Par adventure, nous estans retirez, » ajoutait Marnix tombant presque dans la bassesse, « Dieu nous donnera quelque occasion de faire quelque part sy bon service au Roy, qu'il sera content de nous prester une aureille plus bénigne, ou bien par adventure de nous souffrir en son pays.»

Certes, ce n'était pas là le langage qui convenait à la plume d'où sortit le fameux Compromis. Mais le Prince n'était pas homme à s'écarter des sentiers du devoir, même pour tirer de captivité et suivre les avis du plus fidèle des amis. Il continua à soutenir, dans l'intimité comme en public, que la retraite des troupes espagnoles hors des Provinces, le rétablissement des anciens privilèges constitutionnels, et l'entière liberté de conscience en fait de religion, étaient les conditions absolues de toute pacification. Il savait bien que les Espagnols n'étaient rien moins que prêts à y condescendre, mais il espérait fermement pouvoir arri-

ver à délivrer Sainte-Aldegonde, sans s'abaisser à une paix honteuse.

L'affaire la plus pressante, quand le Grand-Commandeur arriva, était évidemment de secourir Middelbourg. Mondragon, après la plus énergique défense, allait cependant être obligé de capituler, s'il ne recevait promptement des renforts. Requesens se hâta donc de réunir à Berg-op-Zoom soixante-quinze vaisseaux qu'il plaça en apparence sous le commandement de l'amiral de Glymes, mais en réalité sous celui de Julien Romero. Une seconde flotte de trente voiles, sous Sanche d'Avila, attendait à Anvers. Chargées toutes les deux de provisions de toutes sortes, elles devaient cingler vers Middelbourg, l'une par le Hondt, l'autre par l'Escaut oriental. De son côté, le prince d'Orange s'était rendu à Flessingue pour y surveiller les opérations de l'amiral Boisot qui, conformément à ses ordres, avait réuni dans ce port une puissante escadre. Vers la fin de janvier (1574), d'Avila était déjà près de Flessingue, attendant l'arrivée de la flotte de Romero. Après leur jonction, les deux chefs devaient faire une tentative désespérée pour ravitailler Middelbourg en proie à la famine. Requesens venait en même temps d'arriver en personne à Berg-op-Zoom pour presser le départ de la flotte la plus nombreuse ; mais le prince d'Orange n'était pas d'avis de laisser l'expédition s'accomplir. Les généraux espagnols, quelle que fût leur valeur, allaient apprendre que leur génie n'était pas amphibie, et que les Gueux de Mer, sur leur élément, étaient toujours invincibles, malgré les défaillances dont leurs frères de terre ferme étaient parfois atteints.

La flotte de l'amiral Boisot s'était déjà mise en mouvement et, remontant l'Escaut, avait pris position presque en face de Berg-op-Zoom. Le 20 janvier,

le prince d'Orange, parti de Zierikzée, vint visiter les patriotes. Sa galère, élégamment ornée et par suite remarquée des forts de l'ennemi, reçut en passant le feu de leur artillerie, mais heureusement y échappa sans dommage. Le Prince ayant réuni autour de lui tous les officiers de son *armada*, leur rappela en quelques paroles brèves mais éloquentes, combien il importait au salut du pays que Middelbourg, la clef de toute la Zélande et tout près de tomber dans les mains des patriotes, ne fût pas arrachée à leur étreinte. Sur mer au moins Hollandais et Zélandais étaient chez eux. Officiers et matelots, d'un seul cri unanime, firent retentir l'air d'acclamations. Ils jurèrent de verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour le soutien du Prince et du pays, et s'engagèrent solennellement, non seulement à servir, s'il le fallait, sans solde, mais à sacrifier même tout ce qu'ils possédaient au monde plutôt que de délaisser la cause de la patrie. Après avoir ainsi vu la valeur des soldats doublée par l'enthousiasme qu'avaient fait naître ses paroles, le Prince partit immédiatement pour Delft, afin d'y préparer les moyens de forcer les Espagnols à lever le siège de Leyde.

Le 29 janvier, la flotte de Romero partit de Berg-op-Zoom, disposée en trois divisions, dont chacune comptait vingt-cinq vaisseaux de diverses grandeurs. Du haut de la digue de Schakerloo, le Grand-Commandeur assistait au départ, et tous les canons de la flotte le saluèrent à la fois. Accident de mauvais augure, — pendant les décharges, le feu prit au magasin d'un des navires, qui sauta en l'air avec un bruit terrible, faisant périr tout ce qu'il y avait de vivant à bord. Cela n'arrêta cependant pas la marche de l'expédition. En face de Romerswael, la flotte de Boisot l'attendait, rangée en ordre de bataille. Pour faire apprécier de quel courage cette race énergique était

animée, mentionnons la circonstance suivante : Schot, capitaine du vaisseau-amiral, attaqué d'une fièvre pestilentielle, avait été débarqué à terre presque mourant. L'amiral Boisot lui avait donné pour substituant Klaaf Klaafszoon de Flessingue. Mais, au moment où l'action allait commencer, Schot, « ayant à peine la force de mouvoir une plume de son souffle », se fit porter à bord et exigea le commandement. On ne pouvait guère disputer une préséance réclamée de la sorte, par un chef prêt à mourir. Il n'y eut de discussion entre les deux capitaines, quand ils virent venir la flotte ennemie, que sur la manière dont il fallait recevoir les Espagnols. Klaafszoon était d'avis de faire descendre la plupart des hommes à fond de cale, jusqu'après la première décharge. Schot insistait au contraire pour que tout le monde restât sur le pont, prêt à s'accrocher à la flotte espagnole et à monter immédiatement à l'abordage. Cet avis prévalut, et tous les équipages étaient debout sur les ponts, piques et grappins en main.

La première division des vaisseaux de Romero, s'étant approchée à portée de canon, ouvrit le feu, et dès la première bordée Schot et Klaafszoon tombèrent tous deux blessés mortellement. L'amiral Boisot perdit un œil, et plusieurs officiers et matelots sur les autres vaisseaux furent aussi tués ou blessés. Ce furent là toutefois les premiers et les derniers effets du canon. Tous ceux des navires espagnols qui pouvaient être abordés dans l'étroit estuaire de l'Escaut, se trouvèrent en un instant avec un ennemi au flanc. Un furieux combat corps à corps s'était engagé. Haches d'armes, piques et poignards étaient les seules armes. Quiconque criait merci et se rendait prisonnier n'en était pas moins percé de coups et jeté dans la mer par les impitoyables Zélandais. Ne combattant que pour tuer et non pour faire du butin, ils

ne s'arrêtaient même pas pour arracher les chaînes d'or que la plupart des Espagnols portaient. Dès le début de l'action, il avait été clair que les Espagnols ne parviendraient pas à remporter le triomphe, sans lequel Middelbourg ne pouvait être ravitaillé. La bataille se prolongea quelque temps ; mais quand les royalistes eurent perdu quinze vaisseaux et douze cents hommes, ils virèrent de bord et regagnèrent Berg-op-Zoom. Romero lui-même dont le navire s'était échoué, sauta par un sabord et regagna le rivage à la nage, suivi de ceux de ses soldats qui pouvaient l'imiter. Il vint aborder aux pieds mêmes du Grand-Commandeur qui, trempé et glacé par une pluie battante, n'était resté toute la journée sur la digue de Schakerloo, au milieu de ces torrents d'eau, que pour assister à la défaite totale de son *armada*. « J'en avais averti Votre Excellence », dit froidement Romero, en grimpant tout ruisselant sur la digue, « je ne suis pas un marin, je ne combats que sur terre. Ne me confiez plus de flottes, car vous m'en donneriez cent, que je les perdrais toutes, je crois. » Le Gouverneur ainsi que son lieutenant défait, mais philosophe, rentrèrent dans Berg-op-Zoom, pour de là regagner Bruxelles, abandonnant Middelbourg à sa chute inévitable, tandis que Sanche d'Avila, à la nouvelle du désastre qui venait de frapper ses compatriotes, ramenait en toute hâte sa flotte à Anvers. Le brave Mondragon était ainsi abandonné à son destin.

Ce destin ne pouvait plus être retardé d'un instant. La ville de Middelbourg avait atteint et même dépassé l'épuisement le plus complet. Cependant Mondragon était décidé à ne pas se rendre à discrétion, quoiqu'il consentît à traiter d'une capitulation. Le prince d'Orange, depuis la victoire de Berg-op-Zoom, exigeait une reddition sans conditions ; il la

croyait juste et se savait à l'abri de tout soupçon de vouloir se venger sur Middelbourg des horreurs commises à Naarden, à Zutphen et à Harlem. Mondragon répondait toutefois, en faisant serment de mettre le feu à la ville en vingt endroits et de s'ensevelir avec ses soldats et tous les habitants dans les flammes, plutôt que de s'en remettre au bon plaisir de l'ennemi. Le Prince savait le vaillant Espagnol capable d'exécuter sa menace. Il lui accorda donc d'honorables conditions, qui furent rédigées en cinq articles et signées le 18 février. Il fut convenu que Mondragon et ses troupes sortiraient de la place avec armes, bagages et munitions. Les citoyens jureraient fidélité au Prince, comme Stathouder de Sa Majesté, et paieraient en outre un subside de trois cent mille florins. Mondragon s'engageait à faire mettre en liberté Sainte-Aldegonde et quatre autres prisonniers de distinction, et pour le cas où il n'y pourrait réussir, il promettait de revenir dans les deux mois se constituer prisonnier de guerre. Les prêtres catholiques ne pourraient emporter hors de la ville que leurs vêtements seuls. En vertu de cette capitulation, Mondragon et tous ceux qui voulaient le suivre quittèrent la place le 21 février, et furent conduits sur les rivages de la Flandre à Terneuzen. On verra par la suite que le Gouverneur se refusa et à relâcher les cinq prisonniers convenus et à laisser Mondragon tenir sa parole, en revenant se mettre à la disposition du Prince. Quelques jours après, d'Orange fit son entrée dans Middelbourg, réorganisa le Magistrat, reçut le serment d'allégeance des habitants, leur rendit l'ancienne constitution, et leur fit généreusement remise des deux tiers de la somme à laquelle ils s'étaient condamnés.

Les Espagnols étaient enfin heureusement expulsés de toute l'île de Walcheren, et laissaient les Hollan-

dais et les Zélandais maîtres de tout le littoral. Cependant, depuis la levée du siège d'Alkmaar, l'ennemi avait continué d'occuper le territoire intérieur de la Hollande. Leyde était rigoureusement bloquée, le pays livré à la dévastation, et toute communication interrompue entre les diverses villes. Il était relativement facile au prince d'Orange d'armer et d'équiper ses flottes. Le génie et les habitudes des révoltés les mettaient tout à fait à l'aise sur mer, et leur inspiraient le sentiment de leur supériorité sur leurs adversaires. Il n'en était pas de même sur terre. Énergiques dans la résistance, patients dans la souffrance, les Hollandais, terribles quand ils se défendaient, n'avaient ni l'expérience ni la discipline nécessaires pour se mesurer avec succès en rase campagne contre les vieilles légions espagnoles. Aussi, pour faire lever le siège de Leyde, le Prince comptait-il principalement sur le comte Louis, qui parcourait de nouveau l'Allemagne. Dans les derniers jours de l'administration du duc d'Albe, Guillaume avait écrit à ses frères pour les presser d'organiser bien vite les détails d'une campagne dont il leur envoyait le plan. Dès qu'ils auraient levé en Allemagne des forces suffisantes, ils devaient faire une tentative contre Maestricht. Si elle échouait, Louis passerait la Meuse, dans le voisinage de Stockhem, se dirigerait vers Gertruidenberg qui appartenait au Prince, et de là opérerait sa jonction avec son frère dans les environs de Delft. Alors ils iraient ensemble prendre position entre Leyde et Harlem. Il semblait probable que les Espagnols se trouveraient obligés de les y attaquer dans des conditions très désavantageuses, ou d'abandonner le pays. « Bref, » disait le Prince, « estant ceste entreprise diligentée et dressée avec bonne providence et discrétion, je tiens pour tout certain que ce seroit l'unique moyen pour faire fin à ceste guerre,

et chasser ces diables d'Espaignolz devant que le Duc d'Albe soit prest de dresser nouvelle armée pour les secourir. »

Conformément à ce plan, Louis s'était activement employé, pendant la première moitié de l'hiver, à lever des troupes et à réunir des subsides. Les princes français l'avaient aidé par des dons d'argent considérables, comme témoignage de ce qu'ils lui permettaient d'espérer dans l'avenir. Il avait tenté, mais sans succès, de s'emparer de Requesens, pendant que celui-ci cheminait vers les Pays-Bas. Puis, il s'était rendu aux frontières de France, où avait eu lieu son importante entrevue avec Catherine de Médicis et le duc d'Anjou, alors tout près de monter sur le trône de Pologne. On s'y était montré libéral en cadeaux et plus libéral en promesses. D'Anjou lui avait assuré qu'il irait aussi loin qu'aucun des princes d'Allemagne dans le soutien actif et sincère qu'il donnerait à la cause protestante dans les Pays-Bas. Le duc d'Alençon, qui bientôt devait, en l'absence de son frère, prendre la tête de l'alliance récemment conclue entre les « Politiques » et les Huguenots, lui avait également serré la main, en lui disant tout bas, que maintenant le gouvernement de la France lui appartenait, comme il avait appartenu jusqu'ici à d'Anjou, et que le Prince pouvait en toute confiance compter sur son amitié.

Ces belles paroles, qui ne coûtaient pas cher à murmurer d'un ton confidentiel, n'étaient pas destinées à porter des fruits bien abondants, car la France et l'Angleterre, mutuellement jalouses de la suprématie que chacune d'elles pouvait acquérir dans les Pays-Bas, étaient toutes deux prodigues de promesses, tandis que la crainte qu'elles avaient du pouvoir de l'Espagne les rendait toutes deux des alliés fort mous, fort peu fidèles et même parfois perfides. Le comte

Jean, de son côté, faisait de grands efforts pour organiser la partie financière de l'expédition projetée et lever des contributions parmi ses nombreux parents et alliés d'Allemagne. Louis mit à profit l'arrivée d'Anjou en Pologne, en s'assurant des deux mille hommes de cavalerie française et allemande qui avaient servi d'escorte au prince de France, et qui, maintenant sans emploi, acceptèrent avec joie la bonne aubaine que leur offrait un général supposé bien en fonds. Il eut bientôt recruté en outre un millier de cavaliers et six mille hommes de pied, dans ces réservoirs inépuisables de guerriers mercenaires : les petits États d'Allemagne. Avec ces forces, Louis, vers la fin de février, passa le Rhin pendant un violent orage de neige et prit sa course vers Maestricht. Les trois frères du prince d'Orange, et le duc Christophe, fils de l'Électeur palatin, commandaient cette petite armée.

Avant la fin du mois ils atteignirent les bords de la Meuse et vinrent camper à deux lieues de Maestricht, sur la rive opposée à cette ville. La garnison, commandée par Montesdoca, n'était pas forte, mais la nouvelle des préparatifs de guerre qui se faisaient en Allemagne avait précédé l'arrivée du comte Louis. Requesens, comprenant toute la gravité de la situation, avait immédiatement ordonné en Allemagne une levée de huit mille hommes de cavalerie et d'une force d'infanterie encore plus considérable. En même temps, il avait envoyé don Bernardin de Mendoza, alors cantonné à Bréda avec quelques compagnies de cavalerie, se jeter sans retard dans Maestricht. A don Sanche d'Avila, avait été confié le soin de diriger l'ensemble de la résistance à l'agression dont on était menacé. Ce général s'était hâté de tirer des diverses garnisons toutes les troupes qui n'y étaient pas indispensables, de renforcer l'occupation d'Anvers, de

8.

Gand, de Nimègue et de Valenciennes, villes connues pour recéler de nombreux partisans secrets du Prince ; il s'était mis en route avec le surplus de ses troupes, pour empêcher l'entrée de Louis dans le Brabant et sa jonction avec Guillaume en Hollande. Braccamonte, expédié à Leyde, avait ordre de ramener avec lui toutes les troupes occupées au siège de cette cité. Par le seul bruit de son approche, Louis avait donc déjà produit d'importants effets.

Dans l'intervalle, le prince d'Orange avait, de son côté, levé six mille hommes d'infanterie dont l'île de Bommel était le rendez-vous. Le petit nombre des soldats réunis par Louis l'avait désappointé, mais il n'en avait pas moins envoyé pour instructions à son frère de venir le rejoindre dans Bommel aussitôt qu'il aurait pris Maestricht. Il n'était malheureusement pas dans la destinée de Louis de prendre Maestricht. Dès le début, son entreprise avait été marquée du sceau fatal. Avant même qu'elle ne fût commencée, de sombres et menaçants présages entouraient d'un linceul de mort Louis, ses frères et sa petite armée. Plus de mille déserteurs l'avaient quitté entre le Rhin et la Meuse. Arrivé en face de Maestricht, il ne trouva le fleuve ni gelé ni ouvert, — pris par les glaces assez pour entraver la navigation, mais trop peu pour supporter le poids d'une armée. Embarrassé et retardé par cet obstacle, il dut laisser Mendoza entrer dans la ville avec des renforts. Tout espoir sur Maestricht allait s'évanouir, mais au moins restait-il encore la nécessité de passer le fleuve à quelque endroit du voisinage, pour aller rejoindre le plus tôt possible l'armée du Prince. Avant toutefois que les glaces ne disparussent, l'ennemi eut soin de se saisir de tous les bateaux. Le 3 mars, d'Avila entra à son tour dans Maestricht avec un gros corps de troupes, et le 18, Mendoza, traversant la rivière pendant la nuit, donna

aux patriotes une *encamisada* si sévère qu'il leur tua sept cents hommes, sans en perdre lui-même plus de sept. Fatigué, mais non découragé par ces contrariétés, Louis leva son camp le 21, pour prendre position à Gulpen et à Fauquemont, châteaux du duché de Limbourg situés un peu en aval de son premier campement. Le 3 avril, Braccamonte renforça Maestricht de vingt-cinq compagnies d'Espagnols et de trois enseignes de cavalerie, tandis que de son côté Mondragon arrivait également avec seize compagnies de vétérans.

Louis vit aussitôt que non seulement il ne parviendrait pas à prendre Maestricht, mais que même sa jonction avec Guillaume devenait tout au moins douteuse, puisque tout ce qu'il y avait de troupes espagnoles disponibles semblait devoir être employé à l'empêcher. Il n'était pas encore, il est vrai, en présence de forces supérieures, mais de jour en jour l'ennemi devenait plus nombreux, tandis que son armée au contraire diminuait. En outre, les Espagnols étaient gens de discipline et d'expérience, tandis que ses soldats n'étaient que des mercenaires, déjà mécontents et insubordonnés. Le 8 avril, il leva de nouveau le camp et se dirigea le long de la rive droite de la Meuse, vers Nimègue, entre cette dernière rivière et le Rhin. D'Avila résolut aussitôt de le suivre sur la rive opposée de la Meuse, afin de se jeter entre Louis et le prince d'Orange et, par une marche rapide, de forcer le Comte à livrer bataille, avant d'avoir rejoint son frère. Parti le 8 au point du jour, Louis campa le 13 au village de Mook sur la Meuse, près des frontières du duché de Clèves. Dès que ses éclaireurs revinrent, ils lui apprirent à son grand dépit que l'ennemi avait marché plus rapidement que lui et se trouvait en ce moment à portée de canon. Le 13, d'Avila avait construit un pont de bateaux, et effectué avec

toute son armée le passage de la Meuse, de sorte qu'au moment où le Comte atteignait Mook, les Espagnols étaient en face de lui du même côté du fleuve, et lui barrant le chemin. Dans cet étroit espace entre la Meuse et le Wahal où les deux partis se trouvaient en présence, Louis allait donc devoir remporter à lui seul une victoire, ou bien abandonner son expédition et laisser les Hollandais à leur désespoir. Il était désolé de la position qui lui était faite, car il avait espéré réduire Maestricht et rejoindre son frère en Hollande. A eux deux, ils fussent au moins parvenus à expulser les Espagnols de cette province, ce qui eût probablement entraîné le soulèvement de la plus grande partie de la population dans les autres portions du territoire. Dans les circonstances du moment, le sort des Pays-Bas, pendant plusieurs années, semblait dépendre du résultat d'une bataille qu'il n'avait pas prévue et à laquelle il n'était pas suffisamment préparé. Mais il n'était pas homme à désespérer et, d'autre part, il n'avait jamais eu le courage de refuser une bataille quand elle était offerte. Dans le cas où il se trouvait, il eût été difficile d'opérer sa retraite sans danger ou sans honte, mais il était tout aussi difficile de vaincre. Entré pour ainsi dire comme un coin au cœur même d'une contrée hostile, il était forcé ou de se frayer plus avant un passage ou de tomber aux mains de l'ennemi. De plus, et pour comble d'infortune, le retard dans le payement de leur solde avait fait se mutiner ses troupes. Tandis qu'il leur parlait d'honneur, elles vociféraient : de l'argent, de l'argent ! C'était leur habitude, à ces mercenaires, de se révolter, la veille de la bataille, — comme celle des Espagnols était de se révolter le lendemain. Le premier système faisait souvent échouer une victoire possible ; le second rendait souvent stérile la victoire remportée,

D'Avila avait choisi son terrain avec grande habileté. Le village de Mook était situé sur la rive droite de la Meuse, dans une plaine de peu d'étendue, resserrée entre la rivière et une chaîne de collines éloignée d'une petite portée de canon. Le général espagnol savait que, comme d'ordinaire, son adversaire lui était supérieur en cavalerie et que, dans un espace aussi étroit, cet avantage serait presque neutralisé.

Le 14, au point du jour, les deux armées se trouvèrent toutes deux rangées en bataille. Louis avait renforcé sa position par une profonde tranchée commençant à Mook, occupé par dix compagnies d'infanterie que protégeaient la rivière et le village. Ensuite venait la grande masse de son infanterie disposée en un seul carré. A la droite était la cavalerie, divisée en quatre escadrons, aussi bien que le permettait l'étroitesse du terrain. Le manque de place en avait même forcé une partie à occuper le flanc de la colline.

En face, les forces de don Sanche offraient à peu près la même disposition. Vingt-cinq compagnies d'Espagnols formaient quatre corps de piquiers et de mousquetaires, appuyant leur droite à la rivière. A l'aile gauche était la cavalerie arrangée par Mendoza en forme de croissant, que flanquaient aux deux pointes deux petits corps de tirailleurs. Les carabiniers montés de Schenk étaient au premier rang ; derrière venaient les lanciers espagnols. Le village de Mook séparait les deux armées.

Les escarmouches s'engagèrent aussitôt autour de la tranchée, plusieurs jours se passant en combats partiels, sans amener d'engagement général. Vers dix heures, le comte Louis commença à s'impatienter. Toutes les trompettes des patriotes sonnèrent à la fois un signal de défi, et les Espagnols, y répondant, se préparaient à une attaque d'ensemble, quand arrivèrent sur le champ de bataille, le seigneur de Hierges

et le baron de Chevreaux. Ils étaient accompagnés d'un renfort de plus de mille hommes, et annonçaient que Valdez approchait avec cinq mille hommes de plus. Comme il se pouvait que le lendemain matin il fût arrivé, l'attaque fut suspendue pour décider s'il ne vaudrait pas mieux la remettre au lendemain. Le comte Louis était à la tête de six mille hommes de pied et de deux mille chevaux. D'Avila n'avait que quatre mille fantassins et un peu moins de mille cavaliers. Cette infériorité se changerait le lendemain en une écrasante supériorité. En outre, il ne fallait pas oublier comment, à Heiligerlée, d'Aremberg avait été puni de n'avoir pas attendu l'arrivée de Meghen. Toutefois, contre ces sages conseils un cri général s'éleva ; Hierges et Chevreaux surtout les combattirent. Selon eux, rien dans le cas actuel ne pouvait être plus imprudent que la prudence. On avait à faire à un général audacieux et prompt. Pendant qu'on attendrait des renforts, il était bien capable de s'esquiver. De cette façon, il effectuerait son passage du fleuve et cette jonction avec Guillaume que jusqu'ici on était heureusement parvenu à empêcher. Ces arguments prévalurent, et les attaques contre la tranchée reprirent avec une nouvelle vigueur, effectuées par des assaillants plus nombreux. Après quelques instants de lutte ardente, les Espagnols l'emportèrent et s'élancèrent dans le village, d'où cependant ils furent presque aussitôt délogés par un corps d'infanterie plus considérable que le comte Louis envoya à la rescousse. La bataille devint bientôt générale à cet endroit.

Presque toute l'infanterie des patriotes défendait la position ; presque toute l'infanterie espagnole reçut l'ordre de l'attaquer. Les Espagnols se jetant à genoux, selon leur coutume, dirent un *Pater noster* et un *Ave Maria*, puis s'élancèrent en masse à l'assaut. Après une lutte courte mais vive, le retranchement fut em-

porté une seconde fois et les patriotes mis en pleine déroute. Voyant cela, le comte Louis chargea, avec toute la cavalerie, celle de l'ennemi qui jusqu'alors n'avait pas bougé de place. Au premier choc, les arquebusiers montés de Schenk qui composaient l'avant-garde furent enfoncés et prirent la fuite dans toutes les directions. Telle fut leur panique, pendant que Louis les chassait devant lui, qu'ils ne s'arrêtèrent qu'au delà de la rivière, dans laquelle plusieurs se noyèrent ; les survivants allèrent porter à Grave et dans d'autres villes la nouvelle de la défaite totale des royalistes. C'était cependant bien loin d'être vrai. La cavalerie de Louis, composée pour la plupart de carabiniers, fit volte-face après la première décharge, pour recharger ses armes ; mais afin qu'elle ne fût pas prête à une seconde attaque, les lanciers espagnols et les *reîtres noirs* allemands qui avaient tenu bon, les chargèrent à leur tour avec fureur. Une mêlée acharnée et sanglante s'ensuivit, et se termina par une débandade générale des patriotes.

Le comte Louis, voyant que la journée était perdue et son armée taillée en pièces, rallia autour de lui quelques soldats parmi lesquels son frère le comte Henri et le duc Christophe, et tous ensemble se jetèrent tête baissée dans la masse des ennemis. Depuis, jamais personne ne les revit sur cette terre. Ils tombèrent tous ensemble, au plus fort du combat, et jamais plus on n'eut de leurs nouvelles. La bataille se termina comme toujours, dans ces tempêtes de haines réciproques soulevées, par une horrible boucherie ; de l'armée patriote à peine resta-t-il quelques soldats pour rapporter les détails du désastre. Quatre mille au moins d'entre eux périrent, soit massacrés sur le champ de bataille, soit engloutis dans les marais ou dans le fleuve, soit brûlés dans les fermes où ils s'étaient réfugiés. On ne sut pas laquelle de ces diffé-

rentes morts avait été le partage du comte Louis, de son frère et de son ami. Jamais on n'a pu éclaircir ce mystère. Ils moururent probablement tous trois sur le champ de bataille ; mais dépouillés de leurs vêtements, et la face meurtrie par les pieds des chevaux, ils restèrent confondus parmi les morts moins illustres. Quelques-uns pensèrent qu'ils s'étaient noyés en essayant de passer le fleuve à la nage ; d'autres, qu'ils avaient été brûlés. Suivant des bruits vagues, Louis, couvert de sang, mais encore en vie, se débarrassant du monceau de cadavres au milieu desquels il gisait, se serait traîné jusqu'à la rivière et, pendant qu'il lavait ses blessures, aurait été surpris et massacré par une bande de paysans. Cette histoire ne trouva pas crédit partout, mais personne ne sut ni ne put jamais apprendre la vérité.

Ce sombre et fatal dénoûment de la dernière entre prise du comte Louis avait été pressenti par nombre de personnes. A cette époque superstitieuse, où des empereurs et des princes interrogeaient tous les jours l'avenir, par l'alchimie, l'astrologie et des livres de destinées, pleins de formules aussi graves et aussi précises que des équations algébriques [1] ; où, dans toutes les classes, chez le monarque comme chez le laboureur, on croyait aveuglément aux présages et

[1] On peut encore voir dans la bibliothèque de Dresde, les livres de conjuration, en plusieurs volumes in-folio, qui contiennent les tables de logarithmes magiques par lesquels Auguste de Saxe guidait d'habitude sa course sur l'océan de la vie, et se croyait certain de connaître les évènements à venir et leur influence sur sa propre destinée. Sans doute l'Électeur consultait ces tables avec grande attention, pendant que le comte Louis et le duc Christophe marchaient vers la Meuse. Il les étudiait certes avec plus d'anxiété encore, quand il apprit pour la première fois le mariage projeté entre le prince d'Orange et Charlotte de Bourbon.

aux prophéties, il était tout naturel que des signes apparus dans le ciel quelques semaines avant la bataille de la Mookerheide, eussent inspiré à quelques hommes un vague pressentiment de malheurs imminents.

Vers le commencement de février, cinq soldats de la garde bourgeoise d'Utrecht, faisant la ronde de minuit, aperçurent au dessus d'eux dans le ciel l'image d'une bataille furieuse. L'obscurité était partout profonde, sauf précisément au dessus de leurs têtes où, dans un espace long à peu près comme la ville et large comme une chambre ordinaire, on voyait deux armées en ordre de bataille s'avancer l'une vers l'autre. L'une venait rapidement du nord-ouest, bannières au vent, trompettes sonnant, piques étincelant, suivie d'une lourde artillerie et d'escadrons de cavalerie. L'autre s'avançait lentement du sud-est, comme si elle fût sortie d'un retranchement pour marcher à la rencontre des assaillants. Pendant quelques moments il y eut une lutte ardente ; on entendait distinctement les cris des combattants, le grondement sourd du canon, le fracas de la mousqueterie, le bruit des pas pesants de l'infanterie. Le firmament tremblait du choc de ces masses d'hommes et s'enflammait des décharges répétées de leur artillerie. Après ce court engagement, l'armée du nord-ouest fut repoussée en désordre, mais s'étant ralliée, revint à la charge, formée en une épaisse colonne. Ses adversaires rangés, à ce que déclaraient les témoins oculaires, en une forêt carrée et épaisse de piques et de mousquets, attendaient la nouvelle attaque. Une seconde fois les cohortes aériennes se confondirent, tous les signes et les bruits d'une lutte désespérée étant distinctement remarqués des témoins inquiets. Cela ne dura qu'un instant. Les lances de l'armée du sud-est semblèrent se briser comme des fétus de paille, et ses solides colonnes

s'abîmèrent ensemble en une seule masse sous le choc de l'ennemi. La déroute était totale ; vainqueurs et vaincus s'évanouirent, laissant vide ce grand espace limpide et bleu, entouré de toutes parts de noirs nuages ; soudain toute cette surface où venait de rugir la bataille, se couvrit de sang, coulant à travers le ciel en larges bandes rouges; et la vision ne disparut tout à fait que quand les cinq témoins eurent bien examiné et bien commenté ces effrayants présages.

Telle fut l'impression que fit sur les graves magistrats d'Utrecht le récit des sentinelles, le lendemain qu'une instruction régulière sur cette apparition eut lieu, que l'on enregistra en due forme la déposition de chaque témoin, faite sous serment, et que l'on consulta pour l'explication du mystère une masse énorme de livres de divination et d'autres augures. Tout le monde s'accorda à reconnaître l'image de la bataille qui devait bientôt être livrée entre Louis et les Espagnols. Aussi, quand plus tard on apprit que les patriotes venant du sud-est étaient campés dans la bruyère de Mook et que leurs adversaires, passant la Meuse à Grave, s'étaient avancés vers eux du nord-ouest, on regarda l'issue de la bataille comme ayant été inévitable, et ayant eu pour infaillible présage le combat de spectres aperçu à Utrecht.

C'est ainsi que périt Louis de Nassau, dans l'épanouissement de sa virilité, au milieu d'une carrière déjà chargée de plus d'évènements qu'un siècle n'en entasse dans une vie ordinaire. Il serait difficile de trouver dans l'histoire un caractère plus franc et plus loyal. Sa vie fut vraiment noble ; et en lui s'unissent si bien le héros et le bon compagnon, qu'après trois siècles l'imagination le comtemple avec un intérêt qui touche à l'affection. Ce n'était pas un grand homme. Il était loin du génie fécond et des larges vues de son

frère; mais appelé, comme il le fut, à jouer un rôle important dans l'un des drames les plus compliqués et les plus grandioses qui se soient joués dans l'humanité, il s'acquitta toujours de sa mission avec honneur. Sa nature droite, vaillante et énergique commandait le respect de l'ennemi autant que celui de l'ami. Comme politique, comme soldat, comme diplomate, il était actif, entreprenant, sincère. Il réalisait, en marchant droit devant lui, ce que beaucoup croyaient ne pouvoir atteindre que par des voies détournées. Fréquemment en rapport avec les plus adroits et les plus perfides des princes et des hommes d'État, il l'emporta souvent et cependant ne s'abaissa jamais jusqu'à la flatterie. Depuis le moment où, avec ses « douze apôtres, » il se montrait au premier rang dans les négociations avec Marguerite de Parme, à travers les diverses scènes de la révolution, dans toutes ses conférences avec des Espagnols, des Italiens, des Huguenots, des Malcontents, des Conseillers flamands, ou des Princes allemands, il fut le soutien persistant et inébranlable de la liberté religieuse et des Constitutions. La bataille d'Heiligerlée et la prise de Mons furent ses exploits les plus brillants, mais tous deux, suivis de désastres, restèrent malheureusement inféconds. Son côté faible était la témérité de son courage. Les Français l'accusaient d'avoir perdu la bataille de Moncontour, en l'engageant trop tôt par impatience; toutefois ils reconnaissaient que c'était à son habileté qu'était due leur retraite si heureuse et si brillante, après cette défaite. Il fut également taxé d'imprudence et de précipitation dans sa dernière et si fatale entreprise, mais ce reproche nous semble entièrement dénué de fondement. L'expédition, comme nous l'avons fait remarquer plus haut, avait été décidée de longue main, d'accord avec son frère Guillaume, et se préparait depuis plusieurs mois. S'il n'a-

vait pu mettre sur pied une armée plus considérable que celle qu'il conduisit en Gueldre, il n'y avait nullement de sa faute. Sans les glaces flottantes qui lui barrèrent le passage de la Meuse, il eût surpris Maestricht ; sans la mutinerie qui rendit ses soldats hésitants, il eût défait d'Avila à la Mooker-heide. Dans ce cas il eût rejoint triomphalement son frère dans l'île de Bommel ; les Espagnols eussent été, selon toute probabilité, expulsés de la Hollande, et Leyde eût échappé aux horreurs du mémorable siège qu'elle allait bientôt avoir à subir. Mais tous ces résultats n'étaient pas dans la destinée de Louis. Les décrets de la Providence qui le condamnaient à mourir, au moment où il était le plus utile, condamnaient, par cette mort, le Prince à la privation du bras droit qui s'était toujours si promptement prêté à l'exécution de ses nombreux projets, et du cœur fraternellement fidèle qui avait toujours battu à l'unisson du sien.

Au physique, il était d'une taille au dessous de la moyenne, mais d'apparence martiale et noble. Ses traits étaient animés, ses manières franches et engageantes. Tous ceux qui le connaissaient intimement l'aimaient, et il était l'idole de ses vaillants frères. Sa mère ne l'appelait jamais que son bien-aimé, son adoré Louis.

« J'ai appris que tu serais bientôt ici, » lui écrivait-elle l'année où il mourut, « j'ai beaucoup de choses sur lesquelles il me faut ton avis ; je te remercie d'avance, car tous les jours de ta vie tu m'as toujours bien aimé comme ta mère ; ce pour quoi Dieu tout puissant puisse te tenir en sa sainte garde. »

Il était dans la destinée de cette noble et pieuse dame d'être appelée plus souvent que ne le sont d'ordinaire les mères, à pleurer ses enfants. Le comte Adolphe était tombé jeune encore sur le champ de bataille d'Heiligerlée, et maintenant une tombe san-

glante et mystérieuse se refermait sur Louis et Henri, son frère cadet à peine âgé de vingt-six ans, dont la trop courte existence, fidèle à l'instinct de sa race, avait été tout entière consacrée à la cause de la liberté. Le comte Jean, qui avait déjà tant fait pour cette cause, restait seul pour heureusement faire plus encore dans l'avenir. Bien qu'il participât à l'expédition et se fût promis d'assister à la bataille, il avait, sur les pressantes sollicitations de tous les chefs, quitté l'armée pour quelque temps, afin d'obtenir à Cologne de l'argent pour les troupes mutinées. Il était parti pour cette mission deux jours avant la rencontre, dans laquelle, sans cela, il eût sans doute été aussi sacrifié. Le jeune duc Christophe « *optimæ indolis et magnæ spei adolescens*, » qui avait péri en même temps que Louis, fut sincèrement pleuré par les amis de la liberté. Son père, l'Électeur, puisa consolation dans les Écritures et dans la réflexion que son fils était mort d'un trépas glorieux, en combattant pour la cause du Christ. « Cela vaut mieux, » disait cet austère calviniste dont le plus vif désir était de « calviniser le monde, » — « cela vaut mieux, que d'avoir passé son temps à la fainéantise, qui est l'oreiller du diable. »

De vagues rumeurs de la catastrophe s'étaient rapidement répandues par tout le pays. Il n'y eut pas de longs doutes sur la défaite subie par Louis, mais le sort des chefs resta plus longtemps l'objet des bruits les plus contradictoires. Pendant ce temps, le prince d'Orange passait ses jours pleins d'angoisses, s'attendant d'heure en heure à recevoir des nouvelles de ses frères, prêtant l'oreille aux sombres rumeurs qu'il refusait de croire et ne pouvait cependant contredire, et écrivant lettres sur lettres destinées à des yeux fermés déjà depuis longtemps.

La victoire de l'armée royaliste était cependant

restée relativement stérile, grâce à la mutinerie qui avait éclaté le lendemain de la bataille. Trois années de solde étaient dues aux soldats espagnols ; il n'y avait donc rien d'étonnant dans l'explosion, en cette circonstance, d'une de ces révoltes périodiques, qui venaient si fréquemment paralyser l'action du Roi, et jeter ses gouverneurs dans d'intolérables perplexités. Les rébellions étaient des phénomènes à succession régulière, suivies d'une série non moins régulière d'incidents toujours les mêmes. Les soldats espagnols vivant loin de leur pays, mais accompagnés de leurs femmes et de bandes sans cesse croissantes d'enfants, constituaient une populeuse cité nomade, occupant en permanence un territoire étranger. C'était une cité ayant pour mur des piques et séparée plus nettement encore de la population environnante, par l'infranchissable barrière d'une haine mutuelle. C'était une cité n'obéissant qu'aux lois de la guerre, despotiquement gouvernée, et où cependant se révélait parfois dans toute sa force l'indomptable esprit démocratique. A des époques fixes, dont on pouvait calculer à peu près exactement le retour, la plèbe militaire avait coutume de se soulever contre les classes privilégiées, de leur enlever la liberté et les emplois, et de se donner en remplacement des chefs sortis de l'élection. Un commandant suprême, un sergent-major, des conseillers et divers autres fonctionnaires étaient choisis par le suffrage universel et par acclamation. L'*Eletto* ou chef principal était revêtu du pouvoir souverain, mais il lui était défendu de l'exercer. Il était sans cesse entouré de conseillers qui surveillaient tous ses mouvements, lisaient toute sa correspondance, assistaient à tous ses entretiens, et qui eux-mêmes étaient de la part de la masse l'objet d'un contrôle incessant. En général, l'ordre le plus exemplaire régnait parmi les révoltés. L'anarchie devenait un système de gouver-

nement ; la révolte établissait et faisait observer les règles de discipline les plus strictes ; le vol, l'ivrognerie, le viol étaient sévèrement punis. Dès que la mutinerie éclatait, le premier soin des soldats était de s'emparer de la cité la plus voisine ; l'*Eletto* s'y établissait d'ordinaire à l'hôtel de ville, les soldats chez les habitants. En fait de nourriture et de logement rien n'était trop bon pour ces vauriens. Des gaillards qui pendant des années n'avaient connu que les vivres de campagne, des rustres qui avant de tenir le mousquet n'avaient jamais tenu que le manche de la charrue, exigeaient maintenant, des bourgeois tout tremblants, les draps de lit les plus fins et les viandes les plus recherchées. Ils ravageaient la contrée comme un nuage de sauterelles. « Des poulets et des perdrix, » dit l'Anversois économe, historien de ces temps, « des chapons et des faisans, des lièvres et des lapins, deux sortes de vin ; — pour les sauces, des câpres et des olives, des citrons et des oranges, des épices et du sucre ; du pain de froment pour leurs chiens, » et même « du vin pour laver les pieds de leurs chevaux, voilà le traitement que réclamaient et qu'obtenaient les soldats mutinés. Ces expéditions de fourrageurs leur plaisaient donc à l'extrême ; ils y trouvaient d'abord tous les raffinements du luxe et ensuite ils amenaient les habitants, fatigués de cette hospitalité forcée, à se soumettre à une contribution, dont le produit pût liquider les arriérés de solde réclamés.

Une ville occupée de cette manière était à la merci d'une soldatesque étrangère, rebelle à toute autorité, sauf à celle des lois qu'elle s'imposait à elle-même. Les officiers du Roi, dégradés, quelquefois massacrés, étaient remplacés par des élus dont le pouvoir n'avait rien de réel. L'*Eletto* proclamait chaque jour, du balcon de l'hôtel de ville, les règlements qu'il venait de préparer. S'ils plaisaient, une clameur d'approbation

les sanctionnait ; s'ils déplaisaient, une tempête de sifflets et des décharges de mousqueterie les rejetaient. L'*Eletto* ne gouvernait pas ; c'était un dictateur qui ne pouvait dicter, il ne pouvait qu'enregistrer des décrets. S'il était trop honnête, trop ferme ou trop nul, on lui enlevait son emploi et parfois la vie. Un successeur lui était donné, et souvent après celui-ci une série d'autres tous destinés au même sort. Tels étaient les traits caractéristiques ordinaires de ces révoltes formidables, résultats de l'incurie et des dilapidations auxquelles les soldats engagés dans ces hostilités interminables, devaient d'être privés d'un salaire bien durement gagné. Les guerres sont toujours coûteuses ; mais si l'on se rappelle que sur trois ou quatre écus envoyés d'Espagne ou fournis par les Provinces pour l'entretien de l'armée, à peine un écu arrivait jusqu'à la poche du soldat, on pourra s'imaginer à quel chiffre énorme de dépenses on atteignait. Il n'y avait rien d'étonnant à ce que le péculat, exercé sur une aussi vaste échelle, engendrât la rébellion.

La mutinerie qui éclata après la défaite de Louis de Nassau, offrit au degré le plus prononcé et le plus brûlant, tous les symptômes que nous venons d'exposer. Trois années de solde étaient dues aux Espagnols qui, venant de remporter une victoire des plus signalées, étaient bien décidés à en recueillir les fruits, de bon gré ou de force. En ne recevant que des promesses, en réponse à leurs bruyantes réclamations, ils se mutinèrent tous jusqu'au dernier, et passant la Meuse, entrèrent dans Grave d'où, après avoir procédé à leurs élections ordinaires, ils marchèrent sur Anvers. Se voyant en force, ils avaient résolu de s'attaquer cette fois à la capitale. La terreur de leur nom les précéda ; Champagny, frère de Granvelle et gouverneur de la ville pour le Roi, écrivit en toute hâte à Requesens pour l'avertir du danger qui s'approchait.

Le Grand-Commandeur n'ayant avec lui que Vitelli, partit aussitôt pour Anvers. Champagny voulait qu'au moyen de ballots de marchandises, on élevât un rempart sur l'esplanade, entre la citadelle et la ville, car c'était par ce point, où l'on n'avait pas relié les fortifications du château à celles de la ville, que l'invasion était à craindre. Requesens hésitait, il tremblait à l'idée d'un conflit avec ses propres soldats. S'il l'emportait, ce ne pouvait être qu'en écrasant la fleur de son armée. S'il succombait, que deviendrait l'autorité du Roi, entre des troupes rebelles victorieuses et une nation rebelle aussi ? Dans cette douloureuse perplexité, le Commandeur ne savait à quel moyen recourir. Incertain dans ses résolutions, il ne fit rien. En attendant, Champagny, qui était odieux aux soldats, se retira dans la Ville-Neuve, et s'y retrancha avec quelques compagnons, dans la maison des Osterlings ou marchands des ports de la Baltique.

Le 26 avril, les troupes mutinées entrèrent en bon ordre dans la ville, précisément par l'endroit faible par où l'on s'était attendu à les voir pénétrer. Au nombre d'environ trois mille, les soldats établirent leur camp sur l'esplanade, où Requesens se présenta à eux, à cheval et seul, et leur adressa un discours. Ils l'écoutèrent en silence, mais lui répondirent brièvement et tous d'une voix : « *Dineros y non palabras* » — « des écus et pas de paroles. » Requesens promit tout ce que l'on peut promettre, mais le temps des promesses était passé. De bons écus d'argent pouvaient seuls satisfaire une armée qui, après trois ans de sang versé et de misère, avait enfin pris elle-même les rênes. Requesens se retira pour conférer avec le Grand-Conseil de la ville. Il n'avait pas d'argent, mais il demanda à la cité de lui fournir quatre cent mille couronnes. Cela fut d'abord refusé ; les troupes cependant connaissaient leur force, elles savaient que ces

mutineries n'étaient jamais réprimées ni sérieusement punies ; le Commandeur redoutait d'employer la force ; et les bourgeois, après qu'ils auraient hébergé les soldats pendant un certain temps, seraient trop heureux de se débarrasser, au prix d'une forte rançon, de ces hôtes coûteux et détestés. Comme, selon les prévisions des mutins, il faudrait au moins pour cela quelques semaines, — décidés à procéder à loisir, ils s'emparèrent de la Grand'Place. L'Eletto, avec son état-major de conseillers, occupa l'hôtel de ville, et les soldats se répartirent eux-mêmes dans les demeures des plus riches habitants ; personne n'échappa du reste aux billets de logement, pourvu qu'il pût traiter convenablement sa compagnie, pas plus l'évêque que le bourgmestre, le marquis que le marchand. Les cuisines les plus célèbres furent naturellement les plus désirées, et partout c'était une demande continuelle de meubles somptueux, de plats de choix et de vins délicats. Les bourgeois n'osaient rien refuser.

Les six cents Wallons, qui formaient la garnison antérieure de la ville, furent chassés et pendant plusieurs jours la révolte régna en maîtresse. Tous les jours les magistrats, les doyens des ghildes, les représentants de toutes sortes de la population se réunissaient en Grand-Conseil. Le Gouverneur-Général insistait sur sa demande de quatre cent mille couronnes, faisant observer avec beaucoup de raison que les mutins, en restant dans la ville, boiraient et mangeraient pour bien plus que cette somme, et que les arriérés de paye pour lesquels la cité devrait finir par lever des fonds, resteraient toujours à solder. Le 9 mai, les autorités firent une offre qui fut régulièrement transmise à l'Eletto. Cet officier se présenta à l'une des fenêtres de l'hôtel de ville et harangua la soldatesque, Il lui apprit que le Grand-Commandeur proposait le payement en argent comptant de dix mois de solde,

de cinq mois en étoffes de soie et de laine, et le reste en promesses écrites, à courte échéance. Ces conditions ne parurent pas satisfaisantes et furent reçues par des murmures de désapprobation. L'Eletto au contraire les déclara fort libérales, et rappela aux soldats la position périlleuse où ils se trouvaient, coupables tous, jusqu'au dernier, de haute trahison, et le cou déjà ceint de la corde. L'acceptation de l'offre qui leur était faite, accompagnée du reste d'une promesse de pardon absolu pour tout ce qui s'était passé, valait bien quelque réflexion de leur part. Quant à lui, il se lavait les mains de tout ce qui pourrait suivre le rejet de ces propositions. Les soldats répondirent en déposant l'Eletto et en lui choisissant son successeur.

Trois jours après — chose sans exemple — une révolte éclata dans la citadelle. Les rebelles ordonnèrent à Sanche d'Avila, le commandant de la forteresse, de délivrer les clefs. Il déclara qu'on ne les aurait qu'avec sa vie. Alors ils se contentèrent de chasser son lieutenant, et d'envoyer leur *Eletto* conférer avec le Grand-Commandeur et l'*Eletto* de l'armée. Leur chef revint de cette mission, accompagné de Chiappin Vitelli, comme négociateur au nom de Requesens. Mais à peine l'*Eletto* eut-il mis le pied sur el pont-levis, que l'enseigne Salvatierra de la garnison de la citadelle se jeta sur lui et, lui perçant le cœur de son épée, le jeta dans le fossé. Cet enseigne, que sa farouche audace avait rendu célèbre dans l'armée, et qui portait brodés sur son haut de chausse, ces mots : *El castigador de los Flamencos*, attaqua ensuite le sergent-major des mutins et le dépêcha de la même façon que l'*Eletto*. Après ces préliminaires, Vitelli parvint à s'entendre avec la garnison rebelle. Le pardon du passé, et les termes de paiement qui avaient été offerts dans la ville, telles furent les conditions auxquelles la citadelle rentra dans le devoir. Néan-

moins Salvatierra dut, pendant quelque temps, se tenir caché pour échapper à la rage des soldats qui voulaient le mettre en pièces.

Dans la ville, les affaires ne prenaient pas aussi bonne tournure. Les mutins avaient, au moyen de caisses et de ballots, élevé un autel sur la place publique, et avaient célébré en plein air une messe pendant laquelle ils s'étaient juré fidélité réciproque jusqu'au dernier moment. Les scènes d'orgie et de débauche se renouvelaient sans cesse aux frais des bourgeois, dont d'ailleurs chaque nuit le repos était troublé par la joie bruyante, les rixes et les excès de tout genre des soldats. Avant la fin du mois, le Grand-Conseil, lassé de l'incube qui l'oppressait depuis tant de semaines, accéda à la demande de Requesens. Les quatre cent mille couronnes furent comptées et le Grand-Commandeur ne les acceptant qu'à titre de prêt, remit en échange des bons dûment signés et contresignés, hypothéqués sur tous les domaines royaux. Les habitants reçurent ces pièces, pour la régularité, mais ils en avaient déjà tant eu du même genre dans les mains, qu'ils n'y attachaient pas grande valeur. Les mutins consentirent alors à s'entendre avec le Gouverneur-Général, à la condition de recevoir l'intégrité de leur solde, soit en argent soit en étoffes, et la promesse solennelle d'un pardon général pour tous leurs actes d'insubordination. Requesens prit ces engagements au milieu de cérémonies religieuses, sous les voûtes mêmes de la cathédrale. Les paiements furent faits immédiatement, et toute l'armée se réunit ensuite en un grand banquet pour célébrer l'évènement. La fête eut lieu sur la place du Meir et dégénéra en une furieuse orgie. Les soldats, avec une imprévoyance plus qu'enfantine, s'étaient taillé dans les étoffes qu'avaient payées leur sang et leurs souffrances, les costumes les plus extravagants. Les draps fins, les soies, les satins, les brocards d'or

dignes de la garde-robe d'une reine, s'étalaient en draperies fantastiques sur les formes musculeuses et autour des faces bronzées de cette soldatesque, qui la veille encore était couverte de haillons. C'était un déchaînement furieux de folle joie ; et à peine le banquet fut-il fini, que chaque tambour se transforma en une table de jeu, autour de laquelle des groupes se pressaient de perdre en un moment l'or qu'ils avaient si chèrement acheté.

Les heureux ou les habiles n'avaient pas encore achevé de dépouiller leurs compagnons, quand le bruit sourd du canon se fit entendre du côté du fleuve. A l'instant, accoutrés comme ils l'étaient dans leurs fantastiques costumes de fête, les soldats, revenus à l'obéissance, quittèrent le festin et les jeux, et reçurent l'ordre de marcher vers les digues de l'Escaut. Boisot, l'amiral des patriotes, qui à peu de jours de distance avait défait sous les yeux du Grand-Commandeur, la flotte de Berg-op-Zoom, venait de remonter à l'improviste le fleuve, dans le dessein de détruire la flotte d'Anvers qui lui avait échappé. Entre les forts de Lillo et de Calloo, il avait rencontré vingt-deux vaisseaux commandés par le vice-amiral Haemstede. Après quelques instants d'un combat acharné, la victoire se dessina en sa faveur. Il brûla ou coula quinze des vaisseaux ennemis avec leurs équipages et fit Haemstede prisonnier. Les soldats, du haut des digues, ouvrirent sur Boisot un feu très vif de mousqueterie, auquel il répondit à coups de canon. Mais la distance qui séparait les combattants enlevait toute importance à l'engagement, et les patriotes redescendirent le fleuve, après avoir remporté un triomphe complet. Le Grand-Commandeur se vit plus que jamais éloigné d'acquérir sur mer ce point d'appui sans lequel, comme il l'écrivait à son souverain, il était impossible de réduire les Pays-Bas.

CHAPITRE II

LE DRAME DE LEYDE

(1574)

Premier siège de Leyde. — Commencement du second. — Description de la ville. — Préparatifs de défense. — Lettres d'Orange. — Amnistie proclamée par Requesens. — Ses conditions. — Accueil qu'elle reçoit des Hollandais. — Correspondance des *Glippers*. — Sorties et combats acharnés sous les murs de Leyde. — Contenance du prince d'Orange. — Son projet de secourir la place. — Grandeur d'âme du peuple. — Percement des digues. — Terreurs dans la ville et dans le camp des assiégeants. — Lettres des États de Hollande. — Grave maladie du Prince. — Les « farouches Zélandais. » — L'amiral Boisot commence son voyage. — Combat meurtrier sur la Land-Scheiding. — Occupation de cette digue et du Groen-Weg. — Pauses et progrès de la flottille. — Le Prince la visite. — Horribles souffrances des habitants. — Discours de Van der Werf. — Héroïsme des citoyens. — Les lettres de l'Amiral. — La tempête. — Approche de Boisot. — La forteresse de Lammen. — Nuit d'anxiétés. — Retraite nocturne des Espagnols. — L'Amiral pénètre dans la ville. — Actions de grâces chantées dans la cathédrale. — Le prince d'Orange à Leyde. — Paroles d'adieu de Valdez. — Soulèvement. — Fondation de l'Université de Leyde. — Sa Charte. — Cérémonies d'inauguration.

L'invasion de Louis de Nassau avait, comme nous l'avons déjà dit, fait lever le premier siège de Leyde.

Ce siège avait duré depuis le 31 octobre 1573 jusqu'au 21 mars 1574, époque à laquelle les troupes furent rappelées pour défendre les frontières. Par une incurie aussi incompréhensible que coupable, les habitants ne songèrent pas à profiter de ce répit pour ravitailler la place et renforcer la garnison. Ils semblaient croire plus au succès du comte Louis qu'il n'y avait jamais cru lui-même, et cependant il était très probable que, si son entreprise échouait, le siège serait immédiatement repris. Cette conséquence naturelle suivit de près la bataille de la Mookerheide.

Le 26 mai, Valdez revint devant la ville à la tête de huit mille Wallons et Allemands, et le sort de Leyde était désormais de passer par une terrible épreuve. Cette ville comptait parmi les plus belles des Pays-Bas. Située au milieu de vastes et fertiles prairies que l'industrie humaine avait conquises sur l'Océan, elle était entourée de riants villages, de jardins fleuris et de vergers fertiles. Le vieux Rhin, atteint à la fin de décrépitude, et coulant languissamment vers les sables qui lui servent de lit de mort, se divisait en d'innombrables bras artificiels, qui coupaient la ville en tous sens. Ces rues liquides étaient ombragées par des tilleuls, des peupliers et des saules, et traversées par cent quarante-cinq ponts, la plupart en pierre de taille. Les maisons étaient élégantes, les places et les rues larges, spacieuses, bien aérées et propres ; les églises et autres édifices publics majestueux et imposants ; et l'aspect général de la ville respirait le bien-être, l'industrie et l'aisance. Sur un monticule artificiel, au centre de la ville, s'élevait une tour en ruines d'une antiquité immémoriale. Les uns la donnaient pour une construction romaine, d'autres la regardaient comme l'ouvrage de l'anglo-saxon Hengist, et prétendaient qu'il

l'avait élevée pour célébrer sa conquête de l'Angleterre. Cette tour était environnée d'arbres fruitiers et presque cachée sous le feuillage épais des chênes qui la couronnaient ; du haut de ses créneaux vermoulus et croulants, le regard embrassait une vaste étendue de pays plat, offrant une perspective magnifique que coupaient les clochers des villes voisines, s'élevant de tous côtés dans les airs. C'était de ce point culminant que, pendant les longs et terribles jours de l'été qui s'approchait, plus d'un regard anxieux devait s'efforcer de plonger vers la pleine mer, pour tâcher de voir si l'Océan avait commencé d'envahir les terres.

Valdez s'assura immédiatement la possession de Maeslandsluis, de Vlaardingen et de La Haye. Cinq cents Anglais, commandés par le colonel Édouard Chester, abandonnèrent la forteresse de Valkenburg et se sauvèrent vers Leyde. Les citoyens, qui maintenant se défiaient d'eux, et avec raison, refusèrent de les recevoir, et ces Anglais se rendirent à Valdez, qui plus tard les renvoya en Angleterre. En quelques jours Leyde fut complètement investie ; la ville n'était pas entourée de moins de soixante-deux redoutes, dont quelques-unes avaient déjà servi au premier siège et étaient restées debout, et les forces assiégeantes qui comptaient déjà à peu près huit mille hommes s'accroissaient de jour en jour. Outre cela, il n'y avait pas de soldats dans la ville, sauf une petite troupe de volontaires, et quatre compagnies de la garde bourgeoise. Jean Van der Does, seigneur de Nordwyck, descendant d'une famille illustre, homme que ses talents, sa valeur et son génie poétique rendaient encore plus célèbre que sa naissance, avait accepté le commandement militaire de la ville.

Ce qui, après Dieu, inspirait le plus d'espoir à la ville, c'était le courage des habitants au dedans des

murs, et l'énergie vigilante du prince d'Orange au dehors. Le Prince, ayant hâte de réconforter et d'encourager les citoyens, quoiqu'il eût été justement irrité de leur négligence à se prémunir plus complètement contre les évènements, quand ils en avaient le loisir, leur rappelait qu'ils ne devaient pas seulement agir selon leur conscience, mais que, de l'issue de ce qu'ils allaient entreprendre, dépendait, selon toute probabilité, le sort du pays entier et des générations à venir. La gloire éternelle serait leur partage, s'ils montraient un courage digne de leur race et de la cause sacrée de la religion et de la liberté qu'ils étaient chargés de défendre. Ils les suppliait de tenir au moins trois mois, leur promettant que dans ce laps de temps il aviserait aux moyens de les délivrer. Les habitants de Leyde répondirent courageusement à ces lettres, et assurèrent au Prince qu'ils avaient pleine et entière confiance dans sa vigilance et ses efforts.

Et réellement, ils avaient raison de se fier à cette âme calme et ferme comme un roc de diamant. Seul, sans avoir personne qui pût lui donner conseil, frappé par la perte du comte Louis, son bras droit n'ayant plus d'autre frère que l'infatigable et fidèle Jean, il se prépara, sans perdre de temps, à la nouvelle tâche qui lui était imposée. La France n'avait plus que peu de sympathie pour les Pays-Bas, depuis la mort de Louis et les actives intrigues qui avaient suivi l'avènement de Henri III. Le gouvernement anglais, délivré de la France, se montrait plus froid et plus hautain que jamais. On avait arrêté en Zélande un Anglais stipendié par Requesens pour assassiner le prince d'Orange ; cet homme avouait impudemment qu'il était aussi chargé d'assassiner le comte Jean, et que la reine Élisabeth connaissait ce projet et y avait donné son consentement.

Les provinces de Hollande et de Zélande étaient fidèles et déterminées, mais l'inégalité d'une lutte entre une poignée de gens de cœur et le puissant royaume d'Espagne, sur ce territoire grand comme la main, semblait devoir faire mal augurer du résultat.

En outre, on vint justement à trouver opportune la publication de l'amnistie qui avait été si longtemps en préparation, et cette fois le piège fut plus largement tendu. L'amnistie, signée le 8 mars, fut solennellement publiée le 6 juin par le Grand-Commandeur. Dans ce document, le Roi invitait tous ses sujets errants et repentants à revenir se jeter dans ses bras et à accepter le pardon qu'il accordait sans restriction aucune, à leurs fautes passées, à la seule condition de rentrer dans le giron de leur mère, la sainte Église. Les noms des individus non amnistiés étaient tous cités, et ils n'étaient qu'en petit nombre ; mais quoique les conditions de cet acte fussent larges, il n'échappait pas à quelques objections sérieuses. Il était plus aisé maintenant aux Hollandais de marcher à la mort que d'aller à la messe, car le conflit avait pris, en grandissant, le caractère d'une guerre religieuse. Au sein de ce pays qui, bien que constitutionnel, était jadis catholique, et où par conséquent le nombre des hérétiques eût dû être très limité, on pouvait à peine trouver un papiste parmi les habitants. Dans ces conditions, accepter l'amnistie, c'était s'avouer vaincu, et les Hollandais ne s'étaient pas encore aperçus qu'ils le fussent. De plus ils étaient fermement résolus, non seulement à courir toutes les chances d'une conquête, mais encore à mourir tous jusqu'au dernier, plutôt que de laisser l'Église romaine se réédifier sur leur sol, à l'exclusion de la doctrine réformée. Ils accueillirent, avec un enthousiasme plein de fermeté, les paroles prononcées par le prince d'Orange pendant le second siège de Leyde : « Tant qu'il y aura un homme vivant

dans le pays, nous combattrons pour notre religion et notre liberté ». La seule condition de l'amnistie donnait à l'Espagne ce qu'elle n'avait pu obtenir par cent batailles, et les Hollandais n'avaient pas tenu tête à leurs ennemis pendant sept ans, sur terre et sur mer, pour finir par céder devant une phrase.

De plus, l'ordre des choses était interverti, car c'était le bandit qui gravement offrait le pardon à ses victimes. Quoique les Hollandais ne se fussent pas encore débarrassés de l'antique croyance en l'origine divine de la souveraineté, quoiqu'ils possédassent encore la vénération accoutumée pour la sainte Majesté royale, ils se trouvaient naturellement offensés par la parodie qui se jouait devant eux. L'homme qui avait violé tous ses serments, qui avait foulé aux pied les libertés constitutionnelles des Pays-Bas, incendié et saccagé leurs villes, confisqué les biens de leurs habitants, pendu, décapité, brûlé et enterré vifs tant de citoyens innocents, s'avançait maintenant, non pour implorer le pardon, mais pour l'offrir. Le meurtrier se présentait sur le théâtre de ses crimes, non pas en robe de bure, mais en habits royaux, la tête, non pas couverte de cendres, mais ornée du diadème. On peut penser que, même au XVIe siècle, un pareil sacrilège devait révolter bien des gens. De plus, quand bien même les Hollandais eussent eu la faiblesse d'accepter ce pardon, on ne pouvait nullement compter sur l'accomplissement des conditions qu'il stipulait. Quoique l'acte d'amnistie fût accompagné d'une bulle papale de Grégoire XIII, datée du 30 avril, et promettant l'absolution aux hérétiques hollandais qui la demanderaient et se repentiraient sincèrement de leurs crimes, même ceux qui auraient péché plus que sept fois sept fois, on savait parfaitement jusqu'à quel point les Espagnols se croyaient obligés à observer leur parole envers les hérétiques.

Le Prince avait craint un moment que l'amnistie ne produisît son effet sur une population lassée par d'interminables souffrances, mais l'évènement donna tort à ses appréhensions. Elle fut reçue avec un dédain universel et absolu. Personne ne voulut profiter de l'amnistie, sauf un brasseur d'Utrecht et le fils d'un colporteur qui s'était enfui de Leyde. A ces exceptions près, les seules que l'on rapporte, la Hollande resta sourde à l'appel royal. La ville de Leyde resta également insensible aux offres de pardon qui lui furent spécialement faites par Valdez et ses agents. Quelques habitants qui tenaient pour le roi, et communément nommés « *Glippers* », envoyaient du camp de nombreuses lettres à leurs connaissances rebelles dans la ville. Dans ces lettres, ils exhortaient instamment et même pathétiquement les habitants à se soumettre, et les suppliaient « d'avoir pitié de leurs pauvres vieux pères, de leurs femmes et de leurs filles. » Mais les bourgeois de Leyde pensaient que la meilleure façon d'avoir pitié de ces pauvres vieux pères, de ces femmes et de ces filles, était de les préserver des griffes de la soldatesque espagnole ; ils ne répondirent donc aux *Glippers* que par cette seule ligne, qu'ils écrivirent sur une feuille de papier pour l'envoyer en forme de lettre à Valdez :

« *Fistula dulce canit, volucrem cum decipit auceps.* »

Suivant le conseil que le Prince leur avait donné de prime abord, les citoyens avaient dressé un compte exact de leurs approvisionnements de toute espèce, y compris l'inventaire des vivres. Vers la fin de juin la ville fut mise à la ration, les autorités ayant acheté toutes les provisions de bouche à un prix raisonnable. Chaque homme adulte recevait par jour une demi-livre de viande et une demi-livre de pain, et ainsi de suite pro-

portionnellement pour les autres. La ville étant étroitement investie, aucune communication avec le dehors n'était possible, sauf par des pigeons voyageurs et par quelques rapides et habiles messagers nommés *sauteurs*. Cependant les assiégés faisaient des sorties quotidiennes et de sanglants combats se livraient chaque jour sous les murs ; de plus, une prime importante était promise à quiconque rapporterait dans la ville une tête d'Espagnol. La prime fut payée plusieurs fois, mais l'exaltation et la témérité des habitants s'étaient tellement accrues, que les magistrats jugèrent qu'il y avait un danger réel à laisser continuer ces escarmouches. Il fut donc proclamé, au son des cloches des églises, qu'à l'avenir personne n'eût à sortir des murailles, de crainte que peu à peu la ville ne perdît, dans ces sorties, le peu de défenseurs disciplinés qu'elle possédât.

Le Prince avait son quartier-général à Delft et à Rotterdam. Entre ces deux villes, une forteresse importante, nommée Polderwaert, le mettait à même de commander le quadrilatère alluvial borné de deux côtés par l'Yssel et par la Meuse. Les Espagnols, ayant senti l'importance de cette position, avaient tenté infructueusement de prendre ce fort d'assaut, le 29 juin. Ils avaient été repoussés avec une perte de plusieurs centaines d'hommes, et le Prince avait conservé cette position, la seule de laquelle il espérait pouvoir secourir Leyde. Il restait ainsi en possession des clefs à l'aide desquelles il pouvait ouvrir les barrières de l'Océan, pour laisser les eaux envahir le pays, et depuis longtemps il avait été reconnu que le seul moyen de sauver Leyde était de rompre les digues. Leyde n'était pas un port de mer, mais on pouvait amener la mer à Leyde, quoique l'on ne pût lever une armée capable d'affronter les forces assiégeantes commandées par Valdez. La bataille de la Mooker-

heide avait, quant au présent, suffisamment fixé le Prince sur la possibilité de délivrer la ville par voie de terre ; toutefois, il y avait moyen d'assiéger les assiégeants avec les eaux de l'Océan. Les Espagnols occupaient la côte depuis La Haye jusqu'à Vlaardingen, mais les digues qui longeaient la Meuse étaient au pouvoir du Prince. Il ordonna de les rompre pendant que l'on ouvrait les grandes écluses à Rotterdam, à Schiedam et à Delftshaven. Cela devait faire un tort immense aux campagnes, aux villages et aux moissons sur pied, mais il n'entrevoyait pas d'autre moyen de sauver Leyde, et avec elle toute la Hollande, d'une destruction certaine. Ses raisons convaincantes et son éloquence entraînante firent disparaître tout vestige d'opposition à ce plan. Vers le milieu de juin, les États accordèrent leur plein consentement au projet de Guillaume, et on commença immédiatement à en entreprendre l'exécution. « Nous préférons un pays submergé à un pays perdu, » s'écriaient les patriotes enthousiasmés, tandis qu'ils vouaient leurs champs fertiles à la ruine et à la désolation. Ils mirent autant de soin à restituer à l'Océan, pour une saison, ce territoire qu'ils avaient eu tant de peine à lui dérober à force de patience, que si c'eût été une entreprise qui dût leur rapporter quelque profit. On décréta solennellement un emprunt par souscription, et, pour le couvrir, on émit un certain nombre de bons payables à longue date. Outre ce premier capital, les États votèrent une somme mensuelle de quarante-cinq florins pour être consacrée à poursuivre les travaux jusqu'à leur complet achèvement ; et les dames du pays contribuèrent également aux dépenses pour une somme importante, en offrant généreusement leur vaisselle, leurs bijoux et leurs objets de toilette les plus précieux, pour mener le projet à bonne fin.

Dans l'entretemps Valdez envoya le 30 juillet des offres de pardon plus pressantes et plus libérales aux habitants, à condition qu'ils ouvrissent leurs portes et qu'ils se soumissent à l'autorité royale ; mais ces nouvelles offres furent reçues avec un dédaigneux silence, bien que la population fût déjà presque réduite à la famine. Les habitants préféraient encore se confier en l'énergie de Guillaume le Taciturne et dans leur propre courage, que d'avoir foi en ces paroles mielleuses qui déjà avaient été prononcées précédemment devant les murs de Naarden et de Harlem, quoiqu'ils n'eussent qu'une connaissance vague des mesures actives que prenait le Prince. Le 3 août, Guillaume parcourut les digues le long de l'Yssel jusqu'à Kappelle, en compagnie de Paul Buys, chef de la commission chargée de diriger l'entreprise, et fit rompre sous ses yeux ces digues, en soixante endroits différents. Les écluses de Schiedam et de Rotterdam furent ouvertes, et l'Océan commença à envahir les terres. Tout en attendant la crue des eaux, on s'empressa, d'après un édit du Prince, de réunir promptement des provisions dans toutes les principales villes voisines, et environ deux cents vaisseaux, de toute grandeur, furent réunis à Rotterdam, à Delftshaven et dans d'autres ports.

Les habitants de Leyde commençaient toutefois à perdre patience, car il ne leur restait plus de pain, et ils n'avaient qu'une faible quantité de pain de drèche qui devait y suppléer. Le 12 août, ils reçurent une lettre du Prince, qui les encourageait à persister dans leur résistance et leur promettait un prompt secours ; le 21 du même mois, les citoyens lui dépêchèrent une réponse, l'informant qu'ils avaient dès lors rempli leur première promesse, car ils avaient tenu deux mois, ayant des vivres, et encore un mois depuis qu'ils n'en avaient plus ; disant que s'ils n'étaient promptement secourus, il leur serait humainement impossible de

faire davantage, leur provision de drèche ne pouvant plus suffire que pour quelques jours, et qu'après cela il ne leur restait qu'à mourir de faim. Néanmoins, ils reçurent le même jour une lettre dictée par le Prince, qu'une fièvre violente retenait au lit à Amsterdam, et qui leur assurait que toutes les digues étaient rompues, et que les eaux couvraient la « *Land-Scheiding*, » la grande barrière extérieure qui séparait la ville de la mer. Il ne parlait pas de sa maladie, dont la nouvelle aurait jeté une ombre épaisse sur la joie des habitants de Leyde.

Cette lettre fut lue publiquement sur la place du Marché, et, pour augmenter l'allégresse, le bourgmestre Van der Werf, connaissant la passion de ses compatriotes pour la musique, ordonna aux musiciens de la ville de parcourir les rues en jouant de gaies mélodies et des airs guerriers. On tira aussi des salves d'artillerie, et la place affamée prit, pour un court espace de temps, l'aspect d'une ville en fête, au grand étonnement des assiégeants qui n'étaient pas encore instruits des efforts du Prince. Ils s'aperçurent toutefois bientôt que les eaux étaient arrivées à la hauteur de dix pouces, partout aux environs de Leyde, et que leur position n'était pas exempte de périls. Cette attaque par les eaux de la mer, qui paraissaient dociles aux ordres du Prince, présentait un danger sérieux. L'étrange tournure que prenaient les choses inquiétait Valdez ; car l'armée assiégeante se trouvait assiégée à son tour, et par une force qui défiait toute puissance humaine. Il en délibéra avec ses officiers les plus expérimentés, avec des gens des environs et avec les plus distingués des *Glippers ;* leur opinion touchant le plan du Prince, lui rendit quelque courage. Ils déclarèrent son projet futile et insensé ; les *Glippers* connaissaient parfaitement le pays, et ridiculisaient l'effort désespéré du Prince en termes peu mesurés.

Dans Leyde même, un morne accablement avait succédé à la première lueur d'espérance, tandis que les quelques royalistes qui se trouvaient parmi la population, lançaient méchamment des plaisanteries à l'adresse de leurs concitoyens, et les raillaient sur l'absurde espérance de délivrance qu'ils avaient si passionnément accueillie. « Montez à la tour, Gueux, » leur criaient-ils fréquemment par ironie, « montez à la tour, et dites-nous si vous voyez l'Océan envahir la terre ferme pour venir à votre secours. » Et chaque jour ils montaient sur la vieille tour d'Hengist, le cœur gros et l'œil anxieux, interrogeant l'horizon, espérant, priant et craignant, et enfin ne comptant plus sur aucun secours, ni de Dieu ni des hommes. Le 27, les assiégés envoyèrent aux États une lettre désespérée ; ils s'y plaignaient de ce qu'on les avait abandonnés à leur dernière extrémité, et le même jour ils reçurent une réponse prompte et énergique, par laquelle les États assuraient les habitants que tout ce qui était humainement possible allait être tenté pour leur délivrance. « Nous aimerions mieux, » disaient les États, voir le pays entier et toutes nos possessions disparaître sous les vagues de la mer, que d'abandonner Leyde. En outre, nous savons parfaitement qu'avec Leyde périrait toute la Hollande. » Ils s'excusaient de ne pas leur avoir écrit plus souvent, en disant que le soin des mesures à prendre pour leur délivrance avait été confié au Prince, qui en avait seul surveillé tous les détails et qui avait conduit toute la correspondance.

Pendant ce temps, la fièvre du Prince était arrivée à son paroxysme. Il était au lit à Amsterdam, dans un état de prostration absolue, et l'esprit agité presque jusqu'au délire par les plans qu'il formait sans cesse, livré à ses propres conseils. La délivrance, non de Leyde seule, mais de toute la Hollande qui paraissait maintenant s'enfoncer dans l'abîme, était la vision qui

poursuivait continuellement son esprit, tandis que la fièvre l'agitait sur son lit d'insomnie. Jamais maladie ne pouvait venir plus mal à propos. Ses amis et ses serviteurs étaient au désespoir, car il était indispensable pour sa guérison, que son esprit restât pendant quelque temps étranger au tracas des affaires. Les médecins qui le traitaient étaient unanimes à dire que la maladie provenait d'une tension excessive de l'esprit et d'une mélancolie constante, et qu'il fallait, pour en obtenir la guérison, qu'il chassât de sa pensée toute obsession et tout sujet de préoccupation et d'anxiété. Mais tous les médecins du monde n'auraient pu réussir à détourner un seul instant son attention de la grande cause de la liberté de sa patrie. Leyde se traînait à ses pieds, anxieuse et désespérée, et il lui était impossible de rester sourd, de rester insensible à ses plaintes. C'est pour cette raison qu'il continuait, depuis sa maladie, à dicter des conseils et des encouragements pour la ville, et à recommander à l'amiral Boisot une conduite prudente et des précautions minutieuses. Vers la fin d'août, le bruit vague de la reddition de Leyde étant parvenu jusqu'à lui, son esprit s'exalta davantage et sa fièvre en redoubla, bien qu'il eût refusé d'ajouter foi à ce bruit. Cornélius Van Mierop, receveur-général de Hollande, ayant eu occasion de visiter le Prince à Amsterdam, trouva, chose étrange à raconter, la maison presque déserte. Ayant pénétré, sans être attendu, dans la chambre du Prince, il le vit couché et tout à fait seul. Il s'informa de ce qu'étaient devenus tous ses serviteurs, et Guillaume lui répondit, d'une voix très faible, qu'il les avait tous renvoyés. Le receveur-général semble avoir tiré de là cette conclusion trop hâtive, que le Prince avait la peste, et que ses amis et ses serviteurs l'avaient abandonné par crainte du fléau. La supposition était loin d'être exacte. Son secrétaire particulier et son maître

d'hôtel veillaient nuit et jour à son chevet, et les meilleurs médecins de la ville étaient constamment occupés de Guillaume. Par un hasard singulier, tous ses serviteurs étaient partis, d'après son désir formel, pour remplir différents messages, mais jamais on ne crut qu'il avait la peste ou que sa maladie fût contagieuse ou pestilentielle. Des nerfs d'acier et un tempérament de fer pouvaient seuls résister à la constante angoisse et à la fatigue dévorante auxquelles il avait été en proie depuis si longtemps. Sa maladie avait été aggravée par la nouvelle de la prise de Leyde, rumeur que Cornélius Van Mierop était à même de démentir formellement désormais. La convalescence du Prince date de ce moment. A la fin de la première semaine de septembre, il écrivit une longue lettre à son frère, l'assurant de sa guérison et exprimant, comme d'habitude, une confiance calme dans les décrets divins. « Je me remectz du tout à Dieu, » disait-il, bien asseuré qu'il ordonnera de moy, comme pour mon plus grand bien et salut. Il sçait estre utile, et ne me surchargera de plus d'afflictions que la débilité et fragilité de ceste nature ne pourra porter. »

Les préparatifs de secours pour Leyde, qui avaient été conduits avec mollesse pendant la maladie du Prince, furent dès lors vigoureusement menés. Le 1er septembre, l'amiral Boisot arriva de Zélande avec un petit nombre de vaisseaux montés par huit cents loups de mer. Ces huit cents Zélandais formaient une phalange sauvage et farouche. Couverts de nombreuses blessures reçues dans leur vie de combats incessants, — mutilés même, portant sur leur chapeau des croissants avec l'inscription « plutôt Turcs que Papistes ; » renommés dans l'univers autant pour leur férocité que pour leur science nautique, l'aspect de ces sauvages Gueux de mer était tout à la fois grotesque et terrible. Ils étaient connus pour ne jamais demander

ni donner de quartier, car ils ne marchaient qu'aux combats mortels, et avaient juré de n'épargner ni noble, ni roturier, ni roi, ni empereur, ni pape, si ceux-ci venaient à tomber en leur pouvoir.

On avait réuni plus de deux cents navires, portant en général dix pièces de canon, munis de dix à dix-huit rames, et montés par vingt-cinq vétérans expérimentés sur terre et sur mer. On se mit activement à l'œuvre. Il y avait près de quinze milles de distance depuis Leyde jusqu'à la digue extérieure, au-dessus des ruines de laquelle l'Océan avait déjà passé. Mais ce territoire disputé n'était pas défendu contre la mer par ces seules barrières extérieures. La flottille marcha aisément jusqu'à la *Land-Scheiding*, forte digue élevée dans le rayon de cinq milles de Leyde, mais arrivée là, elle ne put aller plus loin. De nombreux et solides remparts concentriques protégeaient les approches de la ville contre son ancien ennemi, l'Océan, précisément comme les circonvallations au moyen desquelles l'assiégeaient les Espagnols, cet ennemi plus récent. Pour mettre la flotte à même de traverser la terre ferme, il fallait briser cette double série de travaux de défense. Entre la *Land-Scheiding* et Leyde, il y avait plusieurs digues qui maintenaient les eaux ; sur le territoire ainsi entouré, se trouvaient un grand nombre de villages et une ligne de soixante-deux forts qui l'encerclaient tout entier. Tous ces villages et ces forteresses étaient occupés par les vieilles troupes royales, les forces assiégeantes étant quadruples de celles qui venaient au secours de la place.

Le Prince avait donné l'ordre de prendre possession, à tout hasard, de la *Land-Scheiding* qui était encore à un pied et demi au-dessus des eaux. Ce coup de main fut accompli, dans la nuit du 10 au 11 septembre, par surprise et d'une manière magistrale. Le peu d'Espagnols qui avaient été placés sur la digue,

furent tués ou repoussés, et les patriotes s'y fortifièrent sans avoir perdu un seul homme. Au point du jour, les Espagnols virent la fatale erreur qu'ils avaient commise en laissant ce boulevard avec une aussi faible défense, et, de deux villages situés à proximité de la digue, les troupes s'élancèrent en masse pour tâcher de reconquérir le terrain perdu. Un combat violent s'engagea, mais les patriotes s'étaient trop fortement établis pour se laisser déloger de la digue. Ils défirent complètement l'ennemi, qui se retira, laissant des centaines de cadavres sur le champ de bataille, et restèrent entièrement en possession de la *Land-Scheiding*. Cette première action fut sanglante et acharnée, et fit voir jusqu'où pouvait aller la résolution de ces gens qui venaient sacrifier leurs biens et leur existence au salut de leurs frères ; elle fut aussi un témoignage de la haine profonde qui guidait leurs bras. Un Zélandais, qui avait abattu un Espagnol sur la digue, s'agenouilla auprès de son ennemi sanglant, lui arracha le cœur qu'il se mit entre les dents, puis le jeta à un chien en disant : « Il est trop amer ! » Ce cœur fut néanmoins conservé et gardé pendant des années, portant la marque des dents du soldat, horrible trace de la férocité engendrée par cette guerre d'indépendance.

La grande digue ayant été occupée de la sorte, on ne perdit pas de temps pour la rompre en plusieurs endroits, ce qui fut effectué sous les yeux mêmes de l'ennemi. La flotte passa par les brèches, mais après avoir fait ce mouvement en bon ordre, l'Amiral découvrit avec surprise que ce rempart n'était pas le seul qu'il s'agissait d'emporter. Le Prince avait été informé, par ceux qui prétendaient connaître le pays, que, passé la *Land-Scheiding*, toute la terre ferme était submergée jusqu'à Leyde, tandis que le « *Groen-Weg*, » autre longue digue située à trois quarts de

mille plus à l'intérieur, se dressait encore à plus d'un pied au-dessus de l'eau et s'opposait au passage de la flotte. Heureusement, et par une seconde négligence encore plus coupable, les Espagnols avaient laissé cette digue sans défense, comme la première. Prompt et audacieux, l'amiral Boisot prit également possession de cette barrière, la détruisit en plusieurs endroits et fit passer sur ses ruines sa flotte triomphante. Mais un nouveau désappointement l'attendait : un vaste lac, nommé la *Zoet-Water*, se trouvait directement sur sa route, à mi-chemin entre la *Land-Scheiding* et la ville. Le seul passage par lequel il comptait arriver à cette pièce d'eau qu'il devait traverser, consistait en un canal profond. La mer, qui l'avait porté jusque-là, s'étendant sur une surface de terrain très grande, et agitée par un vent contraire, devint trop défavorable pour les navires de la flotte. Le canal seul était assez profond, mais conduisait directement à un pont fortement occupé par l'ennemi. En outre, des troupes espagnoles, au nombre de trois mille hommes, occupaient les deux côtés du canal. L'audacieux Boisot tenta néanmoins de forcer le passage, s'il était possible. Choisissant un petit nombre de ses plus forts navires, sa plus forte artillerie et ses meilleurs marins, il dirigea lui-même une tentative désespérée pour se frayer une route jusqu'au lac. Il ouvrit un feu nourri contre le pont converti en forteresse, tandis que ses hommes engageaient une lutte corps à corps avec les soldats qui les harcelaient sans cesse tout le long du canal. Après avoir perdu quelques soldats, et s'être assuré que la position de l'ennemi était inattaquable, il fut obligé de se retirer, défait et presque réduit au désespoir.

Une semaine s'était écoulée depuis le percement de la grande digue, et la flottille était immobile dans les eaux basses, sans avoir fait plus de deux milles de

chemin. En outre, le vent était à l'est et tendait plus à faire descendre la mer, qu'à la faire croître. Tout apparaissait sous les couleurs les plus sinistres, quand heureusement, le 18, le vent passa au nord-ouest et souffla fortement pendant trois jours. Les eaux montèrent rapidement et, dès le premier jour, les navires furent à flot. A ce moment, plusieurs fugitifs du village de Zoetermeer arrivèrent et informèrent l'Amiral qu'en faisant un détour vers la droite, il pouvait complètement circonvenir le pont ainsi que le lac. Ils le guidèrent, en conséquence, vers une digue relativement basse, qui s'étendait entre les villages de Zoetermeer et de Benthuysen. Une forte garnison d'Espagnols se trouvait dans ces deux endroits, mais, saisis d'une panique, au lieu de défendre la digue, ils s'enfuirent à l'intérieur, vers Leyde, et s'arrêtèrent au village de Noord-Aa. Il était naturel qu'ils se sentissent effrayés. Rien n'est plus terrible à l'imagination que la marée montante de l'Océan, quand l'homme se sent en son pouvoir ; d'heure en heure la vague se pressant autour d'eux, dévorait la terre à leurs pieds et menaçait de bientôt les engloutir, tandis qu'arrivait une flotte, montée par les hommes les plus déterminés, dont le courage et la férocité étaient connus du monde entier. Les soldats espagnols, braves à terre, n'étaient pas marins et avaient été presque invariablement défaits dans toutes leurs rencontres navales avec les Hollandais. Il n'était pas étonnant, dans ces luttes mixtes où la discipline servait de peu et où l'audace habituelle fléchissait devant la crainte de dangers vagues et mystérieux, que les troupes étrangères perdissent leur présence d'esprit.

Ces barrières successives avaient donc été passées, et la flottille, avançant avec les vagues et chassant devant elle l'ennemi, s'approchait de plus en plus de la place assiégée. A mesure que les cercles des fortifi-

cations étaient successivement franchis par les patriotes, l'armée assiégeante se voyait resserrée dans un espace de plus en plus étroit. « L'Arche de Delft », énorme vaisseau muni de bordages à l'épreuve du boulet et mû par des roues à palettes qui correspondaient à une puissante manivelle, arriva à Zoetermeer et fut bientôt suivie par toute la flotte. Après avoir laissé aux quelques paysans qui se trouvaient encore à Zoetermeer et à Benthuysen, le temps de se sauver, on mit le feu à ces localités, en abandonnant les fortifications à leur sort. Les flammes éclairèrent toute la désolation des environs et furent vues jusqu'à Leyde, où on les salua comme un rayon d'espoir. Sans rencontrer d'autre obstacle, la flotte s'avança jusqu'à Noord-Aa, et l'ennemi, abandonnant cette position, recula jusqu'à Zoeterwoude, village très fortifié, situé seulement à un mille et trois quarts des murs de la ville. Ce point était, à ce moment, encombré de troupes, le gros de l'armée assiégeante ayant été graduellement refoulé dans un cercle de fortifications entourant immédiatement Leyde. Outre Zoeterwoude, les deux points où les Espagnols s'établirent principalement, furent Lammen et Leyderdorp, situés l'un et l'autre à moins de trois cents verges de la ville. A Leyderdorp, se trouvait le quartier-général de Valdez, et le colonel Borgia commandait l'imposante forteresse de Lammen.

La flotte fut toutefois retenue à Noord-Aa, par une autre barrière, dite le *Kerk-Weg* (Chemin de l'Église). La mer s'étendant encore une fois sur un plus grand espace et diminuant sous le vent d'est qui s'était levé de nouveau, ne permit pas d'avancer à la flotte qui se trouva derechef engravée. Les eaux descendirent à la hauteur de neuf pouces, quand il en fallait aux vaisseaux dix-huit ou vingt. L'un jour suivant l'autre, la flotte restait sans mouvement sur une mer ingrate. Le prince d'Orange se rendit à bord, aussitôt que l'éta

de sa santé lui permit de se tenir debout. Sa présence y causa une joie universelle et ses paroles inspirèrent une nouvelle confiance à son armée découragée. Il blâma les hommes au caractère impatient qui, lassés de leur inaction forcée, avaient montré des velléités de férocité intempestive, et ces huit cents Zélandais, si frénétiques dans leur haine de l'étranger qui avait si longtemps souillé leur pays, étaient dociles au Prince comme l'eussent été des enfants. Il reconnut tout le terrain et donna des ordres pour la destruction du « Chemin de l'Église », cette dernière barrière importante qui séparât encore la flotte de Leyde. Ensuite, après une longue conférence avec l'amiral Boisot, il retourna à Delft.

Pendant ces évènements, la ville assiégée se trouvait réduite à la dernière extrémité. Les citoyens avaient été pendant bien des jours dans l'incertitude, sachant bien que la flotte s'était mise en marche pour les secourir, mais ne connaissant que trop les mille obstacles qu'elle avait à surmonter. Ils avaient deviné le progrès de sa marche, à la lueur des villages embrasés, ils avaient entendu les salves d'artillerie de leurs frères d'armes ; mais depuis, tout était redevenu sombre et morne, et l'espoir et la crainte, alternant d'une manière affreuse, tenaient tous les cœurs suspendus. Ils savaient que le vent était défavorable, et, chaque matin, tous les yeux étaient tournés avec anxiété vers les girouettes des clochers. Aussi longtemps que la brise de l'est continuait à souffler, ils savaient, postés sur les toits des maisons et sur les tours, que c'était en vain qu'ils attendaient l'Océan tant désiré. Mais en attendant ainsi avec patience, ils périssaient littéralement de faim, et la misère qu'avait subie Harlem n'atteignait pas à l'agonie où Leyde se trouvait réduite. Le pain, la drèche et la chair de cheval avaient complètement disparu ; les chiens, les

rats, les chats et d'autres animaux malpropres étaient devenus des vivres de luxe. Un petit nombre de vaches que l'on avait conservées aussi longtemps que possible, pour leur lait, restaient encore, mais on en tuait un peu chaque jour pour les distribuer en rations minimes, à peine suffisantes à garder en vie la population agonisante. Des infortunés, périssant d'inanition, erraient tous les jours autour des endroits où l'on abattait ces animaux, se disputaient les morceaux qui pouvaient tomber et léchaient avec ardeur le sang qui se répandait à terre, tandis que les peaux, découpées et bouillies, étaient dévorées avec voracité. Du matin au soir, des femmes et des enfants, fouillant les ruisseaux et le fumier, disputaient aux chiens faméliques des débris de nourriture. On arrachait les feuilles des arbres et toute herbe vivante fut convertie en aliments pour l'homme, mais ces expédients ne suffirent pas à conjurer la famine. La mortalité de chaque jour était effrayante ; des enfants périssaient sur le sein de leur mère, impuissante désormais à les nourrir ; les mères elles-mêmes tombaient mortes dans les rues, serrant encore dans leurs bras les cadavres de leurs enfants. Dans plus d'une maison, les hommes de garde, pendant leurs rondes, trouvaient des familles entières de cadavres, père, mère et enfants, couchés côte à côte, car la peste, suite naturelle de la famine et de la misère, était venue, comme un bienfait, abréger l'agonie de cette malheureuse population. Le fléau s'abattit sur la ville dont les habitants, voués à la mort, tombaient comme l'herbe au tranchant des faucilles. Six à huit mille personnes succombèrent aux atteintes de la maladie seule, et cependant le peuple résistait encore, hommes et femmes s'encourageant mutuellement à résister à l'ennemi étranger, fléau plus terrible que la peste et la famine.

Les missives de Valdez, qui comprenait mieux que les assiégés ne le pouvaient faire, les incertitudes de sa propre position, pleuvaient dans la ville ; l'ennemi devenait plus pressant à mesure qu'il se sentait plus exposé à voir l'Océan lui arracher sa proie. Les habitants, dans leur ignorance des faits, avaient abandonné peu à peu leurs espérances de salut, mais repoussaient toute proposition de se rendre. Leyde était sublime dans son désespoir. Quelques murmures s'élevèrent cependant contre la fermeté des magistrats, et un cadavre fut déposé devant la porte du bourgmestre, comme un accusateur muet de son inflexibilité. Une troupe de citoyens les plus pusillanimes accabla même l'héroïque Adrien Van der Werf de reproches et de menaces, à son passage sur la voie publique. Une foule s'était amassée autour de lui, comme il arrivait à une place triangulaire qui se trouvait au centre de la ville et où venaient aboutir les principales rues, place sur l'un des côtés de laquelle se trouvait l'église de Saint-Pancrace avec sa haute tour de briques aux deux tourelles pointues et ses deux vieux tilleuls plantés devant le portail. Là s'arrêta le bourgmestre à la stature haute et imposante, au visage sombre et au regard calme, mais plein d'autorité. Il agita son chapeau de feutre aux larges bords, pour réclamer le silence, puis proféra ces paroles qui nous ont été presque littéralement conservées : « Mes amis, que voulez-vous de moi ? Murmurez-vous, parce que nous ne profanons pas notre serment en livrant la ville aux Espagnols, sort plus horrible que celui qu'elle subit maintenant ? Je vous dis que j'ai fait serment de conserver la ville ; que Dieu me donne la force de le tenir ! Je ne puis mourir qu'une fois, soit de vos mains, soit de celles de l'ennemi ou de la main de Dieu. Mon propre sort m'est indifférent, mais non celui de la ville qui m'est confiée. Je sais que nous pé-

rirons de faim si nous ne sommes promptement secourus, mais la famine est préférable à la mort honteuse qui seule nous attend. Vos menaces ne m'émeuvent point; ma vie est à votre disposition; voici mon épée, plongez-la dans mon sein et partagez-vous ma dépouille. Prenez mon corps pour apaiser votre faim, mais ne comptez pas vous rendre, tant que je serai en vie. »

Les paroles de l'énergique bourgmestre firent naître un nouveau courage dans le cœur de ceux qui les avaient entendues, et un cri général d'approbation et de défi à l'Espagnol s'éleva du sein de la foule affamée, mais transportée d'enthousiasme. Les citoyens se séparèrent après avoir échangé avec le magistrat de nouveaux serments de fidélité, et montèrent de nouveau sur les tours et les fortifications pour voir si la flotte attendue n'arrivait pas. Du haut des remparts ils défiaient encore l'ennemi. « Vous nous appelez mangeurs de chiens et de rats,» s'écriaient-ils, « et c'est la vérité. Aussi longtemps donc que vous entendrez des chiens aboyer et des chats miauler dans nos murs, vous saurez que la ville résiste. Et quand tout aura péri, excepté nous-mêmes, soyez assurés que nous dévorerons chacun notre bras gauche, conservant le bras droit pour défendre nos femmes, notre liberté et notre religion contre le despote étranger. Dieu, dans sa colère, nous vouât-il à la destruction et nous refusât-il tout secours, nous nous défendrions toujours contre vous. Quand la dernière heure sera venue, nous mettrons de nos propres mains le feu à nos demeures, et tous, hommes, femmes et enfants, nous périrons dans les flammes, plutôt que de voir profaner nos foyers et sacrifier nos libertés. » De telles paroles de défi, tombant chaque jour du haut des remparts, apprenaient suffisamment à Valdez quelles étaient ses chances de conquérir la ville soit

par la force, soit par la ruse, mais en même temps, il se sentait en quelque sorte aidé par l'inaction de la flotte de Boisot, qui se trouvait toujours engravée à Noord-Aa. « Le prince d'Orange, » criaient ironiquement les Espagnols aux citoyens, « peut aussi aisément cueillir du ciel les étoiles, qu'amener la mer jusqu'aux murs de Leyde pour vous secourir.»

Le 28 septembre, un pigeon vola dans la ville, apportant une lettre de l'amiral Boisot. Dans cette dépêche, était décrite la situation de la flotte à Noord-Aa, en termes encourageants, et elle assurait aux habitants que, tout au plus long, dans quelques jours, les secours si impatiemment attendus franchiraient les portes de la ville. La lettre fut lue publiquement sur la place du Marché, et les cloches furent sonnées en signe de réjouissance. Néanmoins, vers le matin, les girouettes tournèrent vers l'est et les eaux, loin de croître, continuèrent à baisser ; Boisot était presque désespéré. Il écrivit au Prince que si la marée montante n'était pas accompagnée d'un vent favorable, il était inutile de tenter davantage et qu'il fallait nécessairement abandonner l'expédition. Une tempête vint à son secours. Un coup de vent équinoxial arriva dans la nuit du 1er au 2 octobre, s'élançant impétueusement du nord-est et changeant huit fois de direction en quelques heures ; il souffla plus violemment encore du sud-ouest. Les eaux de la mer du Nord, précipitées en masse contre la côte méridionale de la Hollande, envahirent la terre ferme et se jetèrent avec une force irrésistible au-dessus des digues en ruines.

En vingt-quatre heures de temps, la flotte, arrêtée à Noord-Aa, avait, au lieu de neuf pouces, plus de dix pieds d'eau. On ne perdit pas un instant. Le Chemin de l'Église, qui avait été rompu par les ordres du Prince, était complètement submergé, et la flotte se mit en marche à minuit, au milieu de la tempête et de

l'obscurité. Quelques vaisseaux ennemis, placés en sentinelle, hélèrent Boisot, comme il gouvernait résolument sur Zoeterwoude. Il leur répondit par une bordée de canon qui éclaira pour un instant la surface sombre et morne des eaux. Un combat naval s'engagea entre les cimes des arbres et les toits des fermes submergées qui s'élevaient partout autour des combattants. Le village voisin de Zoeterwoude retentit du fracas de l'artillerie zélandaise, et les Espagnols réunis dans cette forteresse apprirent que la flotte de l'amiral rebelle était arrivée à flot et marchait en avant. Les vaisseaux ennemis furent bientôt coulés et leurs équipages jetés dans les ondes. La flotte poursuivit son chemin, voguant sur les vastes eaux qui s'étendent entre Zoeterwoude et Swieten. Comme ils approchaient de quelques bas-fonds qui se trouvaient sur la route du grand lac, les Zélandais sautèrent dans la mer et, avec une énergie presque incroyable, poussèrent en avant chaque navire à force d'épaules. Il restait encore deux obstacles à vaincre : les forts de Zoeterwoude et de Lammen, situés respectivement à 450 et à 225 mètres de la ville. Bien garnies de troupes et d'artillerie, ces deux fortes redoutes semblaient devoir réserver une rude réception à la petite flotte des patriotes, mais la panique qui avait précédé ceux-ci jusqu'à ce moment, avait atteint également Zoeterwoude. A peine les Zélandais furent-ils en vue que les Espagnols évacuèrent, de grand matin, la forteresse, et s'enfuirent vers la gauche, le long d'une route qui conduisait à la Haye, dans la direction de l'ouest. Les vagues couvrirent bientôt l'étroit sentier qu'ils suivaient, et des centaines d'entre eux furent engloutis par les flots perfides, sans cesse croissants. Les farouches Zélandais s'élancèrent à leur tour dans l'eau, sur la digue croulante, et précipitèrent dans la mer les ennemis fuyant. Ils leur lançaient leurs har-

pons avec une adresse acquise dans plus d'une chasse sous le pôle, et plongeaient à leur suite dans les vagues, les frappant à coup de gaffe et de poignard. On n'a jamais su le nombre de ceux qui succombèrent à la rage de ces terribles corsaires qui jamais ne demandaient ni ne donnaient quartier, mais il n'y en eut probablement pas moins de mille. Les autres réussirent à gagner la Haye.

La première forteresse fut ainsi prise, démantelée, livrée aux flammes, et quelques coups de rame suffirent à amener la flotte entière tout près de Lammen. Ce dernier obstacle s'élevait formidable et se dressait justement en travers de la route des patriotes. Regorgeant de troupes et hérissé de canons, le fort semblait défier la flottille soit de l'emporter d'assaut, soit de passer sous son feu pour pénétrer jusqu'à la ville. L'entreprise semblait devoir, finalement, échouer, sans qu'il y eût moyen d'atteindre le port si longtemps désiré et où chacun attendait, avec une anxiété si grande, la réussite de ce coup hardi. Boisot mit sa flotte à l'ancre, à distance respectueuse, et employa le reste de la journée à reconnaître soigneusement le fort qui semblait trop redoutable. Relié à Leyderdorp, quartier-général de Valdez, situé à un mille et demi vers la droite et à un mille de la ville, il paraissait un obstacle si insurmontable, que Boisot écrivit au prince d'Orange sur le ton du découragement. Il lui annonça son intention d'emporter le fort, s'il était possible, le lendemain matin, mais il remarquait, avec une sorte de désespoir, que s'il était contraint de battre en retraite, il n'y avait d'autre moyen que d'attendre un nouveau coup de vent. Si les eaux montaient suffisamment pour lui permettre de faire un grand détour, il était peut-être possible d'entrer dans Leyde par le côté opposé, pourvu que la place, dans l'intervalle, ne vînt pas à se rendre ou à succomber.

Pendant ce temps, les citoyens étaient devenus comme fous, à force d'attendre. Un pigeon avait été envoyé par Boisot, les informant de sa position exacte et, à la chute du jour, un certain nombre de citoyens accompagnèrent le bourgmestre vers la tour d'Hengist. « Là-bas, » s'écria le magistrat en étendant la main vers Lammen, « là-bas, » derrière ce fort, il y a du pain et de la viande, et des frères par milliers ! Laisserons-nous détruire tout cela par le canon espagnol ou volerons-nous auprès d'eux pour les aider et les soutenir ? » — « Nous réduirons la forteresse en pièces avec nos dents et nos ongles, » répondirent les citoyens, « avant que le secours si longtemps attendu nous soit ravi ! » On résolut de faire, à l'aube, une sortie contre Lammen, pour appuyer les opérations de Boisot. La nuit approcha, noire et pleine d'anxiété pour les Espagnols, pour la flotte et pour Leyde. Des visions et des bruits étranges venaient par moment frapper les sens des sentinelles attentives, lorsqu'une longue procession de lumières sortit du fort et brilla sur la surface sombre des flots ; tout à coup, la muraille de la ville, qui s'étendait de la porte aux Vaches à la tour de Bourgogne, s'écroula avec un fracas terrible. Les citoyens frappés d'horreur s'imaginèrent que les Espagnols avaient enfin pénétré jusqu'à eux ; les Espagnols, à leur tour, crurent à une sortie désespérée des assiégés. Tout était vague et mystérieux.

Le jour se leva enfin sur cette nuit d'anxiété, et l'Amiral se préparait à l'assaut. Il régnait dans la forteresse un silence de mort qui semblait du plus sinistre augure. La ville avait-elle été emportée pendant la nuit ? Le massacre avait-il déjà commencé ? Toute cette audace et toute cette activité étaient-elles perdues ? Soudain on signala un homme marchant de Lammen vers la flotte, ayant de l'eau jusqu'à la poitrine ; au même instant, on vit un jeune garçon seul,

agitant son bonnet du haut de la forteresse. Après un moment d'hésitation, l'heureux mystère se dévoila tout entier. Les Espagnols, pris d'une panique, s'étaient enfuis pendant la nuit. Leur position les mettait encore à même de ruiner l'entreprise des patriotes, mais la main de Dieu, qui avait envoyé au secours de Leyde l'Océan et la tempête, avait frappé de terreur l'ennemi. Les lumières que l'on avait vues dans l'ombre étaient les lanternes des Espagnols en retraite, et l'enfant qui, du haut des créneaux, faisait un signe de victoire, avait été le seul témoin de cette scène. Confiant, il s'était aventuré à monter tout seul dans la forteresse abandonnée. Les magistrats craignant un piège, hésitèrent un instant à croire à la vérité qui ne tarda pas, néanmoins, à devenir évidente. Valdez, fuyant lui-même de Leyderdorp, avait ordonné au colonel Borgia de se retirer de Lammen avec toutes ses troupes. Il en était résulté que les Espagnols avaient battu en retraite au moment même où un accident extraordinaire leur ouvrait librement l'entrée de tout un côté de la ville. Le fracas des murailles croulantes ne servit qu'à leur inspirer une terreur plus grande encore, car ils croyaient que les citoyens avaient fait une sortie, dans l'obscurité, pour aider l'Océan dans son œuvre de destruction. Tous les obstacles étant donc levés, la flotte de Boisot passa Lammen et entra dans la place, le 3 octobre. Leyde était délivrée.

Quand la flotte pénétra dans les canaux, les quais étaient encombrés de la population affamée ; tous ceux qui pouvaient encore se tenir debout, étaient venus saluer leurs libérateurs. Du pain fut jeté, de tous les navires, au milieu de la foule, et les infortunés qui, privés de tout aliment humain, avaient littéralement vécu, pendant deux mois, dans les bras de la mort, se précipitèrent avec ardeur sur ce don du ciel

à la fin trop libéralement distribué. Un grand nombre de malheureux périrent victimes de l'empressement avec lequel ils dévorèrent leur pain ; d'autres tombèrent malades des suites de cette abondance, succédant ainsi, sans transition, à la famine ; mais ces cas ne se présentèrent qu'isolément et l'on en prévint le retour. L'Amiral, mettant pied à terre, fut reçu par la magistrature, et un cortège solennel fut aussitôt formé. Magistrats, citoyens, farouches Zélandais, gardes bourgeois émaciés, matelots, soldats, femmes, enfants, tous les êtres encore vivants, pour ainsi dire, se dirigèrent vers la cathédrale, le vaillant Boisot à leur tête.

La cité affamée et héroïque, qui avait opposé une résistance si ferme à un roi de la terre, se prosternait devant le Roi des rois, en signe d'humilité et de reconnaissance. Après les prières, toute cette vaste assemblée entonna l'hymne d'action de grâces. Des milliers de voix ouvrirent le chant, mais il y en eut peu qui furent en état de l'achever, l'émotion générale, rendue plus grande encore par la musique, étant devenue trop profonde pour qu'il fût possible de l'exprimer. L'hymne s'arrêta soudain et l'on n'entendait plus que les sanglots de la foule ; tous pleuraient comme des enfants. Cette pathétique scène terminée, la magistrature prit les mesures nécessaires pour la distribution des vivres et le soulagement des malades. Un message envoyé au prince d'Orange lui parvint à deux heures, comme il était à l'église, à Delft. Le sens en différait quelque peu de celui de la lettre qu'il avait reçue de Boisot, quelques heures auparavant, lettre où l'Amiral l'informait que le succès de l'entreprise dépendait d'un assaut désespéré contre une forteresse presque inexpugnable. On peut aisément s'imaginer la joie du Prince ; aussitôt que le sermon fut fini, il passa au ministre la lettre qu'il venait de recevoir, le priant d'en donner lecture à l'assistance. Tous,

ainsi, participèrent à sa joie et joignirent leurs actions de grâce aux siennes.

Le lendemain, il partit pour Leyde, malgré les vives supplications de ses amis qui craignaient qu'après sa récente convalescence, il n'y eût danger pour lui de respirer l'air d'une ville où plusieurs milliers de personnes avaient succombé aux atteintes de la peste. Lui, du moins, n'avait jamais douté ni de sa propre force d'âme, ni de celle de son pays ; la victoire obtenue, ils pouvaient donc se féliciter l'un l'autre en toute sincérité. « Que si par faute de secours, nous nous allions perdre, » avait-il dit, peu de temps avant le commencement du siège, « au nom de Dieu, soit ! Toujours aurons cest honneur d'avoir faict ce que nulle aultre nation n'a faict devant nous, assavoir de nous estre deffendus et maintenus, en ung si petit pays, contre de si grands et horribles efforts de si puissants ennemis, sans assistance quelconque. Et quant les pouvres habitants d'icy, délaissés de tout le monde, vouldroyent toutesfois opiniastrer, ainsy qu'ils ont faict jusques à maintenant, et comme j'espère qu'ils feront encoires, il cousteroit aux Espagnols encoires la moitié d'Espaigne, tant en biens qu'en hommes, devant qu'ils auroient faict la fin de nous. »

L'issue du terrible siège de Leyde était, pour les Espagnols, une preuve convaincante qu'ils n'en avaient pas fini avec les Hollandais. Elle fournissait aussi la présomption suffisante que, tant qu'ils n'en seraient pas arrivés à se débarrasser du dernier Hollandais, ils ne verraient jamais la fin de la lutte où ils se trouvaient engagés. C'était une maigre consolation pour le gouverneur-général que de se dire que, si ses troupes avaient été vaincues, c'était, non par l'ennemi, mais par l'Océan. Un ennemi auquel l'Océan obéissait avec une semblable docilité, pouvait bien paraître invincible aux hommes. Divers plans de Leyde et des

environs furent trouvés pêle-mêle dans la chambre de Valdez, à son quartier-général de Leyderdorp. Sur la table, on découvrit un adieu, écrit en hâte par ce général, aux lieux qui furent le théâtre de sa défaite, adieu conçu dans un latin digne de Juan Vargas : « *Vale civitas, valete castelli parvi, qui relicti estis propter aquam et non per vim inimicorum !* » Dans sa retraite précipitée devant les rebelles qui marchaient sur lui, le commandant n'avait trouvé que tout juste le temps pour se livrer à cette élégante élucubration, et informer le colonel Borgia de l'évacuation de la forteresse de Lammen. Son départ soudain donna matière à beaucoup de blâme et fit encore plus de scandale. On alla jusqu'à accuser Valdez de s'être laissé corrompre par les Hollandais pour déserter son poste, ce qui fut répété par plusieurs et cru de quelques-uns. Le 4 octobre, lendemain du jour où la ville fut délivrée, le vent passa au nord-est et il éclata une nouvelle tempête. On eût dit que les eaux, ayant accompli leur œuvre, étaient refoulées de nouveau vers l'Océan par une main toute-puissante, car, au bout de quelques jours, le sol avait cessé d'être inondé et l'on commença à reconstruire les digues.[1]

[1] Bor, VII. 560. Meteren, V. 95. Hooft, IX. 387. Mendoza, XII, 265. La meilleure autorité après Fruytiers, pour l'histoire de ce siège mémorable, est Bor, qui vivait à Utrecht à la même époque. En écrivant plus tard sa chronique, il fit usage du récit composé par Jean Fruytiers, d'après des renseignements et des documents fournis par les magistrats et par beaucoup de personnes présentes au siège. Bor a eu aussi de fréquents rapports avec le seigneur de Nordtwyck, commandant de la place pendant le siège, avec Thierry de Montfort, dans la maison duquel logea le prince d'Orange, le 4 octobre, et d'autres individus. Il a lu en original toute les lettres qu'il relate dans son histoire. Il cita aussi, avec une gravité plaisante, une variété d'acrostiches, d'anagrammes et d'autres productions poé-

Après un court intervalle de repos, Leyde reprit son aspect primitif. De l'avis des États, le Prince accorda à la ville, à raison des souffrances qu'elle avait endurées, l'autorisation de tenir une foire annuelle de dix jours, sans droit ni péage; et, comme autre manifestation de la reconnaissance des peuples de Hollande et de Zélande pour l'héroïsme des citoyens de Leyde, il fut résolu qu'une Académie ou Université serait dorénavant établie dans cette ville. L'Université de Leyde, devenue depuis si célèbre, fut ainsi fondée pendant la période la plus sombre de la lutte nationale.

L'Université fut dotée d'un revenu important, tiré principalement de l'ancienne abbaye d'Egmont, et pourvue de nombreux professeurs choisis pour leur mérite, leur science et leur piété, parmi les savants les plus distingués des Pays-Bas. Le document par lequel fut créée l'institution, est évidemment un chef-

tiques, singuliers échantillons des bizarres gambades littéraires au moyen desquelles les poètes du pays et de l'époque avaient coutume d'exprimer leur enthousiasme. Entre autres productions suscitées par la triomphante issue du siège, il mentionne avec émotion un poème qu'il espère voir bientôt apparaître au jour. Ce poème était une ode sur le siège de Leyde « en six cent onze stances de huit vers chacune, » — que le lecteur patient « pouvait lire ou chanter, » selon qu'il lui convenait le mieux. On serait tenté de croire que la lecture d'un poème hollandais en six cent onze stances de huit vers chacune, devait être un sort non moins pénible que d'endurer les horreurs du siège qu'elles étaient destinées à célébrer. Bor, VII, 561. Don Bernardin de Mendoza est la meilleure autorité espagnole. Voyez Bentivoglio, lib. VIII, 151-156, et Cabrera, Hist. Don Felipe Segundo, lib. X. Cap. XXII, XIX, XXI. Ce dernier historien ne voit rien qui soit digne de respect ou d'admiration dans la conduite des Hollandais, et s'emporte contre Geronimo Franchi, qui consacre presque un livre entier au récit de la mémorable délivrance de Leyde.

d'œuvre d'ironie, car la fiction de la souveraineté royale étant encore maintenue, on fit gravement passer Philippe pour avoir établi lui-même l'Université, afin de récompenser Leyde de sa révolte contre son autorité. « Considérant, » dit cette singulière charte, « que pendant les présentes et pénibles guerres dans nos provinces de Hollande et de Zélande, toute bonne instruction de la jeunesse dans les sciences et les arts libéraux, tend à tomber complètement en oubli. . . . *Considérant les différends*, — considérant que nous sommes disposé à favoriser *notre ville de Leyde et ses citoyens, à raison des lourdes charges qu'ils ont supportées avec tant de constance pendant cette guerre*, — nous avons résolu, après *mûre délibération avec notre cher cousin, Guillaume, prince d'Orange*, Stathouder, de fonder une école publique libre et une Université, » etc., etc. Ainsi s'exprimait le document qui établit cette fameuse Académie ; tous les pouvoirs nécessaires pour l'administration et la police de l'institution étaient confiés par Philippe à son « cher cousin d'Orange prémentionné. »

L'Université fondée, dotée et pourvue de ses professeurs, fut solennellement inaugurée, l'hiver suivant, et il est doux de contempler cet épisode pacifique au milieu de la plus longue et de la plus lugubre tragédie des temps modernes. Le 5 février 1575, la ville de Leyde, naguère vouée à la famine et à la peste, se couronnait de fleurs. A sept heures du matin, après un service religieux solennel dans l'église de Saint-Pierre, on forma une grande procession. Elle était précédée d'une escorte militaire composée de la milice bourgeoise et des cinq compagnies d'infanterie en garnison à Leyde. Puis venait, traîné par quatre chevaux, un splendide char de triomphe portant une statue de femme, vêtue d'habits d'une éclatante blancheur. Cette statue représentait l'Évangile, et était suivie de quatre

évangélistes marchant à pied, aux angles du char. Après eux venait la Justice, portant une balance et un glaive, et montée, les yeux bandés, sur une licorne qu'entouraient les savants docteurs Julien, Papinien, Ulpien et Tribonien, suivis de deux valets et de quatre hommes d'armes. La Médecine venait ensuite, à cheval, tenant d'une main un traité de l'art de guérir, et de l'autre une guirlande de médicaments. La déesse avait autour d'elle les quatre grands docteurs, Hippocrate, Galien, Dioscoride et Théophraste, et était accompagnée de deux hommes de pied et de quatre piquiers. Le dernier des personnages allégoriques était Minerve, toute couverte d'acier, armée de la lance au repos et portant son bouclier à la tête de Méduse. Aristote, Platon, Cicéron et Virgile, tous à cheval, entouraient la fille de Jupiter, avec une suite d'hommes revêtus d'armures antiques. Derrière le cortège, venaient les musiciens de la ville, jouant du violon et du hautbois, puis les massiers et autres officiers, escortant l'orateur du jour ; les nouveaux professeurs et docteurs fermaient le cortège, avec les magistrats et dignitaires et la foule des citoyens.

Rangée dans l'ordre que nous venons de décrire, la procession s'avança lentement, passant sous des arches triomphales et sur un sol couvert de fleurs, et traversa les principales rues, ainsi que les paisibles quais de la ville. Comme elle arrivait au port des Nonnes, une embarcation de gala, richement décorée, apparut, descendant lentement sur les ondes indolentes du Rhin. Sur le pont était dressé un dais, tressé de lauriers entremêlés d'oranges, et orné de tapisseries, sous lequel se trouvait Apollon entouré des neuf Muses, tous dans le costume classique ; Neptune se tenait à la proue, armé de son trident. Les Muses exécutèrent plusieurs morceaux de musique d'ensemble, tandis qu'Apollon touchait du luth. Lorsqu'ils

eurent atteint le lieu du débarquement, les habitants du Parnasse mirent pied à terre et vinrent attendre l'arrivée du cortège. Chaque professeur reçut gravement l'accolade d'Apollon et des neuf sœurs, qui les saluèrent d'abord par le récit d'un élégant poème latin. Cette cérémonie classique terminée, tout le cortège réuni se dirigea vers le couvent de Sainte-Barbe, local destiné à la nouvelle université, où le révérend Gaspard Kolhas prononça un éloquent discours, que suivit un splendide banquet. Cette mémorable fête clôtura les cérémonies dans cette ville naguère vouée aux horreurs de la famine.

CHAPITRE III

STÉRILES NÉGOCIATIONS. — VICTOIRES SUR TERRE ET SUR MER

1574-1576

Derniers jours du Conseil de Sang. — Négociations de paix informes et perfides. — Le caractère des négociateurs et de leur correspondance diplomatique. — Le docteur Junius. — Conférences secrètes entre le docteur Léoninus et d'Orange. — Fermeté du Prince. — Changements dans le gouvernement intérieur des provinces du Nord. — Générosité et puissance croissante des municipalités. — Germes de jalousie à l'égard d'Orange, étouffés. — Les États repoussent son offre de résigner ses pouvoirs. — Son élévation à un pouvoir presque illimité. — Nouvelle médiation de Maximilien. — Tendances et position des divers partis. — Avis d'Orange. Ouverture des négociations à Bréda. — Propositions et contre-propositions. — Habileté des plénipotentiaires des deux partis. — Manque de sincérité des négociations et nullité de leurs résultats. — Union de la Hollande et de la Zélande sous le prince d'Orange. — Acte définissant ses pouvoirs. — Charlotte de Bourbon. — Caractère, aventure et sort d'Anne de Saxe. — Mariage d'Orange avec Mademoiselle de Bourbon. — Indignation que cet évènement soulève. — Tortures horribles infligées par Sonnoy aux papistes, dans la Nord-Hollande. — Oudewater et Schoonhoven pris par Hierges. — Les îles de Zélande. — Projets

d'une expédition amphibie. — Détails de l'entreprise. — Son succès complet. — Mort de Chiappin Vitelli. — Délibération en Hollande et en Zélande, relativement à la répudiation de l'autorité de Philippe. — Déclaration de Delft. — Doutes sur la question de savoir à laquelle des grandes puissances la souveraineté serait offerte. — Relations internationales secrètes. — Mission en Angleterre. — Négociations peu satisfaisantes avec Élisabeth. — Situation du Grand-Commandeur. — Siège de Zierickzée. — Générosité du comte Jean. — Projets désespérés du Prince. — Mort de Requesens ; son caractère.

Le Conseil des Troubles ou plutôt, comme l'histoire le désignera toujours, le Conseil de Sang, était encore debout, bien que le Grand-Commandeur, dès son arrivée dans les Pays-Bas, eût engagé son souverain à consentir à l'abolition immédiate de cette odieuse institution. Philippe, accueillant l'avis de son cabinet et de son gouverneur, avait autorisé celui-ci par lettre du 10 mars 1574 à prendre cette mesure s'il continuait à croire la chose nécessaire.

Requesens avait mis à profit cette autorisation, pour soutirer de l'argent à la partie obéissante des Provinces. Une assemblée de députés fut tenue à Bruxelles, le 7 juin 1574 ; des protocoles, des rapports et des remontrances sans nombre y furent échangés. Les États, non contents de la suppression d'un tribunal que ses violences avaient fini par user lui-même, et que le défaut de victimes avait réduit à l'inaction, insistaient pour obtenir de plus grandes concessions. Ils réclamaient le départ des troupes espagnoles, l'établissement en Espagne, pour les affaires des Pays-Bas, d'un conseil composé d'habitants de ce dernier pays, la restitution aux nationaux et aux nationaux seuls, de tous les emplois dans les Provinces ;

car tous ces rédacteurs de protocoles s'imaginaient qu'il leur serait possible alors de recouvrer par leur pédantesque douceur ce que leurs frères de Hollande et de Zélande défendaient par le glaive. Mais ce n'était pas le moment des recherches historiques, des citations tirées de Salomon, ni des luttes de logique ; et cependant c'est d'élucubrations de ce genre qu'ils remplirent des rames de papiers et des journées, même des semaines entières. Le résultat fut tel qu'on pouvait s'y attendre. Le Grand-Commandeur n'obtint que peu d'argent ; les États n'obtinrent aucune de leurs demandes, et le Conseil de Sang resta, comme il l'était, suspendu entre ciel et terre. Il continua de fonctionner par intervalles, pendant le gouvernement de Requesens, et ne fut définitivement renversé, après neuf années d'existence, qu'à la suite de l'arrestation violente du Conseil d'État à Bruxelles. Mais cet évènement appartient à une page ultérieure de cette histoire.

Noircarmes avait conclu, de la teneur des lettres de Sainte Aldegonde, que le Prince serait disposé à accepter son pardon, presque à quelque condition que ce fût. Maintenant Noircarmes était mort, mais Sainte-Aldegonde toujours en prison, et fort désireux de récupérer sa liberté, était plus disposé que jamais à s'employer, n'importe à quelles négociations secrètes. On voudra bien se rappeler que, lors de la capitulation de Middelbourg, il avait été spécialement stipulé par le Prince que le colonel Mondragon obtiendrait la libération de Sainte-Aldegonde et de quelques autres prisonniers, ou reviendrait lui-même en captivité. Or, Mondragon n'avait fait ni l'un ni l'autre. Les patriotes languissaient encore en prison, plusieurs d'entre eux y étaient l'objet d'un traitement excessivement dur, tandis que Mondragon, bien que sommé à différentes reprises par le Prince, comme

officier et comme gentilhomme, de retourner en captivité, avait été empêché par le Grand-Commandeur de remplir son engagement.

Sainte-Aldegonde fut enfin relâché sur parole, et envoyé au Prince et aux États avec une mission secrète. Comme la première fois il reçut pour instruction de laisser, sans y toucher, deux points : — l'autorité du Roi et la question de religion. Rien ne pouvait être plus maladroit que de commencer ainsi une négociation, en en éliminant avec soin les deux points importants. L'autorité du Roi et la question de religion étaient l'unique terrain sur lequel les Espagnols et les Hollandais s'étaient battus pendant six ans, et sur lequel ils étaient destinés à se battre encore pendant trois quarts de siècle. Cependant, tout en entamant la discussion sur d'autres articles, ces deux questions devaient être laissées à l'arbitrage plus décisif du canon. Il était facile de prévoir quel serait le résultat de négociations reposant sur une pareille base. On dépensa à profusion des paroles, du temps et du papier, et on n'aboutit à rien. Le Prince déclara à son ami, comme il l'avait fait aux agents secrets qu'on lui avait envoyés auparavant, qu'il était prêt à quitter les Provinces si par là il pouvait leur assurer les bienfaits de la paix, mais qu'il était vain d'espérer arriver à une conclusion raisonnable en partant des bases posées ; l'envoyé négocia également avec les États, et reçut d'eux un mémoire très détaillé qui fut expédié immédiatement au Roi. Le style de ce document était brusque et fier, le fond en était aigre et difficile à digérer. On y répétait à Philippe ce qu'il avait déjà entendu à satiété : que les Espagnols devaient s'en aller et les exilés revenir, l'inquisition être abolie et les anciens privilèges rétablis, la religion catholique romaine renoncer à sa suprématie et la religion réformée recevoir l'autorisa-

tion d'exister sans être molestée, avant qu'il pût se dire le maître de ce petit coin de sable perdu dans la mer du Nord. On confia ce document à Sainte-Aldegonde qui fut chargé de le remettre au Grand-Commandeur ; celui-ci, après en avoir pris connaissance, devait le faire parvenir à sa destination ; quant au négociateur, il retourna en prison. Il n'en sortit que lorsque la marche des évènements le fit relâcher, le 15 octobre 1574.

Ce mémoire fut loin d'être agréable au Gouverneur, et il devint l'objet d'une nouvelle correspondance entre son agent de confiance, Champagny, et l'habile et savant Junius de Jonge, délégué du prince d'Orange et gouverneur de Veere. La communication de Junius consistait en une courte note et en un long discours. La note était acerbe et mordante, le discours très soigné et quelque peu pédant. Plein de citations historiques inutiles et démesurément longues, il était cependant hardi, amer et éloquent. On y prouvait que la présence des étrangers avait été, dès le début du règne de Philippe, le fléau du pays. Le docteur Sonnius, avec sa fournée d'évêques, avait jeté les germes des premiers désordres. Un prince, qui gouvernait les Pays-Bas, n'avait pas le droit de rester sourd aux pétitions de ses sujets. S'il agissait ainsi, les Hollandais lui répéteraient, comme la vieille femme à l'empereur Adrien, que le prince qui n'avait pas le temps de s'occuper des intérêts de ses sujets, n'avait pas le temps d'être souverain. Tandis que la Hollande refusait de courber la tête sous l'Inquisition, le roi d'Espagne tremblait devant les foudres papales. Les Hollandais étaient tout disposés à délivrer Philippe de sa propre servitude, mais ce qui était absurde, c'était que lui, esclave d'un autre potentat, prétendît exercer un contrôle sans limites sur un peuple libre. Les conseillers de Philippe, et non les Hollandais, étaient ses

vrais ennemis ; car c'étaient eux qui le tenaient dans une sujétion qui neutralisait son pouvoir et déshonorait sa couronne.

On peut bien croire que de longues pages conçues dans cet esprit et avec grande vigueur, n'étaient guère propres à aplanir la voie aux négociations plus officielles qui allaient bientôt avoir lieu ; le docteur Junius pourtant n'était que l'organe sincère et fidèle des sentiments de sa nation.

Vers la fin de l'année, le docteur Elbertus Léoninus, professeur de Louvain, et Hugo Bonte, ex-pensionnaire de Middelbourg, reçurent mission du Grand-Commandeur de négocier secrètement avec le Prince. Lorsque les commissaires entamèrent la question de son pardon et de sa réconciliation avec le Roi, ils ne le trouvèrent cependant pas fort traitable, et il refusa absolument de s'entendre sur quoi que ce fût, si ce n'est avec la coopération des États. D'ailleurs il protestait contre l'emploi du mot *pardon*, par le motif qu'il n'avait jamais rien fait qui dût réclamer l'indulgence de Sa Majesté. Que lui faisait d'être frappé par l'adversité ; il avait assez vécu, disait-il, et il mourrait avec quelque gloire, en regrettant les désordres et les actes d'oppression qui avaient eu lieu, mais avec la conscience qu'il n'avait pas été en son pouvoir d'y porter remède. Les commissaires lui ayant rappelé la puissance du Roi, il répliqua qu'il savait que Sa Majesté était très puissante, mais qu'il y avait un Roi plus puissant encore, — Dieu le créateur qui, selon son humble espoir, était de son côté.

Dans une entrevue subséquente avec Hugo Bonte, le Prince déclara qu'il lui était presque impossible ainsi qu'aux États d'entrer en négociation régulière avec le gouvernement espagnol, pareilles négociations ne présentant aucune sécurité. On ne pouvait avoir aucune confiance ni dans les saufs-conduits, ni dans

les otages. L'administration n'avait que trop souvent violé la foi jurée. La promesse faite aux nobles par la duchesse de Parme, et méconnue ensuite, la récente duplicité de Mondragon, les trois prisonniers échangés à La Haye, morts le lendemain de leur retour, du poison qu'on leur avait administré avant de les mettre en liberté, les tentatives fréquentes contre sa propre vie, — tous ces méfaits répétés sans cesse, rendaient fort douteuse, dans l'opinion du Prince, la possibilité de trouver des députés qui consentissent à traiter avec le gouvernement de Sa Majesté. Tous craindraient un assassinat, qui ensuite serait désavoué par le Roi et absous par le Pape. Après de longs entretiens sur le même ton, le Prince fit comprendre aux agents espagnols qu'il pourrait éventuellement se voir obligé de rechercher pour les Provinces la protection de quelque puissance étrangère. A ce propos il employa la célèbre métaphore, si souvent répétée depuis, « que le pays était une belle fille qui avait beaucoup de prétendants très aptes et très disposés à l'agréer et la défendre contre le monde entier. » Quant à la question religieuse, il dit qu'il ne voulait pas s'en occuper, c'était aux États-Généraux à régler cette affaire ; mais, pour lui, il doutait que la moindre exception à la liberté la plus complète des cultes pût jamais satisfaire la nation.

Dans la suite, d'autres conférences eurent encore lieu entre le Prince et le docteur Léoninus ; toutes eurent le même résultat ; les tentatives faites pour amener d'Orange à abandonner sa position au sujet de la religion, ou à accepter un pardon à quelque condition que ce fût, sauf le départ des troupes du Roi, la convocation des États-Généraux et une complète liberté de religion, restèrent toutes infructueuses. Quand même il eût été personnellement disposé à faire quelque concession sur la question de religion,

il faisait observer qu'il était vain d'espérer de la part des États ou de la nation la moindre transaction sur ce point. Léoninus fut admis plus tard à une conférence secrète avec les États de Hollande, et là ses représentations vinrent échouer contre les mêmes arguments que ceux dont le Prince s'était antérieurement servi.

Ces démarches de la part de Sainte-Aldegonde, de Champagny, de Junius et d'Elbertus Léoninus occupèrent tout l'été et tout l'automne de 1574, et ne se terminèrent qu'au mois de janvier de l'année suivante.

Des changements étant devenus presque indispensables dans le gouvernement intérieur des provinces rebelles, on entreprit de les opérer pendant le courant de cette année. Jusqu'alors le Prince avait exercé son pouvoir sous la fiction commode de l'autorité royale ; il dirigeait systématiquement la rébellion au nom de Sa Majesté et en qualité de stathouder de Sa Majesté. De cette façon il avait entre les mains une immense autorité ; en effet il n'exerçait rien moins que le suprême pouvoir exécutif et législatif. D'autre part, la révolte ayant pris peu à peu un caractère définitif, il s'était trouvé par surcroît, du consentement unanime des États et de la nation, chargé de fonctions nombreuses des plus hétérogènes.

Les deux provinces, quoique privées de Harlem et d'Amsterdam, levaient actuellement par mois deux cent dix mille florins, tandis que d'Albe n'avait jamais pu parvenir à tirer de la Hollande plus de deux cent soixante et onze mille florins par an. On donnait tout plutôt que de donner le dixième. Par suite de leur libéralité, les villes acquéraient insensiblement une plus grande influence sur le gouvernement. Déjà l'on voyait poindre le conflit des temps plus modernes, entre le principe aristocratique décentralisateur, re-

présenté par ces corps municipaux, et l'autorité populaire et centralisatrice du stathouder ; mais au début une parfaite harmonie régnait entre les États et le Prince. Les États même accablèrent le Prince de plus de pouvoir qu'il n'en désirait, et déclinèrent les fonctions qu'il aurait bien voulu voir exercer par eux. Le 7 septembre 1573, il avait été formellement proposé en assemblée générale de lui conférer régulièrement une dictature illimitée, mais pendant l'année qui s'était depuis lors écoulée, les villes avaient commencé à s'apercevoir de leur importance. Et, chose remarquable, en devenant plus ambitieuses, elles devenaient moins libérales.

Le Prince, mécontent de la conduite des villes, porta la question devant une réunion des États de Hollande, le 20 octobre 1574. Il fit ressortir les inconvénients résultant de la situation anormale du gouvernement. Il se plaignit de ce que les masses avaient souvent commis l'erreur de croire que l'argent levé pour l'intérêt public l'était exclusivement pour son profit personnel, et par suite avaient montré moins de bonne volonté dans le payement des impôts. Comme unique remède à ces inconvénients, il offrait de résigner tous les pouvoirs dont il était revêtu, afin que les États pussent prendre en mains l'autorité suprême et l'exercer sans conflit ni contrôle. Quant à lui, il n'avait jamais désiré le pouvoir, si ce n'est comme moyen d'être utile à son pays, et s'il offrait d'y renoncer, ce n'était pas par mauvais vouloir envers la cause nationale, mais par un désir ardent de préserver celle-ci de toute contestation entre ses partisans. Il était prêt du reste, maintenant comme toujours, à répandre jusqu'à la dernière goutte de son sang pour défendre la liberté de son pays.

Ce langage sans détours produisit instantanément son effet. Les États savaient qu'ils avaient affaire à

un homme dont les actions n'étaient pas dictées par des idées vulgaires, et ils s'aperçurent qu'ils couraient risque de perdre ce soutien par leur propre égoïsme et leur mesquine ambition. Ils se trouvèrent embarrassés ; car ils n'aimaient pas faire abandon de l'autorité dont ils avaient commencé à savourer les douceurs, et cependant ils n'entendaient pas consentir à l'éloignement d'un homme qui leur était indispensable. Il sentaient bien que perdre en ce moment Guillaume d'Orange, c'était accepter le joug espagnol à tout jamais. Dans une réunion tenue à Delft le 12 novembre 1574, ils le prièrent donc « de continuer son heureux gouvernement, avec le conseil établi jusqu'alors auprès de lui, » et à cette fin ils lui offrirent formellement, « sous le nom de gouverneur ou de régent, » le pouvoir, l'autorité absolue et le commandement suprême. Ils lui confièrent notamment l'entière direction de tous les bâtiments de guerre, réservée jusqu'alors aux différentes villes, ainsi que le droit de disposer de toutes les prises et de toutes les taxes levées pour l'entretien des flottes. Ils lui conférèrent également un pouvoir illimité sur les domaines ; ils consentirent à ce que tous les magistrats, les troupes de milice, les ghildes et les communautés prêtassent le serment solennel de payer taxes et recevoir garnisons, de la façon que le Prince et son conseil l'ordonneraient ; mais ils mirent à cela pour condition que les États seraient convoqués et consultés pour les réquisitions, les levées d'impôts, et tous les changements dans le personnel du gouvernement. Il fut également stipulé que les juges de la cour suprême et des finances, ainsi que les hauts dignitaires, seraient commissionnés au nom et avec le consentement des États.

Le Prince se déclara prêt à accepter le gouvernement dans ces termes. Mais il demanda qu'on lui allouât quarante-cinq mille florins par mois pour les

dépenses de l'armée et les autres dépenses courantes. Les États refusèrent d'y consentir. En vrais marchands, et manquant à toute dignité en présence des circonstances et de l'homme avec lequel ils négociaient, ils voulurent lésiner, là où ils n'eussent su montrer trop d'empressement à accorder; ils cherchèrent à réduire à trente mille florins la demande raisonnable du Prince. Celui-ci qui si noblement avait prodigué sa fortune personnelle pour la bonne cause, — qui, aussi bien que ses frères, et particulièrement le généreux Jean de Nassau, avait sacrifié tout ce qu'avaient pu lui procurer l'engagement de ses biens, la vente de ses bijoux et de ses meubles, les emprunts les plus considérables, et qui s'était jeté ainsi dans des embarras d'argent continuels et presque dans le besoin, se sentit vivement blessé de cette conduite mesquine. Il donna carrière à son indignation, flétrit dans les termes les plus vifs l'avarice des États et déclara qu'il quitterait le pays pour toujours, en sauvegardant au moins son propre honneur, plutôt que d'accepter le gouvernement à des conditions aussi honteuses. Les États, décontenancés par sa véhémence, et forcés de reconnaître qu'elle était justifiée, sans plus de délibérations accédèrent immédiatement à sa demande; ils accordèrent les quarante-cinq mille florins par mois, et le Prince se chargea du gouvernement, ainsi reconstitué.

Pendant l'automne et les premiers jours de l'hiver de 1574, l'Empereur Maximilien s'était activement employé à amener la pacification des Pays-Bas. Il était certainement sincère, et cela par une excellente raison. « L'Empereur prétend, disait Saint-Goard, ambassadeur de France à Madrid, que si l'on ne conclut pas la paix avec les Gueux, la maison d'Autriche perdra l'Empire, et que telle est la résolution des Électeurs. » D'autre part, si Philippe n'était pas encore las

de la guerre, cependant les moyens de la continuer allaient diminuant de jour en jour. Requesens ne pouvait tirer aucun argent des Pays-Bas ; son secrétaire écrivait à Madrid que les finances étaient aux abois, et le cabinet de Madrid, à bout d'expédients, se trouvait presque hors d'état de faire de nouvelles levées de fonds. Le parti de la paix prenait le dessus ; la violente politique d'Albe était de plus en plus discréditée. « Les gens icy, » écrivait de Madrid l'envoyé Saint-Goard, « sont du tout désespérez, quelque bonne mine qu'ils façent ; ne sçavent comme sont les affaires de delà, desquelles ils sont si empeschez qu'ils n'ont si grande volonté que d'apointer (traiter), et ne cherchent que comment le pouvoir faire, tout en aiant couleur que c'est avecque raison et réputation. » Cependant il paraissait impossible que Philippe courbât la tête. L'espoir de porter la couronne impériale avait seul pu rendre son fanatisme traitable. Devant des influences moins puissantes il était inflexible ; aussi, même en ce moment, avec un trésor appauvri et après sept années de guerre infructueuse, sa résolution n'était pas moins inébranlable qu'au début des troubles. « Ceulx de Hollande et Zellande, » disait Saint-Goard, « demandent liberté de conscience, à quoi je pense que ce Roy ne consentira jamais, ou je me trompe bien. »

Quant à d'Orange, il était sincèrement favorable à la paix, — mais non à une paix déshonorante, par laquelle on renoncerait à tout ce qui avait motivé la guerre. Il n'avait guère d'espoir de la voir se conclure, car il savait trop bien lire dans les signes du temps et dans le caractère de Philippe, pour compter beaucoup plus sur les tentatives actuelles de Maximilien que sur celles que ce prince avait faites antérieurement. Il était satisfait que son beau-frère, le comte de Schwartzbourg, eût été choisi dans cette affaire

pour représenter l'Empereur, mais il exprimait des doutes sur les bons résultats des négociations mises en avant. Il se souvenait des pièges sans nombre que Philippe et son père avaient tendus dans le passé, et il craignait que les arrangements actuels ne cachassent également quelque embûche. « Nous nous souvenons toujours des mots *ewig* et *einig*, qui fust faict cy devant au contract de feu le Lantgrave de Hesse » écrivait-il, « veullant autrement bien assurer Sa Majesté Impérialle, comme déjà vous ay dict cy-dessus, que ne désirons par deçà rien plus que de voir icy establie une bonne paix, tendant à la gloire de Dieu, service de la Majesté du Roi d'Espagne, et au bien et repos de ses subjects. »

C'est ainsi qu'il s'exprimait dans une lettre à son frère, lettre destinée à être montrée à l'Empereur. Dans un autre écrit du même jour, il s'expliquait plus clairement encore, et il témoignait sa défiance avec plus d'énergie. Il ne reste plus parmi nous de papistes, disait-il, sauf quelques prêtres, tant le nombre des Réformés s'est accru, par une grâce toute spéciale de Dieu. Il était donc hors de propos de supposer qu'on pût tomber d'accord sur une mesure qui condamnait à l'exil tous ceux qui n'étaient pas catholiques. Personne ne voudrait changer de religion, et personne ne consentirait volontairement à abandonner pour jamais sa maison, ses amis et ses biens. « En vérité, » disait-il, « ce serait une paix pouvre et bien piteuse. »

Telles étaient les dispositions des partis actuellement sur le point d'entrer en négociations. Le médiateur désirait avec ardeur un arrangement, parce que les intérêts de la maison impériale l'exigeaient. Le roi d'Espagne souhaitait la paix, mais ne voulait pas céder de l'épaisseur d'un cheveu. Le prince d'Orange de son côté ne demandait pas mieux que de terminer

la guerre, mais il était bien résolu à ne pas faire abandon des griefs pour lesquels on l'avait entreprise. Il semblait donc presque impossible d'aboutir à un résultat favorable. Une nation tout entière revendiquait la liberté de rester sur le sol natal et d'y pratiquer le culte protestant, tandis que son Roi prétendait avoir le droit de la bannir à jamais ou de la livrer aux bûchers si elle ne partait pas. Les parties semblaient trop éloignées l'une de l'autre pour pouvoir être amenées à s'entendre, même par le plus élastique des compromis. Le Prince adressa aux États de Hollande, alors réunis à Dordrecht, de sérieuses paroles ; il leur rappela que, bien que la paix fût désirable, elle pourrait entraîner plus de dangers que la guerre, et les engagea par conséquent à ne conclure aucun traité qui fût incompatible avec les privilèges du pays et leurs devoirs envers Dieu.

Il fut alors décidé que tous les votes de l'assemblée se répartiraient en cinq voix : une pour les nobles et les grandes villes de la Hollande, une pour les États de Zélande, une pour les petites villes de Hollande, une pour les villes de Bommel et Buren, et une cinquième pour Guillaume d'Orange. Le Prince possédait ainsi en réalité trois votes : le sien d'abord, puis celui des petites villes qui devaient à lui seul d'avoir été admises à l'assemblée, et en troisième lieu celui de Buren, la capitale du comté de son fils. Il put donc exercer une influence prépondérante dans les délibérations qui allaient s'ouvrir. Les dix commissaires qui furent désignés par les États pour les négociations relatives à la paix, étaient tous ses amis. Parmi eux figuraient Sainte-Aldegonde, Paul Buys, Charles de Boisot et le docteur Junius. Les plénipotentiaires du gouvernement espagnol furent Léoninus, le seigneur de Rassenghien, Cornelius Suys et Arnold Sasbout.

Les conférences s'ouvrirent à Bréda le 3 mars 1575. Les commissaires royaux prirent l'initiative ; ils demandèrent à connaître les plaintes que les États avaient à formuler, et offrirent d'écarter, si possible, tous les griefs dont ils avaient pu souffrir. Les commissaires des États répliquèrent qu'ils ne désiraient, tout d'abord, qu'une réponse à la pétition déjà présentée par eux au Roi. Il s'agissait du document remis entre les mains de Sainte-Aldegonde lors des ouvertures officieuses de l'année précédente. Une réponse fut en conséquence donnée, mais conçue en termes si vagues et si généraux qu'elle ne signifiait absolument rien. Les États réclamèrent alors une réponse catégorique aux deux principaux points de cette pétition, savoir : le départ des troupes étrangères et la convocation des États-Généraux. On leur demanda ce qu'ils entendaient par étrangers et par l'assemblée des États-Généraux. Ils répliquèrent qu'ils qualifiaient d'étrangers ceux qui n'étaient pas natifs du pays, et particulièrement les Espagnols. Par les États-Généraux ils voulaient dire le même corps devant lequel, en 1555, Charles avait résigné le souverain pouvoir entre les mains de Philippe. Les commissaires royaux firent une réponse fort peu satisfaisante ; bref, ils finirent en exigeant que toutes les villes, forteresses et châteaux, alors au pouvoir des États, ainsi que toute leur artillerie et leurs vaisseaux de guerre fussent remis au Roi. Quant au culte catholique romain, il devait être rétabli immédiatement, à l'exclusion de tout autre, dans tous les Pays-Bas ; ceux de la religion réformée auraient la faculté, *pour cette fois seulement*, de convertir, dans un certain délai, leurs propriétés en espèces et de quitter le pays.

D'Orange et les États formulèrent leur réponse le 21 mars. On ne pouvait trouver mauvais, dirent-ils, qu'ils exigeassent le rappel des troupes espagnoles,

puisque cela avait déjà été accordé en 1559, pour des motifs moins impérieux. Les États, à la vérité, s'étaient eux-mêmes servis d'étrangers, mais jamais on n'avait permis à ces étrangers-là de prendre part au gouvernement. Quant à la convocation des États-Généraux, ce corps avait toujours joui du droit de délibérer avec le souverain sur la situation du pays et sur les mesures générales d'administration. Pour le moment, il n'était nécessaire de les réunir que pour qu'ils pussent donner leur adhésion aux « requêtes » du Roi. Touchant la remise des villes et citadelles, de l'artillerie et des vaisseaux, la proposition était déclarée analogue à la demande que, dans la fable, les loups font aux brebis, — de leur livrer les chiens, comme préliminaire d'une paix durable. Il était peu raisonnable d'exiger des Hollandais qu'ils abandonnassent leur religion ou leur pays. Le reproche d'hérésie était injuste, car ils adhéraient toujours à l'Église catholique apostolique ; seulement ils désiraient la purifier de ses abus. D'ailleurs il était sans contredit plus cruel d'expulser toute une population que de renvoyer trois ou quatre mille Espagnols, qui pendant sept longues années s'étaient nourris au dépens des Provinces. Il serait impossible aux exilés de disposer de leurs biens, car la mesure proposée transformerait tout le monde en vendeurs, de sorte qu'il n'y aurait pas d'acheteurs.

Les plénipotentiaires royaux répondirent à cette communication le 1er avril ; ils se montrèrent tout portés à consentir au départ des soldats espagnols, si, de leur côté, les États voulaient procéder au licenciement de leurs propres troupes étrangères. Ils étaient également favorables à la réunion des États-Généraux, mais sans qu'il pût être question d'aucun changement dans la religion du pays. Sa Majesté, en montant sur le trône, avait juré de maintenir la vraie foi.

On pouvait cependant accorder aux dissidents un délai de six mois pour quitter le pays et huit ou dix années pour la vente de leurs propriétés. Après le départ de tous les hérétiques, Sa Majesté ne doutait pas que le commerce et les manufactures ne redevinssent florissants, à côté de l'ancienne religion. Quant à l'inquisition d'Espagne, on n'avait pas et on n'avait jamais eu la moindre intention de l'établir dans les Pays-Bas.

Incontestablement, il y avait quelque chose de spécieux dans ce document. Il semblait renfermer des concessions considérables. Le Prince et les États avaient réclamé le départ des Espagnols ; on leur promettait qu'ils partiraient. Ils avaient demandé la réunion des États-Généraux ; on leur promettait de les assembler. Ils avaient dénoncé l'Inquisition ; on leur assurait que l'inquisition d'Espagne ne serait pas établie.

Toutefois, les commissaires du Prince ne se laissèrent pas prendre à de pareils artifices. Il n'y avait pas d'analogie entre le fait des troupes espagnoles et celui des troupes au service des États. Il était inutile d'assembler les États-Généraux, si on leur interdisait de régler la grande question à l'ordre du jour. Quant à l'inquisition d'Espagne, il importait fort peu que les bouchers s'appelassent Espagnols ou Flamands, ou simplement le Conseil de Sang. Mais les députés des États se trouvaient cependant dans l'obligation de peser très soigneusement leurs expressions ; car les plénipotentiaires royaux s'étaient habilement donné l'avantage du terrain. Il ne suffisait pas aux commissaires hollandais d'être persuadés que le gouvernement du Roi cherchait à les jouer ; il fallait en outre absolument faire entrer cette conviction dans l'esprit du peuple.

Il y eut un temps d'arrêt dans les délibérations.

Dans l'intervalle, le comte de Schwartzbourg, emportant à regret la conviction que la question religieuse était un obstacle insurmontable à la paix, quitta les Provinces pour l'Allemagne. Les dernières propositions des plénipotentiaires du gouvernement furent discutées dans les conseils des différentes villes, de sorte que la réplique du Prince et des États fut différée jusqu'au 1er juin. Ils admettaient, dans cette communication, que l'offre de rétablir les anciens privilèges avait quelque chose de séduisant ; mais ils regrettaient que, si la population tout entière devait être bannie, il ne dût résulter que fort peu d'avantage de cette restauration. Si le Roi voulait mettre fin à la persécution religieuse, il rencontrerait dans les Provinces autant de dévoûment que ses prédécesseurs en avaient trouvé. Il ne pouvait être question pour les États, disaient-ils, de désarmer et de livrer leurs places fortes, avant que les soldats espagnols ne se fussent retirés et que la paix n'eût été rétablie. Il était dans leurs vœux d'abandonner la question de religion, ainsi que tous les autres objets en contestation, à la décision des États-Généraux. S'il était possible dans l'entretemps d'aviser à quelque moyen efficace de suspendre les hostilités, on serait fort heureux de l'accueillir.

Le 8 juillet, les commissaires royaux demandèrent quelle garantie les États seraient prêts à donner, qu'on se conformerait à la décision des États-Généraux, quelle qu'elle fût. On répondit en retournant la question : quelles garanties offraient de leur côté les députés du Roi ? Ceux-ci déclarèrent que Sa Majesté donnerait sa parole et sa signature, et en outre la signature et la parole de l'Empereur. Mais, en échange de ces promesses, le Prince et les États devaient s'engager par serment, apposer leurs sceaux et livrer en même temps un certain nombre d'otages.

Indépendamment de cela, on exigeait d'eux qu'ils rendissent les villes de La Brielle et d'Enkhuyzen, de Flessingue et d'Arnemuyde. Semblable inégalité entre les garanties respectives était ridicule. La parole royale, même renforcée de la promesse de l'Empereur et confirmée par les autographes de Philippe et de Maximilien, n'était pas, aux yeux des habitants des Pays-Bas, un gage qui valût quatre villes de Hollande et de Zélande, avec leur population entière et leurs richesses. Donner d'un seul côté en supplément des gages et des otages, tandis que le Roi n'en présentait aucun, c'était assigner à la parole royale sur celle du Prince et des États une supériorité que ces derniers n'étaient nullement portés à lui reconnaître. De plus, on fit remarquer avec beaucoup de raison que livrer des villes, c'était livrer pour la sûreté du contrat quelques-unes des principales parties contractantes.

Cela mit fin aux négociations. Les plénipotentiaires des Provinces terminèrent leurs travaux en récapitulant par écrit, sous la date du 13 juillet 1575, les principaux incidents des conférences. Ils exprimaient dans cette pièce leur profond regret de ce que Sa Majesté insistât si obstinément sur le bannissement des Réformés ; car il était injuste de réserver les Provinces à l'usage exclusif d'un petit nombre de catholiques. Ils déploraient que la proposition de soumettre la question religieuse à la décision des États n'eût été ni loyalement acceptée, ni franchement repoussée. Ils en concluaient donc que le but du gouvernement du Roi avait été d'amuser les États, pour gagner par là le temps de se préparer à soumettre le pays à l'esclavage le plus abject qui jamais eût existé. D'autre part, les commissaires royaux soutinrent d'un ton non moins solennel que la responsabilité entière de la rupture des négociations incombait aux États.

Ce fut l'opinion générale dans les provinces insurgées que, dès le début, le gouvernement avait manqué de sincérité, et qu'il ne s'attendait pas plus à la paix qu'il n'avait désiré la conclure. Il est probable cependant que Philippe était sincère ; pour autant qu'on puisse qualifier de sincérité la volonté de conclure la paix, à condition que les Provinces abandonnassent l'objet principal de la guerre [1]. Avec ses finances épuisées, en présence de la ruine imminente de tout son empire, si cette lutte mortelle persistait encore quelques années, il ne pouvait avoir de motif pour continuer à verser le sang, pourvu que les hérétiques en masse consentissent à abandonner le pays. Mais comme toujours il laissa ses députés dans l'incertitude sur ses véritables intentions. Requesens lui-même était aussi peu au courant des secrets desseins du Roi que Marguerite de Parme l'avait été antérieu-

[1] Le comte Jean de Nassau avait dès le commencement témoigné de la défiance et du dédain. Contre la loyauté de son frère et les intentions droites des États, il sentait bien qu'on emploierait tout ce que le système politique de Machiavel pouvait donner de force pour aboutir à un grand résultat. Il sentait que le but des partisans du Roi était de temporiser, de faire naître la confusion et de tromper. Il ne les croyait pas en mesure de faire la moindre concession sur l'objet réellement en litige, mais il craignait qu'ils ne parvinssent tout au moins à obscurcir le jugement du peuple simple et bien pensant avec lequel ils avaient à négocier. Faisant allusion aux tentatives continuelles effectuées pour l'empoisonner, lui et son frère, il compare les prétendues négociations à des drogues vénitiennes qui détruisent la vue, l'ouïe, le sentiment et l'intelligence ; sous cette influence pernicieuse le malheureux peuple ne s'apercevrait pas de l'incendie allumé autour de lui, mais se rétrécirait comme une feuille desséchée. Ne comprenant pas la portée de ses propres actes, il irait « présenter de lui-même le dos aux verges, et porterait le bois à son propre bûcher. » — Archives, etc., V. 131-137.

rement. En tout cas, le Grand-Commandeur et le gouvernement avaient commis une grande faute de diplomatie. Les États de Brabant, bien que désirant vivement l'éloignement des troupes espagnoles, étaient en même temps décidés à maintenir la religion catholique, et plusieurs des provinces méridionales nourrissaient les mêmes sentiments. Si donc le Gouverneur avait pris au mot les commissaires des États et laissé la solution de la question religieuse aux États-Généraux, il aurait peut-être obtenu un vote favorable à sa manière de voir. Alors évidemment le prince d'Orange et ses partisans eussent été placés dans une position vraiment critique.

Le gouvernement intérieur des provinces insurgées était resté organisé sur le pied que nous avons vu établir pendant l'automne de 1574, mais dans le courant de cet été (1575) on posa les premières bases de l'union de la Hollande et de la Zélande, sous l'autorité d'Orange. Les tendances égoïstes de l'aristocratie bourgeoise qui menaçaient de maintenir en groupes isolés les diverses cités, furent efficacement réprimées par l'énergie du Prince et la forte résolution du peuple.

En avril 1575, un certain nombre de clauses d'union entre la Hollande et la Zélande furent proposées, et six commissaires désignés pour dresser le plan d'un gouvernement unique pour les deux provinces. Ce plan fut adopté dans l'assemblée générale de leurs États respectifs. Il se composait de vingt articles. On y déclarait que pendant la guerre, le Prince, en sa qualité de souverain, jouirait d'un pouvoir absolu pour tout ce qui était relatif à la défense du pays. C'était à lui à nommer les officiers de l'armée, dans les hauts grades comme dans les grades inférieurs, à établir et à changer les garnisons, à punir les infractions aux lois de la guerre. C'était à lui à régler l'emploi des

sommes votées par les États. C'était à lui à veiller, au nom du Roi, comte de Hollande, à l'observation des lois, et à donner l'investiture à tous les officiers de justice nommés par les États. Il avait, aux époques ordinaires, à nommer et à renouveler les magistrats des villes, suivant les chartes respectives de celles-ci. Il devait protéger l'exercice de la religion évangélique réformée, et *supprimer l'exercice de la religion romaine*, sans permettre cependant que l'on recherchât la croyance religieuse de qui que ce fût. La jalousie des corporations avait cherché à embarrasser la marche de son gouvernement par la création d'un conseil à pouvoirs délibératifs et même exécutifs, mais ce conseil n'eut jamais qu'une existence nominale.

Après qu'on fut tombé d'accord sur les clauses de l'union, le Prince désirant que la volonté nationale s'exprimât librement, demanda que l'on soumît le décret au peuple dans ses assemblées primaires. Mais les États s'opposèrent à cette manifestation démocratique. Ils représentèrent qu'il était d'usage de ne consulter en matière de gouvernement, après les magistrats des villes, que les capitaines des compagnies et les doyens des ghildes. Le Prince céda sur ce point ; les capitaines des compagnies et les doyens des ghildes seulement se réunirent donc aux conseils municipaux aristocratiques, pour ratifier l'acte qui établissait son autorité sur les deux provinces unies. On célébra solennellement cette première union le 4 juin.

Le 11 juillet, le Prince accepta formellement le gouvernement. Pourtant il fit un changement essentiel dans une des clauses les plus importantes de l'ordonnance. Aux mots : *la religion romaine*, il voulut que l'on substituât ceux de : *religion en désaccord avec l'Évangile*, dans l'article qui lui prescrivait de prohiber l'exercice de ce culte. Par cette modification il avait en vue de refouler le fanatisme que la victoire

sur un autre fanatisme avait déjà engendré, et de laisser la porte ouverte à la tolérance religieuse universelle.

Au commencement de l'année, le Prince avait chargé Sainte-Aldegonde d'une mission particulière auprès de l'Électeur Palatin. A l'occasion de ses visites à ce souverain il avait vu à Heidelberg la princesse Charlotte de Bourbon. Elle était fille du duc de Montpensier, le plus ardent des princes catholiques français, et celui qui aux conférences de Bayonne avait témoigné le plus d'indignation contre la Reine douairière, à cause de son hésitation à s'associer de tout cœur aux plans formés par d'Albe et Philippe pour l'extermination des Huguenots. La fille de ce prince, belle, intelligente, vertueuse, forcée, avant l'âge requis par les canons de l'Église, de prononcer des vœux monastiques, avait été placée au couvent de Jouarre, dont elle était devenue abbesse. Inclinant au fond de l'âme vers la religion réformée, elle s'était enfuie secrètement de son cloître pendant les horreurs de l'année 1572, et avait trouvé un refuge à la cour de l'Électeur Palatin ; après cet acte son père avait refusé de recevoir ses lettres, de contribuer en rien à son entretien, et même de reconnaître par le moindre signe ou le moindre message d'affection, le lien qui les unissait.

Dans ces circonstances, la princesse ainsi repoussée et qui avait atteint l'âge mûr pouvait être considérée comme maîtresse d'elle-même, et, ni moralement ni légalement, elle n'était obligée, lorsque le grand champion de la Réforme la rechercha en mariage, à réclamer le consentement d'un père qui la reniait et abhorrait sa religion. La validité du divorce entre le Prince et Anne de Saxe avait été établie d'une façon péremptoire par l'autorité ecclésiastique qu'elle respectait le plus, et les faits sur lesquels le divorce

avait été basé avaient été prouvés d'une manière irréfragable.

En fait, rien, jamais n'eut des suites plus malheureuses que ce fameux mariage saxon, dont la conclusion avait tant préoccupé Philippe et donné occasion à une si longue correspondance diplomatique entre tant de hauts personnages d'Allemagne, des Pays-Bas et d'Espagne. La question de savoir à quelle Église appartenait la malheureuse Anne de Saxe ne fut jamais de bien grande importance, et certes il faut une médiocre connaissance de l'histoire et du cœur humain, pour s'imaginer et soutenir que ce mariage exerça quelque influence sur les sentiments religieux ou politiques d'Orange. La Princesse était d'un caractère violent, fantasque; dès les premiers temps elle était presque folle. L'aversion qui avait succédé à sa tendresse emportée pour le Prince, jointe à son excentricité en toute chose, n'avait pas tardé à devenir à Bruxelles la fable de la cour. Elle passait des semaines entières sans sortir de sa chambre ; faisant fermer les volets et allumer des flambeaux jour et nuit. Elle avait de violentes disputes avec la comtesse d'Egmont pour des questions de préséance ; si bien que les risibles querelles des deux dames dans les antichambres et les vestibules faisaient le thème et la joie de toutes les sociétés. Son insolence envers son époux, non seulement en particulier mais en public, était devenue intolérable. « Je ne puis faire autrement que supporter cela avec tristesse et résignation, » disait généreusement le Prince, « dans l'espoir qu'avec l'âge elle s'améliorera. » Pourtant un jour, à un souper, elle s'était exprimée, en présence du comte de Horn et de plusieurs autres seigneurs, dans des termes tels « que tous s'étonnèrent qu'il pût endurer les qualifications outrageantes qu'elle lui adressait. »

Lorsque l'adversité vint l'assaillir, lorsqu'il dut

prendre la vie errante du proscrit, les reproches et les emportements de sa femme ne firent que grandir. Le sacrifice de leurs richesses, la vente ou la mise en gage de ses biens, de sa vaisselle, de ses bijoux et de ses meubles, afin d'obtenir de l'argent pour le soutien de la cause patriotique, ne firent que renforcer l'amertume de son ressentiment. Elle se sépara de lui peu à peu et finit par l'abandonner entièrement. La violence de son humeur devint même de la cruauté. Elle frappait ses serviteurs à coups de poing et à coups de bâton ; avec des couteaux et des poignards elle menaçait sa propre vie, celle des gens de sa suite et du comte Jean de Nassau ; elle avait pris l'habitude des grossièretés et des blasphèmes, chargeant d'épouvantables imprécations tous ceux qui l'entouraient. Son penchant originaire à l'intempérance avait pris un tel développement qu'elle était souvent hors d'état de se tenir sur ses jambes. Une bouteille de vin de la capacité de plus d'une pinte, le matin, et une autre, le soir, plus une livre de sucre, telle était sa consommation habituelle. Elle adressa des lettres à d'Albe pour se plaindre de ce que son époux s'était ruiné, « avec sa maudite guerre des gueux, » et pour supplier le Duc de lui fournir un peu d'argent comptant et les moyens d'entrer en possession de son douaire. Une liaison illicite avec un certain Jean Rubens, magistrat exilé d'Anvers et père du fameux peintre, complèta la liste de ses turpitudes et justifia le mariage du Prince avec Charlotte de Bourbon. L'électeur de Saxe et le landgrave Guillaume résolurent alors de la reprendre aux Nassau. Cela se fit non sans des difficultés inouïes, vers la fin de l'année 1575. Déjà, en 1572, Auguste avait proposé au Landgrave de la renfermer dans une étroite cellule, et de la faire sermonner tous les jours par un ministre à travers l'ouverture grillée par laquelle on lui passerait sa nourriture. Le Landgrave

s'éleva contre une mesure si barbare, qui cependant fut mise à exécution. La malheureuse princesse, devenue complètement folle, fut emprisonnée au palais électoral dans une chambre dont les fenêtres étaient murées, et qui n'avait pour toute ouverture qu'un petit treillis à la partie supérieure de la porte. C'était par ce guichet qu'on introduisait sa nourriture, et que pénétraient les paroles du saint homme chargé de l'édifier tous les jours de ses discours.

Pendant deux années elle subit ce terrible châtiment ; enfin elle mourut folle furieuse, le 18 décembre 1577. Le lendemain elle fut ensevelie dans le caveau des Électeurs à Meissein ; un cortège pompeux « d'enfants des écoles, de clercs, de magistrats, de seigneurs et de citoyens » l'escorta jusqu'en ce siège d'un repos que désormais rien ne pouvait troubler, ni la cruauté des hommes ni la violence de son propre caractère [1].

En somme donc, Mademoiselle de Bourbon, en tout ce qui touchait sa propre dignité et les droits de sa descendance future, avait d'amples garanties. Pour le reste, le Prince lui fit savoir, dans une lettre

[1] Dict. Act. — MS., Archives de Dresde.

On ne peut certainement pas envisager comme une violation de la sainteté des Archives le fait de mentionner en passant un épisode, dont les principaux traits ont déjà été retracés dans les publications, non seulement de MM. Groen v. Prinsterer et Bakhuyzen, en Hollande, mais du professeur saxon Bœttiger, en Allemagne. Il est impossible d'avoir l'intelligence du caractère et de la carrière d'Orange et de ses relations avec l'Allemagne, sans s'occuper d'une façon complète du mariage saxon. Cependant les extraits des *lettres géomantiques* de l'électeur Auguste, donnés dans Bœttiger (Hist. Taschenb. 1836, p. 169-173), avec les attaques furieuses contre le Prince et Charlotte de Bourbon, qui y sont contenues, nous ont paru trop obscènes pour trouver place dans ces pages, même en note, et même dans une langue étrangère.

fort simple, qu'il avait déjà dépassé le printemps de la vie, puisqu'il avait atteint sa quarante-deuxième année, et que sa fortune était grevée non seulement des dots auquelles avaient droit ses enfants issus de précédents mariages, mais aussi de nombreuses dettes contractées dans l'intérêt de sa patrie opprimée. Une réunion de docteurs et d'évêques de France, convoquée par le duc de Montpensier, confirma plus tard l'opinion que les vœux conventuels de la princesse Charlotte n'avaient été conformes ni aux lois de la France ni aux canons du concile de Trente. La Princesse fut conduite par Sainte-Aldegonde à La Brielle, où son futur époux la reçut. Le mariage fut célébré le 12 juin. Les noces eurent lieu à Dordrecht avec beaucoup de réjouissances et de fêtes, « mais sans danses. »

Dans cette occurrence, évidemment, le Prince ne consulta que ses inclinations. Éminemment ami du foyer domestique, il avait besoin de la société d'une compagne qui, dans la vie intime, le délassât du tracas des affaires qui l'absorbaient dans la vie publique. Pendant des années, il n'avait joui qu'à de rares intervalles du plaisir des causeries. Il était tout naturel qu il contractât ce mariage. Il l'était tout autant qu'un acte aussi impolitique lui créât de nombreux ennemis. L'Électeur palatin, qui était en quelque sorte le tuteur de la fiancée, désapprouva formellement cette alliance, bien qu'on le soupçonnât d'y être en secret favorable. Le landgrave de Hesse en devint furieux pendant quelque temps ; l'électeur de Saxe poussa réellement la rage jusqu'à la folie. La diète de l'Empire devait se rassembler dans quelques semaines à Francfort, et il était hors de doute que l'Électeur offensé s'y rendrait, avide d'épancher sa colère et de se venger sur la cause de la Réforme dans les Pays-Bas de l'injure personnelle qu'il avait reçue. Le frère

même du Prince, le sage, le réfléchi, le dévoué Jean de Nassau envisageait ce mariage comme un acte de folie. Il fit ce qu'il put, par ses arguments et ses supplications, pour dissuader d'Orange de l'accomplir ; plus tard, à la vérité, il avoua avec plaisir que la princesse Charlotte avait été odieusement calomniée et qu'elle était pour son frère un trésor inestimable. Le gouvernement français s'empressa de mettre à profit cette occasion pour s'éloigner de plus en plus du Prince ; mais ce fut plutôt un prétexte qu'un motif sérieux de refroidissement.

Il n'était pas dans la nature des choses cependant que l'indignation du Saxon et du Hessois se calmât aisément. Le Landgrave fit preuve d'une violence extrême. « Vraiment, je ne puis concevoir, » écrivit-il à l'Électeur de Saxe, *quo consilio* ce fou d'Aldegonde et tous ceux qui y ont prêté la main et y ont poussé, ont entrepris cette affaire. *Nam si pietatem respicias*, il est à craindre, sa femme étant une française, une nonne et, qui plus est, une nonne défroquée, dont la chasteté est passablement suspecte, que le Prince n'ait sauté de la poêle à frire dans le feu. *Si formam*, il n'est pas à supposer que c'est à sa beauté qu'il se soit laissé prendre ; car, sans contredit, il doit être plutôt effrayé que charmé, quand il la regarde. *Si spem prolis*, le Prince n'a certainement déjà que trop d'héritiers et il devrait désirer n'avoir plus ni femme ni enfants. *Si amicitiam*, il n'est pas à présumer, lorsque le père s'exprime dans un langage si menaçant à l'égard de sa fille, qu'il témoigne au contraire au mari beaucoup de cordialité et d'amitié. Qu'ils y prennent donc tous deux garde, de peur qu'il ne leur arrive la même chose qu'à l'Amiral, lors des noces de Paris ; car ces messieurs pardonnent difficilement de pareilles injures, *sine mercurio et arsenico sublimato.* »

L'électeur de Saxe était en proie à une colère frénétique, mais à la véhémence de ses expressions se mêlait quelque chose de burlesque. Le comte Jean ne cessait d'exhorter son frère à ménager la susceptibilité de ces importants personnages et à se rappeler à la fois le mal et le bien qu'ils pouvaient faire, tant à lui personnellement qu'à la grande cause de la religion protestante. Il lui faisait aussi remarquer que le divorce n'avait pas été et ne serait pas considéré comme inattaquable quant à la forme, et que de toute cette affaire résulterait vraisemblablement beaucoup d'ennui et de dommage pour lui-même et pour sa famille. Néanmoins le Prince resta inébranlable dans sa résolution et d'après la teneur de toute sa correspondance, comme d'après l'ensemble de sa conduite, il était évident que son mariage était plutôt affaire d'inclination que de politique.

« Je vous puis asseurer, monsieur mon frère, » écrivait-il au comte Jean, « que mon intention, depuis que Dieu m'a donné quelque peu d'entendement, a tendu tousjours à cela, de ne me soucier de paroles, ny de menasses, en chose que je peusse faire avecq bonne et entière conscience, et sans faire tort à mon prochain. Et de faict, si j'eusse voulu prendre esgard au dire des gens, ou menasses des Princes, jamais je ne me fusse embarqué en affaires et actions si dangereuses et tant contraires à la volonté du Roi mon maistre *du passé*, et même au conseil de plusieurs miens parents et amys. »

Les conséquences fâcheuses qu'on avait prévues ne tardèrent pas à se manifester. Il y eut de longues discussions à la diète de Francfort sur le mariage du Prince, et on proposa même de déclarer formellement les calvinistes exclus, en Allemagne, du bénéfice de la paix de Passau. L'archiduc Rodolphe fut bientôt après élu Roi des Romains et de Bohême, bien que

jusque là, conformément à la politique du prince d'Orange, et dans l'intention de favoriser la cause de la Réforme en Allemagne et dans les Pays-Bas, on eût été sérieusement disposé à entretenir les espérances de Henri III et à exciter les craintes de Maximilien.

Pendant que de graves accidents, tant publics que privés, se produisaient dans la Hollande méridionale et en Allemagne, un acte déplorable avait déshonoré la cause patriotique dans la Nord-Hollande. Thierry Sonnoy, gouverneur de cette partie de la province, homme d'une grande bravoure mais d'une nature féroce, avait découvert une vaste conspiration formée par quelques habitants du pays pour faciliter l'invasion prochaine des Espagnols. D'après les informations qu'il avait ou prétendait avoir reçues, des bandes de vagabonds étaient enrégimentées et payées pour mettre partout le feu aux villes et aux villages, allumer des signaux et organiser enfin tout un ensemble de moyens destinés à faciliter la marche des expéditions qui se préparaient. Le gouverneur, bien résolu à prouver que le duc d'Albe n'aurait pu être plus prompt ni plus terrible que lui-même, improvisa, de son autorité privée, un tribunal à l'instar de l'infâme Conseil de Sang. Heureusement pour l'honneur du pays, Sonnoy n'était pas hollandais, et cette nouvelle juridiction ne put exercer sa puissance que dans un rayon fort restreint. Huit vagabonds n'en furent pas moins arrêtés et soumis aux tortures les plus horribles, dans le but de leur arracher des aveux compromettants pour des personnes d'une plus haute condition que la leur. Sept de ces malheureux, après quelques tours de poulie et de vis, avouèrent tout ce qu'on voulut leur faire avouer, et accusèrent tous ceux qu'on voulut leur faire accuser. Le huitième montra plus de fermeté et refusa de témoigner de la culpabilité d'un certain nombre de chefs de famille respec-

tables, dont il n'avait peut-être jamais entendu les noms, et contre lesquels il n'y avait pas l'ombre d'une preuve. Après trois heures et demie d'une torture atroce, il fut cependant forcé de faire les aveux qu'on voulait lui arracher. De telle sorte que l'on eut enfin des charges et des preuves contre quelques gentilshommes influents de la province, dont le seul crime était d'adhérer secrètement à la foi catholique.

Les huit misérables qui, par la promesse d'un pardon absolu d'une part, par les tourments de la torture de l'autre, avaient été amenés à porter ce faux témoignage, furent condamnés à être brûlés vifs ; sur le chemin du bûcher, tous rétractèrent ce qu'ils avaient avancé, et que la mise à la question seule leur avait arrachée. Malgré cela, les individus ainsi désignés furent arrêtés. Accusés d'avoir comploté l'incendie général des villages et des fermes, pour faciliter une invasion de Hierges et d'autres généraux papistes, ils protestèrent avec indignation de leur innocence ; mais deux d'entre eux, un certain Kopp Corneliszoon et son fils, Nanning Koppezoon, furent choisis pour être soumis à la torture la plus cruelle qui jamais eût été pratiquée dans les Pays-Bas. Sonnoy, à son éternelle honte, allait prouver que toutes les ressources du génie chez l'homme n'avaient pas été épuisées par les monstres du Conseil de Sang, et montrer que les Réformés étaient de force à donner même aux inquisiteurs des leçons dans cette science diabolique. Kopp, homme d'un âge avancé, fut mis à la torture pendant une journée tout entière. Le lendemain matin il fut de nouveau traîné au chevalet, mais ce vieillard était trop faible pour endurer tous les tourments que ses bourreaux avaient préparés pour lui. A peine fut-il placé sur le lit de douleurs qu'il rendit l'âme, à la grande indignation des juges. « Le diable lui a tordu le cou et l'a emporté aux enfers, » s'écrièrent-ils avec

fureur. « Mais cela ne l'empêchera pas d'être pendu et écartelé. » Cet arrêté d'une vengeance impuissante fut aussitôt mis à exécution. Mais le fils de Kopp, Nanning Koppezoon, était un homme dans toute la force de l'âge. Il supporta avec un courage étonnant une série d'incroyables tourments, après quoi, le corps tout couvert de brûlures, les pieds en lambeaux et saignants, on le laissa pendant six semaines se traîner sur ses genoux dans son cachot. Puis on le ramena à la chambre de la torture, et après l'avoir attaché de nouveau sur le chevalet, on lui mit sur le ventre nu un grand pot de terre renversé, fait exprès pour l'opération. On introduisit des rats sous ce vase et on le couvrit de charbons ardents, de sorte que les rats, rendus furieux par la chaleur, et cherchant à s'échapper, rongèrent les entrailles de la victime [1]. Dans les plaies affreuses ouvertes ainsi dans cette chair vive on poussa des charbons allumés. D'autres tourments

[1] Bor (VIII, 638) donne consciencieusement les plans des machines employées pour commettre ces cruautés diaboliques. Les rats avaient été envoyés par le Gouvernement lui-même.— Voir la lettre des commissaires à Sonnoy, dans Bor, VIII, 640-641). La lettre tout entière est un monument surprenant de barbarie. Les tortures incroyables auxquelles les pauvres victimes furent soumises sont détaillées à la façon d'une affaire ordinaire, comme s'il s'agissait d'opérations parfaitement régulières et dignes d'éloge. Les commissaires terminent par de pieux souhaits pour la prospérité du Gouverneur : « Noble, sage, vertueux et très prudent seigneur, disent-ils, nous avons désiré vous informer de ce qui s'était passé, et maintenant nous prions que le Dieu tout-puissant vous conserve longtemps dans votre heureux et salutaire gouvernement. » — On verra plus loin cependant que le « sage, vertueux, et très prudent » Gouverneur, qui avait ainsi fait ronger les entrailles de son concitoyen par des rats, n'eut pas l'avantage de rester longtemps en possession de « son heureux et salutaire gouvernement. »

encore, trop révoltants pour être rapportés, succédèrent à ces horreurs. Alors seulement après cette agonie supportée avec un courage qui semblait surnaturel, la faiblesse humaine reparut enfin. La chair en lambeaux, couvert de morsures, rompu de tous les membres, mourant de sommeil, de soif et de faim, il succomba sous la promesse d'un pardon complet; de faux aveux sortirent de sa bouche. Il reconnut tout ce dont on l'accusait, dévoila toute une liste de projets d'incendie et de signaux auxquels il n'avait même jamais songé, et se déclara complice d'autres papistes déterminés, encore plus dangereux que lui.

Nonobstant les promesses de pardon, Nanning fut condamné à mort. La sentence ordonnait que le cœur lui serait arraché de la poitrine, qu'on le lui jetterait à la face, et qu'ensuite on lui couperait la tête pour l'exposer sur le clocher de l'église de son village natal. Son corps devait en outre être écartelé, et chacun de ses quartiers attaché à une tour de la ville d'Alkmaar ; car c'était cette ville, récemment illustrée par sa résistance héroïque à l'armée espagnole, que l'on souillait ainsi par ces froides cruautés. Quand on conduisit la victime au supplice, elle rétracta avec indignation les aveux qu'on ne lui avait arrachés qu'en épuisant ses forces, et déclara innocentes les personnes qu'elle avait faussement accusées. Un prêtre, nommé Jurian Epeszoon, essaya d'étouffer ces paroles en priant à haute voix afin d'empêcher l'indignation populaire d'éclater, mais, rassemblant ses forces, le prisonnier au moment de mourir cita l'indigne ministre du Christ devant le tribunal de Dieu, dans les trois jours. Chose étrange et cependant authentiquement constatée, le pasteur ainsi assigné revint tout pensif du lieu de l'exécution, et, à peine rentré chez lui, tomba immédiatement malade et mourut au jour fixé.

En dépit de la rétractation formelle de Nanning, les personnes accusées furent arrêtées et soumises à leur tour à la torture, mais, dans l'intervalle, l'affaire était venue à la connaissance d'Orange. Ses ordres péremptoires et l'indignation universelle soulevée dans le voisinage mirent fin à ces scandales ; les prévenus furent simplement tenus en prison où ils restèrent jusqu'à ce que la Pacification de Gand les eût fait mettre en liberté. Après leur relaxation, ils entamèrent des poursuites judiciaires contre Sonnoy, dans l'intention d'établir leur propre innocence et de soumettre ce barbare officier au châtiment qu'il méritait. Mais la procédure languit et finit par être abandonnée ; car le puissant gouverneur avait rendu de si éminents services à la cause de la liberté, qu'on jugea imprudent de le pousser à bout. On ne peut entacher le caractère du Prince de la responsabilité de ces abominations. Il ne lui était pas possible d'être présent partout. Il ne serait pas juste non plus de regarder ces tortures et ces supplices subis par des innocents comme une souillure ineffaçable pour la cause de la liberté. Ce ne fut que le crime d'un individu qui, comme le comte de la Marck, après d'utiles efforts, trempait honteusement ses mains dans le sang de gens inoffensifs. Le nouveau tribunal n'eut pas le temps de prendre racine et fut supprimé aussitôt que l'on connut les infamies par lesquelles il avait débuté.

Le 19 juillet, Oudewater, qui n'était nullement préparée à un tel évènement, fut assaillie par Hierges ; mais la garnison et la population, bien que faibles, déployèrent de la bravoure. La ville résista pendant dix-huit jours ; cependant le 7 août elle fut emportée d'assaut, et aussitôt s'y étalèrent les horreurs habituelles, la garnison fut passée au fil de l'épée, et les habitants de la ville ne furent pas mieux traités. Hommes, femmes, enfants, tous furent massacrés de sang-

froid, ou obligés de racheter leur vie par de lourdes rançons, tandis que les mères et les filles étaient vendues aux enchères aux soldats, à deux ou trois écus par tête. Presque toutes les maisons de la ville furent brûlées jusqu'aux fondements, et la tragédie ordinaire ainsi complètement jouée, les soldats de Hierges se dirigèrent sur Schoonhoven. Cette cité ne se défendit pas et, s'assurant une capitulation à des conditions tolérables, se rendit le 24 août.

Le Grand-Commandeur n'avait pas entièrement abandonné l'espoir de recevoir d'Espagne des secours maritimes, malgré le brusque dénoûment de la dernière expédition qu'on avait organisée. Mais il était indispensable de s'assurer d'une position sur les côtes de la mer, avant de songer à combiner un plan de descente avec l'appui efficace des forces de l'intérieur. Aussi désirait-il vivement reconquérir une partie de la Zélande. L'île de Tholen était encore espagnole et cela depuis la mémorable expédition de Mondragon dans le Sud-Beveland. C'est de ce point intérieur de l'archipel que le Gouverneur résolut de tenter une expédition sur les îles extérieures et plus importantes. Les trois îles principales sont Tholen, Duiveland et Schouwen. Tholen est la première qui se détache du continent. Immédiatement après vient Duiveland, ou l'île des Pigeons, qui est séparée de Tholen par un bras de mer de deux lieues de largeur. Plus loin, et séparée de Duiveland par un détroit moins large, on trouve Schouwen, qui longe immédiatement la mer et que défendait Zierickzée sa capitale, ville très forte après laquelle ne figurent que des villages de médiocre importance.

Requesens roulait depuis longtemps dans son esprit le projet de s'emparer de cette île considérable. Il avait fait équiper une nombreuse *armada* de barques et de bâtiments légers de toutes les dimensions, et se

rendit enfin en personne à Tholen pour organiser l'expédition. Ses espérances n'étaient pas très brillantes ; car baies et criques fourmillaient de navires zélandais, montés par des marins célèbres par leur adresse et leur audace. Mais des traîtres vinrent de la Zélande même dévoiler au chef espagnol le moyen de frapper au cœur leur propre pays. Ces déserteurs apprirent à Requesens qu'un étroit banc de sable s'étendait sous les flots de la mer depuis Philipsland, petit îlot inhabité situé tout contre Tholen, jusqu'au rivage de Duiveland. Sur cette langue de terre submergée, l'eau, pendant le reflux, était assez basse pour qu'on pût la traverser à gué, et il était donc possible à une troupe d'hommes déterminés d'effectuer ce passage périlleux, à la faveur des ombres de la nuit. Une fois arrivés à Duiveland, ils pourraient bien plus facilement franchir la crique qui les séparait de Schouwen et qui était de moitié moins profonde et moins large; de sorte que des forces auxquelles on ferait traverser ces dangereux bas-fonds pourraient prendre possession de Duiveland et mettre le siège devant Zierickzée, en dépit de la flotte zélandaise, qui serait hors d'état de s'approcher assez pour empêcher le passage.

Le Commandeur résolut de tenter l'entreprise. Ce n'était pas une nouveauté ; car Mondragon, comme nous l'avons vu, avait déjà dirigé de la façon la plus brillante une expédition du même genre. Cependant la tentative actuelle était beaucoup plus audacieuse. L'autre affaire, bien que déjà assez hasardeuse, malgré le succès qui l'avait couronnée, n'avait été qu'une victoire remportée sur la mer seule. Ç'avait été une traversée effectuée sans la moindre opposition de la part de l'ennemi. Mais ici il s'agissait de lutter, non seulement contre l'océan et les ténèbres, mais encore contre un adversaire vigilant et déterminé. Les

Zélandais savaient que l'entreprise était projetée, et leurs navires en nombre considérable se trouvaient dans les eaux voisines. Ce nonobstant, la résolution du Grand-Commandeur fut accueillie avec enthousiasme par ses troupes. S'étant convaincu par des expériences personnelles que l'expédition était possible, et que par conséquent ses braves soldats étaient en état de l'accomplir, il décida que l'honneur de la réaliser serait équitablement réparti, comme la première fois, entre les différentes nations qui servaient le Roi.

Après avoir achevé ses préparatifs, Requesens se rendit à Tholen ; il y avait rassemblé trois mille fantassins, en partie espagnols, en partie allemands, en partie wallons. De plus, un corps choisi de deux cents sapeurs et mineurs devait accompagner l'expédition, afin que l'on pût se fortifier sans retard dès qu'on se serait emparé de Schouwen. Quatre cents cavaliers occupaient la ville de Tholen, et dans le voisinage était à l'ancre, prête à soutenir les forces de terre au moment où elles entameraient l'opération, la petite flotte que l'on avait équipée à Anvers. Le Grand-Commandeur partagea toutes ses troupes en deux corps. La moitié devait rester dans les barques sous les ordres de Mondragon ; l'autre moitié, escortée des deux cents pionniers, devait traverser la mer à gué, de Philipsland jusqu'à Duiveland et Schouwen. Chaque soldat dans ce dernier détachement était muni d'une paire de souliers, de deux livres de poudre et de trois jours de vivres, contenus dans un sac de toile qu'il portait suspendu au cou. Le chef de cette bande était don Osorio d'Ulloa, officier distingué par son expérience et sa bravoure.

La nuit du 24 septembre fut choisie pour la mise à exécution du plan ; la lune était entrée dans son dernier quartier depuis un jour et devait se lever un peu

avant minuit. La marée devait être basse entre quatre et cinq heures du matin. A minuit, l'heure fixée, le Grand-Commandeur passa dans Philipsland et alla se placer au rivage pour assister au départ de la petite armée. Il adressa aux soldats une courte harangue, dans laquelle il touchait adroitement la fibre chevaleresque des Espagnols et leur amour national de la gloire ; de vives et enthousiastes acclamations lui répondirent. Don Osorio d'Ulloa, relevant ses chausses, se jeta alors à la mer, sur les pas des guides. Les Espagnols l'y suivirent et après eux les Allemands, puis les Wallons. Les deux cents sapeurs et mineurs venaient ensuite ; don Gabriel Peralta, à la tête de sa compagnie espagnole, formait l'arrière-garde. La nuit était lugubre. Des éclairs incessants tour à tour montraient ou replongeaient dans l'ombre la marche progressive des troupes à travers les flots noirs de la mer ; le Commandeur, plein d'anxiété, veillait du rivage sur l'expédition, mais les soldats eurent bien vite disparu dans les ténèbres. Tout en avançant prudemment deux par deux, les hardis aventuriers se trouvèrent bientôt dans l'eau à peu près jusqu'au cou ; le banc de sable submergé, le long duquel ils marchaient, était si étroit que le moindre faux pas à droite ou à gauche était mortel. De temps en temps quelque malheureux s'enfonçait ainsi pour ne plus reparaître. En même temps, à la pâle lueur de la lune à son déclin, qui par moments perçait les nuées orageuses, les soldats apercevaient distinctement les files de navires zélandais au milieu desquels ils devaient passer et qui se tenaient à l'ancre aussi près du bas-fond que la profondeur de l'eau le leur permettait. Quelques-uns même, dans leur ardeur à empêcher la traversée des troupes, s'étaient imprudemment échoués ; l'artillerie placée sur les bâtiments de plus grande dimension ne cessait de jouer, et de

toutes les embarcations partaient de continuelles décharges de mousqueterie ; mais la lueur vacillante des éclairs rendait le tir incertain, et le feu assez inoffensif ; d'ailleurs les Espagnols avaient le corps protégé pour une bonne partie par l'eau dans laquelle ils étaient plongés. De temps en temps ils faisaient halte pour reprendre haleine ou pour escarmoucher bravement avec leurs assaillants les plus rapprochés. Ayant de l'eau jusqu'à la poitrine et plongés par intervalles dans une obscurité complète, ils n'en parvenaient pas moins à lancer de temps en temps dans les rangs ennemis quelques volées bien dirigées de mousqueterie. Mais les Zélandais ne se bornaient pas à les attaquer au moyen d'armes à feu. Harpons de pêcheurs, gaffes de marin, fléaux de laboureur, s'abattaient sur les Espagnols, les enlevaient ou les poussaient hors du gué, leur brisaient la tête ou les membres. Que de duels à mort engagés ainsi dans les ténèbres et pour ainsi dire au fond de la mer ! Que d'actes d'audace dont n'eurent connaissance que ceux-là mêmes qui en étaient les auteurs ! Pourtant, malgré tous les obstacles et toutes leurs pertes, les Espagnols avançaient toujours. Lorsque les autres armes devenaient inutiles, leurs ennemis, que souvent ils ne pouvaient voir, les poursuivaient de railleries et d'invectives grossières : chiens qui se jettent à l'eau, quêtant et rapportant pour un maître qui les méprise, leur criaient-ils ; mercenaires qui versent leur sang pour de l'or et dont les tyrans se servent pour les plus vils métiers. Si, piqués au vif par ces voix ironiques, les soldats de Requesens se retournaient dans l'obscurité pour se venger de leurs adversaires invisibles, ils étaient certains d'être renversés par leurs camarades et précipités de l'étroit banc de sable dans les profondeurs de l'onde. Beaucoup d'entre eux périrent ainsi.

La nuit s'écoulait et nos aventuriers luttaient encore avec courage, mais n'avançant que trop lentement ; enfin, un peu avant le lever du jour, le corps principal, composé des Espagnols, des Allemands et des Wallons, malgré d'énormes pertes, atteignit en bon ordre la rive opposée. Les pionniers ne furent pas si heureux. La marée montante les surprit avant qu'ils pussent achever leur passage et les engloutit presque tous. Quant à l'arrière-garde, sous les ordres de Peralta, elle ne fut pas surprise comme les pionniers au milieu de sa marche ; mais heureusement empêchée, avant qu'il ne fût trop tard, de s'éloigner de la rive d'où elle était partie, elle put rebrousser chemin et regagner la terre.

Don Osorio, à la tête de ses braves victorieux, effectua donc sa descente dans l'île de Duiveland. Ne prenant qu'un instant de repos après cette marche sans exemple, de six heures, au milieu des flots, ils firent un léger repas, adressèrent une prière à la Vierge Marie et à saint Jacques, et se préparèrent à marcher à la rencontre de nouveaux ennemis, sur la terre ferme cette fois. Dix compagnies d'auxiliaires français, écossais et anglais, occupaient le Duiveland sous le commandement de Charles de Boisot. Chose étrange ! soit hasard inexplicable, soit trahison, ce général tombait tué par ses propres soldats, au moment même où les troupes royales mettaient pied à terre. La confusion produite par cet accident fut portée à son comble, quand soudain l'ennemi surgit pour ainsi dire du sein des eaux pour attaquer les soldats patriotes. Ceux-ci s'exagérèrent le nombre des assaillants et prirent la fuite dans toutes les directions. Les uns se jetèrent à la nage pour gagner les bâtiments zélandais qui se trouvaient non loin de là ; d'autres coururent occuper les forts construits dans l'île ; mais ceux-ci furent bientôt emportés par

les Espagnols et la conquête de Duiveland achevée.

L'expédition n'était cependant pas terminée ; mais ce qui restait à faire n'était, à beaucoup près, ni aussi difficile ni aussi hasardeux ; car le détroit qui séparait Duiveland de Schouwen était beaucoup plus resserré que le bras de mer qu'on venait de traverser. Il n'avait qu'une lieue de largeur, mais était si encombré de joncs et de broussailles que, bien que difficile à passer à gué, il n'était navigable pour aucune espèce d'embarcation. Cette partie de l'expédition s'exécuta avec la même vigueur que la première ; aussi, au bout de quelques heures, les soldats entrèrent-ils dans l'île si convoitée de Schouwen. Cinq compagnies des troupes des États, placées là pour s'opposer à la descente, prirent lâchement la fuite à la première décharge de mousqueterie espagnole, et allèrent chercher un refuge dans la ville de Zierickzée, qui bientôt après fut régulièrement assiégée.

Des troupes avaient été débarquées par la flottille dans Duiveland, et s'étaient frayé une route jusqu'au théâtre de l'action, après avoir reçu avis par des signaux, de la réussite de l'expédition à travers les flots. Brouwershaven, située dans la partie septentrionale de Schouwen, fut immédiatement réduite, mais Bommenede résista jusqu'au 25 octobre, époque à laquelle elle fut enfin prise d'assaut et mise à feu et à sang. De toute la population et de toute la garnison il n'y eut pas vingt hommes qui survécurent. On poussa alors avec vigueur le siège de Zierickzée et le colonel Mondragon fut chargé de l'opération. Requesens en personne se rendit à Schouwen pour imprimer la direction nécessaire à cette entreprise importante.

Chiappin Vitelli vint également dans cette île au milieu de l'hiver ; mais en faisant sa tournée il tomba

de sa litière et fut si grièvement blessé, qu'il mourut à bord du navire qui le reconduisait à Anvers. Ce général avait gagné ses lauriers en plus d'une circonstance; ce qui l'avait surtout mis en honneur, c'était sa conduite lors de l'importante affaire près de Mons, dans laquelle les forces des Huguenots sous les ordres de Genlis avaient été détruites. Il était d'une famille distinguée de l'Ombrie, et avait passé sa vie dans les camps; parmi les généraux qui avaient suivi d'Albe aux Pays-Bas, il n'y en avait pas de plus connu et de plus détesté des habitants. Il ne se faisait pas moins remarquer par son courage que par sa cruauté et par sa corpulence. Sous ce dernier rapport, il était si extraordinaire que son extérieur avait même quelque chose de monstrueux. La proéminence de son ventre était constamment soutenue par un bandage qui descendait du cou; et cependant en dépit de ce gênant fardeau, il était, de sa personne, très actif sur le champ de bataille, et non seulement comme commandant mais comme subalterne, il rendit plus de services que bien des hommes plus jeunes et plus dispos.

[1] Strada, VIII, 404. — Vitelli semble avoir été également impopulaire chez les Espagnols, et Mendoza ne fait pas même allusion à sa mort. Les habitants des Pays-Bas le haïssaient cordialement. Son nom, qui fournissait matière à des jeux de mots, devint naturellement le but de leurs plaisanteries. Ils profitèrent de sa mort pour composer une foule d'épigrammes; nous donnerons la suivante comme exemple :

EPITAPHIUM CHIAP. VITELLI, MARCHIONIS CETONIS, ETC.

« O Deus omnipotens crassi miserere Vitelli,
Quem mors proveniens non sinit esse bovem.
Corpus in Italia est, tenet intestina Brabantus,
Ast animam nemo, cur? quia non habuit.

— Voir Meteren, V. 103 b.

Sa mort arriva vers la fin de février (1576), peu de jours avant celle du Grand-Commandeur.

Le siège de Zierickzée se prolongea jusqu'au mois de juin suivant, car la ville résistait avec fermeté. Le manque de fonds obligeait de laisser les opérations languir; mais le même motif empêchait le Prince d'amener du secours. En somme, l'expédition partie du Philipsland, l'exploit militaire le plus brillant de toute la guerre, avait donné d'importants résultats. Les communications entre Walcheren et le reste de la Zélande étaient interrompues ; la province était comme coupée en deux; l'Espagne avait acquis une position sur l'Océan, au moins pour quelque temps. Ce concours de circonstances fâcheuses tourmentait extrêmement le Prince, il sentait bien que le moment était venu de mettre en œuvre tous les moyens honorables ponr obtenir du secours de l'étranger. Jusque-là les Hollandais et les Zélandais avaient supporté seuls tout le poids de la lutte, et ils l'avaient bravement supporté, mais le manque de ressources allait presque les rendre incapables de soutenir longtemps encore un choc inégal. Ils rejetèrent comme plus dangereuses encore qu'inutiles des offres de soldats, dont les États auraient dû fournir la solde. Henri de Navarre, qui peut-être songeait à la possibilité d'acquérir la souveraineté des Provinces par d'aussi minces bienfaits, voulait envoyer deux ou trois mille hommes, mais non à ses frais personnels. On déclina respectueusement cette proposition. Le Prince et sa faible nation restaient donc tout seuls. « Quand oires nous verrions nous non seullement délaisez de tout le monde, mais aussi tout le monde contre nous, » disait-il, « pour cela ne laisserons nous jusques au dernier de nous deffendre, veu l'équité et justice du faict que maintenons, nous reposans entièrement en la miséricorde de Dieu. » Il résolut cependant de recourir de nouveau aux puissances de la terre, car il voulait prouver la vérité de sa fameuse assertion que « il ne

manquerait pas de poursuivants pour la fiancée qu'il avait à accorder. » En un mot, il était devenu nécessaire d'aborder, franchement et en face, la grande question d'une répudiation formelle de la souveraineté de Philippe.

Jusque là la fiction de l'allégeance au Roi avait été respectée et les ennemis même du Prince admettaient qu'on l'avait conservée sans aucune intention déloyale. Cependant le moment était arrivé où il devenait nécessaire de se débarrasser de cette allégeance, pourvu qu'il se rencontrât quelqu'un d'assez fort et d'assez résolu pour accepter le pouvoir dont Philippe s'était forclos. La question était naturellement posée entre la France et l'Angleterre, à moins que les Provinces ne parvinssent à obtenir leur rentrée dans les corps de l'Empire germanique. Déjà au mois de juin le Prince avait formellement soumis aux États la question de savoir, « s'il ne faudrait pas négocier avec l'Empire au sujet de leur admission, sous réserve du maintien de leurs constitutions particulières; » mais il avait été convenu qu'on ne donnerait pas suite à ce projet si l'on pouvait obtenir la protection de l'Empire à des conditions moins onéreuses.

Pour le moment donc, la proposition n'aboutit à rien. Au commencement du mois suivant les seigneurs et les députés de la Hollande méridionale votèrent dans ce sens, « qu'il était de leur devoir d'abandonner le Roi, comme un tyran qui cherchait à opprimer et à détruire ses sujets, et qu'il leur incombait, par conséquent, de chercher un autre protecteur. » Cela se passait au moment où l'on ne pouvait plus avoir de doutes sur leur inévitable insuccès. Il existait toujours une certaine répugnance à faire le dernier pas, le pas décisif dans la rébellion, de sorte qu'on conserva encore un semblant de fidélité, cet antique prétexte pour pouvoir un jour remettre l'épée au fourreau. La pro-

position ne fut pas adoptée par l'assemblée des États. On se borna simplement à choisir un comité de neuf membres pour délibérer avec le Prince sur les « moyens d'obtenir des secours de l'étranger, sans accepter d'autorité étrangère, ni rompre tout lien avec Sa Majesté. » Les États furent cependant convoqués quelques mois plus tard à Rotterdam, par le Prince, pour délibérer de nouveau sur cette question. Le 1er octobre il leur proposa formellement, ou bien d'entrer en arrangements avec l'ennemi, et dans ce cas, le plus tôt serait le mieux, ou sinon, une fois pour toutes, de se séparer absolument du roi d'Espagne et de choisir un autre souverain, afin de défendre les Provinces contre leurs adversaires avec l'assistance et sous la protection de quelque prince chrétien. D'Orange ,d'ailleurs, était d'avis que sur une matière aussi importante il était essentiel de prendre le conseil des administrations municipales. Les députés des différentes villes furent d'accord sur l'opportunité d'un pareil recours et résolurent de consulter leurs mandants ; les députés de la noblesse de leur côté désirèrent connaître l'opinion du corps tout entier des nobles. Après un ajournement de quelques jours, l'assemblée se réunit de nouveau à Delft, et il fut résolu à l'*unanimité* par les nobles et les villes, de déclarer *la déchéance du Roi* et de chercher du secours à l'étranger, en laissant le choix au Prince qui, en ce qui concernait le mode de gouvernement du pays, devait toutefois consulter les États.

Ainsi fut fait le grand pas, par lequel deux petites provinces se déclaraient indépendantes de leur ancien maître. Cette résolution, quoique entourée d'hésitations et de ténèbres, ne devait pas rester stérile ; les fondements d'une nouvelle et puissante république étaient posés. Cependant, les pères de cette république prévoyaient si peu ce qui devait sortir de leur

décision, que, tout en répudiant un roi ils proposaient d'en rechercher un autre. Nul ne s'imaginait que les deux frêles colonnes, seules parties érigées jusqu'ici du majestueux monument à venir, seraient assez solides pour rester debout sans appui. Restait donc la question de savoir à quelle puissance étrangère on ferait appel. Il y avait peu d'espoir à fonder sur l'Allemagne, car cet État n'existait que de nom; quant à la France, elle continuait à être déchirée à l'intérieur par les discordes religieuses. L'attitude de révolte conservée par le duc d'Alençon semblait devoir rendre difficiles et dangereuses toutes négociations avec un pays où la guerre civile avait engendré de telles complications, qu'on ne pouvait compter sur une alliance franche et profitable avec aucun parti, quel qu'il fût. D'autre part, la reine d'Angleterre redoutait le ressentiment de Philippe, qui naturellement ne manquerait pas de la menacer plus que jamais du côté de l'Écosse, qu'elle redoutait toujours, et cependant en même temps elle n'appréhendait pas moins de voir l'influence française s'accroître dans les Pays-Bas, pareil accroissement devant donner à la puissante voisine de l'Angleterre une prépondérance décisive. Élisabeth se sentait, de plus, honteuse d'abandonner les Provinces à leur destinée, car son royaume était regardé comme le boulevard de la religion protestante. Tiraillée par la crainte d'affronter Philippe, par la crainte de refuser assistance aux Pays-Bas, par la crainte de permettre l'agrandissement de la France, quelle ligne de conduite pouvait suivre la reine d'Angleterre ? Celle que politiquement et personnellement elle aimait le mieux, — une suite de coquetteries sans solution. C'est ce que le Prince d'Orange prévoyait ; et quoique bien déterminé à ne pas laisser une porte sans y frapper, dans ses efforts pour procurer de l'aide à sa patrie, il inclinait plutôt,

après tout, vers la France. Il savait néanmoins mieux que personne combien peu d'espérances sérieuses on pouvait fonder sur celle-ci.

Il fut résolu d'envoyer d'abord, au nom de son Altesse et des États, une ambassade en Angleterre ; il y avait déjà eu cependant cette année des négociations d'une nature peu agréable avec cette puissance. A la requête de l'envoyé espagnol, le gouvernement de la reine Élisabeth avait formellement prohibé l'entrée du royaume aux principaux rebelles des Pays-Bas, au nombre d'environ cinquante, et nommément au prince d'Orange, aux comtes de Berghes et de Culembourg, ainsi qu'à Sainte-Aldegonde, Boisot, Junius et à d'autres. Le Prince avait en conséquence chargé Sainte-Aldegonde et Junius d'une mission secrète pour la France ; là dessus la Reine, jalouse et inquiète, avait envoyé secrètement Daniel Rogers à d'Orange. En même temps elle dépêchait vers le Grand-Commandeur, pour lui conseiller des mesures conciliatrices, et lui promettre l'envoi d'une mission spéciale en Espagne chargée d'offrir sa médiation ; mais ceux qui possédaient les secrets du gouvernement espagnol à Bruxelles soupçonnaient beaucoup de déceptions sous tous ces témoignages extérieurs. Une trève de six mois venant d'être conclue entre le duc d'Alençon et son frère, on supposait qu'une alliance entre la France et l'Angleterre, et peut-être entre d'Alençon et Élisabeth, était sous jeu, et que le royaume des Pays-Bas devait être le présent de noces de la fiancée à son époux. Ces hypothèses se trouvaient en quelque sorte confirmées par ce fait que, tandis que la Reine manifestait les dispositions les plus amicales à l'égard de l'Espagne, et la plus vive jalousie à l'égard de la France, les Anglais résidant à Anvers et dans d'autres villes des Pays-Bas avaient reçu secrètement le conseil de vendre leurs propriétés

aussitôt que possible et de quitter le pays. Au total il y avait peu d'espoir d'obtenir de la Reine, soit une réponse définitive, soit un secours efficace.

Les envoyés pour l'Angleterre furent l'avocat Buys et le docteur François Maalzoon, au nom des États, et Sainte-Aldegonde, chef de la mission, désigné par le Prince. Ils arrivèrent en Angleterre à la Noël. Après avoir exposé à la Reine le résultat des conférences de Bréda, ils lui dirent que le Prince et les États, désespérant d'obtenir une paix certaine, se tournaient vers elle en sa qualité de protectrice naturelle de la Foi, et de princesse issue du sang hollandais. Cette allusion au mariage qui avait eu lieu jadis entre Édouard III d'Angleterre et Philippine, fille du comte Guillaume III de Hainaut et de Hollande, ne devait pas être sans quelque utilité, du moins on l'espérait. Ils offraient en outre à Sa Majesté, dans le cas où elle serait disposée à assister vigoureusement les États, la souveraineté de la Hollande et de la Zélande, sous certaines conditions.

La Reine écouta gracieusement les députés et désigna des commissaires chargés de négocier avec eux à ce sujet. Sur ces entrefaites, Requesens envoya Champagny en Angleterre pour contrecarrer les démarches des ambassadeurs des États, et pour engager la Reine à ne faire aucune attention aux prières des rebelles, à n'entamer aucune négociation avec eux et à les expulser sans retard de son royaume.

La Reine assura sérieusement à Champagny « que les envoyés n'étaient pas des rebelles, mais bien de fidèles sujets de Sa Majesté. » Cette assertion ne manquait certes pas d'effronterie, surtout en présence de l'offre solennelle que les envoyés venaient de faire à Élisabeth. Si renoncer à toute allégeance vis-à-vis de Philippe et proposer la souveraineté à un autre souverain ne constituait pas un acte de rébellion, il serait assez

malaisé de définir la rébellion et d'en découvrir n'importe où. Ces paroles, du reste, étaient tout aussi honnêtes que les mensonges diplomatiques de Champagny rappelant à Élisabeth l'ancienne et inaltérable amitié qui avait toujours régné entre elle et Sa Majesté Catholique. Les tentatives faites par Philippe, peu d'années auparavant, pour arriver à détrôner et assassiner la reine d'Angleterre, étaient sans doute de trop peu d'importance pour troubler un seul instant des relations si cordiales. Ces négociations n'aboutirent à rien, de part ni d'autre. La Reine fit la coquette, c'était sa coutume. Elle ne pouvait accepter l'offre des États ; elle ne pouvait non plus leur dire : non. Elle ne voulait pas blesser Philippe ; elle ne voulait pas abandonner les Provinces ; elle voulait donc traîner les négociations en longueur. Dans ces circonstances, le long tissu des riens diplomatiques se fit et se défit plus d'une fois pour n'aboutir en fin de compte qu'à l'abandon des Provinces sans éviter cependant la colère de Philippe.

Dans la première réponse des commissaires de la Reine aux députés des États, on déclara « que Sa Majesté regardait comme trop coûteux d'assumer le protectorat des deux provinces. Elle voulait bien les protéger nominalement, mais elle n'accorderait en réalité ce bienfait qu'à la seule île de Walcheren. La défense de la Hollande devait être soutenue aux frais du Prince et des États. »

Ce n'était certes pas là se montrer très généreuse ; aussi les envoyés insistèrent-ils pour obtenir des promesses plus larges et plus libérales. Mais la Reine refusa de s'engager au delà de l'offre chétive et inacceptable faite en son nom. Les États ne voulurent pas échanger la souveraineté de leur pays contre des dons si minces. La Reine se déclara peu disposée à faire un pas de plus, au moins sans avoir consulté le

parlement. Les commissaires attendirent donc la réunion du parlement. Alors elle refusa de soumettre la question à cette assemblée, et défendit aux Hollandais de faire la moindre démarche pour atteindre ce but. Il était évident qu'elle se jouait des Provinces et qu'elle n'avait pas la moindre envie de se mettre en hostilité ouverte avec Philippe. Les députés, par conséquent, demandèrent leurs passeports. On les leur remit en avril 1576, avec l'assurance de la part de Sa Majesté, « qu'elle réfléchirait encore à l'offre qui lui avait été faite, après qu'elle aurait employé tous ses efforts pour amener un arrangement entre les Provinces et Philippe. »

Après l'issue des conférences de Bréda, il est difficile d'imaginer de quelle manière elle prétendait s'y prendre pour atteindre un pareil résultat. Le Roi n'était pas plus disposé que pendant l'été précédent à accorder la liberté de religion, et les Hollandais n'étaient pas plus prêts qu'ils ne l'avaient été auparavant à renoncer soit à leur foi, soit à leur patrie. Les envoyés, en partant, firent un dernier effort pour négocier un emprunt, mais l'économe souveraine regarda la chose comme impossible. Elle leur octroya la liberté d'acheter des armes et des munitions et de lever quelques soldats avec leur propre argent ; ce qui ne put, par conséquent, se faire que sur une fort petite échelle. Comme il était aisé de trouver des soldats et de les prendre en tous lieux, dans ces temps de guerre, pourvu qu'on eût de l'argent tout prêt, les États ne durent pas se croire obligés à grande reconnaissance par un pareil bienfait. Cependant ce fut là en définitive le seul produit de l'ambassade. On avait dépensé en abondance de belles paroles, qui pouvaient signifier beaucoup ou rien, selon la tournure que prendraient les évènements. Outre ces politesses creuses et peu coûteuses, les

États recevaient la permission de défendre la Hollande à leurs propres frais, avec le privilège de remettre la souveraineté du pays à la reine Élisabeth, si cela leur faisait plaisir — et c'était là tout.

Le 19 avril, les députés revinrent dans leur pays et exposèrent aux États le maigre résultat de leurs négociations. Immédiatement après, Henri III et la Reine-Mère, ayant fait officieusement entendre qu'on réussirait mieux en adressant au duc d'Alençon les demandes qui avaient été si mal accueillies par Élisabeth, des commissaires furent désignés pour se rendre en France. Mais on vit bientôt qu'il était pour le moment impossible d'entamer des négociations, par suite des troubles occasionnés par l'attitude du Duc. Les provinces se retrouvèrent donc entièrement seules, comme elles l'avaient été au début de leurs efforts.

Requesens était plus que jamais pressé du besoin de fonds ; de temps en temps il parvenait à arracher, avec des difficultés sans cesse croissantes, quelque maigre subside aux résistances des États du Brabant, des Flandres et des autres provinces fidèles. Pendant qu'il se trouvait encore dans l'île de Duiveland, les États assemblés répondirent à ses demandes d'argent par une longue remontrance au sujet des méfaits de la soldatesque. « Oh, ces États ! ces États ! » s'écria le Grand-Commandeur ; « que le Seigneur me délivre de ces États ! » Pendant ce temps, l'important siège de Zierickzée continuait, et il était évident que la ville devait succomber. Le Prince n'avait pas d'argent non plus. Le comte Jean, sérieusement embarrassé à raison des énormes sommes d'argent pour lesquelles il s'était engagé, au nom des États, lui aussi bien que les autres membres de sa famille, avait récemment prié le Prince d'employer son influence à lui procurer quelque soulagement. Il avait fourni le relevé des

grandes avances en argent, en vaisselle, meubles et gages de toute sorte, faites tant par lui que par ses frères et dont le remboursement au moins partiel était le seul moyen de le tirer des plus graves difficultés. Le Prince cependant, incapable de lui fournir la moindre assistance, avait été obligé de le supplier une fois encore, de déployer cette générosité et cette abnégation auxquelles le pays n'avait jamais en vain fait appel soit chez lui,soit chez les membres de sa famille. Le Comte s'était rendu à ses prières, mais c'était évidemment la limite de ses sacrifices,il ne pouvait pour le moment faire plus en faveur des États. La détresse chez ceux-ci était complète. Le trésor public était à sec [1]. La Hollande et la Zélande étaient coupées en deux par l'occupation de Schouwen et la chute imminente de son chef-lieu. L'Allemagne, l'Angleterre, la France, refusaient de tendre la main pour sauver ces petites provinces héroïques, mais épuisées. Ce fut à ce moment qu'une résolution désespérée mais sublime s'empara de l'esprit du Prince. Une seule voie semblait encore ouverte pour arriver à chasser pour toujours les Espagnols de la Hollande et de la Zélande, et préserver les habitants d'une ruine totale. Le Prince couvait depuis longtemps ce projet et l'heure de l'accomplir semblait enfin avoir sonné. Il s'agissait de

[1] Les contributions de la Hollande et de la Zélande pour les dépenses de la guerre montaient à cent cinquante mille florins par mois. La paie d'un capitaine était de quatre-vingts florins par mois ; celle d'un lieutenant, de quarante ; celle d'un caporal, de quinze ; celle d'un tambour, d'un fifre, *ou d'un ministre,* de douze ; celle de simple soldat, de sept et demi. Un capitaine avait aussi cent et cinquante florins à distribuer par mois entre les plus méritants de sa compagnie. On fournissait à chaque soldat des vivres, des couvertures, du feu, de la lumière et le blanchissage. — Renom de France MS., vol. II, c. 46.

rassembler tous les navires grands et petits que possédaient les Pays-Bas ; la population entière des deux provinces, hommes, femmes, enfants, avec toutes les richesses mobilières du pays, s'embarquerait à bord de cette nombreuse flotte, et irait au delà des mers, chercher une nouvelle patrie. On mettrait le feu aux moulins à vent, on percerait les digues, on ouvrirait de toutes parts les écluses, et le pays serait rendu pour jamais à l'Océan du sein duquel il avait surgi [1].

Il serait difficile de décider si cette résolution, dans le cas où la Providence eût permis qu'elle s'accomplît, aurait été en dernier résultat profitable ou funeste à l'humanité et à la civilisation. Les vaisseaux qui auraient emporté l'héroïque Prince et ses destinées auraient peut-être pris la direction du nouvel hémisphère découvert à l'Occident. Une colonie religieuse fondée sur un sol vierge par une race commerçante et amie de la liberté, conduite par des mains patriciennes mais désintéressées, aurait pu devancer d'un demi-siècle la colonie que sous l'impulsion de motifs

[1] Bor rapporte que ce plan avait été définitivement arrêté par le Prince. Son autorité est *un gentilhomme de qualité digne de foi* (een geloofswaerdig edelmann van qualiteit) qui, à cette époque, était membre des États et du gouvernement de Hollande. — VIII. 664. Groen van Prinsterer cependant repousse ce récit comme fabuleux ; ou du moins il croit que le personnage auquel Bor fait allusion, a donné aux paroles du Prince une interprétation trop littérale. Il est probable que le Prince roula souvent cette pensée dans son esprit, et l'exprima à l'occasion, bien qu'il ne l'eût jamais formulée en un plan complet. Il est difficile de ne pas admettre qu'elle était conforme à son caractère, pour le cas où il n'y eût plus eu le moindre indice d'espoir. Hooft, X. 443, adopte l'histoire sans hésitation. Wagenaar, VII. 88, 89, y fait allusion comme à un bruit généralement répandu. = Comparez Van Wyn sur Wagenaar, VII. 33-35.

analogues, dans des circonstances et des conditions en quelque sorte semblables, une race, sœur de celle de Hollande, devait plus tard former sur les rives sévères de la Nouvelle-Angleterre. Si les émigrants avaient pris au contraire la direction des îles chaudes et parfumées de l'Orient, peut-être se serait-il élevé au sein de ces régions fertiles une république chrétienne indépendante, supérieure en importance à toutes les colonies subséquentes de la Hollande, esclaves dès leur naissance d'une métropole lointaine.

La mort inattendue de Requesens écarta subitement tous ces projets. Le siège de Zierickzée avait donné beaucoup d'inquiétudes au Gouverneur, mais il venait d'écrire à son maître que la réduction de la place était actuellement certaine. Il avait ajouté à sa missive une demande pressante d'argent ; il assurait à Philippe que si on lui en fournissait suffisamment, il serait en état de terminer immédiatement la guerre. Dans l'attente de ces secours, il avait, contrairement à toute loi et à toute raison, fait une tentative infructueuse pour s'emparer du port d'Embden, en Allemagne. Vers la même époque à peu près une mutinerie avait éclaté parmi ses troupes à Harlem, et il avait pourvu les habitants d'armes pour se défendre, leur donnant permission entière de s'en servir contre les troupes insurgées. Par ce moyen la mutinerie avait été étouffée, mais on avait posé un dangereux précédent. On suppose que les inquiétudes nées de cette rébellion hâtèrent la mort du Grand-Commandeur. Il fut saisi d'une fièvre violente le 1er mars et le 5, il expirait, âgé de cinquante et un an.

Il est inutile de passer péniblement en revue la carrière de Requesens, dont nous avons suffisamment retracé les principaux incidents. C'était un personnage de très haut rang, par sa naissance et par ses charges ; ce qui ne l'empêchait pas d'être homme fort ordinaire.

Ses talents, soit pour la guerre, soit pour les affaires civiles, n'allaient pas au dessus du médiocre. Ses amis discutaient où il était le plus grand, sur le champ de bataille ou bien dans le conseil, mais positivement, il n'était grand nulle part. Son fanatisme était égal à celui d'Albe, seulement il n'avait pu, la chose étant impossible, égaler le Duc en cruauté. D'ailleurs la situation du peuple, après les sept années de torture subies sous son prédécesseur, l'avait forcément empêché d'imiter, lors de son arrivée, la sévérité qui avait rendu le nom d'Albe infâme. Le Conseil de Sang avait été conservé pendant toute son administration, mais il était resté oisif, faute d'aliments. Les provinces fidèles étaient purgées de protestants ; d'autre part, épuisées par les confiscations, elles n'offraient plus matière aux extorsions. Quant à la Hollande et à la Zélande, le catholicisme en avait été pour ainsi dire chassé, et le roi d'Espagne également. Le Conseil de Sang qui, s'il avait pu fonctionner dans ces dernières provinces, y aurait fait exécuter tous les vivants, ne pouvait qu'observer à distance ceux qui auraient été ses victimes. Requesens s'était particulièrement distingué en deux occasions : lors du massacre de Grenade et lors du carnage de Lépante. Dans ces deux circonstances il avait servi de guide à don Juan d'Autriche, qui ne devait pas tarder à lui succéder dans le gouvernement des Pays-Bas. Le bâtard impérial avait eu le commandement en chef, mais quant à la gloire, le Grand-Commandeur passait pour avoir droit à la plus grande part. Nous avons vu ce que dans les Provinces Requesens avait ajouté à ses lauriers antérieurs. L'expédition contre Duiveland et Schouwen était en somme le fait d'armes le plus brillant de la guerre, et sa réussite a jeté un lustre éclatant sur la bravoure et la discipline des soldats espagnols, allemands et wallons. Comme acte d'audace indivi-

duelle dans une mauvaise cause, cette expédition a peu d'égales. Mais le Grand-Commandeur n'a guère de grands droits aux éloges que méritait le succès de l'entreprise. Le plan avait été conçu par des traîtres zélandais. Il fut réalisé grâce au dévouement des troupes espagnoles, wallonnes et allemandes, tandis que Requesens se contenta du rôle de spectateur. Sa mort soudaine arrêta pour un moment le déclin des affaires des Pays-Bas, qui menaçait de ne laisser bientôt plus subsister qu'une affreuse solitude, et ouvrit la porte à une série d'évènements imprévus, à la description desquels nous allons maintenant procéder.

CHAPITRE IV.

POLITIQUE DE HOPPER. — RÉVOLTE DE L'ARMÉE.

(1566).

Le Conseil d'État se met à la tête des affaires à Bruxelles. — Hésitations à Madrid.—Joachim Hopper.—Son inhabileté.— Vigilance du prince d'Orange. — Les Provinces s'unissent plus étroitement. — Inégalité de la lutte. — État du territoire de la Hollande. — Nouveau traité d'alliance entre la Hollande et la Zélande. — L'autorité du Prince est précisée et augmentée. — Caractère du système politique des Provinces. — Sentiments généreux du Prince. — Son esprit de tolérance. — Lettre du Roi. — Attitude des grandes puissances vis-à-vis des Pays-Bas. — Correspondance et politique d'Élisabeth. — Négociations secrètes avec la France et d'Alençon. — Attitude troublée et menaçante de l'Allemagne. — Position difficile et responsabilité du Prince. — Tentatives pour délivrer Zierickzée. — Mort de l'amiral Boisot. — Capitulation honorable de la ville. — Soulèvement des troupes espagnoles à Schouwen. — Causes générales de leur mécontentement. — Extension inquiétante de la révolte. — Les régiments rebelles arrivent en Brabant. — Efforts infructueux pour les apaiser. — Ils s'emparent d'Alost. — Le Conseil d'État les met hors la loi. — Agitation du peuple à Anvers et à Bruxelles. — Lettres de Philippe apportées par le marquis d'Havré. — Le Roi continue à temporiser. — Il confirme maladroitement l'autorité que le Conseil d'État s'était arrogée. — Résistance générale et unanime à l'oppression des troupes étrangères. — Les soldats allemands

et la garnison d'Anvers, sous le commandement d'Avila, se joignent aux troupes révoltées. — Lettre de Verdugo. — La crise approche. — Jérôme de Roda occupe la citadelle. — Révolte générale.

Bien qu'il eût été malade pendant quatre jours, Requesens mourut si soudainement qu'il n'eut pas le temps de se choisir un successeur. S'il avait pu mettre à profit ce privilège que lui octroyaient ses lettres patentes, son choix serait tombé à ce que l'on supposait généralement, sur le comte de Mansfeldt, au moins provisoirement jusqu'à ratification du Roi. A défaut d'indication précise, le Conseil d'État, suivant un droit qui s'appuyait sur la coutume, prit les rênes du gouvernement. Des anciens membres du conseil, il ne restait que le duc d'Aerschot, le comte de Berlaymont et Viglius. Des diplômes royaux leur adjoignirent bientôt l'espagnol Jérôme de Roda, et les belges d'Assonleville, le baron de Rassenghien et Arnold de Sasbout. De sorte que les membres dont se composait maintenant le pouvoir exécutif, étaient sauf un seul nés tous dans le pays. Pour cette raison, Roda était vu d'un fort mauvais œil par ses collègues. Viglius le regardait comme un personnage désireux de remplir le rôle qu'avait joué Juan de Vargas dans le Conseil de Sang, et les autres conseillers étaient bien décidés à défendre les prétentions des nobles des Provinces à posséder une large part dans le gouvernement des Pays-Bas.

Pendant un certain temps, néanmoins, le transfert de l'autorité sembla devoir s'accomplir sans trop d'embarras. Le Conseil d'État dirigeait l'administration, Pierre Ernest de Mansfeldt avait été investi du suprême commandement militaire, ce qui impliquait la qualité de gouverneur de Bruxelles, et les chefs

espagnols, quoique peu satisfaits de ces honneurs accordés à un autre qu'à un de leurs compatriotes, se tenaient cependant tranquilles. Quand ces nouvelles arrivèrent à Madrid, Philippe fut saisi d'un désappointement extrême. Il s'indigna de la mort de Requesens, non à cause de l'évènement en lui-même, mais parce qu'il s'était produit si mal à propos. Il n'était pas encore bien fixé, ni sur le successeur du Grand-Commandeur, ni sur la politique à suivre. Il y avait plusieurs candidats pour le poste vacant, et diverses opinions se manifestaient dans le cabinet, quant à la ligne de conduite à adopter. Dans l'impossibilité de plier immédiatement son esprit aux évènements inattendus qui s'étaient produits, Philippe tomba dans une sorte de rêverie on ne peut plus intempestive. En présence d'un pays révolté et en proie à une surexcitation intense, la peur qui semblait s'emparer du gouvernement devait inévitablement produire de funestes effets. La politique stationnaire qu'avait inaugurée la mort de Requesens, semblait devoir se prolonger indéfiniment, et pour la première fois de sa vie, Joachim Hopper fut réellement consulté sur les affaires du département dont il croyait, comme tout le monde, être à Madrid le président. La créature de Viglius avait toute la servilité de son patron sans posséder rien de sa pénétration ; il était depuis longtemps employé comme directeur du département des Pays-Bas, bien qu'il fût maintenu dans une profonde ignorance de ce qui se passait dans ses propres bureaux. C'était un conseiller privé dont les conseils ne signifiaient rien, un serviteur en qui le Roi avait confiance par le motif bien simple qu'un homme ne saurait révéler des secrets qui lui restent cachés. Cette conduite du Roi prouvait qu'il avait jugé l'homme à sa juste valeur, car Hopper était à peine capable de tenir un emploi de premier commis. Il lui

était impossible d'écrire clairement en aucune langue, parce qu'il ne pouvait parvenir à dégager nettement aucune idée, sur quelque sujet que ce fût. Sa politique ne pouvait donc qu'être stérile. « C'est un homme dévoué que ce pauvre maître Hopper, » disait Granvelle, » mais plus propre aux spéculations platoniques qu'aux affaires de l'État. »

Comme preuve de son insuffisance, lorsqu'on lui demanda ce qu'il pensait des circonstances qui venaient de se produire, il conseilla la continuation de l'intérim. On ne pouvait certes prendre de parti plus funeste. Granvelle proposait de renommer la duchesse Marguerite. D'autres mettaient en avant le duc Éric de Brunswick ou un archiduc de la maison d'Autriche ; mais les conseillers les plus influents penchaient en faveur de Don Juan d'Autriche. Dans tous les cas, rien ne pouvait être plus contraire aux intérêts de Philippe et de son despotisme que la temporisation. Dans l'état où se trouvaient les affaires, mieux eût valu le pire et le plus faible des gouverneurs que de n'en pas avoir. Laisser la place vacante c'était donner beau jeu à Guillaume d'Orange, car il était impossible qu'un adversaire aussi habile n'aperçût pas immédiatement la faute commise et manquât d'en tirer le plus de profit possible. Il est étrange que Philippe n'ait point vu le danger de rester inactif dans une semblable crise. Bien certainement l'indolence ne fut jamais son vice, mais en cette occurrence, l'indécision eut les mêmes résultats que l'indolence. A son propre insu le despote aida le libérateur à accomplir sa tâche. Viglius voyait les choses avec sa perspicacité habituelle et s'étonnait de l'aveuglement du Roi et de Hopper. Au déclin d'une existence foncièrement méprisable, malgré toute sa science, toutes ses richesses, et tous ses honneurs, le sagace mais peu vénérable vieillard voyait chaque jour s'élargir l'abîme dans

lequel la religion et le despotisme, ses idoles, semblaient devoir s'engloutir à jamais. « Le prince d'Orange et ses Gueux ne dorment pas, » s'écriait-il presque avec angoisse ; « ils ne seront tranquilles que quand ils auront mis l'interrègne à profit, en nous causant quelque grand dommage. »

Certes, le prince d'Orange ne s'endormait pas plus en cette circonstance qu'en tant d'autres dans sa vie. Comme il le disait lui-même dans le langage coloré et vigoureux auquel il avait recours pour stimuler ses amis des diverses parties du pays, il saisit aux cheveux l'occasion rapide. Il se mit de nouveau en correspondance avec plusieurs des principaux nobles à Bruxelles et dans d'autres villes des Pays-Bas ; tous gens influents, qui maintenant, pour la première fois, paraissaient disposés à se ranger du côté de la patrie contre ses tyrans. Jusqu'alors les Provinces avaient été scindées en deux parties très inégales. La Hollande et la Zélande étaient dévouées au Prince ; la population entière, sauf quelques rares exceptions, y était convertie à la religion réformée. Les quinze autres provinces étaient en majorité royalistes ; et la vieille religion y avait repris si rapidement racine, pendant ces dernières années, que la moitié de leur population pouvait être comptée comme catholique. En même temps, le règne de la terreur sous le duc d'Albe, la tyrannie moins criante mais tout aussi réelle de Requesens, et les intolérables excès des soldats étrangers sur lesquels s'appuyait un gouvernement d'étrangers, avaient fini par exaspérer tous les habitants des dix-sept provinces. Ainsi donc, malgré la fatale diversité d'opinion religieuse, qui les éloignait l'un de l'autre, ils étaient rapprochés par une cause commune ; reconquérir leurs anciens privilèges et expulser de leur sol des étrangers odieux, leur souriait à tous. Une grande haine et une grande espérance réunissaient ainsi les Provinces,

Les Zélandais et les Hollandais, conduits par leur héroïque chef, étaient bien près d'avoir atteint le but quant à leur territoire. Jamais cependant conflit ne commença sous de plus désespérants auspices. Jetez sur la carte un coup d'œil. Regardez la Hollande, — non pas la République de ce nom avec ses provinces sœurs au-delà du Zuyderzée, — mais la Hollande seule avec l'archipel de Zélande. Regardez cette langue étroite de terre à demi submergée. Qui aurait voulu croire que sur ce tremblant banc de sable, long de quarante lieues, large, quelquefois d'une lieue et quelquefois de dix, un homme, soutenu par une poignée de villes, combattrait pendant neuf ans contre le maître des deux mondes, — le « *Dominateur de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique*, » le despote des plus beaux royaumes de l'Europe, — et finirait par le vaincre. Encore Guillaume n'était-il pas entièrement maître de cet étroit bas-fonds auxquels se cramponnaient les survivants du naufrage d'une nation. La Nord-Hollande était coupée de la Hollande méridionale par la perte de Harlem, et l'ennemi était maître d'Amsterdam, la capitale naturelle de ce petit pays. Le Prince déclarait que la défection d'Amsterdam avait fait plus de tort à la cause nationale que tous les efforts de l'ennemi.

En outre le pays était dans un état complet de dévastation. C'était, pourrait-on dire presque à la lettre, un vaisseau faisant eau. La destruction des digues élevées contre la mer avait été si complète, lors des inondations volontaires que nous avons décrites précédemment et par suite aussi de la négligence que des préoccupations plus vitales avaient entraînée, qu'une énorme dépense d'argent et de travail était de toute urgence pour préserver l'existence même du territoire. Malgré l'appauvrissement et les misères de la nation, le travail et l'argent vinrent volontaire-

ment s'offrir ; ce fut un nouvel exemple d'énergie et d'héroïque patience. Les digues qui avaient été emportées par les eaux, furent partout rétablies à grands frais. De plus, pendant les récents évènements, le pays avait perdu presque tout son bétail, et l'on fut obligé de promulguer une loi qui défendait pour un certain temps l'abattage des animaux tels que « bœufs, vaches, veaux, moutons et volaille. » Il n'était malheureusement pas possible de prévenir également par une loi l'extermination de la population humaine que Philippe et le Pape avaient décrétée.

Telle était physiquement et moralement la situation des provinces de Hollande et de Zélande. Leur constitution politique, à toutes deux, subit vers cette époque quelques modifications. L'union convenue entre les deux États au mois de juin 1575 devait être resserrée. L'administration de la justice, l'accord entre les diverses lois, l'équité parfaite dans la levée des impôts et des troupes laissaient encore à désirer. Les États des deux provinces s'assemblèrent donc en congrès à Delft, et y conclurent un nouvel acte d'union qui fut signé le 25 avril 1576. Les États qui se composaient des nobles et chevaliers de Hollande, et des députés des villes et comtés de Hollande et de Zélande, avaient été solennellement convoqués par Guillaume d'Orange. Sans doute, au point de vue des capacités politiques et d'une sincère représentation de la volonté nationale, cette assemblée satisfaisait à toutes les exigences, car à chaque page de l'histoire du Prince, on le voit cherchant, en toute occasion, à soumettre sa politique à l'examen et à l'approbation de tout ce qui, à cette époque, dans la population, était regardé comme capable ou désireux d'exercer des droits politiques.

La nouvelle Union contenait dix-huit articles. Il y était stipulé que les députés de tous les États se

réuniraient lorsqu'ils y seraient invités par le Prince, ou de toute autre manière, sous peine d'amende et au risque de mesures répressives à décider par les autres membres du congrès. Tout sujet imprévu de discussion devait être au préalable soumis au Prince. La liberté du commerce et de la circulation entre les provinces unies était garantie. Les confédérés se devaient assistance mutuelle pour empêcher toute injustice ou violence, même envers un ennemi. Les deux provinces contractantes promettaient de respecter les lois et de faire bonne et équitable justice. Les dépenses communes devaient être supportées par les provinces « comme si elles ne formaient qu'une seule et même cité. » Neuf commissaires, nommés par les États, étaient désignés pour remplir auprès de Guillaume les fonctions de conseillers permanents ainsi que celles d'assesseurs et de collecteurs des taxes. Le traité pouvait être dénoncé tous les six mois, en prévenant six semaines d'avance.

Après avoir ainsi tracé les principaux points de la confédération, ses auteurs déclarèrent que le suprême pouvoir serait confié à un seul chef. Ce fut au Prince qu'ils conférèrent cette autorité en définissant ses droits en dix-huit articles. Il était investi du commandement supérieur sur terre et sur mer et devait nommer et payer à sa guise les officiers de tous rangs. Il était chargé de la protection du pays, et pouvait envoyer des garnisons et des troupes dans toute ville ou village, où il le jugerait nécessaire ; sans que les États, les magistrats municipaux ou n'importe quel autre corps, dussent en être prévenus ou y consentir. Au nom du Roi, comte de Hollande et de Zélande, et comme lieutenant de celui-ci, il était chargé de faire rendre bonne justice par la cour suprême. En la même qualité, il était chargé de pourvoir à tous les emplois importants soit politiques soit judiciaires, qui vien-

draient à vaquer, en choisissant, *avec l'avis des États*, sur une liste de trois candidats pour chacun des postes auxquels il faudrait pourvoir. Il devait installer et renouveler, aux époques fixées, le magistrat des villes, conformément aux anciens usages constitutionnels. Il lui était loisible d'opérer des changements dans ces corps administratifs, quand il le jugerait nécessaire, hors des époques ordinaires, mais alors, avec le consentement de ceux qui composaient le grand conseil et le *corpus* des villes. Il était chargé de maintenir l'autorité et la prérogative de tous les fonctionnaires civils, et d'empêcher que les gouverneurs ou officiers militaires ne s'ingérassent dans les affaires politiques et judiciaires. Quant à la religion, il devait veiller au libre exercice de la religion évangélique réformée *et suspendre* celui de tout *culte contraire à l'Évangile*. Toutefois il ne pouvait permettre *aucune inquisition dans les croyances ou la conscience de personne*, ni *aucun trouble*, *injure ou préjudice envers personne, pour cause de religion.*

La ligue ainsi conclue établissait une confédération entre un groupe de petites républiques virtuellement indépendantes. Chaque municipalité était comme un souverain au petit pied envoyant des délégués à un congrès pour y voter et y signer en qualité de plénipotentiaires. Le vote de chaque ville était donc indivisible, et pour cette raison il importait peu, dans la pratique, qu'une ville eût un ou plusieurs députés. Les nobles ne représentaient pas seulement leur propre caste, mais ils étaient censés agir aussi pour et au nom des populations rurales. En somme, toute la nation était suffisamment représentée. L'élément populaire avait sa part convenable d'influence dans le gouvernement de chaque ville, et par suite également dans l'assemblée des États. Ce ne fut que plus tard que les corps municipaux, par la disparition de cet

élément, et par l'usurpation du droit de se recruter eux-mêmes, s'immobilisèrent en personnes fictives qui ne mouraient jamais, sans jamais vivre d'une vie véritable.

A cette époque, les libertés provinciales, pour autant qu'elles pussent se maintenir contre le despotisme espagnol, étaient pratiques et réelles. Le pays jouissait d'un gouvernement représentatif dans lequel tous ceux qui le voulaient avaient voix au chapitre, d'une façon ou d'une autre. Bien que les divers membres de la confédération fussent, en réalité, des républiques, le gouvernement général qu'elles s'étaient donné avait la forme monarchique. Les pouvoirs dont on avait investi Guillaume d'Orange faisaient de lui un souverain *ad interim*, car, tandis que l'autorité du monarque espagnol restait à l'état de question, le Prince recevait non seulement toute la puissance exécutive, mais encore une grande part des fonctions législatives de l'État.

Le système dans son ensemble était plutôt pratique que théorique, sans aucune prétention à une répartition irréprochable des pouvoirs politiques. Dans les communautés énergiques et vivaces, où le sang du corps politique circule rapidement, les différents organes tendent inévitablement à s'unir et à se fondre plus intimement que ne le voudrait l'idée philosophique. Il est ordinairement plus désirable que facile de rendre les différents pouvoirs, l'exécutif, le législatif et le judiciaire, indépendants l'un de l'autre.

Certes le prince d'Orange ne se livrait pas, alors, à des spéculations sur la nature et l'origine du gouvernement. Le congrès de Delft venait de l'investir d'une autorité presque royale. Il tenait en ses mains la paix ou la guerre, le contrôle sur les fonctions civiles et les cours de justice, et le commandement suprême de l'armée et des flottes. Il est vrai que ces fonctions

ne lui étaient conférées que *ad interim*, cependant il ne dépendait que de lui de rendre cette souveraineté personnelle et permanente. Mais son œuvre l'absorbait si complètement, qu'il ne voyait même pas la couronne qu'il dédaignait. Il lui importait peu qu'on l'appelât stathouder ou gardien, prince ou roi. Il était le père de sa patrie et son champion. Le peuple tout entier, du plus haut jusqu'au plus bas de l'échelle sociale, le nommait « Le Père, » « *Vader Willem* ; » et ce titre suffisait à son ambition. La chose première pour lui n'était pas le nom dont on l'appelait, mais bien l'accomplissement de sa tâche.

Il était si peu inquiet de sa propre élévation, qu'il cherchait anxieusement quelqu'un de capable : assez sage, assez ferme et d'assez bon vouloir, pour le mettre en sa place et lui faire exercer cette souveraineté qui lui était imposée, et bien au-dessus de laquelle il eût mis le pouvoir de rendre à son pays encore plus de services. Expulser l'oppresseur étranger, renverser l'Inquisition et conserver intactes les antiques libertés du pays, suffisait à son activité. La vile pensée de profiter des malheurs de sa patrie pour s'y tailler un royaume ne semble pas lui être venue à l'esprit. Mais sur un point au moins le Prince avait une volonté bien arrêtée. Il ne voulait pas que l'on persécutât l'ancienne religion. On lui demandait, en termes exprès, de supprimer le catholicisme. Comme nous l'avons vu, il fit remplacer l'expression par les mots « religions contraires à l'Évangile. » Il s'opposa résolûment à ce que l'on fît invasion dans la conscience ou dans la pensée de personne. Il ne renversait pas l'inquisition espagnole dans la poussière, pour qu'une inquisition calviniste s'élevât sur ses ruines. Prosélyte sincère de la religion réformée, mais haïssant et flétrissant seulement dans l'ancienne Église ce qu'elle avait de perverti, il ne voulait forcer personne, par le

fer ou le feu, à arriver au ciel par le même chemin que lui. La pensée devait circuler sans entraves. Ni moine ni ministre ne devait pouvoir brûler, noyer ou pendre ses semblables, quand les raisons et les exhortations ne réussiraient pas à tirer ceux-ci de l'erreur. Ce n'était pas à cette époque un mince mérite que de s'élever à de pareilles hauteurs. Nous savons ce que les Calvinistes, les Zwingliens et les Luthériens ont fait dans les Pays-Bas, en Allemagne et en Suisse, et environ un siècle plus tard, dans la Nouvelle-Angleterre. C'est pourquoi nous contemplons avec une vénération sans cesse croissante cette âme noble et *vraiment catholique*. Cette tolérance ne provenait cependant pas de l'indifférence, car nul ne peut lire les écrits privés du Prince ni prendre une connaissance intime de sa vie d'intérieur, sans reconnaître en lui un homme profondément religieux. Il avait une foi inaltérable en Dieu ; il avait aussi foi dans les hommes et il aimait ses frères. Il n'est pas étonnant que, dans ce temps de fanatisme religieux, il se soit vu assaillir des deux côtés ; tandis que le pape l'excommuniait comme hérétique, et que le Roi, le proclamant rebelle, mettait sa tête à prix, les zélateurs de la religion nouvelle le dénonçaient comme athée : Pierre Dathénus, le moine défroqué de Poperinghe, hurlait du haut de sa chaire « que le prince d'Orange ne se souciait ni de Dieu ni de la religion. »

La mort de Requesens avait ouvert le joint par où pour la première fois la vigilance du Prince entrevoyait l'espoir de porter un coup mortel à l'autorité royale dans les Pays-Bas. La lenteur de Philippe et les conseils hésitants de l'ineptie d'Hopper vinrent contre toute attente rendre la voie plus large. Le 24 mars, le Roi écrivit aux États-Généraux, aux États provinciaux, et aux cours de justice, pour les avertir qu'ils eussent à obéir au Conseil d'État jusqu'à

nouvel ordre. Le Roi ne doutait pas que tous feraient de leur mieux pour aider le Conseil d'État à conserver la sainte foi catholique et l'obéissance aveugle au souverain. Pendant ce temps, celui-ci s'occuperait du choix d'un nouveau gouverneur-général qui fût de sa famille et de son sang. Cet état de choses incertain et précaire excitait un pénible intérêt dans les pays voisins.

Le sort de toutes les nations dépendait plus ou moins du résultat de la grande lutte religieuse qui se livrait en ce moment dans les Pays-Bas. L'Angleterre et la France s'épiaient mutuellement avec une jalousie intense. Protestante, Élisabeth était l'alliée naturelle des Réformés, mais ses tendances despotiques s'opposaient à ce qu'elle aidât la rébellion contre l'oint du Seigneur. Avare, elle songeait avec effroi aux énormes subsides qui, sans aucun doute, lui seraient demandés. Jalouse, elle ne pouvait pas plus souffrir la présence des Français dans les Pays-Bas que celle des Espagnols qu'ils devaient expulser. C'est pourquoi elle embarrassa, comme d'habitude, les opérations du Prince, par une nouvelle série de coquetteries politiques. Elle lui écrivit le 18 mars, peu après la nouvelle de la mort du Grand-Commandeur, lui disant qu'elle ne pouvait pas encore accepter l'offre qui lui avait été faite de prendre les provinces de Hollande et de Zélande sous sa protection, de régner sur elles comme comtesse, et de protéger les habitants contre la tyrannie du roi d'Espagne. Elle ne voulait se décider qu'après avoir fait tout son possible pour les réconcilier avec ce souverain. Avant la mort de Requesens elle avait eu l'intention de lui envoyer un ambassadeur pour lui proposer une trêve, afin d'entamer des négociations. Elle continuait à nourrir ce dessein. Elle enverrait des commissaires au Conseil d'État et au nouveau gouverneur dès qu'il serait arrivé. Elle enverrait aussi un

agent spécial au roi d'Espagne. Elle ne doutait pas que le Roi ne l'écouterait en l'entendant s'exprimer d'une manière aussi catégorique. En attendant, elle espérait que les États ne négocieraient pas avec d'autres puissances.

Cela n'était pas fort satisfaisant. La Reine rejetait les offres pour elle-même, mais priait qu'elles ne fussent faites, en aucun cas, à ses rivaux. L'intention qu'elle exprimait, d'adoucir le cœur de Philippe par un langage catégorique, ne semblait qu'un triste sarcasme. Il ne valait guère la peine de s'attarder à attendre un résultat aussi improbable. Voilà pour l'Angleterre; la politique de la vierge Reine était, non pas hostile, loin de là; mais prudente à l'excès, fatigante, sans grandeur et pleine de perplexités. Quant à la France, les évènements dont elle était le théâtre semblaient favoriser les espérances du prince d'Orange. Le 14 mai, fut signée, à Paris, la « paix de *Monsieur*, » ce traité qui donnait aux Huguenots un triomphe si grand, mais si éphémère. On y accordait tout, mais rien n'y était garanti. Droit de culte libre, droit aux emplois civils et politiques, émancipation religieuse, les Huguenots recouvraient tout, mais sans aucune sécurité. Il semblait peu possible que le Roi fût de bonne foi, en supposant qu'un Valois mêlé de Médicis pût jamais être autre chose qu'un traître. Il semblait presque certain, pour ce motif, qu'une réaction devait s'en suivre; mais il est plus facile pour nous, qui vivons trois siècles après l'évènement, de marquer le moment précis où cette réaction devait se produire, qu'il ne l'était aux contemporains, même les plus clairvoyants, de prévoir combien elle allait être rapide. Toutefois, il était dans le rôle du Prince de profiter de ce rayon de soleil tant qu'il brillait. Il avait déjà forcé les États d'ouvrir des relations avec la France, dès que l'union du 25 avril avait été conclue

entre la Hollande et la Zélande. Les Provinces, quoique désireuses de lui confier l'exercice de la souveraineté, n'étaient pas disposées à répudier leur vieille allégeance envers le Roi, pour la mettre à la disposition d'un étranger. Néanmoins, sur les instances répétées du prince d'Orange, les États résolurent formellement de changer de maître, et d'ouvrir, dans ce but, des négociations avec le roi de France, avec son frère ou tout autre potentat étranger qui voudrait recevoir les provinces de Hollande et de Zélande sous son gouvernement et sa protection. Des négociations furent donc entamées avec le duc d'Anjou, le chef *dilettante* des Huguenots, en cette importante occasion. C'était pitié vraiment de ne pouvoir trouver, parmi les oints du Seigneur, un meilleur champion que le faux, fourbe et fou duc d'Alençon, dont la conduite, méprisable partout, ne le fut nulle part autant que dans les Pays-Bas. Par le quatrième article de la paix de Paris, le Prince était replacé et assuré dans sa principauté d'Orange et dans ses autres possessions de France. Les meilleures relations, au moins pour un temps, furent établies entre la cour de France et la Réforme.

Voilà pour l'Angleterre et pour la France. En Allemagne, les perspectives des Pays-Bas étaient très sombres. L'esprit de la Réforme s'était alangui par diverses causes. Les motifs égoïstes d'un grand nombre d'entre les Princes protestants avaient découragé les nobles. Était-ce là le but des sanglantes guerres de religion, que de mettre quelques potentats à même de s'enrichir par la confiscation des vastes propriétés et des trésors accumulés de l'Église? La foi de Luther n'avait-elle été embrassée que dans d'aussi indignes desseins? Ces doutes glaçaient l'ardeur de milliers d'hommes, principalement parmi les plus notables du pays. En outre, la discorde entre les Réformés eux-

mêmes croissait chaque jour et devenait de plus en plus funeste. Ni le peuple, ni les nobles ne parvenaient à comprendre qu'il fallait, non une nouvelle doctrine, mais une sage tolérance pour toutes les doctrines chrétiennes. De nouvelles doctrines, il n'en manquait pas. Luthériens, Calvinistes, Flaccianistes, Majoristes, Adiaphoristes, Brantianistes, Ubiquitistes, fourmillaient et luttaient pêle-mêle. Il y eût eu peu de mal à cela, si les réformateurs avaient su ce qu'était la Réforme. Mais ils ne pouvaient inventer ni concevoir la tolérance. Tous réclamaient le privilège de la persécution. Il y avait des hommes sages et honnêtes parmi les grands du pays, mais ils étaient en petit nombre. Le sage Guillaume de Hesse s'efforçait énergiquement d'amener la concorde entre les sectes hostiles ; le comte Jean de Nassau, quoique ardent calviniste, agissait de même, tandis que l'Électeur de Saxe, de son côté, rageant et mugissant comme le taureau de l'Écriture, sacrifiait les intérêts de milliers d'hommes à ses rancunes personnelles. Sa race était perdue, s'il pardonnait au Prince. Il avait fait tout son possible, à la diète de Ratisbonne, pour exclure les Calvinistes de toute participation à la paix religieuse d'Allemagne, et il redoubla d'efforts pour empêcher l'extension de ses avantages aux calvinistes des Pays-Bas. Ces résolutions étaient restées chez lui constantes et intenses.

En somme, l'aspect politique de l'Allemagne était aussi menaçant que celui de la France avait semblé rassurant, pendant quelque temps, pour les projets du prince d'Orange. Les querelles des princes et le schisme chaque jour s'élargissant entre les Luthériens et les Calvinistes, étaient d'un triste présage pour la cause de la liberté religieuse. Les potentats étaient perplexes et divisés, les nobles tièdes et mécontents. Il n'y avait guère plus de vie parmi le peuple, quoi-

qu'il fût divisé en factions opposées. Là au moins se voyaient des haines et des sympathies vigoureuses, des convictions enthousiastes, de la sincérité et de la vie. « La vraie religion », écrivait le comte Jean, « se répand de jour en jour parmi les hommes du peuple. Parmi les puissants, qui se croient fort instruits et qui sont couchés sur des roses, elle ne croît, hélas ! que peu. Çà et là, on peut rencontrer un Nicodême ou deux, mais les choses n'iront pas beaucoup mieux ici qu'en France ou dans les Pays-Bas. »

Telle était, pour lors, la situation des affaires dans les pays voisins. La perspective était sombre en Allemagne, plus encourageante en France, douteuse ou pire en Angleterre. Plus de travail, plus d'anxiétés, plus d'efforts désespérés que jamais, incombaient au Prince. Le secrétaire Brunynck écrivait que son illustre chef était en assez bonne santé, mais si surchargé d'affaires, de tourments et d'inquiétudes, que, du matin au soir, il avait à peine le temps de respirer. Outre son immense correspondance avec les corps publics, dont il dirigeait habituellement les travaux ; avec les divers États des provinces qu'il façonnait peu à peu en éléments d'une lutte générale et régulière contre le pouvoir espagnol ; avec ses envoyés officiels et ses agents secrets auprès des cabinets étrangers, qui tous ne recevaient d'instructions que de lui ; avec des personnages éminents et influents qu'il pressait éloquemment d'abandonner leur attitude hostile à leur patrie et de l'assister dans sa grande œuvre ; outre ces nombreuses occupations, il était encore absorbé pendant le printemps de 1576, par des tentatives pour dégager Zierickzée.

Cette place importante, capitale de l'île de Schouwen, et la clef de la moitié de la Zélande, était restée étroitement investie depuis la mémorable expédition du Duiveland. Le Prince était resté longtemps dans

le voisinage, pendant le mois de mai, pour surveiller lui-même l'organisation des secours et correspondre chaque jour avec la garnison assiégée. Enfin, le 25 mai, un vigoureux effort fut tenté pour ravitailler la place par mer. Le brave amiral Boisot, le héros de la mémorable délivrance de Leyde, fut chargé de l'expédition. Mondragon avait entouré le port, peu profond, de chaînes et de vieilles carcasses de navires, ainsi que d'une digue cachée de pilotis et de débris de toute sorte. Boisot, avec son audace habituelle, lança son navire, le « Lion Rouge », contre cet obstacle, mais ne parvint pas à le traverser. Son vaisseau, le plus grand de la flotte, y resta engagé, tandis que les assiégeants l'attaquaient de loin. Le reflux le laissa engravé, et pendant ce temps les autres étaient refoulés par l'ennemi. La nuit approchait, et il n'y avait plus possibilité d'accomplir l'entreprise projetée. Le navire de l'amiral était perdu sans espoir. Aux premières lueurs du matin, il serait pris, la chose était certaine. Plutôt que de se laisser tomber aux mains de l'ennemi, l'amiral se jeta à la mer, suivi de trois cents de ses compagnons, dont quelques-uns eurent la chance d'échapper à la mort. Le brave amiral nagea pendant longtemps, se soutenant à l'aide d'un débris de vergue. La nuit vint avant qu'il pût être secouru et il périt. Ainsi mourut Louis de Boisot, l'un des plus entreprenants parmi les premiers champions de la liberté des Pays-Bas, l'un des plus braves précurseurs de cette race de héros que nous montre avec orgueil la marine hollandaise. Le Prince déplora profondément sa perte, comme celle d'un « vaillant gentilhomme et bien dévoué à la cause commune. » Son frère, Charles de Boisot, comme on s'en souviendra, avait péri par trahison, lors du premier débarquement des troupes espagnoles, après leur périlleux passage de Tholen au Duiveland. De la

sorte, les deux frères avaient sacrifié leur existence pour leur pays, aux avant-postes et au moment le plus critique de la lutte. La chute de la place assiégée ne pouvait plus tarder longtemps. Les Espagnols allaient enfin recevoir le prix de la romanesque valeur qui les avait conduits à travers le fond de la mer jusqu'au pied des murs de la ville. Il s'était passé près de neuf mois depuis leur haut fait, et le Grand-Commandeur, sous les ordres duquel il avait été entrepris, dormait depuis quatre mois dans la tombe. Il ne lui avait été permis de voir ni le tardif succès qui couronna ses efforts, ni la série de désastres et de crimes qui en firent un succès vraiment fatal.

Le 21 juin 1576, Zierickzée, instruite par le Prince à accepter, le cas échéant, des conditions convenables, consentit à se rendre. Mondragon, dont les soldats étaient à bout de souffrance et prêts à se mutiner, s'estima heureux d'accorder à la place une capitulation honorable. La garnison put sortir avec armes et bagages. Les citoyens conservèrent leurs chartes et privilèges, moyennant le payement d'une somme de 200,000 florins. En cette circonstance, heureusement, il ne fut question ni de sac ni d'incendie, mais la moitié de la somme stipulée devait se payer comptant. Il n'y avait que peu d'argent dans la malheureuse petite ville appauvrie ; aussi des maîtres monnayeurs furent immédiatement placés à l'hôtel de ville par les magistrats. Les citoyens apportèrent, l'un après l'autre, leurs couverts et leur vaisselle d'argent, et le tout fut fondu et converti en florins et demi-florins, jusqu'à concurrence du montant exigé. Ainsi tomba Zierickzée, au profond regret du Prince. « Si l'on nous eust de quelque costel donné le moindre secours du monde », écrivait-il, « la povre ville ne seroit point tombée. Mais quoi que j'aye faict tant en Angleterre qu'en France, le tout a esté en

vain. Et pour celà ne voulons perdre couraige, mais espérer que, lorsque serons abandonnez de tous les hommes, le Seigneur Dieu estendra sa droite sur nous. »

Les ennemis ne devaient pas aller plus loin. Ce fut de leur propre main que partit le coup qui devait les chasser du sol qu'ils avaient si longtemps souillé. Zierickzée était à peine prise, qu'une sédition éclata dans plusieurs compagnies d'Espagnols et de Wallons faisant partie de l'armée de Schouwen. Un grand nombre des officiers les plus influents s'étaient rendus à Bruxelles, afin de prendre des arrangements pour le payement des troupes si faire se pouvait. Leur absence donnait encore plus libre carrière aux arguments des chefs du mouvement, arguments qui n'étaient pas complètement dénués de fondement et de logique. Si jamais ouvriers furent dignes de leur salaire, c'étaient assurément les soldats espagnols. N'avaient-ils pas poursuivi leur œuvre infernale pendant neuf longues années? Philippe et le duc d'Albe auraient-ils pu trouver dans le vaste monde des hommes prêts à exécuter leurs décrets avec une docilité plus complète et une plus sympathique ardeur? Quel obstacle les avait jamais arrêtés dans la carrière du devoir? Quel élément n'avaient-ils pas bravé? N'avaient-ils pas combattu dans les entrailles de la terre, dans les profondeurs de l'Océan, au milieu de villes en flammes ou de champs glacés? Où était l'ouvrage qu'ils avaient trouvé trop affreux ou trop sanglant pour oser l'entreprendre? N'avaient-il pas massacré des populations désarmées tout entières, mangé la chair et bu le sang du cœur de leurs ennemis? N'avaient-ils pas souillé la maison de Dieu par des massacres en masse? Quel autel et quel foyer n'avaient-ils pas profanés? Quelle fatigue, quel danger, quel crime les avait arrêtés pour un instant seulement?

Et pour toute cette obéissance, pour tout ce travail, pour tout ce sang répandu à flots, devaient-ils ne pas même recevoir le misérable salaire accordé au dernier paysan attaché à sa bêche et piochant la terre ? Philippe croyait-il donc que quelques milliers d'Espagnols allaient exécuter ses sentences contre trois millions de Néerlandais, pour finir par se voir frustrés de leur gain légitime ?

C'était en vain que l'on opposait des arguments et des exhortations aux soldats, épuisés de besoin et exaspérés par l'injustice dont ils étaient l'objet. Ils résolurent de prendre eux-mêmes leur cause en mains, comme ils l'avaient souvent fait auparavant. Au 15 juillet, la mutinerie avait éclaté dans toute l'île de Schouwen. On fit aux révoltés des promesses d'argent et de pardon ; on fit appel à leur vieille réputation d'honneur et de loyauté ; mais ils en avaient assez, de promesses, d'honneur et de travail. Ce qu'il leur fallait désormais, c'étaient des souliers, des pourpoints, du pain, de la viande et de l'argent. Quant à ce dernier, ils allaient se le procurer tout de suite. Le roi d'Espagne était leur débiteur. Les Pays-Bas appartenaient au roi d'Espagne. C'était donc sur les Pays-Bas qu'ils devaient lever le montant de leur créance. Cela était certes fort logique. Ils savaient par expérience que cette manière de procéder avait excité plus d'indignation dans l'esprit du peuple des Pays-Bas que dans celui de leur maître. Du reste, ils s'inquiétaient peu, dans cette circonstance, du déplaisir de leur souverain, et nullement de celui de la population. Vers le milieu de juillet, donc, les mutins, ayant maintenant secoué tout frein, enfermèrent leurs officiers dans leurs quartiers, à Zierickzée, et les déclarèrent prisonniers. Ils entourèrent même la maison de Mondragon qui les avait si souvent conduits à la victoire, l'appelant avec des

menaces et le sommant de leur fournir de l'argent. Le vieux soldat, rendu furieux par leur insubordination et leurs reproches, s'élança hors de sa maison et, se jetant au milieu de la foule, offrit aux violences des révoltés sa poitrine nue, leur disant, avec amertume, qu'il n'était pas avare de son sang et qu'ils pouvaient le prendre. Que ses biens, s'il en possédait, étaient également à eux. Ramenés pour un instant au respect, mais non détournés de leur dessein par la colère de leur chef, les mutins l'abandonnèrent à lui-même. Bientôt ensuite, après avoir dépouillé l'île de Schouwen de tout ce qu'ils avaient pu en enlever, ils sortirent de la Zélande, et, comme un torrent dévastateur, se ruèrent sur le Brabant.

Leur intention était de rôder quelque temps aux environs de la capitale, soit pour forcer le Conseil d'État à leur payer leurs longs arriérés, soit pour surprendre et saccager la cité la plus riche sur laquelle ils pourraient mettre la main. Leur foule compacte et disciplinée se portait çà et là, sans dessein bien arrêté, et avec la précision militaire qui avait toujours caractérisé ces remarquables séditions. Leur force s'accroissait chaque jour et les citoyens de Bruxelles considéraient avec effroi cette apparition aussi extraordinaire que menaçante. Ils savaient que la rapine, le meurtre et les pires des maux que l'homme puisse infliger à ses semblables, suivaient ces bandes errantes et bientôt allaient fondre sur eux. Cependant, malgré toute leur expérience du passé, il ne prévoyaient pas encore l'étendue réelle des souffrances qui allaient s'abattre sur la province. Les révoltés avaient chassé les officiers sur lesquels il ne pouvaient compter, et, comme d'habitude, s'étaient choisi un *Eletto*. De nombreuses compagnies errantes se joignirent à eux pendant leur marche encore indécise. Ils arrivèrent à Herenthals où ils furent rencontrés par le comte de

Mansfeldt, député par le Conseil d'État pour traiter avec eux, leur pardonner et leur offrir tout ce qu'ils pouvaient désirer, sauf de l'argent. On devine que le succès du commandant en chef ne fut pas plus grand que celui de Mondragon et de ses subalternes. Ils lui rirent au visage lorsqu'il leur rappela combien leur conduite ternissait la gloire qu'ils avaient acquise par neuf années d'héroïsme, et lui répondirent, avec leur cynisme habituel, que la gloire ne pouvait ni remplir la poche, ni l'estomac; qu'ils n'en pouvaient rien faire, et qu'au surplus, ils en avaient plus qu'assez. De l'argent, ou une ville à piller : tel fut leur ultimatum.

Mansfeldt, l'esprit troublé d'inquiétudes et d'appréhensions, retourna consulter le Conseil d'État. Les mutins se livrèrent alors à une démonstration contre Malines, mais cette ville ayant heureusement renforcé sa garnison, échappa à son sort. Ils allèrent rôder alors, pendant quelque temps, autour des murs de Bruxelles. A Grimberghe, où ils s'arrêtèrent quelque peu, ils eurent une conférence avec le capitaine Montesdocca, qu'ils reçurent avec de belles paroles et des prétentions plus modérées. Ils revinrent à Bruxelles avec ces favorables nouvelles, et les révoltés tournèrent du côté d'Assche. Montesdocca fut de nouveau envoyé à leur rencontre, dans l'espoir qu'il pourrait les ramener à la raison, mais cette fois ils le chassèrent avec des railleries et des menaces, en voyant qu'il ne leur apportait ni de l'argent, ni quelque ville populeuse en nantissement. Le lendemain, après deux ou trois marches feintes dans diverses directions, ils fondirent soudain sur Alost, en Flandre. Ils avaient enfin fait leur choix, et la ville fut emportée d'assaut. Tous les habitants qui résistèrent furent massacrés, et la révolte, désormais établie et bien appuyée, était à même de traiter d'égal à égal avec le Conseil d'État.

Les mutins étaient au nombre de deux à trois mille vétérans disciplinés, et retranchés dans une ville riche et forte. Une centaine de paroisses appartenaient à la juridiction d'Alost; elles furent toutes immédiatement mises à contribution.

L'émotion fut grande à Bruxelles. Les alarmes et l'anxiété avaient fait place à la fureur, et toute la population se leva en armes pour défendre la capitale, que l'on sentait être sous le coup d'un péril imminent. Le courage des bourgeois prévint la catastrophe, qu'une autre ville était destinée à subir. L'indignation et l'horreur excitées par la révolte de la soldatesque furent si générales, que le Conseil d'État ne put résister à la pression qu'elles exerçaient sur lui. Les femmes et les enfants mêmes demandaient, chaque jour, dans les rues, que les soldats rebelles fussent déclarés hors la loi. En conséquence, le roi d'Espagne fut obligé, le 26 juillet, de déclarer ses Espagnols traîtres et assassins. Tout homme eut ordre de les tuer, soit en masse, soit isolément, partout où ils se trouveraient, de leur refuser l'eau, le pain et le feu, et de répondre aux premier appel de la cloche quand les magistrats voudraient faire courir sus aux rebelles. Un édit plus rigoureux encore fut lancé le 2 août, et telle était l'ardeur avec laquelle ces décrets étaient attendus, qu'ils furent publiés dans toute la Flandre et dans tout le Brabant, presque aussitôt que promulgués. Jusqu'à ce moment, les principaux officiers de l'armée espagnole s'étaient tenus à l'écart des insurgés et regardaient leurs actes d'un mauvais œil. Le membre espagnol du Conseil d'État, Jérôme de Roda, s'était rallié sans opposition à l'édit. Comme la rébellion gagnait tous les jours en force, l'indignation croissait en ville dans la même proportion. Tous les citoyens de Bruxelles étaient sous les armes. Nul ne pouvait ni entrer ni sortir sans leur permission. Les Espa-

gnols qui se trouvaient dans la ville, soldats ou marchands, étaient regardés avec horreur et défiance. Les principaux chefs espagnols, Romero, Montesdocca, Verdugo et d'autres, qui avaient tenté d'apaiser l'insurrection, avaient été chassés avec des menaces et des malédictions, leurs propres soldats les défiant et leur brandissant l'épée devant le visage. D'un autre côté, ils étaient fort mal vus des Néerlandais. Les personnages espagnols les plus éminents résidant à Bruxelles, étaient dans une sorte de demi-captivité. Romero, Roda et Verdugo passaient pour être favorables, au fond, à la cause des troupes rebelles, et les bourgeois brabançons en étaient arrivés à considérer l'armée du roi tout entière comme se trouvant en état de rébellion. Croyant le Conseil d'État impuissant à les protéger dans l'imminence du danger, ils considéraient ce corps avec peu de respect, le tenant, pour ainsi dire, prisonnier, tandis que les Espagnols n'osaient se hasarder dans les rues de Bruxelles, de peur d'être massacrés. Un domestique de Roda, qui s'était aventuré à défendre le caractère et la conduite de son maître, devant un certain nombre de bourgeois surexcités, fut tué sur place.

A Anvers, Champagny, frère de Granvelle et gouverneur de la ville, était disposé à entrer en relations amicales avec le prince d'Orange. Champagny haïssait les Espagnols, et sa haine semblait devoir établir entre le parti libéral et lui une sympathie suffisante pour que l'on pût avoir confiance en lui. Le Prince ne repoussa pas ces rapports, mais les conduisit avec prudence. Quinze compagnies de troupes allemandes, commandées par le colonel Altaemst, étaient fortement soupçonnées de vouloir se joindre à l'insurrection. On les éloigna d'Anvers, et elles y furent remplacées par le comte Oberstein et son régiment qui jura de ne laisser aucune personne suspecte franchir

les portes de la ville, et d'obéir en toute chose aux ordres de Champagny. Toutefois, l'aspect de la situation était des plus menaçants, dans la citadelle. Sanche d'Avila, le commandant, quoiqu'il n'eût pas ouvertement pris part à la révolte, traita avec mépris l'édit de mise hors la loi décrété contre la soldatesque insurgée. Il refusa de publier un décret qu'il déclarait infâme et qui, selon lui, avait été arraché à un conseil impuissant et tremblant. Champagny lui-même ne désirait ni n'osait publier l'édit dans la ville. Les raisons qu'il alléguait étaient ses craintes d'irriter et d'alarmer les marchands étrangers, dont la position était si critique et l'amitié si précieuse, en ce moment. Par contre, l'édit fut hautement et joyeusement publié dans la plupart des autres villes des Flandres et du Brabant. A Bruxelles il y avait deux partis ; l'un réputant le décret trop audacieux pour que Sa Majesté le pardonnât, l'autre en réclamant à grands cris l'exécution immédiate. La portion la plus nombreuse et la plus influente de la population l'emportait de beaucoup sur les adversaires de la mesure, et voulait que la sentence de mise hors la loi et d'extermination fût étendue à la fois aux Espagnols et à tous autres étrangers au service du Roi. Il leur semblait imprudent d'attendre jusqu'à ce que tous les régiments eussent embrassé la révolte et se fussent concentrés en un seul corps.

Dans cette conjoncture, le marquis d'Havré, frère du duc d'Aerschot, arriva d'Espagne, le 31 juillet. Il était chargé par le Roi d'apporter aux États quelques phrases conciliantes mais dépourvues de signification. L'occasion n'était pas heureuse. Jamais l'action directe et vigoureuse n'avait été plus nécessaire qu'à ce moment. Le désir du Roi était probablement à cette époque, plus que ce ne l'avait été jusqu'alors, de mettre fin à la querelle avec ses provinces. Il était las de

la politique que le duc d'Albe avait fait prévaloir, et cherchait à en faire retomber la responsabilité apparente sur celui-ci. La clémence stérile que le Grand-Commandeur avait reçu l'ordre d'affecter n'avait trompé que peu de monde, et produit peu de résultats. Après tout cela, le Roi inclinait peut-être maintenant sérieusement vers la clémence, c'est-à-dire qu'il consentait à pardonner à son peuple d'avoir lutté pour ses droits, à condition que ce peuple consentît à les abdiquer à jamais. De cette manière, la religion catholique et sa propre autorité étant garanties d'une manière exclusive et inviolable, il voulait bien rendre sa faveur à ses provinces indociles. Pour en arriver là, il n'eut pas d'idée plus heureuse que de suivre l'avis d'Hopper. De calmantes temporisations furent la drogue anodine choisie pour remédier aux ardentes souffrances du corps politique ; de vagues assurances de la douceur du Roi, le caustique appliqué sur ses plaies ulcérées. L'hésitation devait servir de pont au dessus de l'abîme ouvert entre les Provinces et leur lointaine métropole. « Le marquis d'Havré vous a été envoyé, » disait le Roi, « afin qu'il pût vous témoigner expressément nos bonnes intentions et notre désir d'amener une pacification, avec la grâce de Dieu. » Hélas ! on savait bien d'où venait ce pavé de bonnes intentions et où elles devaient conduire. Elle n'étaient pas ce qu'il fallait pour construire une voie solide à la réconciliation. « Sa Majesté, » disait le marquis en remettant son rapport au Conseil d'État, « a longtemps médité sur toutes les choses nécessaires à la paix du pays. Sa Majesté, en prince très bon et très gracieux, a toujours été disposée, dans le passé, à traiter ces sujets de par deçà de la façon la meilleure et la plus douce. » Comme quelques-uns pouvaient se dire, qu'un aussi bon prince eût bien pu trouver par tant de méditations, des moyens plus doux que de

pendre et de brûler ses sujets par milliers, on avait jugé prudent d'insinuer que ses ordres avaient été mal interprétés jusqu'alors. Le duc d'Albe et Requesens avaient été des agents infidèles qui ne connaissaient pas leur affaire, mais on ferait mieux à l'avenir. « Comme la pensée et la bienveillance de Sa Majesté n'ont pas du tout été observées, » continuait l'ambassadeur, « Sa Majesté a résolu d'envoyer en ces lieux le conseiller Hopper, gardien du sceau privé, et moi-même, afin que ses volontés soient exécutées. » Deux personnages tels que le lourd, lent et servile Hopper, et le léger et bavard d'Havré, celui que méprisait Requesens lui-même et que don Juan, *peu après l'avoir recommandé pour le poste de conseiller d'État*, dépeignait à Philippe comme un « très grand coquin ; » deux pareils personnages, disons-nous, n'étaient guère capables, fussent-ils munis de pouvoirs royaux, de détruire l'ouvrage des deux administrations précédentes. D'ailleurs, après mûres réflexions, le conseiller Hopper, qu'il s'agissait d'envoyer dans les Pays-Bas, n'y vint point.

Les Provinces reçurent cependant l'assurance, par les lettres du Roi aux États du Brabant, au Conseil d'État et aux autres corps publics, aussi bien que par le rapport du marquis, que l'on préparait à Madrid des remèdes efficaces. Le peuple ne devait qu'en attendre patiemment l'arrivée. Le public savait déjà ce que valaient ces onguents préparés en Espagne selon les prescriptions royales, et ne se montrait que peu disposé à les accepter comme une panacée pour le mal compliqué de la situation présente. Vraiment, jamais lieux communs ne s'étaient produits plus intempestivement. Une insurrection militaire formidable jetait ses flammes au cœur même du pays. La haine de races, qui depuis si longtemps grondait, venait enfin d'éclater sous la plus effroyable des formes.

Presque toute la population, depuis le grand seigneur jusqu'au plébéien, depuis le prélat catholique jusqu'à l'artisan anabaptiste, exaspérée par les excès de six mille brigands étrangers, s'unissait fraternellement dans la communauté de la haine. Et à côté de tout cela, pour seule autorité un Conseil d'État trop faible pour exercer l'autorité qu'il s'était arrogée, partagé entre le courroux de son souverain, les clameurs menaçantes des bourgeois de Bruxelles et les menaces sauvages de l'armée rebelle, Conseil d'État réellement prisonnier dans la capitale qu'il était censé gouverner !

Certainement la confirmation du Conseil pour un temps indéfini, dût même ce temps être court, constituait dans l'occurrence un acte d'insigne maladresse. Deux opinions divisaient les Provinces, mais l'une des deux l'emportait de beaucoup dans la grave question de la soldatesque espagnole. Une grande majorité optait pour la proscription de l'armée entière et voulait profiter de l'occasion pour en finir avec elle. Si le peuple pouvait se lever *en masse*, en ce moment où le gouvernement était aux abois et tombé pour ainsi dire aux mains de la nation, l'incube pouvait être renversé à jamais. Si quelques-uns des officiers espagnols avaient été sincères dans leurs efforts pour arrêter la rébellion, personne du moins ne croyait à leur sincérité. Si quelques-uns des régiments étrangers du Roi hésitaient encore à se joindre aux bandes retranchées dans Alost, on sentait que cette hésitation n'était que momentanée et temporaire. Dans l'intervalle, les importants régiments allemands de Fugger, de Fronsberger et de Polwiller, avec leurs colonels et autres officiers, avaient ouvertement embrassé le parti de la révolte, et il ne restait plus aucun doute sur les sentiments de Sanche d'Avila et des troupes placées sous son commandement. De sorte qu'il y avait deux grands

points de ralliement pour la sédition, et que la forteresse la plus importante du pays, la clé de la place la plus riche du monde, était aux mains des insurgés. La métropole commerciale de l'Europe, regorgeant de trésors accumulés et de marchandises de tous les climats, était à la merci de cette impitoyable horde de bandits. L'horrible résultat de sa situation ne devait se manifester que trop tôt.

Pendant ce temps-là, les rares Espagnols qui se trouvaient à Bruxelles tremblaient pour leurs jours. Les quelques officiers tenus pour ainsi dire prisonniers dans la ville étaient en péril imminent. « Comme le diable ne cesse de faire sa besogne, » écrivait le colonel Verdugo, « il a mis dans la tête des Brabançons de faire de la rébellion *en prenant pour prétexte* la mutinerie des Espagnols. Les Bruxellois ont si bien usé de leurs armes *contre ceux qui étaient chargés de les défendre*, qu'ils ont commencé par tuer les Espagnols, et menacé le Conseil d'État de lui en faire autant. Telle est leur insolence qu'ils ne s'inquiètent pas plus de ces grands seigneurs que d'un tas de valets. » L'écrivain, qui s'était réfugié avec Jérôme de Roda et d'autres Espagnols ou *Espagnolisés*, dans la citadelle d'Anvers, continuait en esquissant les préparatifs qui se faisaient à Bruxelles et les contre-mesures qui s'exécutaient à Anvers. « Les États, » écrivait-il, « enrôlent des troupes, disant que c'est pour réduire la sédition ; mais je vous assure que c'est pour attaquer toute l'armée en général. Afin d'empêcher une entreprise aussi odieuse, *des troupes de toute nation se rassemblent ici*, prêtes à marcher droit sur Bruxelles pour prêter main-forte à tout ce qu'ordonneront messeigneurs du Conseil d'État. » Les évènements marchaient évidemment vers une crise, et une explosion prochaine était inévitable. « Je voudrais avoir mes chevaux ici, » continuait le colonel, « et je

dois vous prier de me les envoyer. Je vois de noirs nuages s'amasser au dessus de nos têtes. Je crains que les Brabançons ne fassent tant la bête qu'ils ne finissent par avoir toute la soldatesque sur le dos.»

Jérome de Roda avait été assez heureux pour pouvoir s'échapper de Bruxelles, et prétendait être seul gouverneur légitime des Pays-Bas, comme étant le dernier représentant du Conseil d'État. Ses collègues étaient tous gardés à vue dans la capitale. Leur autorité était méconnue. Quoique n'étant pas en prison ils avaient en réalité les pieds et les poings liés, et se trouvaient forcés de recevoir les ordres des États du Brabant ou des bourgeois de Bruxelles. Roda n'était donc pas illogique, en assumant, sous la protection de la citadelle d'Anvers, tout ce qui restait encore debout de la majesté de l'Espagne. Ce conseiller isolé prétendait représenter le Conseil tout entier, jusqu'à ce qu'arrivât le nouveau gouverneur, Don Juan, dont le Roi avait déjà communiqué la nomination au gouverneur, et qui pouvait être attendu dans les Pays-Bas pour la fin de l'automne. Il fit faire un nouveau sceau, — ce qui le fit accuser fort à tort, par les habitants des Provinces, de s'être rendu coupable de faux,—et aussitôt commença à éclater en proclamations et contre-proclamations lancées au nom du Roi et revêtues du sceau royal. Il est difficile de voir un crime ou même une faute dans une pareille conduite. Comme Espagnol et représentant de Sa Majesté, il ne pouvait guère concevoir une autre idée de ses devoirs. Dans tous les cas, obligé de choisir entre des rebelles néerlandais et des mutins espagnols, il n'hésita pas longtemps.

Au commencement de septembre, la mutinerie était générale. Toute l'armée espagnole ne faisait qu'un, depuis le général jusqu'au simple soldat. Les troupes allemandes les plus importantes s'étaient associées au

mouvement. Sanche d'Avila tenait la citadelle d'Anvers, jurant vengeance et entretenant ouvertement des communications avec les mutins d'Alost. Le Conseil d'État lui reprocha sa déloyauté. Il répondit en alléguant ses longues années de services, et leur reprochant de feindre l'exercice d'une autorité que leur état de captivité rendait ridicule. Les Espagnols étaient dans une position sûre. Les diverses forteresses élevées par Charles et par Philippe pour tenir le pays en respect, remplissaient maintenant leur but. Les Provinces semblaient étroitement garottées entre les citadelles d'Anvers, de Valenciennes, de Gand, d'Utrecht, de Culembourg, de Viane et d'Alost, occupées par six mille vétérans espagnols. Le pays avait le pied de l'étranger sur la gorge. En dehors de la Hollande et de la Zélande, Bruxelles était la seule ville considérable qui fût encore sauve, du moins pour quelque temps. L'importante place de Maestricht était occupée par une garnison espagnole, tandis que d'autres villes ou capitales étaient au pouvoir des mutins allemands et wallons. Les déprédations commises dans les villages, dans les campagnes et dans les villes, étaient incessantes, les Espagnols traitant tout habitant en ennemi. Gentilshommes et paysans, protestants et catholiques, prêtres et laïques, tous étaient pillés, outragés, maltraités. L'indignation devenait de jour en jour plus intense. Il y avait des escarmouches fréquentes entre la soldatesque et des bandes mêlées de paysans, de bourgeois et d'étudiants, rencontres dans lesquelles les Espagnols étaient toujours victorieux. Que pouvaient des bandes mal armées et sans aucune discipline contre les troupes les plus braves et les plus expérimentées du globe ? Ces résultats ne faisaient qu'accroître l'exaspération générale, et convaincre la nation tout entière de la nécessité de quelque effort unanime et vigoureux pour la délivrer de l'effroyable incube.

CHAPITRE V

LA FURIE D'ANVERS ACCÉLÈRE LA PACIFICATION DE GAND

(1576)

Antipathies religieuses et sympathies politiques entre les dix-sept Provinces. — Haine universelle pour l'armée étrangère. — Le Prince tire profit de la révolte. — Sa correspondance. — Il insiste sur la nécessité de l'union. — Un congrès de presque toutes les provinces se réunit à Gand. — Escarmouches entre les troupes étrangères et des bandes de partisans. — Massacre à Vissenaken. — Le Conseil d'État devient suspect. — Arrestation du Conseil d'État. — Siège de la citadelle de Gand. — Secours envoyés par d'Orange. — Maestricht est pris et repris. — Richesses et situation périlleuse de la ville d'Anvers. — Préparatifs des révoltés sous la secrète direction d'Avila. — Ineptie d'Oberstein. — Duplicité de don Sanche. — Renforts de troupes wallonnes envoyées à Anvers sous le commandement d'Havré, d'Egmont et de quelques autres. — Le gouverneur Champagny se prépare à soutenir l'attaque imminente des révoltés. — Indiscipline, incapacité et négligence de ses subordonnés. — Les révoltés se concentrent de différents points dans la citadelle. — L'attaque — terreur — fuite — massacre — incendie — pillage et autres détails de la « Furie Espagnole. » — Statistique des meurtres et des vols. — Lettre d'Orange aux États-Généraux. — La citadelle de Gand se rend. — Conclusion de la « Pacification de Gand. » — Nature de ce traité. — Formes de sa ratification. — Chute de Zierickzée et reprise de la Zélande.

Pendant ce temps le prince d'Orange se tenait à Middelbourg, attendant l'orage. La position de la Hollande et de la Zélande vis-à-vis des quinze autres provinces était nettement caractérisée. Sur certains points, il y avait entre elles complète sympathie ; des dissentiments sérieux et presque fatals les séparaient sur d'autres. Le Prince allait s'efforcer de rendre la sympathie plus profonde et d'aplanir les dissentiments.

En Hollande et en Zélande, l'attachement à la religion réformée était ardent et presque universel, l'amour des vieilles libertés politiques tenait de la passion. Le Prince, quoique lui-même sincère calviniste, faisait tout ce qui était en son pouvoir pour arrêter l'esprit croissant d'intolérance envers l'ancienne religion, et ne laissait échapper aucune occasion de fortifier le culte que le peuple portait avec raison à ses institutions libérales.

Dans la plupart des autres provinces, au contraire, la religion catholique avait repris le dessus. Ainsi, en 1574, les États assemblés à Bruxelles déclaraient à Requesens « qu'ils aimeraient mieux mourir que de voir le moindre changement s'introduire dans leur religion. » Ce sentiment, loin de diminuer, n'avait fait que grandir. Quoiqu'un nombreux parti fût attaché à la foi nouvelle, un corps peut-être plus nombreux, et certainement plus influent, gardait une fidélité absolue à l'ancienne Église. La persécution qui, durant de longues années, avait chassé du sol natal tant de milliers de familles ; l'effet de la contrainte, plus puissante dans le voisinage immédiat du représentant de la Couronne ; la plus grande abondance de l'élément celtique qui de tout temps avait été si sensible aux manifestations plus éclatantes de la dévotion catholique,— ces diverses causes et d'autres encore, avaient, en dépit de tous les outrages commis en son nom,

maintenu dans les quinze provinces à l'ancienne religion une foule d'adhérents pleins de zèle. On regardait d'un œil courroucé des attaques dirigées contre sa sainteté. On croyait, et non sans raison, que les Réformés voulaient saper l'arbre jusque dans ses racines. On soupçonnait que, si jamais ils étaient maîtres, ils emploieraient pour détruire la croyance catholique tout l'appareil de persécution dont les Papistes avaient si longtemps fait usage contre les adeptes de la nouvelle foi.

Quant aux convictions politiques, la division était beaucoup moins grande entre les quinze provinces et les deux sœurs du nord. Elles étaient toutes fortement attachées à leurs vieilles constitutions et disposées à profiter de la crise présente pour les rétablir. Cependant, on n'y était pas aussi fermement pénétré qu'en Hollande et en Zélande de l'impossibilité de conserver ces libertés tant que durerait l'autorité de Philippe. Il y avait, en outre, une faction aristocratique nombreuse qui n'avait aucun goût pour les idées libérales, en fait de gouvernement, et regardait avec terreur l'intrusion des idées hérétiques dans l'État en même temps que dans l'Église. Toutefois, à tout prendre, on pouvait découvrir dans les quinze provinces les éléments d'un parti constitutionnel fortement constitué ; mais le plus fort lien d'attachement entre les dix-sept provinces, c'était leur haine commune de la soldatesque étrangère. Ce sentiment si ancien et si profondément enraciné dans le cœur de la nation formait un point d'appui inébranlable ; la révolte soudaine de l'armée espagnole tout entière fournissait un levier d'une puissance incalculable ; le Prince s'en saisit comme d'un don de Dieu. Ainsi armé, il s'imposa la tâche de soulever cette oppression pesante sous laquelle gémissaient depuis si longtemps les antiques libertés du pays. Pour atteindre ce but, il ne

fallait pas moins d'adresse que de courage. L'expulsion de la soldatesque étrangère, l'union des dix-sept provinces, un gouvernement représentatif, conforme à celui des anciennes chartes, au moyen des États-Généraux, un chef héréditaire, une large tolérance religieuse, la suppression de toute inquisition dans le domaine de la conscience humaine,— tel était le grand œuvre à l'accomplissement duquel le Prince allait se dévouer avec une énergie nouvelle.

Pour réaliser ce plan d'organisation et d'union de toutes les Provinces, il fallait procéder avec une suprême délicatesse. Il importait de ménager les susceptibilités des catholiques et des monarchistes. Aussi dans toutes ses adresses et dans tous ses écrits, le Prince prit-il soin de désavouer toute intention d'inquiéter la religion établie ou d'inaugurer dans l'ordre politique des changements inconsidérés. « Qu'on ne s'imagine pas, » disait-il aux autorités du Brabant, « que nous voulions, contre le gré des États, apporter un changement dans la religion. Qu'on ne nous croie pas capable de nuire aux droits de qui que ce soit. Depuis longtemps nous avons pris les armes pour maintenir une liberté régulière et constitutionnelle, fondée sur les lois. Dieu nous préserve de chercher à introduire des nouveautés qui souilleraient la liberté. »

Dans une lettre concise et véhémente adressée au comte de Lalaing, catholique et royaliste, mais ami de son pays et ennemi acharné de l'oppression étrangère, il faisait appel à ses sentiments chevaleresques et de justice : « Quoique l'illustre maison dont vous descendez, » disait-il, « et les vertus et le courage de vos ancêtres m'aient toujours été un sûr garant que vous marcheriez sur leurs traces, cependant je suis aise de voir que mes prévisions se sont réalisées. Mais sans méconnaître vos efforts, j'ose vous engager à montrer un cœur toujours aussi noble, et à poursuivre la

tâche que vous avez si dignement entreprise. Ne vous laissez point séduire par les apparences trompeuses, par les assurances mensongères et par les faux-fuyants auxquels ont recours dans leur propre intérêt la plupart de ceux qui cherchent à persuader aux autres que c'est servir son Roi que d'égorger ses sujets. »

Tout en évitant avec soin de froisser aucune conviction religieuse, d'effaroucher le royalisme des sujets fidèles, le Prince se servait adroitement de l'indignation produite partout par les atrocités de l'armée révoltée. Il faisait vibrer cette corde avec hardiesse, avec puissance, avec passion, assuré qu'il l'était de son ampleur et de sa force. Dans son message aux États de Gueldre, il déploya l'énergie de langage qu'il fallait pour attiser et faire tourner vers un but pratique le juste mécontentement qui y règne comme dans les autres provinces. « Je m'adresse à vous pour vous avertir, » disait-il, « de profiter de l'occasion présente. Secouez le joug de l'impie tyrannie espagnole ; joignez-vous franchement aux amis de la patrie, aux défenseurs de la liberté. Suivant l'exemple de vos pères et des nôtres, rendez au pays ses anciennes lois, ses traditions, ses privilèges. Ne souffrez pas plus longtemps qu'à votre honte et à la nôtre, un ramas d'aventuriers espagnols et d'étrangers de toutes les nations, unis à trois ou quatre ennemis égoïstes de leur propre patrie, vous foulent aux pieds. Ne permettez pas plus longtemps que dans l'excès de leur tyrannie, ils nous chassent devant eux comme un troupeau de vil bétail, comme une bande d'esclaves domptés. »

C'est ainsi que chaque jour dans d'innombrables adresses aux corps constitués et aux particuliers, d'Orange tirait parti de la crise pour jeter sur les flammes de nouveaux aliments. En même temps et tandis qu'il attisait l'indignation publique, il persua-

dait adroitement aux citoyens qu'ils se trouvaient déjà compromis. Il leur représentait que l'édit qui déclarait hors la loi les vétérans de Sa Majesté, et les vouait à l'extermination, seul sort digne de pareils brigands, constituerait selon toute apparence un crime impardonnable aux yeux de Philippe II. Bref, ils s'étaient jetés dans le torrent, et s'ils voulaient éviter d'être jetés dans l'abîme, il ne leur restait qu'à lutter vaillamment contre les flots furieux de la guerre civile dans laquelle ils s'étaient plongés. « Je vous demande, du fond de mon cœur, » disait-il aux États de Brabant, » de réfléchir au danger que vous avez attiré sur vos têtes. Vous avez affaire à la race la plus orgueilleuse et la plus arrogante qui existe, deux instincts qui la rendent odieuse à toutes les autres nations et à elle-même. Cette race cherche à dominer partout où elle se montre. C'est ainsi qu'elle ne se cache nullement de vouloir vous opprimer et vous tyranniser, vous mes maîtres, ainsi que tout le pays. Elle se vante de vous avoir déjà conquis, car votre crime de lèse-majesté vous livre à sa merci, et, je vous le dis, en déclarant cette armée rebelle, vous avez consommé votre crime. Vous avez armé et soulevé contre elle le peuple entier, jusqu'aux paysans et à leurs enfants, et vous aurez à rendre compte des injures et des outrages qu'elle en a reçus, quoiqu'ils aient été largement mérités et chèrement vengés. Il vous importe donc de décider maintenant si vous préférez votre ruine complète et celle de vos enfants à la poursuite persévérante de l'œuvre que vous avez si dignement commencée, et si la mort ne serait pas cent mille fois plus digne qu'un traité avec un ennemi qui ne peut que vous conduire à votre perte. Soyez certains que ce qui vous attend est l'infamie et l'échafaud. Que vos chefs n'espèrent même pas pour eux l'honneur du glaive, fait aux nobles comtes d'Egmont

et de Horn. Les verges et le gibet, voilà ce qui leur est réservé. »

Après avoir, par ce langage, en diverses occasions, cherché à pénétrer ses concitoyens de la gravité de leur position, il leur conseillait d'en chercher le remède dans le courage et l'union. Il ne cessait de leur répéter que le gouvernement légal et traditionnel des Provinces c'était celui des États-Généraux, d'un congrès des nobles, du clergé et des communes, députés par chacune des dix-sept provinces. Il prétendait avec raison que le gouvernement des Pays-Bas était un gouvernement constitutionnel représentatif, sous l'autorité héréditaire du Roi. Pour recouvrer cette constitution, pour relever des droits foulés aux pieds, il leur peignait en vives couleurs la nécessité d'une étroite union. « Il est impossible, » disait-il, « qu'un chariot marche droit s'il a les roues de dimensions inégales ; de même faut-il qu'une confédération se rompe si tous ses membres n'ont pas un égal devoir de tendre en toutes choses à un but commun. » Une union étroite et fraternelle, telle que devaient la conclure des provinces ayant même origine et mêmes lois, pouvait seule les arracher à leur sort. Une union contre un tyran commun pour sauver une patrie commune. Une union qui respectât les différences d'opinion, pour laisser battre d'un même désir des millions de cœurs, et faire travailler irrésistiblement au salut commun des millions de bras. « Il n'est guères nécessaire, » ajoutait-il, « de vous exhorter beaucoup à l'union. La désunion a été la cause de tous nos maux. Point d'espoir de salut, point de remède sans une étroite alliance. Laissons tous nos désaccords de détail à la décision des États-Généraux, et unis d'un même cœur et d'une même volonté, cherchons à délivrer notre patrie de la tyrannie étrangère. »

Pour atteindre ce but si désirable, il fallait avant

tout rapprocher plus intimement des États de Hollande et de Zélande, actuellement isolés, les quinze autres provinces sœurs. Le Prince, qui à lui seul représentait pour ainsi dire ces États, déclarait qu'ils étaient tout disposés à resserrer avec elles les liens d'une étroite amitié. Devait-il ajouter que pour sa part il y travaillerait de tous ses efforts. « Il ne nous reste, disait-il, « qu'à bannir toute jalousie et toute méfiance. Animés d'une ferme résolution et d'une entente commune, travaillons à purger notre sol de l'étranger. Donnons-nous la main pour obtenir une paix générale et équitable. Pour moi, je vous offre de tout mon cœur ma personne et tous mes biens, vous assurant que je ne regretterai nullement mes peines et mes soucis passés, si Dieu m'accorde la grâce d'atteindre ce but désiré. J'ai pleine confiance que nous y arriverons infailliblement, si vous restez fidèles à vos résolutions, et si vous prenez à cœur l'usage des moyens que Dieu met à votre disposition. »

Tels étaient en substance les écrits que le Prince, dans l'intérêt de la cause commune, répandait à profusion en ce moment de crise. Il les adressa aux États de presque toutes les provinces. Il conjura instamment ces corps de nommer des députés à un congrès général, auquel serait confiée la mission de conclure une alliance étroite et définitive entre la Hollande, la Zélande et les autres provinces. Cette importante mesure réalisée, on tenterait aussitôt un effort général pour chasser les Espagnols du pays. Si l'on y réussissait, l'assemblée des États-Généraux règlerait les autres questions. Son éloquence et son énergie ne restèrent pas sans effet. Dans le courant de l'automne, la plupart des provinces nommèrent des députés chargés de se réunir aux représentants de la Hollande et de la Zélande dans un congrès général. Le lieu dési-

gné pour les délibérations fut la ville de Gand. Vers la mi-octobre, un grand nombre d'envoyés s'y trouvaient déjà rassemblés.

Les évènements se succédaient de tous côtés avec rapidité et marchaient à une crise. Un Congrès — congrès rebelle assurément aux yeux du Roi — était réuni à Gand ; l'armée espagnole proscrite, sans foi ni loi, terrible et méditant quelque exploit sombre et mystérieux, se renforçait chaque jour ; don Juan d'Autriche, frère naturel du Roi, devait venir d'Espagne prendre les rênes du gouvernement que le Conseil d'État était trop timide pour garder et trop fidèle pour abandonner, tandis que d'autre part, toute la population des Pays-Bas, à peu d'exceptions près, désirait voir résoudre la grave question des armées étrangères avant qu'une autorité mieux assise vînt remplacer le chaos présent. Partout, des citoyens de tout rang — artisans des villes et paysans des campagnes, — laissaient là leurs occupations journalières pour fourbir leurs casques, manier le mousquet et apprendre le métier de la guerre. Des escarmouches, quelquefois vives et sanglantes, se renouvelaient chaque jour. Les Espagnols y étaient toujours victorieux, car quoi qu'on puisse dire de leur cruauté et de leur licence, on ne peut contester que leur valeur ne fût digne de sa réputation. Un courage fabuleux, une énergie tenace, une habileté consommée les distinguaient en toute circonstance. Que pouvaient sur le champ de bataille des ouvriers armés à demi contre des ennemis si expérimentés ? A Vissenaken, entre Louvain et Tirlemont, une foule confuse d'étudiants, de paysans et de bourgeois, conduits par des gentilshommes campagnards, risquèrent une bataille contre les Espagnols. Elle se changea bientôt en carnage, mais toutes les victimes furent d'un seul côté. Une poignée de vétérans, commandés par Vargas, Men-

doza, Tassis et d'autres vaillants capitaines, mit en déroute à la première charge cette multitude indisciplinée. Cette milice improvisée jeta ses armes, et frappée d'épouvante, prit la fuite dans toutes les directions dès qu'elle aperçut son redoutable ennemi. Deux Espagnols seulement perdirent la vie; on massacra deux mille Brabançons. Il était naturel que des guerriers consommés méprisassent des victimes si faciles à tailler en pièces. Un seul coup de leur fléau de fer, et cette paille volait aux quatre vents ; un seul coup de leur faux tranchante, et le champ était dégarni tout entier. Cependant, quoique constamment vaincus, les habitants des Pays-Bas n'étaient pas domptés. La Hollande et la Zélande avaient donné à l'ennemi une leçon qu'il n'avait pas oubliée, et bien qu'en rase campagne et contre les populations moins vigoureuses des provinces centrales, il remportât de faciles triomphes, évidemment l'esprit de résistance contre l'oppression étrangère grandissait chaque jour, en dépit des défaites qu'on lui faisait éprouver.

Tandis qu'on livrait ainsi tous les jours des combats aussi vains que meurtriers, la masse de la population tournait vers le Conseil d'État des yeux pleins de soupçons. Elle croyait que ce corps, sur lequel reposait momentanément le soin de la gouverner, cherchait à entrer en rapports avec l'armée révoltée. On le soupçonnait de provoquer à la sourdine les excès qu'il semblait flétrir; on l'accusait d'intrigues secrètes avec ceux que frappaient ses propres édits. On le croyait sympathique à l'Espagne. Dans l'armée espagnole on se vantait ouvertement de bientôt marcher sur Bruxelles pour y passer toute la ville au fil de l'épée. La population tremblait sous la menace de maux dont elle sentait l'imminence, sans savoir d'où viendrait le coup redouté. Rien de plus naturel dès lors que la capitale se crût exposée à un danger pro-

chain. Mais tandis que tous les hommes valides s'empressaient de prendre les armes pour défendre la ville, le Conseil semblait paralysé. La ville n'avait pas de garnison suffisante et l'on n'enrôlait pas de troupes pour la renforcer. Évidemment les conseillers d'État négligeaient le soin de sa défense et on supposait qu'ils favorisaient en secret l'attaque. Il importait de désarmer sans retard, ou au moins de surveiller ce corps impuissant à protéger le pays et qui ne semblait puissant que pour le mal. Il était possible de le rendre aussi méprisable qu'on le croyait mal intentionné.

Un coup imprévu fut porté dans ce but au Conseil au milieu d'une de ses séances. Le 5 septembre, le seigneur de Hèze, jeune gentilhomme, d'un caractère hardi mais inconstant, qui pour le moment avait des intelligences secrètes avec le prince d'Orange, se présenta aux portes du palais. Il était suivi d'environ cinq cents soldats, sous le commandement immédiat du seigneur de Glimes, bailli du Brabant wallon. Il demanda, au nom des États de Brabant, à être admis en présence du Conseil d'État ; sa demande fut rejetée. Les portes étaient closes et verrouillées. Sans plus de cérémonies, les soldats s'armèrent de barres de fer qu'ils avaient apportées dans cette intention, firent sauter les portes de leurs gonds, pénétrèrent dans la salle des séances et là, sur un mot de leur chef, ils se saisirent des conseillers et les firent tous prisonniers. Le duc d'Aerschot, président du Conseil et qui était alors en relation avec le prince d'Orange, n'assistait pas à la séance ; prévenu d'avance, il était resté chez lui retenu au lit par une maladie feinte. Viglius, qui prenait rarement part aux délibérations du Conseil, à cause de la maladie chronique dont il était atteint et à laquelle il succomba peu de temps après, échappa également au sort de ses collègues.

Les autres membres du Conseil furent jetés en prison. On enferma Berlaymont et Mansfeldt dans la *Brood-Huys*, où s'étaient passées les dernières heures des comtes d'Egmont et de Horn. D'autres furent gardés à vue dans leurs maisons. Après quelques semaines, la plupart d'entre eux furent mis en liberté. Le conseiller Del Rio, cependant, fut retenu en prison, puis envoyé en Hollande, où le prince d'Orange soumit à un examen sévère sa carrière passée, et surtout sa conduite aux fameux Conseil de Sang. On relâcha les autres et on leur permit même de reprendre leurs fonctions, mais ils avaient perdu toute dignité et leur autorité était anéantie. Dès lors les États de Brabant et les magistrats de Bruxelles allaient gouverner pendant quelque temps, car c'était en leur nom que l'on avait commis l'attentat sur le Conseil. Tout le monde, soit comme individu, soit comme corps, quoique fort satisfait du résultat, n'en désavoua pas moins à grand bruit l'acte en lui-même. Chacun était épouvanté de son audace et redoutait la vengeance du Roi. L'abbé du Parc, l'un des instigateurs secrets de l'entreprise, mourut réellement de l'inquiétude que lui causaient ses conséquences possibles. Un mystère enveloppait toute cette affaire. Ceux au nom desquels le coup avait été porté niaient avoir donné la moindre instruction. On se demandait quelle puissance invisible avait agi, quel ressort secret avait été adroitement mis en jeu. Il n'y a guère à douter cependant que la main cachée, mais habile, qui dirigea le coup, était celle-là même qui depuis si longtemps présidait à la destinée des Pays-Bas.

Il avait été arrêté que le Congrès tiendrait ses séances à Gand, quoique la citadelle dominant cette ville fût occupée par les Espagnols. Sa garnison, il est vrai, n'était pas forte, et Mondragon, son commandant, se trouvait en Zélande, mais la femme du

vétéran le remplaçait avantageusement, et encourageait le faible corps de troupes de son mari, sous les ordres du lieutenant Avilos Maldonado, à résister avec héroïsme. Les révoltés, après leur victoire de Wissenaken, avaient été instamment sollicités de venir au secours de la citadelle. Ils s'y étaient refusés et étaient rentrés à Alost. Pendant ce temps, le siège était conduit avec vigueur par les États. Comme il y avait cependant manque de troupes, une demande formelle de de secours fut adressée au prince d'Orange. Le comte de Rœulx, gouverneur de la Flandre, chargea le seigneur d'Haussy, frère du comte de Bossu, et qui, en vue de mettre fin à la longue captivité de cet illustre gentilhomme, se disposait à aller voir le Prince en Zélande, de lui demander des renforts. Toutefois, il était convenu que toutes les mesures seraient prises pour prévenir la moindre atteinte à la religion catholique romaine et à l'autorité du Roi.

Le Prince s'empressa d'accueillir la demande et les conditions auxquelles elle était faite. Il promit d'envoyer vingt-huit compagnies. Dans la lettre par laquelle il annonçait cet arrangement, d'Orange donnait avis que ses troupes recevraient l'ordre exprès de respecter les personnes et les propriétés, — tant des catholiques que des protestants, des ecclésiastiques que des laïques, — et de ne point porter atteinte à l'exercice de la religion romaine ou à la majesté du Roi. Il ajoutait, néanmoins, qu'il ne fallait pas prendre en mauvaise part que ses soldats se permissent de suivre leurs rites religieux et de chanter leurs hymnes protestants dans les quartiers. De plus, comme garantie d'indemnité pour ses dépenses et ses peines, il demandait la ville de l'Écluse. Le premier détachement de troupes, sous le commandement du colonel Van der Tympel, venait à peine de se mettre en route

lorsque l'alarme se répandit dans le parti catholique à l'occasion de cette alliance pratique avec le Prince. Un envoyé du nom de Dottingen, fut dépêché en Zélande, porteur d'une lettre des États de Hainaut, de Brabant et de Flandre, contremandant les secours sollicités, et faisant des objections fondées surtout sur la différence de religion et de sentiments à l'égard du Roi. D'Orange, quoique piqué au vif par ces misérables tergiversations, contint sa colère. Il répondit à la lettre par les assurances les plus larges, car il était décidé à ne point compromettre par sa faute la grande cause. Il garantit aux États la bonne conduite probable de ses troupes. D'ailleurs, elles étaient déjà entrées dans la ville, pendant que la correspondance durait encore. La question du chant des psaumes finit par être réglée à la satisfaction des deux partis, et il fut arrêté que Nieuport, au lieu de l'Écluse, serait donné en garantie au Prince.

Le siège de la citadelle fut dès lors conduit avec énergie, et les délibérations du Congrès s'ouvrirent au bruit du canon battant incessamment les murailles. Tandis que l'attaque était si vivement poussée contre l'importante forteresse de Gand, les habitants de Maestricht tentaient un courageux effort pour arracher leur ville au joug des Espagnols. Les bourgeois ayant gagné la garnison allemande, leurs forces combinées se ruèrent sur les soldats espagnols, et les chassèrent de la ville. Montesdocca, le commandant, fut arrêté et emprisonné, mais ce succès ne fut pas de longue durée. Don Francis d'Ayala, lieutenant de Montesdocca, se retrancha avec sa petite troupe à Wyck, village situé sur l'autre rive de la Meuse, et communiquant avec la ville par un solide pont de pierre. De ce point il envoya avis de l'évènement aux autres commandants qui se trouvaient dans le voisinage. Don Ferdinand de Tolède arriva bientôt de Daelhem

à la tête de plusieurs centaines d'hommes. Les Espagnols, impatients de laver l'affront fait à leurs armes, demandaient à grands cris qu'on les ramenât dans la ville. Mais la tête de pont, qu'ils devaient traverser, était défendue par une forte batterie, et l'on voyait les bourgeois accourir en foule pour protéger leurs foyers contre un ennemi qu'ils avaient déjà chassé. La petite troupe s'exposait à une destruction inévitable en cherchant à forcer le passage. La bravoure des Espagnols eux-mêmes reculait devant une entreprise aussi désespérée, mais leur férocité sans frein leur suggéra un expédient pour suppléer ce qui manquait à leur courage. La population de Wyck comptait en ce moment peu d'hommes en état de porter les armes; les femmes seules étaient restées. Chaque soldat reçut l'ordre de se saisir d'une femme, et, s'en faisant un bouclier, de s'avancer ainsi sur le pont. La colonne, protégée, à la honte de la chevalerie espagnole, par des poitrines de femmes, se dirigea en bon ordre vers la batterie. Les soldats braquaient en toute sécurité leurs mousquets au-dessus des épaules ou sous les bras des femmes qui leur servaient de rempart. D'autre part, les bourgeois n'osaient pas mitrailler leurs propres concitoyennes, parmi lesquelles beaucoup d'entre eux reconnaissaient leur mère, leur sœur ou leur épouse. La batterie fut bientôt prise, tandis qu'en même temps Alonzo de Vargas, qui avait pénétré dans la ville du côté des campagnes en incendiant la porte de Bruxelles, s'élançait dans les rues à la tête d'une troupe de cavalerie. Maestricht fut repris, et un massacre général vengea sur-le-champ la perte momentanée de cette ville. Les pillages, les meurtres, les noyades, les incendies, les viols furent si épouvantables que, au récit d'un historien contemporain, « les bourgeois qui avaient survécu au combat eurent lieu de se croire moins heureux que ceux qui étaient morts les armes à la main. »

Tel fut le sort de Maestricht, le 20 octobre 1576. Chacun pressentait que ce n'était là que le prélude de nouveaux désastres. Des bruits vagues, incohérents, mais généralement accrédités, circulaient de longue date sur les dangers qui menaçaient Anvers. Les Espagnols, déçus dans leurs projets sur Bruxelles, ne cachaient plus leur intention de se venger sur la métropole commerciale. Du reste, n'avaient-ils pas déjà assez tardé et leurs forces n'étaient-elles pas suffisantes ? Une ville d'aussi peu d'importance qu'Alost ne pouvait satisfaire plus longtemps leur cupidité ; à Anvers, au contraire, ils trouveraient à récolter une riche moisson d'or. En fallait-il plus pour exciter les craintes des habitants de cette ville, et pour attirer la rapacité de leurs ennemis. A cette époque, aucune cité de la chrétienté peut-être ne pouvait rivaliser avec Anvers pour les richesses et la splendeur. Ses marchands vivaient dans un luxe et un faste de roi. Dans ses nombreux et immenses magasins se trouvaient accumulés les trésors de tous les pays. Servant d'entrepôt général au commerce du monde, la métropole brabançonne était le centre de ce système mercantile qui devait bientôt faire place à un développement plus large des relations internationales. Au milieu des misères qui depuis de longues années désolaient les Pays-Bas, la somptueuse et égoïste cité semblait s'être affermie et prospérer plus sûrement que jamais. Il n'était pas étonnant que ses palais et ses greniers éblouissants de splendeur et regorgeant de trésors excitassent la rapacité d'une soldatesque affamée et sans frein. Une poignée de guerriers appartenant à la même race n'avait-elle pas conquis tout l'or des Indes? Leurs pères, faibles par le nombre, forts par le courage et la discipline, n'avaient-ils pas mis au pillage un nouveau monde? Ici, les Indes tout entières étaient dans une ville. Ici, l'or et l'argent, les

perles et les diamants, étaient tout préparés, il n'y avait qu'à les prendre ; le précieux fruit mûr abaissait la branche sous son poids. Était-il tolérable que de vils et pacifiques bourgeois accaparassent des trésors qui pouvaient enrichir une troupe de héros?

L'air était plein de lugubres présages. A l'horizon brillaient les premiers éclairs d'un terrible orage ; l'horreur était universelle. La plus riche cité de la chrétienté se trouvait à la merci de la plus forte citadelle du monde; d'une forteresse qui avait été bâtie non pour défendre mais pour dompter cette ville. Dans cette forteresse habitait maintenant une bande de brigands, mis hors la loi par le gouvernement, forts par la discipline, furieux de misère, ne reculant devant rien, prêts quand il le fallait aux entreprises les plus désespérées, — ne craignant ni Dieu, ni hommes, ni diable. La victime palpitante et frappée de stupeur s'attendait d'heure en heure à voir fondre sur elle l'impitoyable ennemi dans toute la force de son organisation, car les soldats rebelles étaient rentrés maintenant sous une discipline sévère. Sanche d'Avila, commandant de la citadelle, était reconnu comme chef de la révolte, l'armée et la révolte ne faisant plus qu'un. Les mutins, retranchés à Alost, étaient dans les meilleurs termes possibles avec leurs frères de la citadelle et acceptaient sans hésitation les plans du général en chef. Sur la rive de l'Escaut, en face d'Anvers, s'élevait un fort construit par les ordres de Don Sanche, et occupé par Julien Romero. Lierre, Bréda, ainsi qu'Alost, étaient prêts à diriger leurs renforts vers la citadelle au premier signal. Sur un mot de leur chef, les forces réunies pouvaient s'élancer de leur forteresse inexpugnable avec un élan irrésistible.

La ville implorait à grands cris des secours, car il devenait évident que l'attaque pouvait à chaque ins-

tant se produire. Déjà une tentative de Don Sanche d'Avila pour pratiquer les troupes allemandes, stationnées intrà-muros sous les ordres du colonel Van Ende et du comte d'Oberstein, avait presque réussi. L'astucieux Van Ende, traître à son pays, ne demandait pas mieux que de se joindre à la révolte dans des circonstances qui promettaient tant, et les soldats partageaient les sentiments de leur chef. D'Oberstein, Allemand d'origine, brave mais non moins borné, avait été engagé dans les rêts de la trahison par l'adresse de l'Espagnol et l'effronterie de son camarade. Dans la nuit du 29 octobre, égaré et à moitié ivre, il signa un traité avec Sanche d'Avila et les trois colonels — Fugger, Frondsberger et Polwiller. Dans ce malencontreux acte, sur lequel Van Ende apposa naturellement aussi sa signature, il était convenu que les bourgeois d'Anvers seraient désarmés incontinent ; que leurs armes seraient envoyées dans la citadelle ; qu'Oberstein tiendrait la ville à la disposition de Sanche d'Avila ; qu'il en refuserait l'entrée à tout corps de troupes qui y serait envoyé sans les ordres de Don Sanche, et qu'il n'obéirait à rien de ce que pourraient décider ces individus qui se qualifiaient de Conseil d'État, États-Généraux, ou États de Brabant. Ce traité avait été signé aussi par Don Jérôme de Roda, alors établi dans la citadelle, et prétendant représenter tout seul le gouvernement de Sa Majesté.

Cet arrangement était à peine conclu que le comte aperçut le piège dans lequel il était tombé. Il avait, sans le vouloir, livré la ville à la merci de son ennemi, et le seul remède qui se présentait à son esprit pour pallier une pareille faute fut une résolution bien arrêtée de ne point rester fidèle à sa promesse. Les bourgeois conservèrent leur armes, tandis que, de son côté, Don Sanche dépêchait sans perdre de temps des messages à Alost, à Lierre, à Bréda et même à Maes-

tricht, pour qu'on réunît le plus de forces possible dans le but de violer immédiatement la paix qui venait d'être conclue. Jamais acte solennel ne fut traité avec plus de mauvaise foi par tous ceux qui y prirent part que ne le fut l'accord du 29 octobre.

Trois jours plus tard un renfort considérable de Wallons et d'Allemands fut envoyé de Bruxelles pour secourir Anvers. Le commandement de ce corps avait été confié au marquis d'Havré, dont le frère, le duc d'Aerschot, venait d'être nommé surintendant en chef des affaires militaires par les députés réunis à Gand. Les diverses fonctions que comprenait cette dénomination quelque peu vague ne permettaient pas au duc de se charger lui-même de l'expédition, et son frère cadet, personnage encore plus incapable et moins sûr que d'Aerschot, avait en conséquence été désigné pour le remplacer. Beaucoup de jeunes gens de haute naissance, mais hélas ! de bien mince capacité lui étaient adjoints. Au premier rang figurait Philippe, comte d'Egmont, jeune homme qui, des qualités de son illustre père, n'avait hérité que le courage personnel et l'amour de l'ostentation. Son caractère et ses talents étaient au dessous du médiocre. On voyait ensuite parmi eux l'audacieux mais inconstant De Hèze, exécuteur du *coup d'État* contre le Conseil d'État, Van Berselen, De Capres, D'Oyngnies et d'autres, tous remplis d'un vague désir de se distinguer dans ces troubles, mais pour la plupart sans conviction politique ni religieuse, et ne possédant ni l'expérience ni l'influence nécessaires pour se rendre utiles dans la crise qui approchait.

Dans la matinée du vendredi, 2 novembre, ces troupes parurent sous les murs d'Anvers. Elles se composaient de vingt-trois compagnies d'infanterie et de quatorze de cavalerie, formant une armée de cinq mille fantassins et de douze cents cavaliers. C'étaient

pour le plus grand nombre des Wallons, soldats façonnés au métier des armes par de longs services, d'un caractère belliqueux et ardent, mais en la fermeté desquels on ne pouvait avoir plus de confiance qu'au temps de Civilis. Champagny, frère de Granvelle, occupait le poste de gouverneur de la ville. Il portait à la religion catholique un sincère attachement, mais aux Espagnols une haine plus sincère encore. Il voyait dans la révolte une occasion favorable de les chasser, et avait déjà à cette fin offert au prince d'Orange sa coopération la plus active. Sur d'autres points la sympathie ne pouvait être très profonde entre Guillaume le Taciturne et le frère du Cardinal; mais une haine commune les réunissait au moins pour quelque temps en un même dessein.

Lorsque les avant-gardes arrivèrent sous les murs, Champagny se montra peu disposé à les recevoir dans la ville. D'Oberstein lui avait fait l'aveu de la faute énorme qu'il avait commise, et lui avait naïvement déclaré son intention de ne point observer un traité consenti au milieu d'une orgie nocturne. L'ennemi avait mis à profit son étourderie et son ivresse pour lui arracher une promesse que, revenu à la raison et après réflexion, il ne pouvait considérer comme obligatoire. Inutile d'ajouter que Champagny le blâma d'avoir signé le traité et l'applaudit de vouloir le violer. A ce moment on pouvait déjà juger de ses funestes effets par les dissensions qui existaient au sein des troupes allemandes. Il eût été bien étonnant que tout le monde tînt ferme quand les tentatives de corruption n'avaient épargné personne et que les chefs donnaient l'exemple de l'infidélité. Quoi qu'il en fût, d'Oberstein croyait néanmoins pouvoir répondre de ses soldats. Il n'y avait guère à compter sur la division Van Ende, bien que le perfide colonel dissimulât ses véritables intentions. Ainsi la discorde régnait dans la ville. Parmi ceux que

les bourgeois s'étaient habitués à considérer comme leurs défenseurs, un grand nombre peut-être n'attendaient que le signal convenu pour se joindre à leurs ennemis mortels. Dans ces circonstances, Champagny hésitait à laisser pénétrer dans la ville les troupes fraîches qui arrivaient de Bruxelles. Il craignait que les Allemands, qui se savaient suspects, ne se crussent condamnés. Il redoutait qu'une lutte ne vînt à s'engager au dedans des murailles et n'amenât la destruction immédiate et inévitable de la ville par les Espagnols du dehors. D'ailleurs il trouvait plus sage de disposer ces forces auxiliaires à l'extérieur, pour qu'elles interceptassent le passage aux nombreux corps d'Espagnols et d'autres mutins qui ne tarderaient pas à marcher de différents points vers la citadelle. Mais Havré fut si péremptoire et les bourgeois, si importuns, que Champagny fut forcé de se désister de son opposition en moins de vingt-quatre heures. Ne voulant pas assumer la responsabilité d'un plus long refus, il introduisit les troupes dans la ville par la porte de Borgerhout, le samedi, 3 novembre, à dix heures du matin.

Le marquis d'Havré, en sa qualité de commandant en chef, convoqua un conseil de guerre. Ce conseil se réunit au quartier du comte d'Oberstein, et se livra tout d'abord à l'examen d'un paquet de lettres interceptées que d'Havré avait apportées avec lui. C'était une correspondance de Sanche d'Avila avec les chefs des rebelles d'Alost et de beaucoup d'autres places. Toutes ces lettres portaient une date postérieure au traité de Don Sanche avec d'Oberstein, et contenaient les ordres nécessaires pour opérer la concentration immédiate de toutes les forces espagnoles sur la citadelle.

La trahison était si manifeste que d'Oberstein comprit qu'il n'avait pas à se reprocher son propre manque de

parole. Il était évident, cependant, que l'attaque était imminente. Qu'y avait-il à faire? Tous les officiers conseillaient la construction immédiate d'un rempart du côté où la ville était menacée par la citadelle. Mais il n'y avait ni mineurs ni ingénieurs. Champagny recommanda un ingénieur habile et expérimenté auquel on pouvait confier la direction des travaux, et s'engagea à trouver assez de bourgeois qui s'offriraient volontairement pour faire l'office de mineurs. En moins d'une heure, dix ou douze mille personnes, parmi lesquelles on remarquait un grand nombre de femmes de toutes les classes, étaient à l'œuvre sur toutes les lignes tracées par l'ingénieur. Un fossé, bordé d'un parapet, s'étendit rapidement de la porte des Béguines à la rue de l'abbaye Saint-Michel. Pendant ce temps, les troupes nouvellement arrivées réclamaient, avec une insolence toute militaire, le privilège de se loger dans les maisons les plus confortables. Elles commençaient déjà à insulter et à molester les citoyens qu'elles avaient pour mission de défendre, et elles ne devaient guère se faire pardonner dans la suite par leur conduite en face de l'ennemi leur brutalité envers leurs amis. Champagny, cependant, était peu disposé à tolérer leur licence.

Ils avaient reçu mission de protéger contre l'invasion Anvers et ses habitants. Ce n'était pas, à peine arrivés, pour s'établir eux-mêmes au foyer de chacun. Il y avait pour eux assez de besogne en plein air, et c'est à cette besogne qu'ils devaient immédiatement s'appliquer. Champagny leur donna donc l'ordre de préparer leur bivouac dans les rues, et courant de maison en maison, l'épée à la main, en chassa les intrus au péril de sa vie. Sur ces entrefaites, un grand nombre de marchands italiens et espagnols avaient fui de la ville et s'étaient réfugiés dans la citadelle. Les soldats wallons voulaient piller incontinent leurs mai-

sons, comme si le pillage avait été l'unique objet de leur venue à Anvers. Il fallut plusieurs heures à Champagny et le déploiement de toute son énergie pour parvenir à apaiser tous ces désordres.

Dans le courant de la journée, d'Oberstein reçut de Don Sanche d'Avila une lettre qui lui enjoignait impérieusement d'exécuter le traité du 29 octobre. Dans l'après-midi du jour précédent, une entrevue au pied des murs entre d'Oberstein et les colonels allemands renfermés dans la citadelle avait été bien près de se terminer par une rixe. Les colonels avaient même été obligés de se soustraire par la fuite à la colère des soldats du comte, exaspérés de la perfidie dont leur chef avait failli devenir victime. A cette sommation ridicule par son ton solennel, d'observer un traité que les deux parties avaient déjà déchiré en lambeaux, d'Oberstein répondit par un refus méprisant. Immédiatement les batteries de la citadelle répliquèrent en ouvrant le feu, ce qui rendit périlleuse à l'excès la position de ceux qui travaillaient à l'érection des remparts. Le mur improvisé était renforcé de ballots de marchandises, de barils remplis de terre, de chariots renversés et d'autres objets de massive apparence amoncelés à la hâte. Sur certains points, il avait atteint une élévation de seize pieds ; sur d'autres, il en avait à peine six. La nuit tomba avant que la fortification fût entièrement terminée. Malheureusement, il faisait un superbe clair de lune. Le canon de la forteresse continuait à tonner sur les ouvrages à demi achevés. Les Wallons et à la fin les bourgeois n'osaient plus se hasarder à passer la tête au-dessus de leur frêle rempart. Les sénateurs, auxquels Champagny avait confié la surveillance des travaux, voyant tant de pusillanimité, quittèrent leurs postes. Ils se flattaient que, grâce à l'obscurité de la nuit suivante, l'ouvrage pourrait être entierement

achevé. Hélas ! la nuit suivante devait bien être sombre, mais elle ne devait point être employée à la construction d'ouvrages de défense. Tout le poids et toute la responsabilité de la situation semblaient maintenant reposer uniquement sur Champagny. Il fit bien son devoir, mais enfin il n'était qu'un homme. Seul et dévoré d'anxiété, il erra çà et là pendant toute la nuit. Assisté seulement de quelques bourgeois et de ses gens, il plaça tous les canons qu'il put trouver dans « le Jardin des Escrimeurs », seul point d'où les batteries pouvaient atteindre la citadelle. Malheureusement les troupes arrivées de Bruxelles n'avaient point amené avec elles d'artillerie, et les moyens de défense contre la plus redoutable forteresse de l'Europe étaient tout à fait insuffisants. Sur plusieurs points importants, le rempart ne pouvait opposer qu'une faible résistance. Un seul chariot renversé était placé en travers de la grande rue des Béguines. Cette négligence devait coûter cher à la ville. A la tombée du jour, il y eut un conseil au quartier d'Oberstein. Presque toutes les instructions de Champagny avaient été méconnues. Il avait demandé que de forts détachements fussent postés pendant la nuit en différents lieux de sûreté aux environs de la ville, afin de barrer le passage aux petits corps de troupes qui se dirigeaient de plusieurs points sur la citadelle, et de les empêcher ainsi de rallier d'Avila. On n'avait pas même mis en vedette assez d'éclaireurs pour être informé de ce qui se passait au dehors. Un épais brouillard couvrait la ville en ce jour si fertile en évènements. A travers son voile presque impénétrable, on avait vu des bandes armées pénétrer dans la citadelle, et on avait entendu distinctement le piétinement des chevaux de la cavalerie ; les troupes de Romero, de Vargas, d'Oliveira et de Valdez venaient d'arriver de Lierre, de Bréda, de Maestricht et des forts de l'Escaut.

Toutes les forces disponibles dans la ville furent réunies sans retard. D'Havré s'était réservé la défense des lignes faisant face à la citadelle, poste plein de responsabilité et de gloire. On y plaça le corps entier des Wallons, ainsi que quelques compagnies d'Allemands. Comme nous l'avons dit, les remparts, dans l'état où ils se trouvaient, étaient loin d'être imprenables, mais on espérait que ce rempart vivant de six mille hommes, foulant le sol natal, et chargés de défendre le foyer et l'autel de leurs concitoyens, suffirait pour arrêter même la furie espagnole. Malheureusement, la barrière vivante devait offrir un obstacle encore moins sérieux que le frêle ouvrage élevé par la main des bourgeois et des femmes. Six mille hommes s'étendaient le long du retranchement faisant face à la citadelle. Le gros des troupes allemandes, massé au centre de la ville, gardait les rues et les places les plus importantes, tandis que la cavalerie était postée de l'autre côté d'Anvers, le long du Marché aux chevaux et en face de la « Ville neuve. » Les étoiles brillaient encore au ciel, quand Champagny monta à cheval et parcourut les rues, adjurant les citoyens de se réunir en armes aux endroits indiqués. Les principaux lieux de rendez-vous étaient le Marché aux bêtes et la Bourse. Après avoir passé devant les lignes des régiments wallons, s'entretenant avec les officiers, d'Egmont, de Hèze et quelques autres, et encourageant les soldats, Champagny retourna au Jardin des Escrimeurs, où, après avoir pointé le canon de ses propres mains, il ordonna d'ouvrir le feu contre la citadelle. De là, il courut à l'extrémité de la rue des Béguines, descendit de cheval et s'avança sur l'esplanade qui s'étendait jusqu'à la forteresse. Précisément une troupe de bourgeois y était en ce moment aux prises avec une patrouille de reconnaissance sortie du château. Cham-

pagny vit avec joie que les Anversois l'emportaient. Ils escarmouchaient bravement contre leurs adversaires mieux disciplinés, qu'ils finirent par repousser. Mais avec son expérience, il s'aperçut bien que cette retraite n'était que le signal d'un assaut général, et il se hâta de rentrer dans la ville pour donner ses derniers ordres.

A dix heures, on aperçut une forêt mouvante qui se dirigeait du sud-ouest vers la citadelle. Tout le corps des mutins d'Alost, portant à leurs casques des branchages verts, arrivait sous la conduite de leur Eletto, Navarrese. Au nombre d'environ trois mille, ils franchirent les portes ; partis à trois heures du matin, ils avaient parcouru en sept heures une distance de huit lieues. Ils furent reçus à bras ouverts. Sanche d'Avila ordonna qu'on leur servît des mets et des rafraîchissements ; mais ils refusèrent le tout et n'acceptèrent qu'un verre de vin. Ils voulaient, disaient-ils, dîner en paradis ou souper à Anvers. Trouvant ses alliés dans d'aussi bonnes dispositions, Don Sanche voulut en profiter. Depuis l'aube du jour, ses vétérans, rongeant leur frein, attendaient avec une vive impatience le signal du combat. Il en était de même des troupes de Romero, de Vargas, de Valdez. Vers onze heures du matin, tous les hommes vivants qui se trouvaient dans la citadelle, à l'exception des quelques soldats préposés à la garde des portes, étaient sur pied prêts à commencer l'attaque. Cinq mille fantassins d'élite et six cents hommes de cavalerie, armés jusqu'aux dents, franchirent les portes de la forteresse du duc d'Albe. Arrivés dans la contrescarpe, ils se jetèrent à genoux et invoquèrent, selon l'usage, la bénédiction de Dieu pour l'œuvre diabolique qu'ils allaient entreprendre. L'Eletto portait un étendard, représentant sur l'une de ses faces le Sauveur crucifié et sur l'autre la Vierge

Marie. L'image de Celui qui disait : « Aimez vos ennemis ! » et la douce figure de la Madone étaient appelées à sourire, du haut des cieux, sur des forfaits qui eussent fait frissonner l'enfer lui-même. Leur courte prière terminée, ils se ruèrent vers la ville. Trois mille Espagnols, sous la conduite de leur Eletto, devaient entrer par la rue Saint-Michel ; les Allemands et le reste de l'infanterie espagnole, sous le commandement de Romero, par la rue Saint-Georges. Champagny les voyant venir, adressa une dernière parole d'encouragement aux Wallons. L'instant d'après, la masse compacte assaillait la barrière, comme la foudre tombant des nues. Il y eut à peine lutte. Les Wallons, sans attendre l'ennemi face à face, abandonnèrent les postes qu'eux-mêmes avaient choisis. Les Espagnols brisèrent l'obstacle, comme s'il avait été de verre. L'Eletto se montra le premier à la crête du retranchement. Ce fut pour tomber frappé mortellement, tandis que ceux qui le suivaient, loin de se laisser abattre par cet accident, passèrent au dessus de son corps et se précipitèrent dans les rues. Les lacunes fatales, dues à la peur et à la négligence, laissaient un libre cours au torrent dévastateur. Champagny, voyant que les ennemis avaient tous franchi le rempart, sauta par dessus le mur d'un jardin, traversa une maison et, gagnant une petite ruelle, courut au poste le plus voisin des troupes allemandes. Ayant rassemblé à la hâte quelques hommes, il les mena lui-même à la rescousse. Les Allemands combattirent vaillamment et moururent en braves, mais ils ne réussirent pas à rendre le courage aux Wallons, qui, tous en pleine déroute, fuyaient poursuivis par les farouches Espagnols. En vain Champagny furieux leur prodiguait l'injure ; en vain il cherchait à rallier leurs rangs dispersés. De ses mains enlevant l'étendard à un enseigne wallon qui s'enfuyait, il conjura

les soldats qui l'entouraient d'opposer une résistance à l'ennemi. Autant eût valu commander aux nuages qui fuient de s'arrêter devant la tempête. Débandées, découragées, sans but et sans espoir, les troupes ne cherchaient plus qu'à échapper à la fureur du vainqueur. Champagny espérant encore, parcourant la ville au galop, appelait partout les bourgeois à la défense de leurs foyers et son appel ne fut pas vain. Ils sortirent de tous leurs lieux de rendez-vous, de toutes les allées, de toutes les demeures. Ils combattirent comme des hommes combattent, quand ils défendent leurs foyers et leurs autels ; mais que pouvait le courage individuel contre la masse compacte, aguerrie, irrésistible de leurs ennemis ? Le système de défense était rompu : il n'y avait plus ni plan, ni entente, ni point de ralliement, ni commandement. Dès qu'il fut connu que les Espagnols avaient franchi le rempart, que les dix mille soldats qui le défendaient étaient en pleine retraite, une panique invincible s'empara de tout Anvers.

Dès qu'elles eurent pénétré dans la ville, les forces espagnoles se divisèrent, suivant une disposition arrêtée d'avance, en deux corps. L'un fit une charge dans la longue rue Saint-Michel, l'autre se fraya un chemin à travers la rue Saint-Georges. « Santiago ! Santiago ! Espana, Espana ! à sangre, à carne, à fuego, à sacca ! » Saint-Jacques, Espagne, à sang, à chair, à feu, à sac ! ! ! — tels étaient les hideux cris qui retentissaient dans chaque quartier, à mesure que cette horde de sauvages avançait. Van Ende, et les troupes allemandes sous ses ordres, avaient été chargés par le marquis d'Havré de défendre la porte Saint-Georges, mais dès que les Espagnols parurent sous la conduite de Vargas, soldats et chef se joignirent à eux. Unis à la cavalerie espagnole, ces perfides défenseurs d'Anvers s'élancèrent à la poursuite de

leurs compagnons qui au moins n'avaient, eux, montré que de la peur. Les bourgeois se virent donc attaqués par un grand nombre de leurs amis, et abandonnés par un bien plus grand nombre. En qui devaient-ils désormais avoir confiance? Cependant, les Allemands d'Oberstein firent preuve de bravoure et de fidélité, résistant jusqu'à la dernière extrémité et mourant tous dans leur armure. La bataille portait de tous côtés ses flots tumultueux, dans les rues, dans les ruelles ; elle parcourut la magnifique place du Meir où la résistance fut acharnée. Ce fut surtout en face de la fameuse Bourse, où aux jours de paix cinq mille marchands se réunissaient pour régler les intérêts commerciaux de toute la chrétienté, ce fut là surtout que le carnage fut le plus grand : les habitants, les Allemands fidèles s'y étaient retranchés. Sur les marbres variés du pavement, sous les gracieux arceaux des galeries, le sang coulait en rouges ruisseaux. Les bourgeois mal armés avaient à faire à des ennemis en casque et cuirasse, ils ne pouvaient que mourir pour leurs foyers. Après un massacre épouvantable, leur résistance fut enfin vaincue.

Pendant ce temps, la cavalerie espagnole s'était frayé le sabre au poing un chemin à travers la ville. Dans le quartier le plus éloigné de la citadelle, tout le long du Marché aux Chevaux, en face de la Ville-Neuve, les dragons des États et les chevau-légers de Beveren étaient rangés en bataille ; la masse roulante des fuyards et des poursuivants vint rompre leurs rangs. Champagny était là. Il s'efforça — c'était son dernier espoir — de rallier sa cavalerie pour livrer un dernier choc ; ce fut en vain : saisis de la panique générale, les cavaliers s'élancèrent vers la porte d'Eeckeren pour sortir de la ville. La porte était fermée. Ils coururent alors à la Porte-Rouge, mais pour s'y trouver en présence de don Pedro de Tassis qui les

chargea avec ses dragons. Toute retraite semblait impossible. Ce fut alors qu'on vit un cavalier tout armé et la lance en arrêt sauter du haut des murs dans le fossé, et non désarçonné s'enfuir au galop. Peu de ses compagnons eurent le même bonheur. La foule confuse des fuyards et des vainqueurs : Espagnols, Wallons, Allemands, bourgeois, luttant, heurtant, frappant, jurant, mourant, allait et venait comme les flots d'une mer orageuse. Les fugitifs descendant le Marché aux Chevaux prirent leur course vers les quais. Beaucoup d'entre eux tombèrent frappés par les épées espagnoles, d'autres écrasés sous les pieds des chevaux, mais la plus grande masse poussée dans l'Escaut s'y noya. Champagny qui avait cru jusqu'au dernier moment qu'il pourrait au moins se barricader dans la Ville-Neuve et fortifier la maison hanséatique se trouva seul. Grâce à son audace et à sa présence d'esprit extraordinaire, il réussit à se sauver sur les vaisseaux du prince d'Orange qui se trouvaient alors au bas du fleuve. Le marquis d'Havré, dont on ne rapporte en ce jour mémorable aucune action d'éclat, eut le même bonheur. L'infortuné d'Oberstein trébucha, en cherchant à sauter dans un bateau et se noya, entraîné par le poids de son armure.

Les jours sont courts en novembre ; et la nuit tombait déjà, que la lutte n'en continuait pas moins avec fureur dans l'intérieur de la cité. Des flots de combattants, débouchant de toutes les rues, s'étaient accumulés sur la Grand'Place. Autour de cette place, irrégulière et de peu d'étendue, s'élevaient le magnifique Hôtel de Ville et les hauts palais des Ghildes, aux étages nombreux, aux pignons fantastiques, aux riches ornements. Ce fut le théâtre d'une longue résistance. La cavalerie de Vargas entrée par la porte Saint-Georges et suivie du traître Van Ende, y mit fin pour un moment en chargeant vivement dans la

mêlée. Les masses furent dispersées, mais des multitudes d'hommes armés se réfugièrent dans les édifices et chaque maison devint une forteresse. De chaque fenêtre, de chaque balcon, les bourgeois faisaient pleuvoir sur la place une grêle de balles. Il était difficile d'emporter les maisons d'assaut, aussi les Espagnols se décidèrent-ils à y mettre le feu. Les valets et les femmes de la garnison de la citadelle, armés de torches et de matières incendiaires avaient suivi les pas des assaillants dans l'intention bien précise de livrer la ville à l'incendie. Ils mirent dextrement en œuvre tous ces moyens de destruction, et en un instant, l'Hôtel de Ville et les autres édifices de la place furent en flammes. La conflagration s'étendit rapidement de maison en maison, de rue en rue. Environ mille édifices, dans le quartier le plus splendide et le plus opulent d'Anvers, devinrent la proie des flammes, et quantité d'êtres humains y trouvèrent la mort. Un grand nombre périrent dans l'Hôtel de Ville ; d'autres s'élancèrent des fenêtres et recommencèrent la lutte. Les nombreuses rues tortueuses qui conduisent en pente douce de derrière l'Hôtel de Ville jusqu'aux quais n'étaient plus qu'un vaste brasier. De l'autre côté, la magnifique cathédrale, séparée de la Grand'Place par une seule rangée de bâtiments, avait échappé aux flammes qui l'éclairaient de leur lueur sinistre. La gigantesque flèche de sa tour projetait son ombre immense sur le dénouement d'une lutte désespérée. Dans la rue appelée le canal au Sucre, immédiatement derrière le palais municipal, se livrait un combat furieux, un horrible massacre. Une troupe de bourgeois, de graves magistrats, et de soldats allemands survivant à leurs camarades, résistait encore aux féroces Espagnols. Là, debout au milieu des fureurs de l'incendie, Goswin Verreyck, l'héroïque margrave d'Anvers, com-

battait avec toute l'énergie de la haine et du désespoir. Le bourgmestre Van der Meer gisait étendu à ses pieds; sénateurs, soldats, bourgeois tombaient en masse à ses côtés; frappé à son tour, il s'affaissa sur un monceau de cadavres. Avec lui cessa toute résistance sérieuse. Des combattants qui survivaient encore, les uns furent égorgés; les autres, pour échapper à leurs ennemis, se précipitèrent dans l'Escaut. Et les femmes, les enfants, les vieillards, n'eurent pas meilleur sort : les Espagnols n'épargnaient personne. Et pendant toutes ces horreurs, au-dessus des rumeurs du carnage, de la fumée des incendies, à chaque demi-quart d'heure, le carillon de la tour faisait descendre sur les combattants, comme une sereine ironie, ses douces et joyeuses mélodies.

Jamais on ne vit massacre plus effroyable, même dans l'histoire si sanglante des Pays-Bas à cette époque. On évalua que huit mille personnes perdirent la vie dans le cours de cette journée et des deux jours suivants. Les Espagnols ne ressemblaient plus à des

[1] C'est là l'estimation du Mendoza; savoir, 2,500 morts par l'épée et plus du double brûlés et noyés. — XV. 317. Cabrera porte le nombre des victimes à plus de 7,000. -- XI. 865 b. Bor et Hooft disent qu'on trouva dans les rues 2,500 cadavres; suivant eux il y eut le même nombre de noyés; ils laissent dans le vague le nombre de ceux qui furent brûlés. Meteren (VI. 110) qui, en toute occasion, cherche à diminuer le chiffre des pertes de ses compatriotes dans les combats ou les massacres, tandis qu'il exagère les pertes de leurs adversaires, admet que ce massacre coûta la vie à cinq ou six mille hommes; il ajoute toutefois que l'on ne retrouva que 1,500 cadavres pour lesquels deux grandes fosses furent creusées. Il réduit donc exactement de 1,000 le chiffre de cadavres que donnent tous les autres auteurs, tant espagnols que flamands. Strada (VIII. 422) évalue à 3,000 le nombre de ceux qui périrent par l'épée. — La lettre de Jérôme de Roda au Roi, datée

êtres humains. On eût dit que l'enfer avait vomi ses démons. La nuit était venue avec ses ombres, avant que les soldats se fussent rendus maîtres de la ville ; alors, la lutte terminée, il se commit des horreurs plus incroyables encore. Cette armée de brigands était venue à Anvers avec un projet positif et bien arrêté; ce n'était ni la soif du sang, ni la luxure, ni la vengeance qui les y attiraient, mais bien l'avidité et la passion de l'or. C'était pour de l'or qu'ils s'étaient plongés dans ce sang et ces flammes. Jamais plan plus simple ne reçut une exécution plus immédiate. Ils venaient enfin de conquérir leur Inde ; ses mines d'or étaient à leur disposition ; chaque épée allait y creuser à l'aise. On pouvait remettre à plus tard l'orgie et le viol ; le meurtre même, quoique conforme à leurs goûts, n'était que l'accessoire de leur œuvre. Ils étaient venus dans l'intention de s'emparer des trésors de la métropole, et ils se mirent à accomplir fidèlement leur tâche. Pour de l'or ils tuèrent des enfants en bas âge dans les bras de leurs mères ; pour de l'or ils mirent des parents à la torture en présence de leurs enfants ; pour de l'or ils fouettèrent jusqu'à la mort les épouses sous les yeux de leurs maris. Partout où on soupçonnait de l'or, on recourait pour l'extorquer de son possesseur, à toutes les horreurs que peut suggérer l'invention humaine aiguillonnée par la cupidité. L'incendie, en se propageant dans le plus beau quartier, sur une plus vaste étendue et avec plus de rapidité qu'on ne l'eût désiré, avait malheureusement

de la citadelle d'Anvers, le 6 novembre, quand le carnage était à peine fini, porte à 8,000 le nombre des morts, outre 1,000 chevaux. Ce renseignement donné à l'heure et sur les lieux mêmes du massacre, et par un homme qui y était si gravement compromis, peut être regardé comme décisif. — Voyez la lettre de Roda dans Bor, IX. 737, 738.

dévoré de grandes richesses. Six millions, au moins, avaient été ainsi engloutis, et nul n'avait retiré de cette destruction le moindre avantage. Cependant, le feu était loin d'avoir tout consumé. Les coffres-forts des marchands, les lingots et les bijoux précieux, les étoffes de velours, de satin, de brocart, les dentelles, et une foule d'autres objets de prix et d'un transport facile, passèrent bientôt dans les mains des vainqueurs. Mais dans les maisons particulières, la tâche était plus ardue. L'argent, la vaisselle et les autres biens des rentiers ne furent pas aussi aisés à découvrir. Aussi la torture fut-elle immédiatement employée pour forcer à la révélation des trésors cachés. Même lorsqu'un bourgeois s'était dépouillé de tout son avoir, si la somme paraissait trop faible, on le punissait cruellement de sa pauvreté et de sa dissimulation supposée. Une femme de qualité, madame Fabry, s'était réfugiée avec sa vieille mère et quelques autres femmes de sa famille dans la cave de son habitation. Le jour tirait déjà à sa fin lorsqu'une bande de pillards pénétra dans la maison et, après l'avoir mise à sac, descendit dans les souterrains. Trouvant la porte barricadée, ils la firent sauter avec de la poudre. La mère, qui se trouvait tout près de l'entrée, tomba morte sur le seuil. Marchant sur son corps mutilé, les brigands s'élancèrent sur la fille, réclamant à grands cris les trésors qu'ils supposaient enfouis dans cet endroit. Ils la pressèrent également de leur faire connaître la retraite du maître de la maison. Elle eut beau protester de son ignorance quant à l'existence de trésors cachés ou au lieu où se trouvait son mari qui, pour autant qu'elle le sût, devait être gisant dans quelque rue, avec d'autres cadavres, tout fut inutile. Pour la rendre plus communicative, ils la pendirent à une poutre dans la cave et la détachèrent après quelques instants, avant que la vie ne fût éteinte. Ne

recevant pas encore de réponse satisfaisante, — son ignorance ne lui permettait pas d'en donner une, — ils la pendirent de nouveau. Puis, après un court intervalle, ils la dégagèrent encore et lui firent subir un nouvel interrogatoire. Ils renouvelèrent plusieurs fois cette cruauté, jusqu'à ce qu'enfin, convaincus qu'ils n'obtiendraient aucune révélation, s'apercevant qu'ils perdaient un temps précieux et espérant être plus heureux ailleurs, ils la laissèrent pendue définitivement et coururent à d'autres recherches. Chose étrange, la personne qui avait subi ce supplice effroyable, échappa à la mort. Une ancienne servante de sa famille, mariée à un soldat espagnol, entra providentiellement dans la maison assez à temps pour sauver sa maîtresse agonisante. Elle revint à la vie, mais jamais à la raison. Son cerveau avait reçu de trop cruelles secousses, et elle passa le reste de ses jours à errer çà et là dans sa demeure ou à fouiller d'une main faible dans son jardin, à la recherche du trésor caché dont on s'était acharné à lui arracher le secret.

Ailleurs, une noce fut brusquement interrompue. Deux jeunes gens, voisins, appartenant à des familles riches, étaient fiancés depuis longtemps, et le mariage avait été fixé à ce dimanche fatal du 4 novembre. Les hôtes étaient réunis, la cérémonie terminée, le banquet nuptial commencé, lorsque d'horribles cris dans les rues annoncèrent que les Espagnols étaient déchaînés. Des heures se passèrent dans une attente pleine d'anxiété. A la fin, des coups violents frappés à la porte signalèrent l'arrivée d'une bande de brigands. Leur capitaine en tête, des soldats pénétrèrent en foule dans la maison, pillèrent tous les appartements sans la moindre résistance des membres de la famille ou de ses amis, trop peu nombreux et trop faibles pour tenir tête à cette horde de bandits armés jusqu'aux dents. On leur offrit tout : caisses d'argenterie,

vêtements, coffrets précieux, écrins pleins de bijoux. Tout fut avidement accepté, mais ce n'était pas assez, et pour forcer ces infortunés à donner plus qu'ils ne possédaient, les brutalités ordinaires commencèrent. Les soldats tuèrent d'abord le fiancé. La jeune épouse tomba dans les bras de sa mère en jetant un cri de terreur ; les meurtriers l'en arrachèrent, mirent sans pitié la mère à mort et se vengèrent par un massacre général de l'impossibilité d'obtenir par les menaces et les tortures des trésors qui n'existaient pas. La fiancée, qui était remarquablement belle, fut emmenée à la citadelle. Furieux de ce dernier outrage, le père, qui seul restait en vie, s'élança sur les Espagnols. Arrachant l'épée à un de ces scélérats, le vieillard en fit un si terrible usage qu'il étendit plusieurs de ses ennemis à ses pieds, mais bientôt il tomba à son tour. Tandis que les Espagnols achevaient de piller la maison, la jeune épouse avait été enfermée dans une salle isolée de la forteresse. Sans se consumer en vaines lamentations, elle résolut de quitter une vie qui en quelques heures lui était devenue insupportable. Elle essaya de se pendre au moyen d'une chaîne d'or massif qu'elle portait, et déjà elle agonisait quand son ravisseur entra. Brûlant non de désirs, mais de cupidité, plus sensible à l'éclat de ses joyaux qu'à l'attrait de ses charmes, il la rendit à l'existence. Puis il lui enleva sa chaîne et les autres bijoux qui ornaient sa robe de noces, la fit dépouiller de tous ses vêtements, et après l'avoir fait battre de verges jusqu'à ce que son beau corps fût baigné de sang, il la renvoya dans la ville, seule, nue et presque folle. Là, cette créature éperdue errait dans les rues en flammes, au milieu de monceaux de morts et de mourants, quand une bande de soldats vint enfin terminer ses misères.

Ce ne sont là que quelques exemples isolés, dont le hasard nous a conservé les détails, parmi les in-

nombrables atrocités de ces tristes journées. D'autres sont restés ensevelis dans l'oubli. Le 5 novembre au matin, Anvers présentait un lugubre spectacle. Le magnifique hôtel de ville, aux murs de marbre, et célébré comme une «merveille du monde,» même à une époque et dans un pays où les palais municipaux étaient si remarquables par leur luxe, n'était plus qu'une ruine noircie — tout y était détruit : les archives, les comptes et les meubles précieux. Le plus riche quartier de la ville était dévoré; environ cinq cents maisons, la plupart bâties en marbre ou en pierre de taille, étaient réduites en cendres. Les cadavres des personnes qui avaient péri dans le massacre jonchaient le sol de tous côtés, et surtout sur la place de Meir, sous les arceaux gothiques de la Bourse et dans les rues voisines de l'hôtel de ville. Les soldats allemands gisaient couverts de leurs armures ; les uns la tête brûlée et séparée du tronc, d'autres, les bras et les jambes carbonisés par les flammes au milieu desquelles ils avaient combattu. Le margrave Goswin Verreyck, le bourgmestre Van der Meere, les magistrats Lancelot Van Urselen, Nicolas Van Boeckholt, et d'autres citoyens importants gisaient sur des monceaux de victimes plus obscures. Ils restèrent sans sépulture jusqu'au moment où les inspecteurs des pauvres, dont la sollicitude était plus nécessaire aux survivants qu'aux morts, furent contraints par Roda de les enterrer aux frais de la caisse des indigents. Les meurtriers étaient trop avides, même pour pourvoir aux funérailles de leurs victimes. La cérémonie dura longtemps, car le nombre des cadavres augmentait sans cesse. Le massacre continua pendant deux jours entiers. Des nombreux crimes dont des hommes peuvent se souiller, soit de sang-froid, soit dans la frénésie de la passion, à peine en trouverait-on un seul qui ne se commit point ; l'orgie, le feu, le viol, avant

lesquels avaient passé le meurtre et le pillage, vinrent maintenant se joindre aux horreurs antérieures. L'histoire en a gravé le souvenir en traits indélébiles sur ses tables de bronze ; la justice de Dieu seule a pu distribuer le châtiment.

De toutes les œuvres d'enfer consommées jusqu'alors dans les Pays-Bas, cette dernière était la plus monstrueuse. On l'appela la Furie Espagnole, nom redouté sous lequel elle a été connue pendant des siècles. Anvers, qui avait été une merveille de richesses et de magnificence, était devenue un charnier, et à dater de ce jour sa prospérité commerciale fut anéantie. D'autres causes enlaçaient déjà silencieusement, pour l'étouffer, cet arbre vert encore et florissant, mais la Furie Espagnole fut comme un feu qui le réduisit en cendres. On ramassa trois mille cadavres dans les rues ; un plus grand nombre de personnes encore avaient été entraînées par le fleuve, et environ trois mille autres personnes périrent dans l'incendie de diverses façons. Huit mille êtres humains certainement reçurent la mort. Le feu détruisit pour six millions de florins de richesses de toute espèce, et les Espagnols en emportèrent au moins autant[1]. Dans ce sac monstrueux, aucune classe de la population ne fut épargnée. Les marchands étrangers, vivant sous la protection solennelle du monarque espagnol, furent pillés tout comme les marchands flamands. Les prêtres de l'Église romaine furent contraints de livrer leurs

[1] Meteren estime que quatre millions de florins, rien qu'en argent comptant, tombèrent aux mains de la soldatesque : outre les pierres précieuses, les autres bijoux, les dentelles, les brocards, les broderies, et autres objets précieux de facile transport. — Meteren, VI. 111 a. Les évaluations de Hooft et de Bor sont fort différentes. Dans certaines maisons, on trouva jusqu'à 300,000 florins ; chez une veuve, on en trouva plus de 90,000. — Meteren, ubi supra.

trésors aussi bien que les calvinistes. On ravit aux riches toute leur abondance et aux pauvres tout ce qu'on put tirer de leur misère. Les criminels eux-mêmes n'échappèrent pas. Le capitaine Gaspard Ortis fit une brillante affaire en s'emparant du *Steen*, ou prison de la ville, et en mettant à rançon tous les détenus qui avaient les moyens d'acheter leur liberté. Des voleurs, des assassins, jusqu'à des Anabaptistes, furent ainsi relaxés. Rarement une poignée d'hommes avaient recueilli de telles richesses, en trois jours seulement de pillage. Quatre ou cinq millions de florins répartis entre cinq mille soldats les payaient largement de tous leurs arriérés de solde, et les Espagnols purent se féliciter à bon droit de s'être ainsi chargés de se faire justice eux-mêmes. Il est vrai que ces gages du crime furent assez inégalement partagés et assez follement dissipés. On rapporte qu'un simple soldat perdit en un jour dix mille couronnes aux jeux de Bourse ; car les vainqueurs, se voyant en fonds, voulaient singer ces marchands qu'ils avaient dépouillés et qu'ils méprisaient tant, et allaient tous les jours au rendez-vous ordinaire de ces derniers, comme des hommes rompus aux affaires. Plusieurs gaspillèrent rapidement leur or si chèrement acquis, tandis que d'autres, plus prudents, firent fondre leurs trésors et les convertirent en armures complètes, noircies avec soin, pour qu'elles eussent l'apparence du fer. Les brocards, les dentelles et les bijoux des marchands d'Anvers servirent d'ornements aux pourpoints de leurs meurtriers. Mais les orfèvres trouvèrent là une occasion de jouer ceux qui les avaient ruinés. Ils mêlèrent aux armures d'or qu'ils étaient obligés de leur fournir, beaucoup plus d'alliage que les soldats ne le croyaient, et recouvrèrent par ces supercheries, une partie de ce qu'on leur avait ravi.

La Furie Espagnole fit périr à Anvers plus de gens

que la Saint-Barthélemy à Paris[1]. Autant il y avait eu de statues détruites dix ans auparavant, lors de la fameuse iconoclastie d'Anvers, — cet évènement qui avait fait passer par le cœur de la chrétienté catholique un si affreux frisson d'horreur, — autant il y eut d'êtres humains massacrés par l'épée espagnole. Que l'on pardonne donc aux habitants des Provinces et à tous les Protestants d'Europe, s'ils accueillirent le carnage de leurs frères avec un cri d'exécration semblable à celui qu'avait soulevé le grand carnage d'images de bois et de pierre. Les Iconoclastes au moins étaient poussés par une idée, et le sang et le vol ne souillaient point leurs mains. Il est vrai que les Espagnols étaient peut-être aussi animés du fanatisme religieux. Ne pouvaient-ils pas se croire bien méritant de leur mère la sainte Église, en débarrassant ainsi les infidèles de leurs biens et le monde, des infidèles ? Le pape n'était-il pas allé avec ses cardinaux rendre au ciel de solennelles actions de grâce à la nouvelle du massacre de Paris ? Le canon n'avait-il pas tonné, les feux de joie n'avaient-ils pas brillé pour célébrer cet heureux évènement ? Pourquoi donc les exécuteurs de la coupable Anvers n'eussent-ils point réclamé les mêmes éloges ? Et si dans leur délire ils avaient confondu l'ennemi avec l'ami, le catholique avec le calviniste, les biens ecclésiastiques avec les biens laïques, n'avaient-ils pas à invoquer le même nombre de cadavres, et une somme de butin immensément supérieure ?

Les Espagnols ne perdirent dans ces fatales jour-

[1] Près de trois fois autant, si trois mille, le chiffre que donne De Thou comme étant celui des Huguenots morts à Paris, est exact. — De Thou, liv. 53, VI. 443. Plusieurs écrivains contemporains ont cependant porté à 10,000 le nombre des victimes de la Saint-Barthélemy.

nées qu'un nombre d'hommes incroyablement faible : Deux cents tués, c'est l'évaluation la plus élevée [1]. La

[1] Le chiffre de Bor est 200 Espagnols tués et 400 blessés, IX. 731. Hooft, XI. 463, donne le même nombre. — Mendoza n'avoue que 14 Espagnols tués et un peu plus de 20 blessés. — Meteren, croyant comme d'habitude l'honneur de ses compatriotes en jeu, se console en augmentant un peu le nombre des ennemis tués, il le porte à 300. VI. 110. — Strada (VIII, 422) donne les deux évaluations extrêmes ; de sorte qu'il est certain que le nombre ne fut pas au-dessous de 14 ni au-dessus de 200. Ces statistiques sont des plus curieuses, car on croirait presque impossible, qu'une troupe de 3,500 à 5,000 hommes (ce sont les deux évaluations les plus différentes) ait pu prendre et piller sans de plus grandes pertes pour elle-même, une ville de 200,000 âmes, défendue par 12,000 soldats, sans compter les bourgeois armés. Il n'est pas étonnant que le belliqueux Brantôme se soit extasié sur de pareils exploits (Hom. Illust., II. 204) et que les Néerlandais, voyant la valeur et la cruauté de leurs ennemis, soient venus à se demander si c'étaient des diables ou des hommes. Dans toutes les grandes rencontres la même disproportion existe entre le chiffre des pertes espagnoles et celui des pertes des patriotes ; et surtout à l'époque où nous sommes maintenant. Dans les six mois qui vont de la fin d'août 1576 à la signature de l'Édit perpétuel, le 17 février 1577, les Espagnols, de l'aveu des historiens flamands eux-mêmes, tuèrent 20,000 Néerlandais, et ne perdirent, à ce qu'ils disent, que soixante hommes ! Mendoza, XVI. 335. — Comparez Cabrera, XI. 866 ; Meteren VI. 120. Tel est le compte du sang versé chaque année ou chaque mois par les Néerlandais pour la défense de leur liberté et de leur religion. Quant à l'argent, on estimait le coût de l'armée des États de 800 mille à 1 million de florins par mois (Meteren, VIII, 138 d et 144). Le même historien évalue les dépenses de l'armée de Philippe à 42 millions de couronnes pour 9 années, de 1567 à 1576, ce qui donnerait environ 400,000 couronnes par mois, dont la moitié, dit-il, venait d'Espagne. Les Pays-Bas fournissaient donc l'autre moitié, qui équivaut à 500,000 florins, lesquels il faut donc ajouter mensuellement à ce que coûtait

disproportion semble impossible, mais elle se produisait souvent entre les pertes des Espagnols et celles de leurs adversaires dans toutes les occasions du même genre. Leur valeur était égale à leur férocité, et cela suffisait à leur prêter aux yeux de tous une puissance presque surnaturelle. Que l'on se rappelle, en outre, que les bourgeois étaient incomplètement armés, que le nombre de ceux qui devaient les défendre se tournèrent contre eux, que plusieurs milliers d'entre ces derniers prirent la fuite au premier choc, — que l'on pense bien aux effets d'une invincible et soudaine panique, et la distance qui sépare les nombres respectifs de morts dans les deux partis en lutte, ne semblera plus aussi extraordinaire.

Quelques officiers de distinction furent pris en vie et conduits à la citadelle. Parmi eux se trouvaient le seigneur de Capres et le jeune comte d'Egmont. Le conseiller Jérôme de Roda se prélassait sur un fauteuil dans une galerie ouverte, lorsque les deux

aux États leur propre armée. Ils payaient donc 1,500,000 florins par mois, 8 millions par an, simplement pour maintenir sur pied les deux armées qui détruisaient et ruinaient les Néerlandais. Il faut y ajouter les énormes dommages qu'infligeaient les confiscations, les pillages, les incendies, la mise à sac de villes et de villages sans nombre ; mais le montant de ces dommages défie tout calcul. La dépense régulière annuelle en argent, de la paie et de l'entretien de l'armée à laquelle ils avaient à pourvoir comme ils le pouvaient vient d'être donnée ; elle équivaut à 60 millions de florins par an, valeur d'aujourd'hui, en calculant sur la différence généralement admise entre la valeur de l'argent au XVIe siècle et sa valeur actuelle. C'était certes plus que suffisant pour une population de 3 millions d'hommes. La promesse qu'ils répétaient souvent de « donner leurs biens et leur sang » pour la défense de leur liberté, n'était pas un vain mot ; 3,000 vies et 1,500,000 florins étaient dévorés chaque mois pour cette œuvre.

gentilshommes lui furent amenés, et Capres fut assez vil pour saluer profondément l'homme qui prétendait représenter à lui seul le gouvernement de Sa Majesté. Le digne successeur de Vargas répondit à la servile politesse de son prisonnier par un « coup de pied dans le ventre, » ajoutant, avec une brutalité que son prototype aurait pu lui envier : « *Ah puto tradidor*, — vilain traître — fais-moi grâce de tes saluts. » Le jeune d'Egmont combattait bravement à la tête de ses lâches soldats, lorsqu'il fut fait prisonnier par Julien Romero, qui neuf ans auparavant avait vu exécuter son père ; il regardait cette scène de brutalité avec une haute indignation. Sa contenance produisit plus d'effet sur Roda que la bassesse de Capres. « Je vous plains de votre infortune, comte, » dit le conseiller sans cependant se lever de son siège ; « mais tel est le sort de ceux qui prennent les armes contre leur roi. » Ce début n'était pas heureux pour la carrière de Philippe d'Egmont, carrière qui devait être sans gloire, pleine d'irrésolutions, d'avortements et de déceptions pour tout le monde.

A la nouvelle de cet horrible crime, un frisson parcourut tout le pays, mais un frisson d'indignation et non de terreur. Déjà les négociations de Gand entre les représentants du Prince, de la Hollande et de la Zélande et les députés des autres provinces, étaient en bonne voie, et loin de les arrêter, cet évènement eut pour résultat de les précipiter vers une conclusion. On intercepta une lettre dans laquelle Jérôme de Roda relatait au Roi tout ce qui s'était passé. Le sénateur y prodiguait les plus chauds éloges à Sanche d'Avila, à Julien Romero, à Alonzo de Vargas, à Francis Verdugo, ainsi qu'aux colonels allemands Függer, Fronsberger, Polwiller, et à quelques autres qui s'étaient spécialement distingués dans le massacre. « Je félicite grandement Votre Majesté de cette victoire, disait en

terminant le conseiller, « elle est très grande et le mal fait à la ville est immense. » Pareil cynisme n'était pas de nature à apaiser l'effervescence populaire. D'un autre côté, les États de Brabant adressèrent aux États-Généraux un éloquent appel, où ils exposaient leurs griefs et insistaient pour qu'on agît incontinent. « Il est notoire, » y disait-on, « que hier encore Anvers était le principal ornement de l'Europe, le refuge de toutes les nations de la terre, la source et le réceptacle de trésors innombrables ; la mère de tous les arts et de toutes les industries ; la protectrice de la religion catholique romaine ; la gardienne de la science et de la vertu ; et, avant tout, la fidèle et obéissante sujette de son souverain prince et seigneur. La ville n'est plus maintenant qu'une sombre caverne, remplie de voleurs et de meurtriers, ennemis de Dieu, du Roi et de tous ses excellents sujets. » Puis venait le récit du massacre, « dont le souvenir sera tenu en abomination tant que durera le monde ; » on terminait en réclamant sans retard le redressement de tels maux. Les États demandaient notamment qu'on rendît aussitôt un édit défendant la vente et l'exportation d'objets quelconques provenant d'Anvers, et accordant en même temps aux propriétaires de biens volés le droit de les reprendre sans aucune forme de procès quand et où ils pourraient les retrouver. En suite de ces pressantes sollicitations, un édit fut publié, mais un peu tard, dans l'espoir d'atténuer quelques-uns des funestes résultats de la Furie Espagnole.

Vers la même époque, le prince d'Orange adressa aux États-Généraux, alors assemblés à Gand, une lettre fort remarquable, pour les presser de hâter la conclusion du traité. La nouvelle du massacre, qui venait de donner à sa lettre une autorité imposante, ne lui était pas encore parvenue à Middelbourg ; mais ses vues profondes produisirent un effet puissant et

ineffaçable sur tous ceux qui la lurent, au moment où ils étaient sous l'impression de ce sombre drame. La lettre était un chef-d'œuvre. Dans sa position, il devait exciter les esprits sans les alarmer ; stimuler les sentiments qui battaient à l'unisson, sans heurter ceux qui, en différant, auraient pu engendrer la discorde. Aussi, sans faire allusion à la question religieuse, appuyait-il sur la nécessité d'une union solide et prudente. Si la Hollande et la Zélande avaient déjà tant fait à elles seules, que ne pouvait-on pas espérer lorsque toutes les provinces seraient unies ? « La fleur principale des Espaignolz est cheute en ces guerres intestines, » disait-il, « sans oncques avoir sceu conquester la moindre province sur ceulx qu'ilz appellent, par mocquerie, *povres geux* ; et néantmoins, qu'est-ce ceste petite poignée de villes, au pris de toutes les provinces qui se sont joint maintenant en ceste querelle, surtout si elles se veulent encore joindre avec nous ? » Il avertissait les États de la nécessité de se montrer unis et résolus, car le Roi avait toujours été porté à considérer le mouvement des Pays-Bas comme un pur complot d'individus isolés. « Le Roy mesme me disoit en termes exprès et formels, » continuait d'Orange, « quand il estoit question, en 1559, de faire sortir les Espaignolz, que si les États n'avaient pas des soutiens sur lesquels s'appuyer, ils ne parleraient pas si haut. » Il était donc indispensable de faire voir que prélats, abbés, moines, seigneurs, gentilshommes, bourgeois et paysans, bref tout le peuple, n'avait maintenant qu'une seule voix et qu'une seule volonté. Le Roi n'oserait résister à une telle démonstration. En demeurant fermes et unis et en oubliant les petits dissentiments, tous inspireraient en outre confiance à leurs amis et aux princes étrangers. Les princes allemands, les seigneurs et les gentilshommes français, la reine d'Angleterre, quoique

pleine de sympathie pour les malheurs des Pays-Bas, ne pourraient les aider efficacement, aussi longtemps que leur désunion les empêcherait de s'entr'aider eux-mêmes, aussi longtemps que leur appel aux armes paraîtrait n'être « qu'une levée de boucliers, qu'un soulèvement de populace, laquelle ne plus ne moins qu'une vague de mer, s'abaisse et s'appaise tout aussy tost qu'elle s'est élevée. »

Tandis qu'il les excitait à l'union et à la fermeté, d'Orange s'efforçait également de les pénétrer de la nécessité de se montrer prudents. Ils avaient affaire à un ennemi très habile. Des lettres interceptées avaient déjà établi qu'on avait toujours recours à l'ancien système de dissimulation ; que, tandis que Don Juan d'Autriche était déjà en route, on berçait encore les habitants des Pays-Bas de belles promesses. Roda avait reçu du Roi un programme d'instructions secrètes destinées à servir de règle de conduite au nouveau gouverneur, et Don Sanche d'Avila avait été vivement applaudi en Espagne pour son attitude envers les rebelles d'Alost. Ces applaudissements ne faisaient-ils pas suffisamment entrevoir la politique qu'allait suivre Don Juan, et n'étaient-ils pas bien plus significatifs que ces phrases banales et mielleuses qui fourmillaient dans les documents publics ? « Ilz mectent de nouveau en avant très faulses enseignes, » disait le Prince ; « reconnaissez donc vos vrais amys, arrachez tous ces masques fardés lesquels, soubs ombre de n'oser desplaire au Roy, vont nageant entre deux eaues. Il faut avoir une pierre de touche ; c'est de subsigner une déclaration de telle sorte que vous aurez moien et occasion de vous fier et deffier des gens. »

Le massacre d'Anvers et l'éloquence du Prince produisirent un effet immense sur le congrès de Gand. Ses délibérations avaient conservé toute leur solen-

nité et leur gravité, au milieu du fracas de l'artillerie qui tonnait de la citadelle ; la forteresse se rendit le jour même de la conclusion du traité.

Cet important document qui assurait au Prince, pour quelque temps du moins, la récompense de ses efforts et de tous ses sacrifices, contenait vingt-cinq articles. Le prince d'Orange et les États de Hollande et de Zélande, d'une part, et les provinces qui avaient signé ou qui signeraient par la suite le traité, d'autre part, consentaient d'un commun accord pardon et oubli général du passé. Ils se juraient pour l'avenir une amitié étroite et sincère. Ils prenaient l'engagement réciproque de chasser sans délai les Espagnols des Pays-Bas. Dès que cette tâche importante serait accomplie, on convoquerait les États-Généraux, sur les bases de l'Assemblée qui avait eu lieu avant l'abdication de l'Empereur. Ce Congrès se chargerait de régler les affaires de religion en Hollande et en Zélande, ainsi que la reddition des forteresses et autres places appartenant à Sa Majesté. Les citoyens des différentes provinces jouiraient de la liberté de communication et de trafic la plus absolue. Toutefois, il serait défendu aux habitants de Hollande et de Zélande, soit de se livrer, en dehors de leur territoire, à la moindre entreprise contre la religion catholique romaine, soit d'offenser ou d'irriter à ce sujet personne, par paroles ou par actions. Tous les placards et édits contre les hérétiques, y compris les ordonnances criminelles du duc d'Albe, seraient suspendus jusqu'à ce que les États-Généraux en eussent disposé autrement. Le Prince était maintenu dans ses fonctions de lieutenant, d'amiral et de général de Sa Majesté en Hollande, en Zélande et dans les places alliées, jusqu'à ce qu'il y eût été pourvu par les États-Généraux, après le départ des Espagnols. Les villes et les places, comprises dans la commission du Prince,

mais qui n'avaient pas encore reconnu son autorité, recevraient satisfaction de lui sur les points de religion et sur d'autres, avant de devoir donner adhésion à l'Union. Tous les prisonniers, et particulièrement le comte de Bossu, seraient rendus à la liberté sans rançon. On restituerait à leurs anciens propriétaires les biens meubles et immeubles confisqués qui n'avaient pas déjà été aliénés, toutes les confiscations à partir de 1566 étant déclarées nulles et de nul effet. La comtesse Palatine, la veuve de Bréderode et le comte de Buren, fils du prince d'Orange, etaient expressément compris dans cette stipulation. Les prélats et les ecclésiastiques seraient, si faire se pouvait, réintégrés dans les biens qu'ils possédaient en Hollande et en Zélande; et en cas d'aliénation, cas qui serait selon toute apparence le plus fréquent, on les dédommagerait par une compensation convenable. Les États-Généraux auraient à décider si les Provinces prendraient à leur charge les dépenses faites par le prince d'Orange dans ses deux campagnes. Provinces et villes n'étaient admises à recueillir le bénéfice de cette union qu'après avoir ratifié et signé le traité, mais il leur était loisible de le faire, quand elles le voudraient.

Cet acte mémorable fut signé à Gand, le 8 novembre, par Sainte-Aldegonde et les huit autres commissaires envoyés par le prince d'Orange et les États de Hollande, d'une part, et par Elbertus Léoninus et les délégués du Brabant, de la Flandre, de l'Artois, du Hainaut, de Valenciennes, Lille, Douai, Orchies, Namur, Tournai, Utrecht et Malines d'autre part.

Le traité était de la part du Prince un chef-d'œuvre de diplomatie, car il assurait à la religion réformée toutes les garanties qu'elle pouvait espérer obtenir dans les circonstances présentes. En tenant compte du changement qui s'était opéré durant ces dernières

années dans les quinze provinces, c'était beaucoup qu'elles consentissent à traiter avec leurs deux sœurs hérétiques. C'était bien plus encore, de les voir reconnaître la nouvelle religion, comme croyance officielle en Hollande et en Zélande, et permettre en même temps l'abolition des infâmes édits de Charles. Dans les quinze provinces catholiques, nulle défense ne pouvait entraver la pratique privée du culte réformé, et on devait raisonnablement espérer qu'avec le temps et après le retour des protestants proscrits, la Réforme s'implanterait d'une façon plus solide. En attendant, la religion nouvelle était solennellement reconnue dans deux provinces et tolérée, en secret, dans les quinze autres ; l'Inquisition abolie à tout jamais et toutes les forces de la nation étaient enrôlées pour expulser la soldatesque étrangère du sol de la commune patrie. Telle était l'œuvre de Guillaume le Taciturne [1], et l'illustre Prince voyait ainsi un succès temporaire, il est vrai, couronner des efforts de plusieurs années. Lorsqu'on lui annonça, quelques jours avant l'échange des signatures, la conclusion définitive du traité, sa joie fut extrême. Il manifesta le désir de voir la Pacification soumise, à l'approbation, non seulement des magistrats municipaux, mais du peuple tout entier [2]. Dans toutes les grandes circonstances, l'homme qui, à aucun moment de sa carrière n'eut la moindre ressemblance avec aucun des déma-

[1] On ne fait mention dans les Résolutions de Hollande, du 25 avril au 8 novembre 1576, d'aucun projet, plan ou délibération relatifs au traité de Gand. Kluit en conclut (I, 146, 147) que le Prince avec son conseiller et ses neuf commissaires, dirigea toute la négociation ; si grande était la confiance que les deux provinces avaient en lui.

[2] En fait, deux commissaires allèrent dans chaque ville de Hollande soumettre aux magistrats le nouvel acte, et recevoir leur signature. — Kluit. Holl., Staatsreg., I. 148.

gogues anciens ou modernes, recherchait avec soin l'expression de la volonté populaire. En cette occurrence, cependant, la demande d'approbation était superflue. Tous les cœurs battaient à l'unisson de ses pensées, de ses paroles, de ses actions, et la Pacification, ou Paix de Gand, dès qu'elle fut connue, fut accueillie avec un cri de joie. Proclamée sur la grande place de chaque ville, de chaque village, elle fut ratifiée dans toute l'étendue des Pays-Bas, non par un vote, mais par des hymnes d'actions de grâces, par des chants de triomphe, par le tonnerre du canon et par d'éblouissantes illuminations. Un autre évènement vint encore ajouter aux joies du moment. La partie du pays, conquise récemment par les Espagnols, après des exploits d'une audace inouïe, leur échappait au moment même où l'on arrêtait les bases du traité de Gand. C'était là une conséquence inévitable de la grande révolte militaire. Mondragon, délaissé de toutes parts par ses troupes, ne pouvait tenir plus longtemps à Zierickzée, cette ville qui avait coûté des prodiges de bravoure. Au commencement de novembre, cette capitale de l'île de Schouwen et avec elle l'île tout entière, ainsi que le reste de la Zélande, à l'exception de Tholen, fut reprise par le comte de Hohenlohe, lieutenant-général du prince d'Orange, qui agissait d'après ses instructions.

Ainsi, un même moment vit s'accomplir plusieurs grands évènements. A la même heure, la Zélande était délivrée, Anvers ruiné et la ligue de tous les Pays-Bas contre les Espagnols, formée. Bientôt après, on apprit que presque simultanément, un autre fait non moins important venait de se produire. La veille du massacre d'Anvers, quatre jours avant la publication du traité de Gand, un cavalier étranger, suivi d'un esclave maure et de six hommes d'armes, entrait à cheval dans les rues de Luxembourg. Le cavalier

était Don Octave de Gonzague, frère du prince de Melfi. L'esclave maure était Don Juan d'Autriche, le fils de l'Empereur, le conquérant de Grenade, le héros de Lépante. Le nouveau gouverneur-général avait traversé à toute bride l'Espagne et la France, à la faveur d'un déguisement — allures romanesques qui révélaient sa nature tout entière. Il se trouvait enfin au seuil des Pays-Bas, mais, malgré tout son empressement, il arrivait quelques jours trop tard.



FIN DU TOME QUATRIÈME

TABLE DES MATIÈRES

QUATRIÈME PARTIE

ADMINISTRATION DU GRAND-COMMANDEUR



Laval, Imprimerie et Stéréotypie E. JAMIN, Quai d'Avesnières, 49.

